

« L'Économie » : l'Europe des Rothschild

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14725 - 6 F

MARDI 2 JUIN 1992

La Serbie sous le coup des sanctions

Trop tard ?

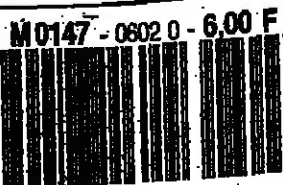
Les Européens ont beau clamer qu'ils n'ont pas ménagé leurs efforts diplomatiques pour tenter de régler la crise yougoslave, c'est bien à partir du moment où les États-Unis ont commencé à s'intéresser à un conflit dans lequel il n'y avait pour eux aucun intérêt majeur - pétrolier ou stratégique - que les choses ont bougé. Quel qu'en soit le résultat, c'est bien à l'initiative de Washington que le Conseil de sécurité des Nations unies a fini par décréter un embargo total contre la Serbie et le Monténégro, les deux composantes de la nouvelle « République fédérale de Yougoslavie » que personne ne souhaite reconnaître.

On ne peut s'empêcher de penser que cette panoplie de sanctions radicales, si justifiées soient-elles, arrive bien tard. La guerre, qui éclata l'été dernier en Croatie avant de gagner la Bosnie, a déjà fait plus de dix mille morts ; des centaines de milliers de personnes ont été déplacées ou ont pris le chemin de l'exode ; le CICR pile bagages ; les « casques bleus » éprouvent les plus difficiles à remplir leur mission ; Belgrade a manipulé à sa guise la conférence de paix présidée par lord Carrington.

Il est tard, car les diplomates - à commencer par les Européens - auraient dû s'occuper beaucoup plus tôt de ces nationalistes, tous issus de l'ancienne Ligue des communistes, qui ont mis le feu aux poudres dans l'ex-Yougoslavie. Il fallait être atteint de cécité pour ne pas voir, dès 1987, que Slobodan Milosevic, en invitant tous les Serbes (affaiblis par Tito) à relever la tête et à se mobiliser pour la Grande Serbie, allait déclencher des réactions en chaîne. En Croatie notamment, où Franjo Tudjman, dont certains font antisémitisme sans le savoir, a, à son tour, fait resurgir les haines du passé.

C'est à cette époque - avant la guerre - que les Desses auraient dû avoir la bonne idée d'intervenir politiquement pour faire comprendre à ces dirigeants indépendants ou expansionnistes qu'on ne règle pas, à notre époque, en Europe, des conflits par des massacres et des pogroms. Beaucoup - au nom d'une longue amitié historique - ont contredit, et confondent toujours, la Serbie « démocratique » du début du siècle et de la première guerre mondiale et celle, revancharde et agressive incarnée par M. Milosevic, dont les troupes occupent un bon tiers du territoire croate.

« La Serbie n'est pas en guerre », a coutume de dire le président Milosevic. A ses yeux, l'armée fédérale n'est intervenue que pour protéger les communautés serbes de Croatie, menacées par les « oustachas » de Zagreb, et de Bosnie. Mais l'embargo de l'ONU, auquel ses dirigeants pensaient échapper, plonge la Serbie dans la guerre. Au mieux, ces sanctions peuvent ramener M. Milosevic à la raison, mais une marche arrière de sa part entraînerait sans doute sa chute. Une fin qui - on ne peut l'exclure - risque de se solder par un nouveau bain de sang dans une Serbie isolée. Il est clair, en tout cas, que l'embargo ne peut régler une question fondamentale pour l'avenir : celle des frontières de la Serbie, de la Croatie et de la Bosnie.



L'embargo décrété par l'ONU devrait frapper sévèrement l'économie de la nouvelle « République de Yougoslavie »

L'isolement de la « République fédérale de Yougoslavie », non reconnue par la communauté internationale, se renforce après l'adoption, samedi 30 mai, par le Conseil de sécurité des Nations unies, de la résolution 757 prévoyant un embargo commercial, pétrolier et aérien contre la Serbie et le Monténégro, dont l'économie risque d'être sévèrement frappée. Les dirigeants de Belgrade ont dénoncé vigoureusement le caractère « unilatéral et injustifié » de ces sanctions. Les États-Unis, la Grande-

Bretagne et le Japon ont déjà indiqué qu'ils allaient geler les avoirs yougoslaves. C'est la deuxième fois que l'ex-Yougoslavie est soumise à un embargo de l'ONU, après celui de septembre 1991 interdisant les ventes d'armes. Dimanche, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Belgrade contre le régime de M. Slobodan Milosevic. Après une certaine accalmie, les bombardements ont repris, lundi matin 1^{er} juin à Sarajevo ainsi qu'à Dubrovnik.

Consternation à Belgrade

BELGRADE

de notre correspondant

Consternation et inquiétude prévalaient, à Belgrade, au lendemain des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU contre la Serbie et le Monténégro. Le choc produit par l'annonce de l'application immédiate de l'embargo alimentait la colère de dizaines de milliers de Belgradois, qui ont manifesté contre « la politique destructrice » du président Milosevic.

Vers midi, dimanche, plusieurs dizaines de milliers de manifestants défilèrent vers le centre de Belgrade pour rejoindre le cortège des pacifistes qui avaient

Lire aussi

■ Le texte de la résolution 757.

■ Un blocus naval et aérien est envisagé.

par AFSANÉ BASSIR POUR

■ Un embargo économique complet.

par FRANÇOISE LAZARE et JEAN-PIERRE TUQUOI

■ Les dirigeants serbes obtiennent à la décision des Nations unies.

Page 6

Dubrovnik et les « barbares »

DUBROVNIK

de notre envoyé spécial

Ce fut d'abord la surprise ; puis vinrent le soulagement et l'euphorie ; ce fut enfin le retour brutal de l'angoisse et de la peur. La surprise fut celle de voir l'armée serbo-monténégrine évacuer, il y a quelques jours, les positions qu'elle occupait le long de la côte nord-ouest de Dubrovnik ainsi que celles dominant la ville. Après huit mois d'encerclement, l'ennemi levait le siège. Rares étaient les gens qui s'attendaient, ici, à un tel événement. Quel-

guerre « cruelle et insensée », mais aussi leur patrie mise à l'index de la communauté des nations.

Choqués par les images du carnage de mercredi à Sarajevo, les manifestants étaient cette fois consternés par les sanctions de l'ONU. Ils réclamaient le départ de M. Slobodan Milosevic : « Va-t'en, espèce de Saddam. C'est à cause de ton socialisme que tout ceci arrive. » Les manifestants collaient sur leur passage des grandes feuilles de papier noir sur tous les bâtiments officiels et sur les affiches électorales des candidats du Parti socialiste au pouvoir.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 7

Le Sommet sur l'environnement



Vingt ans après Stockholm, Rio-de-Janeiro sera du 3 au 14 juin la capitale de l'environnement. Organisé par les Nations unies, ce Sommet de la Terre, qui réunira cent soixante-quinze pays, doit définir les actions prioritaires pour la prochaine décennie en matière d'environnement (défense de l'atmosphère et des forêts) et de développement.

Lire notre dossier pages 15 à 20

L'ÉCONOMIE

L'Europe des Rothschild

La légendaire famille de banquiers prépare à sa façon l'union européenne. Pour la première fois depuis près de deux siècles, la branche de Londres et celle de Paris seront à l'initiative de la même affaire : le Français David de Rothschild, associé-gérant de Rothschild et Cie Banque - créée après la nationalisation de 1982 - devient le numéro deux de la maison londonienne N.M. Rothschild, où il devrait succéder à Sir Evelyn.

M. Tapie sur le fil

Sa carrière ministérielle brisée, Bernard Tapie doit aujourd'hui se préoccuper de l'état de son groupe, un assemblage aux contours flous dont le fleuron, Adidas, apparaît singulièrement fragilisé.

Lire aussi les pages Actualité, Perspectives, Mode d'emploi, Opinions avec la chronique de Paul Fabra, Dossier (« La télévision par câble »), Conjoncture. pages 33 à 42

ESPACE EUROPÉEN

■ Le Collège universitaire créé à l'université Lomonosssov de Moscou fait le bilan d'une année d'existence. Les Danois partagés sur le traité de Maastricht. pages 8 à 10

Un entretien avec Emmanuel Levinas

Le philosophe parle successivement des sources judéo-chrétiennes et grecques de la culture européenne, du rôle de l'argent, de la chute du communisme et de Heidegger. page 2

« Sur le fil » et le sommaire complet se trouvent page 32

Les censures du Parlement

La discussion sur Maastricht, qui reprend au Sénat, s'annonce plus incertaine que le débat sur la nouvelle politique agricole commune

par Alain Rollat

M. Pierre Bérégovoy avait de bonnes raisons de ne pas s'inquiéter outre-mesure de la motion de censure déposée par l'intergroupe RPR-UDF-UDC de l'Assemblée nationale contre « la brutalité de l'annonce de l'accord gouvernemental à la réforme de la politique agricole commune » décidée le 21 mai à Bruxelles. Il paraissait en effet peu probable que son gouvernement soit renversé, deux mois après sa constitution, au terme du débat prévu lundi soir 1^{er} juin au Palais-Bourbon.

L'unanimité affichée par l'opposition n'était que de façade. M. Raymond Barre avait déjà fait valoir son savoir à ses collègues qu'il ne s'associerait pas à l'entreprise du groupe centriste et le fait que l'Union du centre ait choisi comme porte-parole M. Ambroise Guallec en disait long sur sa détermination : ce député du Finistère faisait partie des parlementaires qui avaient

exprimé leur scepticisme, la semaine dernière, sur l'opportunité de cette démarche.

Pour les États-majors des trois familles de l'UPF, il s'agissait surtout, en la circonstance, d'écarter un instant le nouvel épisode de la « guerre des chefs » ouvert par l'annonce de la candidature officielle de M. François Léotard à l'Hôtel Matignon, en cas de victoire de la droite aux législatives de 1993, et de faire oublier le malaise ambiant que regrettrait M. Valéry Giscard d'Estaing, la semaine passée, en dénonçant dans l'Express, « les attaques personnelles qui, non seulement ébranlent l'union, mais sont suicidaires ».

Quant aux députés communistes, farouchement opposés au chambardement de la politique agricole commune, ils se montraient plus préoccupés d'apparaître comme les seuls vrais défenseurs des paysans français, et de démontrer par la même occasion le bien-fondé de leur intransigeance vis-à-vis du

traité de Maastricht, que de mêler leurs suffrages à ceux du RPR, de l'UDF et de l'UDC. Après avoir affirmé sa solidarité avec les agriculteurs en colère en ayant consacré sa « une » et deux autres pages, vendredi, à un entretien avec le président de la FNSEA, M. Raymond Lacombe, l'Humanité prenait ses distances, lundi, avec ce qu'elle appelait « la motion de la droite ».

Lire la suite et le point de vue de M. Henri Nallet page 11

Roland-Garros perd ses têtes

Les deux têtes des têtes de série du tableau masculin des Internationaux de France de tennis n'ont pas passé le cap de la première semaine alors qu'un « revenant », Henri Leconte, faisait un triomphe.

Lire page 21 les articles de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX et BÉNÉDICTE MATHIEU

Philippe Séguin

Discours pour LA FRANCE



Grasset

DÉBATS

Un entretien avec Emmanuel Levinas

« Il nous est indispensable, à nous Occidentaux, de nous situer dans la perspective d'un temps prometteur »

PARI

INDIC

- 0

chis

Il n'a

pré-

att-

reco-

poli-

Héli-

0,5

des

na-

poi-

F

me

+

ma

+

est

su-

un

ge

ce

dé-

po-

si

ge

ré-

ba-

sa-

st

la

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

m

« Il vous est arrivé de dire : « L'Europe, c'est la Bible et les Grecs. » En un sens, cette formule pourrait d'ailleurs s'appliquer à l'ensemble de votre démarche intellectuelle dans laquelle la philosophie issue de l'héritage hellénique se trouve confrontée à la tradition judéo-chrétienne. Pourriez-vous indiquer d'abord ce que peut représenter, dans cette phrase, « la Bible » ?

« Il ne s'agit là, évidemment, que d'une manière d'indiquer des grandes directions, et non d'une désignation précise d'ensembles historiques. La Bible, ou, si l'on préfère, la source judéo-chrétienne de notre culture, consiste à affirmer un lien primordial de responsabilité « pour l'autre », de sorte que, d'une manière apparemment paradoxale, le souci relatif à autrui peut précéder le souci de soi, la sainteté se montrant possible irréductible de l'humain et Dieu, être appelé par l'homme. Événements éthiques originaux qui seraient aussi théologie première. L'éthique, ainsi, n'est plus simple moralisme des règles qui édictent le vertueux. C'est l'éveil original d'un « je » responsable d'autrui, l'accession de ma personne à l'unicité du « je » appelé et élu à la responsabilité pour autrui. Le « je » humain n'est pas une unité close sur soi, telle l'unicité de l'atome, mais une ouverture, celle de la responsabilité, qui est le vrai commencement de l'humain, et de la spiritualité. Dans l'appel que m'adresse le visage de l'autre homme, je saisis de façon immédiate les grâces de l'amour : la spiritualité, le vécu de l'humanité authentique.

L'attitude que vous décrivez évoque la sainteté. La moins qu'on puisse dire, c'est que la presque totalité des humains s'en trouve fort éloignée...

« La sainteté est néanmoins la suprême perfection, et je ne dis pas que tous les humains sont des saints ! Mais il suffit que, parfois, il y ait eu des saints, et surtout que la sainteté soit toujours admise, même par ceux qui en semblent le plus éloignés. Cette sainteté qui fait passer autrui avant soi devient possible dans l'humanité. Et il y a du divin dans cette apparition de l'humain capable de penser à autrui avant de penser à lui-même. Avec l'humanité, la sainteté vient donc transformer l'être de la nature en constituant cette ouverture dont je parlais tout à l'heure. C'est cela, en très résumé, que peut désigner, dans la formule dont nous sommes partis « la Bible ».

« Et les Grecs ? Car Sorabji affirme, lui aussi, qu'il vaut mieux être la victime que le bourreau, ou encore que nul n'est méchant volontairement. En quoi les Grecs se distinguent-ils ?

« Il y a vrai que, par certains traits, les Grecs ont été capables d'être « bibliques » si j'ose dire. Aux exemples que vous avez mentionnés, il faudrait aussi ajouter l'idée de Platon qui place le Bien au-dessous de l'Être, ce qui est tout à fait extraordinaire. Il ne faudrait donc pas opposer radicalement, dans l'héritage européen qui est le nôtre, les sources judéo-chrétiennes et les sources grecques.

« Il y a toutefois une dimension spécifique où les Grecs ont excélé,



Emmanuel Levinas

Né en 1906 à Kovno, en Lituanie, Emmanuel Levinas est un philosophe marquant de ce siècle et un témoin de son histoire tourmentée. Réfugié en Russie, à Kharkov, pendant la guerre et la révolution de 1917, il fait, à partir de 1923, ses études de philosophie à Strasbourg, où il suit l'enseignement - très bergsonien dans l'ensemble - de Charles Blondel et de Maurice Pradines et se lie d'amitié avec Maurice Blanchot. En 1928-1929, il suit à Fribourg les cours de Husserl, dont il tra-

duira en français les Méditations cartésiennes et découvre Heidegger, avec lequel il va entamer un long dialogue philosophique intérieur.

Mobilisé dès 1940, il est fait prisonnier et passera en captivité les années de guerre. De 1947 à 1961, il dirige à Paris l'école prisonnière de la philosophie à Strasbourg, dite Ecole normale israélite orientale, avant d'enseigner à l'université de Poitiers, puis à Nanterre et à Paris-IV-Sorbonne, depuis 1973.

Forts d'une vingtaine d'ouvrages et d'une multitude d'articles, son œuvre se situe, par un côté, à la croisée de la tradition juive et de la phénoménologie allemande pour formuler une approche nouvelle de l'humanité et de l'éthique, qui se veut une sagesse nouvelle de l'amour dans la responsabilité pour autrui. Ses principaux livres ont été réédités dans la collection « Biblio-Essais » du Livre de poche, notamment Temps et Infini, Officielle liberté, Humanisme de l'autre homme et Autrement qu'être, et récemment, la Mort et le Temps - texte d'un cours prononcé à la Sorbonne en 1976-1977, précédemment édité dans le numéro des Cahiers de l'Hermès consacré à son œuvre.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Emmanuel Levinas parle successivement des sources judéo-chrétiennes et grecques de la culture européenne, du rôle de l'argent, de la chute du communisme et de Heidegger.

en centrant leur réflexion sur la question de l'harmonie et de l'ordre de l'être. C'est la dimension de l'État, de la justice, et du politique. La justice est distincte de la charité, car elle fait intervenir une forme d'égalité et de mesure, un ensemble de règles sociales à établir ainsi que le juge l'État, et donc la politique. La relation entre moi et autrui doit, cette fois, laisser place à un tiers, à un juge souverain qui décide entre les égaux.

« L'argent peut contribuer à une humanisation du monde »

« Pourriez-vous illustrer cela par un exemple ?

« Imaginons qu'il s'agisse de juger un homme et de rendre la sentence. Pour inventer cette sentence, on se trouve encore dans ce face-à-face entre moi et autrui et on ne doit regarder que le visage. Mais, dès que la sentence est prononcée, dès qu'elle est rendue publique, il faut qu'elle puisse être discutée, contestée, approuvée ou combattue. L'opinion, les citoyens, aujourd'hui la presse, peuvent

intervenir et dire, par exemple, que cette sentence doit être revue.

« C'est là, me semble-t-il, le fondement même de la démocratie. On peut débattre des décisions, on peut les rapporter, il n'y a aucun décret humain qui ne soit révisable, et la charité se trouve alors mise à l'épreuve de la vérification publique. Même s'il existe quelques exemples d'une telle attitude dans les textes de la Bible, c'est avant tout sur ce point que se situe l'apport des Grecs à la culture européenne.

« Que répondriez-vous à celui qui vous dirait qu'il n'admire pas la sainteté, qu'il ne ressent pas cet appel de l'autre, ou plus simplement qu'autrui l'indiffère ?

« Je ne crois pas que cela soit véritablement possible. Il s'agit là de notre première expérience, celle-là même qui nous constitue, qui est comme le fond de notre existence. D'ailleurs, aussi indifférent qu'on se prétende, on ne peut croquer un visage sans le saluer, ou sans se dire « Que va-t-il me demander ? ». Non seulement notre vie personnelle est fondée là-dessus, mais aussi toute la civilisation.

« Pourtant, le règne de l'argent et l'extension de l'affairisme ne tendent-ils pas à modifier, voire à faire oublier, cette relation à l'autre que vous jugez fondamentale ?

« Je ne le pense pas. Il y a, bien sûr, des aspects effrayants du capitalisme et d'une forme excessive d'attachement à l'argent qui

peut tendre à masquer ou à étouffer tout le reste, mais il ne faut pas tomber dans l'erreur qui consiste à croire que l'argent est maudit et qu'on doit le déclarer systématiquement néfaste.

« Je suis convaincu qu'il y a une signification éthique de l'argent et qu'il peut contribuer à une humanisation du monde. Il ne faut pas oublier que ce ne sont jamais seulement des choses que nous vendons et achetons, mais toujours des produits créés par des relations et des travaux humains. L'échange, la répartition, la forme d'égalité et de circulation entre les humains que l'argent rend possibles en font plutôt, à mes yeux, un facteur de paix et de relations saines. Le troc est, au contraire, une source d'affrontements et de guerre. Et l'argent, c'est la fin du troc.

« Doit-on en conclure que la disparition des États socialistes et le retour des pays de l'Est à l'économie de marché peuvent constituer à vos yeux des facteurs d'humanisation et de paix ?

« Ce n'est pas en ces termes que la question se pose à mon avis. Personne ne déplore la chute du pouvoir communiste à cause du stalinisme, de la terreur bureaucratique, de tous les crimes liés à son existence. Certes, il est impossible de regretter Staline, qui ordonnait des atrocités au nom de la promesse humanitaire de Marx et commettait des injustices au nom d'une justice à venir.

« Mais, malgré l'horreur de ce

régime, il subsistait une espérance. On pouvait toujours se dire que tous ces crimes n'étaient peut-être pas commis en vain. On pouvait encore s'imaginer qu'après une période obscure et difficile à travers viendraient des temps meilleurs. Car, même si l'État soviétique était devenu le plus terrible de tous, il demeurait porteur d'une promesse de délivrance, d'un espoir de libération.

« Je crois en la force du libéralisme en Europe »

« La disparition de cet horizon me paraît un événement profondément troublant. Car elle bouleverse notre vision du temps. Depuis la Bible, nous sommes accoutumés à penser que le temps va quelque part, que l'histoire de l'humanité se dirige vers un horizon, même à travers des détours ou des vicissitudes. L'Europe a été la vision du temps et de l'histoire sur cette conviction et cette attente : le temps promettait quelque chose. Malgré son refus de la transcendance et de la religion, le régime soviétique était l'héritier de cette conception. Depuis la révolution de 1917, on avait le sentiment que quelque chose continuait à s'annoncer, à se préparer en dépit des obstacles et des erreurs.

« Avec l'effondrement du système soviétique, même si cet événement présente bien des aspects positifs, le trouble atteint donc des catégories très profondes de la conscience européenne. Notre rapport au temps se trouve mis en crise. Il me semble en effet qu'il nous est indispensable, à nous, Occidentaux, de nous situer dans la perspective d'un temps prometteur. Je ne sais pas dans quelle mesure nous pourrions parvenir à nous en passer. Voilà ce qui me paraît le plus troublant dans la situation présente.

« Ne pensez-vous pas que cette expérience puisse se reporter sur un autre horizon ?

« Pour l'instant je ne vois pas lequel. Il nous faut concevoir la société libérale que nous connaissons comme une forme d'accomplissement de toutes les promesses. On pourrait se dire en effet que, dans les démocraties occidentales, les idéaux sont garantis, la paix régnait, et la vraie misère n'existe presque plus. On voit par ailleurs se développer une vie faite de confort, de sécurité, de vacances, et aussi de culture, de musique, d'art. Il y a là un idéal d'humanité qu'on aurait tort de croire méprisable. Quand on a connu d'autres régimes et d'autres modes de vie, on peut même considérer qu'il y a

là une certaine forme de perfection humaine. On pourrait donc imaginer que la continuation et le développement de cette société libérale deviennent le principe des actions historiques. C'est une possibilité. Mais il ne s'agit plus du même genre d'espérance qu'auparavant...

« Ne craignez-vous pas que les démocraties libérales ne soient minées par la résurgence d'« espérances » meurtrières, liées au retour du nationalisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme ?

« Je crois en la force du libéralisme en Europe. Mais j'ai également trop de souvenirs pour avoir une réponse certaine à cette question.

« Parmi vos souvenirs, votre maître, Heidegger, occupe une place marquante. C'est d'ailleurs dans une relation critique à sa pensée que vous avez écrit votre œuvre propre. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur lui ?

« Je me souviens toujours de mes études auprès de Heidegger avec la plus grande émotion. Quelles que soient les réserves que l'on peut former sur l'homme et sur son engagement politique aux côtés des nazis, c'est incontestablement un génie, l'auteur d'une œuvre philosophique extrêmement profonde, dont on ne peut se débarrasser en quelques phrases.

« Puis-je vous demander, malgré tout, d'indiquer quelle est la connexion, si elle existe, entre sa pensée et son engagement politique ?

« Pour Heidegger, l'être est animé par l'effort d'être. Il n'y va pour l'être dans son effort d'être que d'être, avant tout et à tout prix. Cette résolution conduit à entrer dans les luttes entre individus, nations ou classes, en étant ferme et indébranlable comme l'acier. Il y a chez Heidegger le rêve de noblesse du sang et de l'épée. Or l'humainisme est tout autre. Il est plus une réponse à autrui qui accepte de le faire passer en premier, qui cède devant lui au lieu de le combattre. L'absence de souci d'autrui chez Heidegger et son aventure politique personnelle sont liées. Et malgré toute mon admiration pour la grandeur de sa pensée, je n'ai jamais pu partager ce double aspect de ses positions.

« Je lui aviez-vous dit ?

« Je vous répondrai seulement par un bref souvenir personnel qui se trouve être également une scène historique. J'ai assisté, pendant l'été 1929, à la célèbre rencontre de Davos, qui fut marquée par l'affrontement philosophique entre Ernst Cassirer et Martin Heidegger. Comme vous le savez, c'est à la suite de cette confrontation historique qu'ont disparu d'Allemagne les pensées inspirées de Kant et de l'héritage des Lumières que représentait principalement Cassirer. Or, un soir, pendant cette réunion, nous avions monté une revue, un petit spectacle, auquel assistèrent Cassirer et Heidegger, où nous mimions leur controverse. Et j'incarnais pour ma part Cassirer dont Heidegger attaquait constamment les positions. Et pour traduire cette attitude non combattive et un peu désolée de Cassirer, je répétais continuellement : « Je suis pacifiste... »

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-93

Imprimerie de « Le Monde » 94832 IVRY CEDEX

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-93

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.806 F

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Michel Cros, directeur général

Philippe Depois, directeur

15-17, rue de Colonel-Pierre-Avin 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-93

Téléc : MONDOPUS 634 126 F

Téléc : 44-42-88-73 - Société Générale de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Téléc : 281.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-ITALIE-LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	480 F	520 F	790 F
6 mois	880 F	1 120 F	1 580 F
1 an	1 680 F	2 080 F	2 980 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse : nous abonneront invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros parvenus en capital à l'imprimerie.

PP, Paris 92 301/MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

- Jacques Lesourne, gérant
- directeur de la publication Bruno Freytag
- directeur de la rédaction Jacques Gélis
- directeur de la gestion Manuel Lambert
- secrétaire général

Rédacteurs en chef :

- Jean-Marie Colombani
- Robert Solà
- André Lemaître (au directeur de la rédaction)

Yves Agnès

- Jacques Amalric
- Thomas Frenaud
- Philippe Herveaux
- Jacques-François Simon

Daniel Verney

- directeur
- des relations internationales

Anciens directeurs :

- Hubert Beuve-Méry (1944-1968)
- Jacques Faure (1968-1982)
- André Laurens (1982-1985)
- André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-93

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10

ÉTRANGER

CAMBODGE : faisant obstacle à la mission de l'ONU

Les Khmers rouges multiplient les violations de l'accord de paix

La deuxième phase d'application des accords de Paris, qui devait débuter le 13 juin, paraît très menacée, en raison de la mauvaise volonté des Khmers rouges à faciliter le travail de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC).

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

« Il s'agit d'une très sérieuse violation » de l'accord de paix signé à Paris le 23 octobre 1991, a déclaré le Japonais M. Yasushi Akashi, chef de la mission de l'ONU au Cambodge, lors d'une conférence de presse à Bangkok, mardi 2 juin. Le représentant du Secrétaire général des Nations unies, qui est également le chef de l'APRONUC, a ainsi confirmé que les Khmers rouges bloquaient l'application de l'accord de Paris, remettant en cause le début de la démobilisation, prévue pour le 13 juin, des forces militaires en présence.

En compagnie du général John Sanderson, le commandant australien des « casques bleus » au Cambodge, M. Akashi terminait une inspection en hélicoptère des postes de l'ONU installés aux frontières du Cambodge par une visite dans la zone de Pailin, contrôlée par les Khmers rouges. Jusque-là, tout s'était bien passé, sur la fron-

tière du Vietnam comme sur celle de la Thaïlande.

A Pailin, les hélicoptères des Nations unies ont pu se poser là où est installée, depuis fin décembre, la mission de l'ONU. Mais, à l'exception de l'officier en permanence sur place, aucun représentant khmer rouge ne s'est déplacé pour accueillir M. Akashi ; et quand ce dernier a voulu se rendre en voiture, à vingt-deux kilomètres de là, sur la frontière thaïlandaise, pour y inspecter un poste que doit occuper l'ONU, il en a été empêché par des gardes khmers rouges qui, pourtant, laissent passer des véhicules civils immatriculés en Thaïlande.

La Chine et la Thaïlande sans influence

Contrairement à ce qu'on a pu croire, Phnom-Penh, M. Akashi a également été informé que, dans cette zone, les postes-frontières attribués à l'ONU ont été récemment minés par les Khmers rouges. En outre, arrivé deux jours plus tôt en Thaïlande, le bataillon australien qui sera chargé de contrôler la démobilisation est bloqué à la frontière, et les pistes qu'il devait emprunter pour rejoindre les éléments avancés de ce bataillon - 71 militaires chargés de préparer l'installation de l'unité - n'ont pas pu pénétrer en territoire khmer rouge. Selon les journalistes qui accompagnaient M. Akashi, la

mission de l'ONU a pu constater, en survolant le secteur, que des dizaines de bulldozers et de camions, affectés aux mines de pierres précieuses de Pailin ou à des concessions forestières, circulent sans problème.

Lors de la dernière réunion du Conseil national suprême (CNS), à Phnom-Penh le 26 mai, M. Akashi avait soumis un questionnaire en douze points aux représentants des

Khmers rouges. Il leur demandait notamment s'ils étaient prêts à laisser l'APRONUC « circuler sans restriction » dans leurs zones, à « se retirer de violer le cessez-le-feu » et à « délimiter » leurs champs de mines, ainsi qu'à éviter de procéder à de nouveaux minages.

Des réponses négatives aux trois questions lui ont été fournies sur le terrain, le week-end dernier, surtout s'il se confirme que les

Khmers rouges ont lancé plusieurs attaques au nord de Siem-Réap, ainsi qu'on le signalait, lundi, à Phnom-Penh. La radio des Khmers rouges a enfoncé le clou, samedi, en accusant « certains membres » non cités de l'APRONUC de ne pas être neutres, et de « tenter de détruire par tous les moyens » leur mouvement.

Les Khmers rouges demandent que l'APRONUC, avant de démobiliser les forces en présence, s'assure du départ de toutes les forces vietnamiennes du Cambodge. Lors de son inspection, jeudi 28 mai, des postes de l'ONU sur la frontière du Vietnam, M. Akashi a répondu qu'il avait demandé à « toutes les parties » de lui fournir des « indications concrètes » sur une éventuelle présence militaire vietnamienne et que, à cette date, il n'avait reçu aucune information.

« Si les Khmers rouges ont des preuves, nous irons enquêter n'importe où et n'importe quand », a-t-il ajouté.

La deuxième phase d'application de l'accord de Paris, qui devait commencer le 13 juin avec le début de la démobilisation des factions cambodgiennes, risque donc d'être reportée. Phnom-Penh n'acceptera jamais, en effet, de démobiliser ses soldats si les Khmers rouges n'en font pas autant. Pour les contraindre à jouer le jeu, M. Akashi a peu de moyens de pression. Au Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine se tient en retrait, et on ne sait plus bien si Pékin peut encore influencer ses alliés. Quant à la Thaïlande, la mieux placée auprès des Khmers rouges, elle est paralysée par sa propre crise politique ; de toute façon, les concessions minières et forestières qu'elle détient dans les zones qu'elle contrôlerait sont suffisamment importantes pour qu'elle ne souhaite pas intervenir.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Le « scepticisme tempéré » du général Loridon

SIHANOUKVILLE

de notre envoyé spécial

Il faut que les Khmers rouges cessent leurs manœuvres dilatoires et acceptent de jouer le jeu des Nations unies : parlant à Sihanoukville devant des journalistes français le samedi 30 juin, le général Michel Loridon, numéro 2 de l'APRONUC n'a pas mâché ses mots.

Abandonnant le vocabulaire diplomatique et le style « grande muette », l'officier français a montré du doigt, parmi les quatre factions khmères, les partisans de M. Pol Pot pour leur « volonté politique de retarder les accords ». Le général Loridon soupçonne les Khmers rouges de

tenter de reprendre, par le biais du contrôle des populations et donc ensuite des urnes, ce qu'ils avaient perdu sur le champ de bataille. L'officier a déclaré faire preuve d'un « scepticisme tempéré ». Il espère toutefois que le plan de l'ONU, qui doit permettre, à partir du 13 juin, le désarmement des factions, sera appliqué comme prévu. Mais, derrière ces propos, on sent la déception de voir que ses propositions, « plus progressives » n'ont pas été acceptées par New-York, et la crainte que les Khmers rouges ne fassent dériver le processus. Cette inquiétude n'empêchera certes pas l'officier de faire son possible pour appliquer sur le terrain les directives « onu-

siennes » et les ordres du chef militaire de l'APRONUC, le général australien John Sanderson.

Le général Loridon pense que, s'ils sont placés devant le fait accompli, les Khmers rouges préféreront céder, de peur d'être mis au ban de l'ONU. Car, estime-t-il, M. Pol Pot et ses amis entendent tirer un profit maximum des élections prévues pour dans un an. Si « victoire » de l'ONU il doit y avoir in fine, ce sera après une partie de bras de fer, et non « par cinq à zéro, mais par un à zéro ». Ce serait toutefois mieux, pour la crédibilité de l'ONU, qu'un match nul...

PATRICE DE BEER

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : menaçant de lancer une campagne de protestation

L'ANC durcit nettement sa position

Au terme de quatre jours de débats, la conférence nationale annuelle du Congrès national africain (ANC) a adopté, dimanche 31 mai, un document de 80 pages définissant ses nouvelles lignes de conduite. En affirmant que, désormais, négociations et actions de masse sont indissolublement liées, les dirigeants de l'ANC ont fait un pas décisif en direction de la base militante (le Monde du 30 mai) et, ainsi, ont clairement opté pour une radicalisation de leur attitude.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le choix d'un durcissement de la position de l'ANC a une double portée. D'abord, il réconcilie l'élite-major du mouvement avec des militants, qui considéraient que trop de concessions ont été faites sans contreparties. Ensuite, il pousse le pouvoir blanc à prendre davantage au sérieux les revendications de la majorité noire. La menace est précise : une vague sans précédent de manifestations, de boycotts et de grèves générales sera lancée en juillet, à moins que, d'ici là, le gouvernement ne fasse le nécessaire pour qu'une structure intermédiaire de gouvernement, intégrant des ministres noirs, soit instaurée.

L'ANC exige aussi qu'une solution soit trouvée, dans les trente jours, pour débloquer les négociations au sein de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique

(CODESA), dont la deuxième session plénière s'est conclue, le 16 mai, sur un constat d'échec. Enfin, l'ANC insiste sur l'élection d'une Assemblée constituante avant la fin de l'année.

La base de l'ANC attendait depuis longtemps ce durcissement. Dans son allocution de clôture, le secrétaire général du mouvement, M. Cyril Ramaphosa, a rappelé que la majorité noire vivait toujours « sous un régime minoritaire blanc », qui « nous dénie le droit de nous gouverner nous-mêmes ». L'abolition officielle de l'apartheid, le 30 juin 1991, n'a pas amélioré les conditions de vie dans les ghettos noirs, où le chômage touche la moitié de la population active. Et l'impitoyable de la jeunesse des townships devient de plus en plus difficile à contenir. En bloquant le processus de négociations au sein de la CODESA, le gouvernement aura finalement donné l'occasion aux dirigeants noirs d'infirmer leur politique, en se rapprochant de leur base.

Trop

de « vagues promesses »

L'époque est révolue où le président de l'ANC, M. Nelson Mandela, louait l'intégrité du président De Klerk. Certes, le dernier politicien des deux hommes reste lié à la réussite du processus de négociations. Mais le ton a changé. Les échanges courtois ont fait place à une agressivité ouverte. Lors d'un rassemblement public organisé dimanche dans l'imposante bidonville de Phola Park, près de Johannesburg, M. Mandela n'a pas hésité à accuser le chef de l'Etat d'être personnellement « responsable » de la vague de violence dans les ghettos noirs et d'avoir

commis un « crime » en donnant « à certains groupes les moyens de tuer des innocents ».

Reste à savoir comment le régime réagira aux menaces de l'ANC. La dernière grève générale, en novembre, avait paralysé le pays. L'économie est le tendon d'Achille d'un pouvoir qui voudrait bien commenté à gonfler les disparités entre communautés, en prévision de futures élections générales. Mais la récession ne permet aucune générosité conjoncturelle. Politiquement, le gouvernement doit également compter avec les inquiétudes d'une population blanche divisée.

L'actuel Parlement tricaméral - qui sera appelé à amender la Constitution pour permettre l'avènement d'un gouvernement intérimaire - siège jusqu'au 19 juin. Les activités parlementaires ne reprendront ensuite, officiellement, qu'au début de 1993. Or, le chef de l'Etat a déjà exprimé ses réticences à convoquer une session extraordinaire. Tout accord, éventuellement conclu dans les semaines qui viennent, risque donc de ne pas entrer en vigueur avant le début de l'an prochain.

Cette savante lenteur a poussé l'ANC à exiger l'établissement d'un calendrier. « Nous avons vécu trop longtemps avec de vagues promesses », a expliqué M. Ramaphosa, qui, sans équivoque, a clairement défini, il n'y aurait « pas d'accords ». Le temps est « un facteur essentiel », notamment pour « la libération des prisonniers politiques toujours sous les verrous. L'élection d'une Assemblée constituante et la mise en place d'un gouvernement intérimaire d'unité nationale », a-t-il souligné.

FREDERIC FRITSCHER

M. Mitterrand à la télévision sénégalaise

La France aidera les pays africains « qui s'imposent des règles démocratiques saines »

Dans une déclaration à la télévision sénégalaise, dimanche 31 mai, à la veille de la visite en France du président Abdou Diouf, le président François Mitterrand a annoncé que la France allait augmenter, en 1992 et en 1993, sa contribution au développement public organisée dimanche dans l'imposante bidonville de Phola Park, près de Johannesburg, M. Mandela n'a pas hésité à accuser le chef de l'Etat d'être personnellement « responsable » de la vague de violence dans les ghettos noirs et d'avoir

son discours de La Baule, prononcé lors du sommet franco-africain de juin 1989. La France est « d'autant plus portée à aider ceux qui s'imposent, à eux-mêmes, des règles démocratiques saines », a-t-il indiqué. « Nous n'avons coupé les vivres de personne... Mais il y a certaines façons de faire qui ne sont pas acceptables », a-t-il souligné.

Rendant hommage au président Abdou Diouf, attendu à Paris, lundi 1er juin, pour une visite d'un jour, M. Mitterrand a jugé « évident » que le Sénégal « est un pays d'Afrique qui pratique, qui connaît ce qu'est la vie démocratique ». (Reuters.)

ALGÉRIE

L'armée tente de réduire plusieurs « maquis » islamistes

Plus de cent cinquante islamistes ont été arrêtés, dimanche 31 mai, l'agence APS. D'autres libérations sont prévues avant l'Aïd El Adha (la fête du sacrifice d'Abraham) qui sera célébrée le 11 juin. Elles concerneront notamment les personnes âgées de moins de vingt-deux ans et de plus de cinquante-cinq ans, ainsi que les malades et les fils de combattants de la guerre d'indépendance. Trois « centres de sûreté » au moins - Reggane, In Salah et Ain M'guel - doivent être fermés et leurs détenus transférés vers le nord du pays où les conditions climatiques sont plus clémentes qu'au Sahara.

Quatre islamistes du « maquis » de Lakhadria, situé à 80 kilomètres à l'est d'Alger, ont été tués et dix autres arrêtés au cours des opérations de nettoyage effectuées depuis plus de deux semaines par les forces de l'ordre, a annoncé, dimanche, le commandement de la gendarmerie nationale. Un gendarme et un militaire ont aussi trouvé la mort au cours des affrontements. Cent quarante-quatre personnes sur les deux cent vingt-quatre recherchées ont été arrêtées et 250 armes récupérées, a-t-on appris de même source. Des accrochages ont aussi opposé, ces derniers jours, l'armée à un autre « maquis » intégriste, dans les monts Zougla, près de Sidi-Bel-Abbès, dans l'ouest du pays.

Le président du Haut Comité d'Etat (HCE), M. Mohamed Boudiaf, doit prochainement s'adresser à ses compatriotes pour évoquer la création d'un Rassemblement patriotique. Dans un communiqué publié samedi, le HCE, qui a adopté le texte final du programme de ce Rassemblement, a précisé que celui-ci vise à « réunir les forces saines du pays autour d'un projet national et d'un dialogue constructif ouvert à toutes les sensibilités sans autre condition que l'attachement à l'intérêt suprême de l'Algérie ». (AFP.)

■ NIGÉRIA : arrestation d'un militant des droits de l'homme. - Connu pour sa défense des droits de l'homme et adversaire déclaré du régime militaire, un avocat, M. Gani Fawehinmi, a été arrêté, vendredi 29 mai, à son domicile de Lagos, et emmené vers une destination inconnue, selon son cabinet, cité par deux quotidiens nigériens. M. Fawehinmi avait déjà été emprisonné pendant quatre mois, en 1989, pour raisons politiques. (AFP.)

■ BANGLADESH : des rebelles bouddhistes ont attaqué des villages musulmans. - Deux villages bangladais ont été attaqués samedi 30 mai dans la région de Chittagong par des rebelles du Shanti bahini (Forces de paix), une organisation créée en 1973 contre l'invasion progressive des terres de différentes ethnies de confession bouddhiste par des colons musulmans. Cette attaque a fait quatre morts. (Reuters, UPI.)

■ INDONÉSIE : Manifestations monstres avant les élections. - Environ 300 000 personnes vêtues de chemises rouges ont manifesté dimanche 31 mai à Djakarta contre la corruption du pouvoir à l'appel du Parti démocratique indonésien (PDI, chrétien, nationaliste). La veille, le parti officiel Golkar avait lui-même réuni plusieurs centaines de milliers de sympathisants dans la capitale, pour soutenir ses candidats aux législatives du 9 juin. Le troisième parti autorisé en Indonésie, le PPP (Parti pour le développement unifié, musulman), avait quant à lui convoqué une gigantesque manifestation le 29 mai à Djakarta. (Reuters, UPI.)

■ PAKISTAN : vaste opération de police dans le Sind. - Plus de deux cents personnes, « terroristes et bandits », ont été arrêtées ces derniers jours dans le Sind, a-t-il été annoncé officiellement dimanche 31 mai à

Karachi. Les campagnes de la province méridionale du Pakistan sont en proie, depuis des mois, à une véritable anarchie, que le pouvoir central a décidé de contraindre, en chargeant récemment les forces armées de pouvoirs de police. Le premier ministre, M. Nawaz Sharif, a accusé l'Inde d'entretenir la subversion dans cette province traditionnellement agitée. Par ailleurs, un dignitaire chiite, Syed Sikander Hussain Shah a été abattu le 30 mai à Lahore par deux tueurs à moto. (AFP.)

■ SRI-LANKA : plus de 300 morts en quatre jours. - Plus de trois cents combattants ont été tués de part et d'autre en quatre jours d'une offensive lancée le 28 mai sur deux fronts par l'armée sri-lankaise contre la province du Nord, où des rebelles séparatistes, les « Tigres », tentent depuis près de dix ans d'établir un Etat indépendant, l'Eelam. L'attaque des forces de Colombo se développe d'une part à partir de la grande base aérienne de Palali, située à l'extrême nord, en direction de Jaffna, la « capitale tamoule », et d'autre part à partir de la ville de Mullaitivu, en direction du nord-est, une zone abritant de nombreux camps rebelles, et peut-être M. Velupillai Prabhakaran. L'armée sri-lankaise reconnaît avoir déjà perdu 67 soldats, et aurait tué 250 « Tigres ». (AFP, Reuters, UPI.)

Kipling. Les pages de notre enfance dans la Pléiade.



La Pléiade - ou la volupté de lire - GALLIMARD

BIBLIOTHÈQUE DE LA PLÉIADE

gff

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Nouveaux raids aériens israéliens dans le Sud

Pour la septième fois en treize jours, l'aviation israélienne a effectué, dimanche 31 mai, des raids contre des positions du Hezbollah pro-iranien dans le sud du Liban et la plaine de la Bekaa (Est), sous contrôle syrien, faisant trois blessés. L'un des objectifs visés était le quartier général d'un camp d'entraînement du Hezbollah dans le secteur de Janat, dans la vallée de la Bekaa, et d'autres installations de cette organisation à Majdel-Silun et Bir-el-Salasel, au Liban du Sud, a indiqué l'armée israélienne dans un communiqué. Selon des sources politiques libanaises, Les résidences de deux responsables du Hezbollah ont été détruites lors du raid contre Janat. A Amman, le dirigeant du OLP, M. Yasser Arafat, a appelé les co-partisans de la conférence de paix au Proche-Orient, les Etats-Unis et la

ISRAËL

M. Sharon veut installer des Juifs « dans chaque quartier de Jérusalem-est »

Champion de la colonisation des territoires occupés, M. Ariel Sharon, ministre israélien du logement, a annoncé, dimanche 31 mai, son intention d'installer des Juifs « dans chaque quartier de Jérusalem-est », lors d'une cérémonie pour le 25^e anniversaire de la « réunification » de la ville sainte. M. Sharon s'en est pris au maire travailliste de Jérusalem, M. Teddy Kollek, hostile à l'installation de résidents juifs au cœur des quartiers arabes. « Il perpétue la division de la ville, en menant

une politique partisane qui dessert les intérêts de la nation », a-t-il affirmé. Pour fêter la conquête du secteur oriental de la ville sainte, lors de la guerre de 1967, quelque cent mille Israéliens, dont dix mille soldats, avaient afflué dimanche à Jérusalem, où a été signée la charte de Jérusalem par le président Haim Herzog, le premier ministre, Itzhak Shamir et le chef de l'opposition travailliste, Itzhak Rabin. Le document célèbre « la libération de Jérusalem » et réaffirme qu'elle est « la capitale éternelle du peuple juif ».

En visite à Amman

M. Yasser Arafat a été opéré d'un caillot au cerveau

Alors qu'il achevait sa visite en Jordanie, le président du OLP, M. Yasser Arafat, a été hospitalisé, lundi 1^{er} juin, et a subi une opération chirurgicale, a-t-on appris auprès du Centre médical Roi-Hussein. On indiquait de même source que les médecins personnels du souverain hachémite entouraient M. Arafat, soixante-deux ans, et que ce dernier se trouvait dans un état stable.

Au moment où il s'apprêtait à se rendre à Bagdad, le dirigeant du OLP aurait soudainement été victime de « violentes maux de tête » et, conduit à l'hôpital, des examens et une radiographie ont révélé la présence d'un caillot de sang dans le cerveau. Un médecin a précisé que « l'opération a duré une heure et que l'état de santé de M. Arafat est satisfaisant et ne présente aucune complication ».

Le chef du OLP avait été légèrement blessé dans un grave accident d'avion en Libye, en avril, et avait ensuite subi des examens médicaux en Tunisie. (AFP, Reuters, AP)

IRAN

Violentes manifestations à Machhad

Plus de trois cents personnes ont été arrêtées, samedi 30 mai, à Machhad, deuxième ville d'Iran, après que des groupes de manifestants eurent attaqué, incendié et pillé des bâtiments publics, des véhicules, des banques et des magasins d'Etat. La radio officielle a affirmé que les manifestations ont été déclenchées par un incident entre des « hors-la-loi » qui voulaient construire des maisons, sans autorisation de la municipalité et des agents de la mairie qui voulaient les en empêcher. (AFP)

○ **IRAK** : le complexe nucléaire irakien d'Al Atheer a été totalement détruit. L'Irak a procédé samedi 30 mai à la destruction complète du complexe nucléaire d'Al Atheer, à 65 kilomètres au sud-ouest de Bagdad, sous la supervision d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a annoncé dimanche le porte-parole de l'AIEA, M. Hans Friedrich Meyer. Ces installations étaient considérées comme le noyau du programme atomique irakien. (AP, Reuters)

○ **Précision** : Nous avons omis de préciser que l'entretien avec M. Uri Lubrani, coordonnateur des activités israéliennes au Liban, dans l'article intitulé : Jérusalem « ne souhaite pas l'escalade » au Sud-Liban (le Monde du 29 mai), avait été accordé à la fois au Monde et à l'AFP.

EN BREF

○ **CANADA** : Echec des négociations constitutionnelles. Une série de négociations entre les neuf provinces anglophones canadiennes sur un programme de réformes constitutionnelles s'est achevée samedi 30 mai sans accord. Les négociateurs ont cependant déclaré être proches de la conclusion et ont annoncé qu'ils se réuniraient de nouveau à Ottawa les 9 et 10 juin. Ces réformes constitutionnelles visent à accroître l'autonomie de la province francophone du Québec, qui menace de déclarer son indépendance si ses revendications ne sont pas satisfaites. (Reuters)

○ **CER** : les derniers sondages donnent le « oui » gagnant au Danemark. Les derniers sondages réalisés avant le référendum du 2 juin sur les accords de Maastricht au Danemark donnent la victoire au « oui » avec une fourchette de 43 à 49 % de vote favorable contre 35 à 40 % de « non » (le nombre des indécis reste toutefois élevé, jusqu'à 20 %). Le chef du gouvernement conservateur, M. Poul Schlüter, s'est déclaré, dimanche 31 mai, « surpris » par la persistance d'une forte minorité hostile à l'Union européenne dès lors que la voie fédérale semble avoir été abandonnée. (AFP)

(Lire page 10)

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : la controverse sur le bombardement des villes allemandes de 1942 à 1945

Fallait-il ériger une statue à Sir « Bomber » Harris ?

L'inauguration, dimanche 31 mai, d'une statue à la mémoire de Sir « Bomber » Harris, responsable des raids aériens qui ont rasé de nombreuses villes allemandes pendant la seconde guerre mondiale, a déclenché une polémique en Grande-Bretagne, et une vive émotion en Allemagne.

LONDRES

de notre correspondant

La brève cérémonie qui s'est déroulée dimanche sur le Strand, une des grandes avenues du centre de Londres, a provoqué quelques échauffourées, et l'arrestation de neuf protestataires. La reine mère Elizabeth a cependant pu assister à l'inauguration officielle de la statue de bronze érigée en hommage à Sir « Bom-

ber » Harris, commandant en chef de l'aviation de bombardement britannique pendant la seconde guerre mondiale et, à ce titre, responsable de l'effacement, sous un tapis de bombes, de nombreuses villes allemandes.

Cette statue, érigée en face de Saint-Clément des Danais, l'église traditionnelle de l'aviation britannique, la RAF, et qui représente l'ancien maréchal de l'air en grand uniforme, a déclenché des réactions négatives en Allemagne qu'en Grande-Bretagne.

Pris de s'abstenir d'offrir son parrainage à cette manifestation, la reine mère est restée sourde aux appels pressants de nombreuses personnalités allemandes, dont les maires de Cologne et de Dresde, deux villes réduites en cendres par les bombardements britanniques, de 1942 à 1945. Au total, les bombardements organisés à l'insig-

ne de « Bomber » Harris ont fait quelque six cent mille victimes, pratiquement toutes civiles. A l'époque, et davantage encore aujourd'hui, de nombreux experts militaires ont contesté l'efficacité de ces bombardements « psychologiques », destinés à « casser » le moral de l'ennemi. Churchill lui-même s'était dit écœuré par ce carnage, pourtant organisé sur ses ordres.

Un projet de monument allemand aux V-2

« Bomber » Harris avait lancé un souvenir tellement mitigé en Angleterre, qu'à la victoire, il fut le seul des grands chefs de guerre à ne pas être élevé à la pairie et à ne pas avoir sa statue dans Londres. Felleit-il, quarante-sept ans après la fin de la guerre, à l'heure de l'intégration européenne, réparer cet oubli ? La statue a été commandée et payée (1 million de francs) par les

quelque neuf mille membres de l'Association des anciens de l'aviation de bombardement, dont la reine-mère est le « patron ». L'Eglise anglicane, de son côté, a préféré ne pas cautionner cette cérémonie : aucun évêque, contrairement à l'habitude, n'était présent.

Nombrus sont les Britanniques qui s'offusquent des protestations allemandes. Celles-ci, il est vrai, seraient plus recevables ici, sans le projet, ébauché par la presse britannique, d'élever, dans l'île de Peenemünde, sur la mer Baltique, un mémorial au souvenir de cette « avancée scientifique » que furent, du côté allemand, les V-2. Ces missiles, l'« arme secrète » qui aurait dû permettre à Hitler de remporter la guerre, avaient fait deux mille cinq cents morts, en Grande-Bretagne, dans les derniers mois de la guerre.

LAURENT ZECCHINI

MOLDAVIE : le conflit du Dniestr

Bucarest et Moscou s'accusent d'armer les combattants

BUCAREST

de notre correspondant

Le ministre russe de la défense, le général Pavel Gratchev, a accusé, samedi 30 mai, la Roumanie de fournir de l'armement lourd et des conseillers militaires à la Moldavie où un sanglant conflit oppose la

majorité moldave aux russophones de l'est de la République. Les autorités de Bucarest et de Chisinau ont réfuté ces accusations, dénonçant comme « une tentative de justifier l'intervention de la 14^e armée » russe aux côtés des Russophones. Si, comme l'affirment les « rumeurs » roumaines et moldaves, l'un des buts de la déclaration du général Gratchev fut de « torpiller les efforts de règlement pacifique du conflit », l'objectif est momentanément atteint : la rencontre entre les ministres moldave et

russe des affaires étrangères, prévue lundi à Moscou, a été ajournée, après celle, quadripartite (avec l'Ukraine et la Roumanie), qui devait se tenir la semaine dernière. Tout en réaffirmant qu'elles n'ont jamais caché que leurs deux armées coopèrent, Bucarest et Chisinau ont affirmé que leur seule transaction commerciale militaire porte sur « des moyens de transport et des pontons mobiles », très vraisemblablement destinés à franchir le Dniestr.

J.-B. N

L'héritage militaire de l'URSS

La Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan s'accordent sur un partage de l'armement

Le général Patrikeev, commandant de la région militaire du Caucase dépendant désormais de la Russie, a conclu un accord sur un partage « équitable » de matériel militaire entre la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, lors d'une réunion à Tbilissi des ministres de la défense de ces trois républiques, ont rapporté samedi 30 mai les

ressources de la capitale Tbilissi, a protesté et réagi en « nationaliste », vendredi, le matériel soviétique sur son territoire : 150 combattants soviétiques ont ainsi pris des dizaines d'armes à feu et des voitures sur une base, où le commandant russe a « tenu en vain » de les en dissuader, rapporte l'agence Interfax.

M. Chevardnadze, président du Conseil d'Etat géorgien, a de son côté préconisé la création d'un bataillon spécial de Géorgiens de diverses origines (Géorgiens, Osètes, Arméniens, Russes ou Azerbaïdjanais) pour servir en Afghanistan, pour aider la garde nationale géorgienne à imposer un cessez-le-feu dans cette région.

L'autre conflit opposant des forces héritées des armées soviétiques, celui du Karabakh, a continué vendredi à faire des morts, avec des bombardements croisés sur plusieurs fronts. (AFP, Reuters)

M. Lopoukhine, premier membre de l'équipe Gaidar à tomber, a été remplacé par l'ancien ministre soviétique du gaz, M. Viktor Tchernomyrdine, devenu vice-premier ministre chargé du secteur de l'énergie. Il s'agit apparemment d'une nouvelle victoire du « lobby industriel », défendant une libéralisation plus progressive de l'économie que celle voulue par le FMI et M. Gaidar. Ce lobby s'est constitué samedi en mouvement politique, l'Union pour le renouveau, présidée par M. Alexandre Vladislavlev, dont l'objectif est de préparer une équipe ministérielle de remplacement.

Selon l'Interfax, M. Lopoukhine avait exigé un relevé des comptes en devises à l'étranger des compagnies d'exportation de pétrole et de gaz, menaçant à défaut de suspendre leurs licences. Ces compagnies ont reçu en avril le droit de gérer 38 % de leurs revenus en devises pour l'importation d'équipement indispensable à la survie de ce secteur. Comme toute l'industrie soviétique, il est proche de la paralysie en raison du manque de liquidités dû à l'inflation. (Reuters, AFP)

SCIENCES-PO
ENTRÉE EN AP
Stage intensif d'été
Préparations annuelles et semestrielles
Préparation parallèle à l'université
ipesup
18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris
(1) 43.25.63.30
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

Des prix à vous faire partir !
SAN FRANCISCO
en vols réguliers
à partir de
4190*
* Taxes obligatoires en plus
et croisière CHICAGO, NEW YORK, MIAMI etc.
Circuits, locations de voitures, séjours plage, etc.
VO
Disons qu'on vous conseille...
Tél. : 40 53 07 11
181 bd Périère, 75017 PARIS

هكذا من لامل

Le Monde • Mardi 2 juin 1992 5

5, 6 et 7 juin 1992 - Paris Le Bourget

TERRE D'AVENIR

FORUM INTERNATIONAL DU DEVELOPPEMENT



Venez, le monde entier se réunit !

Pendant 3 jours, le monde entier se réunit au Bourget pour un immense échange. 3 jours de dialogue, de débat, de découverte. 3 jours de fête, de rencontre, de musique. 3 jours pour démontrer qu'une "terre d'avenir" est possible. Dès le vendredi 5 juin, à 10 h, tout le monde vous attend.

avec le haut patronage de Monsieur Boutros BOUTROS-GHALI,
Secrétaire Général de l'ONU et le patronage de l'UNESCO

COMITE DE SOUTIEN (liste arrêtée au 18 mai 1992) : Gérard d'ABOVILLE - Michel ALBERT - Marie-France ALEXANDRE - ANABEL HARDEN - Dom Paula Evaristo ARNS - Violeta ARRAES GERVAISEAU - Jean AUROUX - Charles AZNAVOUR - Robert BADINTER - Jean-Pierre BALDUYCK - Isabelle BARBAY - Gérard BARDY - Michel BARNIER - Jacques BARROT - Jean-Yves BAZIOU - Guy BECHU - Jean-Michel BELORGEY - Claude BELTRAME - Bernard BENYAMIN - André BERGERON - Yves BERTHELOT - Louis BESSON - Marie-Christine BLANDIN - Pierre BOISARD - Jean BOISSONNAT - Simone de BOLLARDIERE - Catherine BONY - Bernard BOSSON - Menotti BOTTAZZI - Huguette BOUCHARDEAU - Rony BRAUMAN - Jacqueline BRISSE - Pierre CALAME - Don Helder CAMARA - Alain CARIGNON - Bénédicte CARMENT - Mgr Claude CESBRON - Jacques CHABAN DELMAS - Bertrand CHANZY - Henryane de CHAPONAY - Robert CHAPUIS - Jacques CHARLIN - Jacques CHAUMONT - Jacques CHEREQUE - Marie-Thérèse CHEROUTRE - Claude CHEYSSON - Gérard CHEVALIER - Mgr Pierre CLAVERIE - Max CLOUPET - Jacqueline COINCE - Noël COPIN - Konstantino COSTA GAVRAS - René COSTE - Jean-Pierre COT - Jean-Pierre COUTANT - Michel CRUCIS - Luis Inacio Luita DA SILVA - Mireille DARC - Mgr Jacques DAVID - Marcel DEBARGE - Mgr Isidore DE SOUZA - Régis DEBRAY - Jean-Pierre DELALANDE - Mgr Jacques DELAPORTE - Mgr Maurice DELORME - Anne DEVOLDER - Jean-Luc DOMENACH - Claude DUBOIS - Annie DUFFAURE - Roland DUMAS - René DUMONT - Jacques DUGUESNE - Mgr Joseph DUVAL - Soeur EMMANUELLE - Jacques EVRARD - Jackie FABRE - Michel FAUSE - Philippe FARINE - Michel FAUCON - Isabelle FERTIN - Jacques FLOCH - Dom Antonio Batista FRAGOSO - Jean FRANCOIS-PONCET - Bernard FRESSON - Jean FRESSOZ - Jean-Paul FUCHS - Gabrielle GASPARD - Marc GENTILINI - Bronislaw GEREMEK - Mgr Pierre GIRAUD - Françoise GIROUD - Gérard GORCY - Arnel GOURMELON - Moacyr GRECHI - Xavier GRENET - Philippe GUERIF - Jeanne GUIGO - Luc GUYAU - Tedjini HADDAM - Jean HALBRAND - Jean-Yves HAMON - Antoinette-Marie HANCE - Père Joseph HARDY - Stéphane HESSEL - Catherine HOFFARTH - Yvette HUG - Suzanne HUMBERT - Albert JACQUARD - Geneviève JACQUES - Mgr Pierre JOATTON - Charles JOSSELYN - Claude JULIEN - Bernard KOUCHNER - Félix LACAMBRE - Dominique LAVANANT - Guy LE FUR - Jean LE GARREC - Bernard LEGRAND - Denise de LEIRIS - Dominique LEMAS de TALANCE - Georges LEMOINE - Marie-Noëlle LIENEMANN - Robert LOIDI - François LONCLE - Père Bernard de LOOS - Gabriel MARC - Colette MARCHAL - Fred MARTINACHE - Jean MATTEOLI - Pierre MAUROY - Pierre MERLIN - Didier MIGAUD - Alexandre MINKOWSKI - Monique MITRANI - Jacques MOREAU - Edgar MORIN - Mireille NICAULT - Michel NOIR - Gilles NOUAILHAT - Erik ORSENNA - Alain PECQUEUR - Jérôme PEDRO - Jacques PELLETIER - Jean-Marie PELT - Raymonde PERRIN - Hubert PESQUET - Olivier PHILIP - Abbé PIERRE - Edgar PISANI - Michel POLAC - Christian PONSON - Micheline PRESLE - France QUERE - Pierre RABHI - Madeleine RAMAHOUIMHASO - Hubert REEVES - Darcy RIBEIRO - Mgr Albert ROUET - Bertrand SCHNEIDER - Maurice SCHUMANN - Léon SCHWARTZENBERG - Jacques SEGUELA - Joseph SITRUK - Jean-Pierre SOISSON - Antoine SPIRE - Bernard STASI - Pasteur Jacques STEWART - Paule TABBAKH - René TARDY - René TEULADE - Michel THAUVIN - Henri TISOT - Catherine TRAUTMANN - Mgr Desmond TUTU - Gaston VANDECANDELAERE - Simone VEIL - Denis VIENOT - Roger-Paul VIGOUROUX - Bernard VILBOUX - Antoine WAECHTER - Pasteur Michel WAGNER - Elie WIESEL - Kofi YAMGNANE - Adrien ZELLER.



Le Monde

LAVIE



BAYARD PRESSE

CREDIT COOPERATIF
UNE BANQUE POUR ENTREPRENEURS INDIVIDUELS



L'« embargo total » de l'ONU accentue l'isolement de la Serbie et du Monténégro

Quelques heures seulement après l'adoption, samedi 30 mai, de la résolution 757 par le Conseil de sécurité de l'ONU décrétant un embargo total contre la Serbie et le Monténégro, le président George Bush a ordonné le gel des avoirs serbes et monténégrins aux États-Unis, évalués à quelque 214 millions de dollars. Une mesure similaire a été adoptée, dimanche peu avant minuit, par la Grande-Bretagne, et le gouvernement japonais a annoncé, lundi, qu'il allait suspendre son commerce avec la Yougoslavie et bloquer les avoirs de la Serbie et du Monténégro.

L'Autriche ainsi que l'Office fédéral helvétique de l'aviation civile ont suspendu, dès dimanche, tous les vols en direction ou en provenance de la Yougoslavie. La plupart des pays occidentaux se sont félicités de la décision des Nations unies, adoptée par treize voix pour et deux abstentions (Chine et Zimbabwe), prévoyant, outre le gel des avoirs financiers à l'étranger de la nouvelle République de Yougoslavie, un embargo commercial, pétrolier et aérien contre la Serbie et le Monténégro. Les mesures des Nations unies, provoquées,

entre autres, par la poursuite des combats en Bosnie-Herzégovine, ont été chaleureusement accueillies à Sarajevo. Le président bosnien, M. Alija Izetbegovic, estime que la résolution « constitue une défaite politique et morale de l'agresseur » et permettra à la Bosnie-Herzégovine de « préserver son indépendance, son intégrité territoriale et sa liberté ». Le Danemark espère que la résolution 757 constitue « un signal clair à la Serbie pour qu'elle stoppe ses agressions » en Bosnie-Herzégovine et en Croatie. Il est trop tôt pour envisager une intervention militaire

en Yougoslavie, estime le ministre allemand des affaires étrangères. « Nous devions attendre que les sanctions aient un effet », souligne M. Klaus Kinkel. La France, qui soutient les sanctions contre la Yougoslavie, s'est cependant dissociée du boycottage sportif imposé à Belgrade, malgré la pression des États-Unis. « La mesure est dérisoire par rapport à la gravité des enjeux », a déclaré l'ambassadeur de France aux Nations unies, M. Jean-Bernard Mérimée. — (AFP, Reuters, AP.)

Un blocus naval et aérien est envisagé

De sévères sanctions contre la Serbie et le Monténégro ont été adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU, samedi 30 mai dans la soirée. Mais, aussitôt après le vote, les diplomates s'interrogeaient sérieusement sur les moyens de les faire respecter et de les rendre efficaces. Ils estiment, pour la plupart, que si les dirigeants serbes ne cessent pas leur agression contre les populations civiles, un blocus naval et aérien pourrait être envisagé.

NEW-YORK (NATIONS UNIES) correspondance

Rejetant des appels répétés des dirigeants serbes pour obtenir un délai, le Conseil de sécurité des Nations unies a imposé à la Serbie et au Monténégro des sanctions qui par leur ampleur s'apparentent à celles décidées contre l'Irak. Les mesures économiques sont entrées en vigueur dès dimanche.

La résolution 757, adoptée par treize voix sur quinze (abstention de la Chine et du Zimbabwe), a été présentée par la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, la Hongrie et le Maroc. Elle décrète un embargo commercial total, y compris pétrolier, à l'encontre de la Serbie et du Monténégro. Toutes les relations scientifiques, techniques, culturelles et sportives sont suspendues. La réduction du personnel diplomatique fait également partie des mesures prises par l'ONU. Ces sanctions s'ajoutent à l'embargo sur les armes déjà décidé par le Conseil en septembre 1991. Les médicaments et les vivres ne font pas partie de l'embargo. La résolution « exige » la création, par les parties, des conditions nécessaires à la distribution sans obstacle d'une aide humanitaire à Sarajevo et ailleurs en Bosnie-Herzégovine, et l'établissement de zones de sécurité comprenant Sarajevo et son aéroport. Un rapport de M. Boutros-Ghali sur l'application des sanctions est demandé avant le 15 juin prochain.

Des moyens limités

Dimanche après-midi à New-York, des diplomates se disaient « satisfaits » de l'impact « psychologique » des mesures adoptées la veille. Se référant à des manifestations à Belgrade contre les dirigeants serbes et au boycottage des élections, les diplomates avouent qu'ils comptaient sur ces mesures punitives, qui toucheraient « malheureusement » la population civile, pour qu'elles « fassent tomber le dictateur serbe Slobodan Milosevic ».

Les membres du Conseil de sécurité sont toutefois conscients que les moyens dont ils disposent pour faire respecter les sanctions sont limités et qu'étant donné les frontières de la République fédérale de Yougoslavie avec cinq pays, l'embargo pourrait très rapidement s'avérer inefficace. Ils rappellent que l'embargo sur les armes, au moment du conflit en Croatie, a été très largement ignoré.

La résolution 757 a été adoptée en vertu du chapitre 7 de la Charte des Nations unies qui autorise le recours à la force. Sans le dire publiquement, les diplomates estiment que la prochaine étape « dépendra exclusivement de l'attitude » des dirigeants serbes et non pas de l'efficacité des sanctions. Un diplomate occidental membre du Conseil, qui qualifie l'anonymat, estime que la plupart des membres du Conseil « savent déjà qu'un blocus naval et aérien est inévitable » si les attaques des Serbes contre la population civile continuent durant les prochains jours. « Je ne serai pas surpris de voir le Conseil se réunir pour parler de tels blocus », a-t-il dit.

Les diplomates sont beaucoup plus prudents au sujet d'une éventuelle intervention militaire. Ils

n'hésitent pas à rappeler qu'il a fallu plusieurs jours de négociations pour persuader deux des cinq membres permanents du Conseil, ayant droit de veto, d'accepter les sanctions économiques. La Russie, qui est restée réticente jusqu'au dernier moment, a finalement voté en faveur des sanctions économiques, mais la Chine a tenu à s'abstenir. Parlant d'une éventuelle action militaire contre Belgrade, un diplomate disait : « Je ne vois pas les Américains s'engager dans ce qui peut être un bourbier ».

Au cours d'une réunion formelle du Conseil samedi soir, le nouvel ambassadeur américain à l'ONU, M. Edward Perkins, a demandé que la Serbie arrête « immédiatement » son « agression brutale » contre sa population civile et « retire » les anciennes unités de l'armée

nationale yougoslave et les milices armées de Bosnie-Herzégovine. Sans quoi, a-t-il dit, les États-Unis sont « prêts à rechercher l'application de mesures supplémentaires jusqu'à ce que le régime serbe change d'attitude ». Parmi les mesures déjà prises dès dimanche par l'administration américaine figure le gel des avoirs yougoslaves aux États-Unis — selon la Maison Blanche, Belgrade aurait plus de 200 millions de dollars dans les banques américaines.

Le représentant britannique a indiqué clairement aux journalistes que le Conseil de sécurité est déterminé à faire respecter ses décisions : « Quiconque estime que le travail du Conseil à l'encontre de l'agression serbe est achevé se trompe lourdement ». Soulignant qu'une réaction « ferme » de la communauté internationale à l'en-

La résolution 757

Voici des extraits de la résolution 757, votée samedi 30 mai par le Conseil de sécurité de l'ONU :

« Le Conseil de sécurité (...). Notant que, dans le contexte très complexe des événements qui se déroulent dans l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie, toutes les parties portent une responsabilité (...). Réaffirmant son soutien à la conférence sur la Yougoslavie, y compris les efforts menés par la Communauté européenne dans le cadre des discussions sur les arrangements constitutionnels pour la Bosnie-Herzégovine, et rappelant qu'aucune acquisition ou modification territoriale obtenue par la violence n'est acceptable et que les frontières de la Bosnie-Herzégovine sont inviolables (...). Profondément préoccupé également par les développements en Croatie, y compris les violations persistantes du cessez-le-feu et la poursuite des expulsions de civils non serbes, et par l'obstruction et le manque de coopération avec le CORPNU dans d'autres parties de la Croatie, (...). »

non serbes, et par l'obstruction et le manque de coopération avec le CORPNU dans d'autres parties de la Croatie, (...). »

Notant que l'affirmation de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) selon laquelle elle assure automatiquement la continuité de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie n'a pas été généralement acceptée (...). Agissant en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies, 1. Condamne les autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), y compris l'armée populaire yougoslave pour ne pas avoir pris de mesures efficaces en vue de satisfaire aux exigences et dispositions figurant dans la résolution 762, (...). 3. Décide que tous les États adoptent les mesures énoncées ci-dessous. Voici le résumé de ces mesures :

— Interdiction de toute importation ou exportation vers ou en provenance de ces pays, y compris de pétrole, mais autorisation exceptionnelle pour les médicaments et les produits alimentaires, pour des motifs humanitaires. — Tous les vols vers ou en provenance de ces deux Républiques seront interdits, sauf également ceux réalisés pour des motifs humanitaires. — Réduction du personnel diplomatique et consulaire de la nouvelle République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) à l'étranger. — Tous les avoirs et comptes financiers de la Serbie et du Monténégro à l'étranger seront gelés. — Suspension des échanges scientifiques, techniques et culturels. — Exclusion des manifestations sportives internationales. — (AFP, Reuters.)

Une économie menacée de paralysie

L'embargo économique décrété dimanche 31 mai par la communauté internationale à l'encontre de la Serbie et du Monténégro est complet : gel des avoirs des deux Républiques et suspension de toutes les relations commerciales. « L'ensemble de l'économie sera réduit à l'arrêt », déclarait le jour même le ministre yougoslave des relations économiques extérieures, M. Bozo Jovanovic.

La situation n'est pas sans rappeler celle de l'Irak à l'été 1990, lorsque les Nations unies avaient réagi, dans les premiers jours d'août, à l'invasion du Koweït par l'imposition d'un embargo économique. Si des « trous » dans l'embargo ne sont jamais à exclure, du moins l'ONU a mis tout son arsenal de sanctions économiques pour faire pression sur la Serbie et le Monténégro.

Cette décision est l'aboutissement d'un double processus amorcé dès le début de la guerre : l'effondrement spontané des échanges entre les Républiques de la Fédération et l'étranger, d'une part, les premières sanctions commerciales édictées par la CEE le 8 novembre 1991, d'autre part. Ces dernières, qui prévoyaient, sur tout le territoire de la Yougoslavie, la suspension de l'aide financière et la limitation des importations, avaient été levées en décembre à l'égard de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de la Croatie et de la Slovaquie, puis du Monténégro, aujourd'hui de nouveau « puni ».

Dès le début de la guerre, les comptes de l'Etat yougoslave se

sont fortement détériorés : le volume du commerce extérieur a diminué, tandis que les réserves de change qui avaient atteint jusqu'à 10 milliards de dollars en 1990 (55 milliards de francs environ), se sont effondrées. Selon les statistiques de la commission économique pour l'Europe de l'ONU, le solde du poste « voyages » (tourisme) de la balance des paiements est par exemple passé de 2,7 milliards de dollars en 1990 à 325 millions en 1991. Aujourd'hui, la rupture financière est totale, puisque les autorités serbes, comme les particuliers, ne pourront effectuer aucune transaction financière avec l'étranger.

L'embargo devrait avoir des conséquences sur la vie quotidienne des Serbes. Les produits importés devraient disparaître rapidement des vitrines et l'essence des stations-services, tandis que l'inflation, déjà supérieure à 1 000 %, devrait encore augmenter puisque de moins en moins de biens seront disponibles.

L'approvisionnement pétrolier

La Serbie fournissait avant la guerre 35 % de la production de la fédération de Yougoslavie. Auto-suffisante en matière agricole — la récolte de 1991 a d'ailleurs été meilleure que celle de l'année précédente — la Serbie et le petit Monténégro, en revanche, dépendaient de l'extérieur dans le domaine du pétrole. Essentiellement en électricité (d'origine hydraulique) mais producteurs de brut modestes (1 million de tonnes par an pour une consommation d'une dizaine de millions de tonnes). Elles ne disposent sur leur territoire que de deux raffineries de

petite taille, Pancevo et Novi-Sad, incapables à elles seules d'assurer leurs besoins.

Depuis la fermeture du terminal pétrolier d'Omialj, situé en Croatie, par où transitait traditionnellement les importations de brut de l'ancienne Yougoslavie, l'approvisionnement pétrolier de la Serbie et du Monténégro repose sur deux fournisseurs étrangers : la Russie et la Roumanie. Avec les Russes, le brut importé est échangé contre des produits agricoles. Mais les transactions seraient en très forte baisse depuis l'an dernier. Reste la Roumanie. Les experts étrangers se font pas beaucoup d'illusions : si la Serbie offre des prix suffisamment élevés, les Roumains accepteraient de livrer du pétrole et des produits raffinés aux autorités yougoslaves. Des livraisons bien sûr destinées en priorité à l'armée fédérale.

Depuis le début de l'année, la Serbie a tenté de réactiver ses échanges avec l'Est, qui représentaient un tiers environ de son commerce extérieur (un autre tiers des échanges était réalisé avec la CEE). Un important accord de troc avait notamment été signé avec la Russie (qui devait fournir principalement des matières premières contre des biens agricoles et de consommation). L'embargo de l'ONU va, d'autre part, sévèrement toucher les exportations de textile yougoslave, le plus dynamique des secteurs industriels. Quant au gel des avoirs, il risque de n'être que d'une efficacité toute relative. Une partie des avoirs yougoslaves aurait été transféré vers Singapour et Chypre.

FRANÇOISE LAZARE et JEAN-PIERRE TUQUOI



Avec une rapidité sans précédent

Les dirigeants sportifs obtempèrent à la décision des Nations unies

Première conséquence de la résolution de l'ONU interdisant notamment à la Yougoslavie de participer à toutes les manifestations sportives et compétitions internationales : la Fédération internationale de football (FIFA) a décidé, dimanche 31 mai, suite à la réunion de son comité d'urgence, d'interdire avec effet immédiat la fédération yougoslave de toute activité internationale jusqu'à nouvel ordre.

Par ailleurs, l'Union européenne de football (UEFA) annonce que la Yougoslavie est exclue de la phase finale du championnat d'Europe des nations qui doit avoir lieu en Suède du 10 au 25 juin. C'est l'équipe du Danemark, deuxième du groupe de qualification de la Yougoslavie, qui a été désignée pour prendre la place disponible dans le groupe élimatoire n° 1 avec la France, la Suède et l'Angleterre. La sélection yougoslave, qui ne comptait que des Serbes et des Croates, a été éliminée de la compétition. Les joueurs de la sélection, qui étaient arrivés à Belgrade lundi 1er juin, ont dû regagner leur pays.

Accueilli sans trop de surprise dans les milieux du football, « la sport n'est ni en dehors des réalités ni au-dessus des lois. Il y a des éléments de la vie. Il y a des choses beaucoup plus importantes. Ce qui se passe en Yougoslavie est terrible, et nous devons faire confiance à ceux qui nous gouvernent. Pas question de s'élever contre leur décision, sûrement fondée », a notamment déclaré le sélectionneur de l'équipe de France, Michel Platini. — L'embargo sportif devrait être aussi mis en œuvre lors des Jeux olympiques de Barcelone qui doivent débuter le 25 juillet. Le président du Comité international olympique (CIO), M. Juan Antonio Samaranch, a en effet estimé, dimanche 31 mai, que le comité exécutif du CIO réuni la semaine prochaine à Lausanne « sera favorisé » à la décision de l'ONU. Les décisions les plus efficaces par la mise à l'index de la Yougoslavie seraient alors l'athlétisme, le basket-ball et le tir.

La rapidité avec laquelle les instances sportives, habituellement promptes à révoquer l'interdiction du sport et de la politique, semblent obtempérer à la résolution de l'ONU est sans précédent. Jusqu'à présent, le mouvement sportif s'était efforcé de gérer lui-même les implications de la politique internationale. En 1920 et 1924 par exemple, ce sont les organisateurs des Jeux d'Anvers et de Paris qui « oublièrent » d'invoquer l'Allemagne. En 1956, en pleine révolte de Budapest, les sportifs hongrois réfugiés en Autriche furent accueillis par le CIO à Melbourne. C'est le CIO qui, en 1964 à l'occasion des Jeux de Tokyo, décida la suspension du Comité olympique sud-africain en raison de la politique d'apartheid du régime de Pretoria. Appliquée dans les sports amateurs et d'équipe, mais ignorée par les sports professionnels (tennis, golf, automobile, boxe), cette mesure est levée pour les Jeux de Barcelone.

En revanche les sportifs ont toujours vigoureusement dénoncé les boycottages pour raisons politiques qui se sont succédés au cours des quatre dernières olympiades (de 1976, l'essentiel des pays africains

quittèrent Montréal pour protester contre une tournée des All Blacks néo-zélandais en Afrique du Sud ; en 1980, le président américain Jimmy Carter demanda aux pays occidentaux de ne pas aller à Moscou par mesure de rétorsion à l'intervention soviétique en Afghanistan ; en 1984, l'URSS réduisit aux États-Unis le montant de leur place en boycottant les Jeux de Los Angeles ; en 1988, Cuba refusa d'être représenté à Séoul par solidarité avec le régime de Pyongyang).

D'une forte valeur symbolique en raison de l'impact médiatique des grandes manifestations sportives, les boycottages ont néanmoins atteint leur but : à Los Angeles par exemple, l'absence des pays de l'Est a permis aux Américains de triompher outremanchément. Les réserves que la France a faites au boycottage sportif de la Yougoslavie semblent tenir compte de cette expérience : l'ambassadeur de France à l'ONU a qualifié cette disposition de « dérisoire et inutilement vexatoire ». Réserves qui n'empêcheront pas la France d'appliquer ces sanctions, mais qui l'autorisent à permettre aux sportifs serbes et monténégrins présents sur le territoire national au moment où elles ont été adoptées de poursuivre leurs compétitions. Cela concerne notamment les joueurs engagés à Roland-Garros (lire par ailleurs l'article de Bénédicte Mathieu en page 11) et les basketballers engagés dans un tournoi préolympique à Castelnau-le-Lez.

A. G.

M. Chirac décline la « démission de l'Europe ». Dans un article intitulé « Devant la menace : la démission de l'Europe », consacré à la guerre en Yougoslavie, que publie le Figaro du lundi 1er juin, M. Jacques Chirac rappelle à la Communauté de ne prendre contre Belgrade que des mesures à « caractère symbolique ». Le président du RPR estime que « l'histoire jugera sévèrement nos pays et ceux qui les gouvernent ». « Voilà donc près d'une année que dure cette guerre terrible, écrit l'ancien premier ministre. Une année pendant laquelle l'Europe a manqué de clairvoyance et constamment été en décalage par rapport aux événements ; malgré, sur ce point, les « consignes blanches » européennes, trop nombreuses et à peine armées, qui n'ont soutenu aucune volonté politique ; encore moins de force militaire sérieuse ont été retirées des zones de combat ».

M. Rocard : une bonne décision. — M. Michel Rocard a qualifié dimanche 31 mai, au cours de l'« heure de vérité » d'Antenne 2 l'embargo décidé par l'ONU contre la Serbie de « bonne décision ». « C'était, temps ! », a-t-il ajouté, car « la Serbie » son président, M. Slobodan Milosevic, se sont très mal conduits comme des êtres humains ». « Ils ne sont pas tous à fait serbes », a-t-il observé, ajoutant que les Croates ne sont pas « tous dans cette affaire ». « Les amis allemands sont partis un peu vite », a-t-il dit. Probablement, l'accusation d'un démantèlement de Yougoslavie n'est pas pour rien dans la situation où nous sommes ».

Dubrovnik et les barbares



هكذا من الإبل

Le Monde • Mardi 2 juin 1992 • 7

EUROPE

et les combats en Bosnie-Herzégovine et en Croatie

Dubrovnik et les « barbares »

Suite de la première page

Ainsi du moral déclinant de certains officiers et soldats serbes, de plus en plus enclins à se poser des questions sur la signification de leur présence ici ainsi que sur les « changements constants de politique » de Belgrade. Mais pour rapide et inattendu que fut le retrait des unités serbo-monténégrines, il est, pour le moment, resté partiel. Encore présente à une quinzaine de kilomètres au sud-est de Dubrovnik (à Cavtat, sur la côte, ainsi que dans la zone de l'aéroport), l'ancienne armée nationale yougoslave l'est également en Bosnie-Herzégovine, voisine de quelques kilomètres seulement, de même, bien sûr, qu'en Monténégro. De plus, les ex-fédéraux tiennent quelques portions de route sous leur tir. Si bien que, même si l'état s'est quelque peu desserré autour de la cité, Dubrovnik ne peut, toujours, pratiquement être atteinte que par mer malgré les prétendues optimisations du commandant en chef de l'armée croate, le général Antun Tusi, qui s'était promis de totalement déloger Dubrovnik pour le 30 mai, jour de la fête nationale croate.

« Nous avons donné libre cours à notre joie à l'annonce du retrait de l'armée. Nous avons enfin pu sortir dans la rue des heures durant, et l'on voyait la fin du cauchemar. » Car l'explosion aura été de courte durée. Ainsi pour cette habitante de la vieille ville dont la maison a été touchée lors d'un bombardement en décembre. Elle aura eu le temps de réparer les dégâts... avant qu'un nouvel obus ne tombe dans sa rue, faisant s'écarter les conversations d'eau.

Alentour, entre deux alertes, les gens ramassent, pour la troisième fois, le verre cassé, balaisent les débris, dégageant les gravats. Cette fois, entre

plusieurs maisons particulières, la cathédrale a été touchée ainsi que le Palais des recteurs et, à nouveau, l'église et le couvent des dominicains. « On s'attendait à la liberté totale, non à un bombardement », journa- liste et écrivain, Mato Jerinic ne peut trouver de cause rationnelle aux tirs de vendredi et de samedi, à ce « bombardement intense » effectué par une armée en retraite qui a apparemment abandonné toute idée de prendre Dubrovnik et dont l'action ne répond à aucune logique : « Ven- geance, revanche, rage d'avoir été repoussés ? » Pour le maire de Dubrovnik, M. Petar Poljanec, le message « primitif » délivré par les Serbes et les Monténégrins peut se résumer à : « Nous sommes obligés de partir mais nous vous ferons encore mal. » L'inquiétude est d'autant plus grande que la ville est « toujours à portée des canons serbes », comme le rappelle maintenant quotidiennement l'armée ex-fédérale, dont « on ne peut rien attendre ». Désormais, relève M. Poljanec, « même quand les Serbes et les Monténégrins auront totalement quitté le territoire croate, nous resterons sur nos gardes pendant des années ». D'autant que « Serbes et Monténégrins ont laissé le désert derrière eux (dans l'ex-Yougoslavie) ; ils ont pillé tout ce qui était transportable et détruit le reste » avant de partir, alors que « la terre, ici, ne leur a jamais appartenu ».

Méfiance à l'encontre des Serbes, mais surtout haine. « Maintenant, notre haine pour les Serbes est globale ; une haine qui les (Serbes ex-membres) nous ont imposés comme un mal », explique Milica, qui assure « avoir la chair de poule en pensant aujourd'hui à l'armée que j'avais pour des Serbes ». Après huit mois de siège, Milica ressent « un sentiment

d'humiliation : comme si Dubrovnik avait été souillée par la canaille ». Humiliée, Milica dit l'avoir été par le fait que, semaine après semaine, Serbes et Monténégrins ont observé des gens « pris au piège », décidant souverainement du moment auquel ils les tueraient.

« Il ne s'agit même pas d'un heurt entre deux civilisations différentes, mais du combat de barbares contre la civilisation », dit Mato Jerinic, pour qui « il faudra maintenant attendre longtemps avant d'envisager une nouvelle cohabitation » avec les Serbes. « Il y aura certainement des représailles » contre ces derniers, et, déjà, « des gens (croates) insensés, des terroristes ont fait sauter des boutiques, des cafés et des voitures serbes », indique-t-il, se disant « surpris devant l'intensité de la haine que certains habitants de Dubrovnik éprouvent pour les Serbes » et que, lui, réprouve.

« Imprévoyance et incompétence »

Dans le même temps, Mato Jerinic se dit tout aussi « surpris du silence des Serbes de la ville devant l'agression contre Dubrovnik ». Les Serbes habitant la ville — 6,7 % de la population — ne s'étaient jamais sentis « menacés » auparavant et, selon lui, la majorité d'entre eux sont restés. Mais, maintenant, Mato Jerinic craint qu'un « soldat désespéré ne prenne son fusil et ne vienne tuer un Serbe ».

Autre conséquence de cette guerre : le temps des règlements de comptes entre Croates pourrait bien arriver prochainement. En croate certains d'entre eux. Déjà, les uns croient à d'autres d'être restés dans les zones occupées de l'arrière-pays, les accusant implicitement de collaboration avec l'ennemi. Ces derniers se vantent, au contraire, d'avoir, en étant restés sur place, défendu les biens des absents. Pour Mato Jerinic, en revanche, la période critique est passée et, s'il y avait eu un risque de règlements de comptes, ceux-ci auraient déjà eu lieu. Des combattants croates ont ainsi été jusqu'à « dire qu'ils allaient tuer le maire

et le président de l'assemblée locale pour leur incompétence. Cela aurait pu, un moment, se passer, mais plus maintenant », estime-t-il. La municipalité de Dubrovnik n'est, en effet, pas épargnée par les critiques, surtout dans les rangs des forces armées croates, pour la façon dont elle a géré la crise. « Imprévoyance » et « incompétence » sont notamment reprochées par certains au maire ainsi qu'au conseil municipal, essentiellement pour la manière dont ils ont organisé, au début, la défense de la ville.

« La municipalité, qui ne croyait pas possible une attaque contre Dubrovnik et a trop compté sur la réputation de la ville à l'étranger, n'était pas faite pour une telle situation, et un certain nombre de jeunes ont été tués pour rien », juge, pour sa part, Mato Jerinic. Un autre journaliste explique : « Au début, en octobre, la défense de la ville a été confiée à des gens qui n'avaient aucune expérience militaire. La seule position croate ayant tenu dans la région était, d'ailleurs, commandée par un ancien officier fédéral. De plus, nous n'avions, à l'époque, que deux mortiers et un canon. Quant aux effectifs, ils se montaient en tout et pour tout à cent trente hommes. »

Et ce journaliste de souligner que, s'il y a eu erreur et maladresse de la part de la municipalité, qui ne s'attendait pas à une agression bien que les forces serbo-monténégrines étaient massées à la frontière bosniaque deux mois avant de passer à l'attaque et que, enfin, le maire n'a peut-être pas négocié de la meilleure façon — il a eu, au moins à deux reprises, des contacts avec monténégrins et bosniaques quelques jours avant le déclenchement des opérations —, les responsabilités sont partagées. Ainsi, « personne, aucun officiel croate, n'est venu de Zagreb avant décembre (l'attaque sur la région de Dubrovnik a commencé en octobre), et le gouvernement croate aurait dû intervenir plus tôt. Il est vrai que le président Tudjman a longtemps dit et répété que Dubrovnik ne serait jamais attaqué ».

YVES HELLER

Consternation à Belgrade

Suite de la première page

Devant l'entrée de la présidence de Serbie, M. Vuk Draskovic, dirigeant du principal parti d'opposition, le Mouvement du renouveau serbe, déposait deux garbes tandis que les manifestants tapissent les fenêtres de papier noir. Puis ils se sont dirigés vers les bâtiments de la télévision pour protester contre le manque de liberté des médias, contrôlés par le régime de Belgrade. Alors que la foule était prête à investir l'édifice, M. Vuk Draskovic conduisant déjà le cortège vers la place de la République, au cœur de la capitale. Les manifestants acceptèrent de se disperser après que leur dirigeant eut annoncé que l'opposition organisait d'importants rassemblements « dans les deux ou trois semaines ».

Littéralement « gavés » pendant plusieurs semaines d'un discours officiel visant à minimiser l'effet des sanctions, une grande partie de l'opinion publique n'était pas encore consciente, dimanche, des conséquences inévitables de l'embargo. S'adressant aux mêmes victimes de la politique guerrière et autoritaire de M. Milosevic, plusieurs manifestants dénonçaient l'injustice des sanctions. Pour leurs dirigeants politiques, la communauté internationale a voulu « punir le régime de Belgrade » pour la guerre menée en Bosnie-Herzégovine et encourager la population à sortir de l'apatie totale en réclamant un nouveau gouvernement. Mais, pour beaucoup, aucun bouleversement radical ne peut se faire actuellement en Serbie sans briser et les plus pessimistes craignent que les sanctions n'accroissent les risques déjà

existants d'une guerre civile en Serbie.

Les dirigeants serbes et monténégrins se sont insurgés contre le durcissement de la communauté internationale et ont rejeté toute responsabilité dans la violence en Bosnie-Herzégovine et à Sarajevo. Dans un appel aux autorités serbes de Bosnie-Herzégovine, le gouvernement de Belgrade avait même exprimé samedi « son indignation » en raison de la poursuite des bombardements contre la capitale bosniaque. Le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, avait également, dans la journée, suggéré aux présidents Bush et Clinton la mise sous contrôle américain-russe des différentes forces armées en présence en Bosnie-Herzégovine, tout en affirmant la pleine coopération de la Serbie. « Celui qui a ordonné le massacre des civils dans le centre de Sarajevo et la destruction de la ville au lance-roquettes multiples, a définitivement condamné la Serbie », entendait-on dans les milieux officiels de Belgrade.

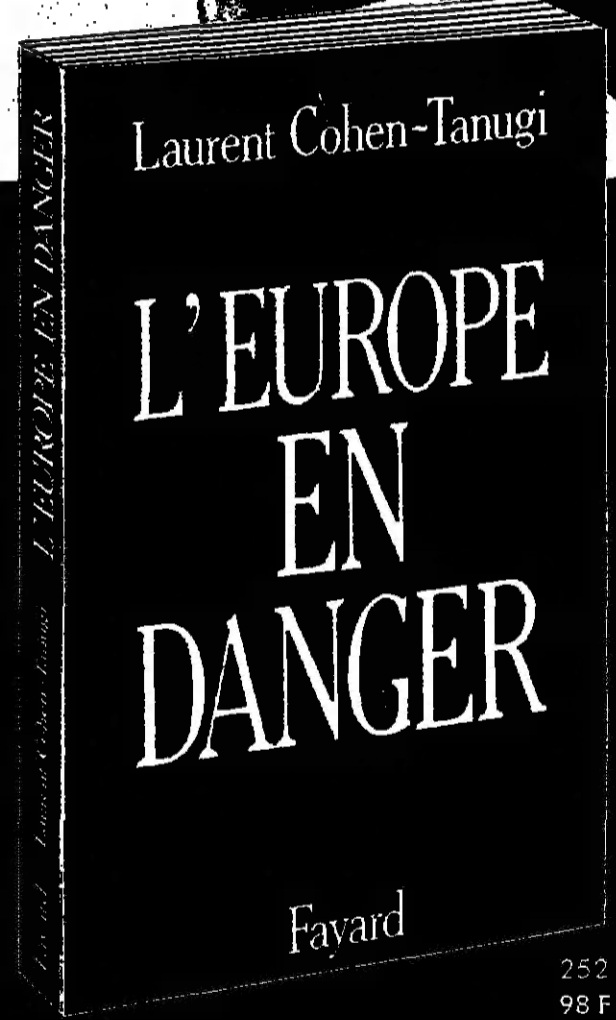
Désastre économique

La Serbie clame son innocence et dénonce le caractère « unilatéral, injuste et injustifié » des décisions de l'ONU qui « tendent à masquer la réalité et les preuves évidentes de la culpabilité des forces croato-musulmanes ». Les médias officiels affirment même que « la Yougoslavie avait été sévèrement punie sans motif clair ni raison », et prétendaient que la Serbie était en fait « la victime d'une puissante machine appuyée par des pressions financières, politiques et de propagande ». Alors qu'il s'apprêtait à voter, le président Milosevic a par ailleurs déclaré : « Les sanctions sont le prix que nous payons pour notre soutien aux Serbes hors de Serbie ».

Le dirigeant de l'extrême droite radicale, M. Vojislav Seselj, s'est, pour sa part, déclaré convaincu dimanche que la Serbie « résisterait aux États-Unis ». Tous deux cherchent à miser sur la fierté nationale et le sentiment patriotique fort chez les Serbes pour unir la nation contre le diktat de l'étranger. Toutefois, les économistes ne cachent pas leurs inquiétudes. « Le niveau de la production, qui a déjà chuté de plus de 50 % par rapport à 1989, accusera une nouvelle baisse, nous assisterons à une chute brutale des importations et des exportations, à des pénuries et à l'épuisement des réserves », expliquait M. Tomislav Popovic, directeur de l'Institut des sciences économiques de Belgrade, qui ajoutait que les effets des sanctions provoqueraient, dans six mois, la paralysie totale de la vie économique.

FLORENCE HARTMANN

Laurent COHEN-TANUGI



252 p.
98 F

Rarement ouvrage aura paru à un moment plus opportun, et pourtant, la justesse de la réflexion et la qualité du style en font beaucoup plus qu'un ouvrage de circonstance.

Alain Lemaître, *Le Point*

« L'Europe en danger » dénonce avec beaucoup d'à-propos les menaces, désigne les écueils, mais place également les adversaires de l'intégration face à leurs contradictions. Aux hésitants enfin l'ouvrage montre l'enjeu d'une entreprise dont il éclaire tous les aspects.

Frank de Baulh, *Sud Ouest*

Une analyse lucide et contrastée de la construction européenne.

Pierre Haski, *Libération*

Un livre excellent d'un partisan de l'Europe. Je ne suis pas d'accord avec ses conclusions, mais c'est un livre tout à fait remarquable.

Max Gallo, *L'Europe de l'Est*

Un livre courageux... La réflexion de Laurent Cohen-Tanugi permet d'aider à cerner un débat qui ne pourra longtemps encore s'apparenter à l'arbitraire.

Pierre Drouin, *Le Monde*

Juriste renommé et essayiste déjà reconnu... Laurent Cohen-Tanugi est un Européen exigeant, et surtout un Européen troublé. Il explique donc pourquoi, avec sobriété, avec probité, mais aussi avec acuité.

Alain Duhamel, *Le Point*

Ce livre est certainement celui qui, avant les débats sur la ratification des accords de Maastricht, permet le mieux de comprendre ce qu'Europe veut dire.

Michel Drancourt, *Le Quotidien de Paris*

The best discussion of these issues I know of is by Laurent Cohen-Tanugi.

Stanley Hoffmann, *The New York Review of Books*

FAYARD

Maisons détruites, cimetière profané...

DUBROVNIK

de notre envoyé spécial

Lovée derrière ses remparts, Dubrovnik était majestueusement ses monuments Renaissance. Le célèbre Stradun, cette large avenue pavée de blanc qui traverse la vieille ville de part en part, apparaît largement à découvert. Quelques groupes de gens marchent dans la rue. Ils sont très nettement visibles à l'œil nu. De Zarkovica, les vieux toits de tuile de Dubrovnik sont terriblement tentants ; et les anciens locataires de cette forteresse dominent la cité n'ont pas résisté à la tentation : c'est notamment de là que, pendant presque huit mois — jusqu'à lundi dernier, — les soldats serbo-monténégrins ont disposé, en toute impunité, de la vie des gens de Dubrovnik.

En face, à même hauteur, le fort impérial est la seule position que les Croates ont refusé à tenir hors de la ville tout au long de ces huit mois de siège. Tout, ailleurs, était occupé : comme ce village de Bosanka, hier lieu d'excursion dominicale et aujourd'hui ravagé. Paysage bouleversé, maisons détruites, brûlées, cimetière profané, maintenant encore exposé aux tirs serbes. La frontière bosnie-

que, hautes crêtes dominant la mer et tenues par l'ex-armée fédérale, n'est qu'à un kilomètre. De ces crêtes, mais aussi de Cavtat, à une quinzaine de kilomètres au sud-est de Dubrovnik, de deux des derniers lesquelles les serbes, cachant des navires, de la zone de l'aéroport, les Serbes et les Monténégrins tiennent encore la ville.

Dans cette région, où les Croates ne disposaient que de quelques dizaines d'hommes, les Serbes ont pu, en octobre, avancer rapidement par trois axes, pillant, brûlant et détruisant sur leur passage. « Je me souviens, c'était au début de novembre, l'état assés devant la télévision et l'attention des fédéraux d'une minute à l'autre. J'étais persuadé de les voir débiter à ma porte », se souvient cet habitant. « Au début, l'armée fédérale pouvait prendre facilement Dubrovnik. Maintenant, ils (les Serbes) ne peuvent plus prendre la ville, mais ils peuvent la détruire », estime Mato Jerinic, un journaliste et écrivain de Dubrovnik, qui redoute les effets dévastateurs de la concentration actuelle d'artillerie dans la région.

Y. H.

15 guides présentés par

VOYAGEURS DU MONDE

Les Annuels Voyageurs vous donnent l'actualité culturelle et politique du pays, le calendrier des fêtes, les informations pratiques et touristiques à jour, commentées par les voyageurs eux-mêmes. Les Annuels Voyageurs chiffrent le coût d'une journée, luxe, confort ou économique.

Sri Lanka
Italie
Antilles
New York
Guatemala

Chine
Mexique
Japon
Brésil
Inde

Québec
Thaïlande
Russie
USA west
Tchécoslovaquie

192 p.
80 F.
VENDUS
EN
LIBRAIRIES

VDM éditeur, 53 rue Sainte-Anne, 75002 Paris

ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Pédagogie française à Moscou

Le Collège universitaire créé à l'université Lomonossov fait le bilan d'une année d'existence : conditions de travail difficiles, mais une vraie curiosité de la part des étudiants

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

La semaine prochaine, les premiers diplômés du Collège universitaire français de Moscou seront remis aux étudiants qui, pendant l'année scolaire, ont suivi les cours de professeurs venus de Paris et à la centaine de candidats qui ont passé les examens. Né d'une idée commune du Prix Nobel de la paix André Sakharov et de l'écrivain français Marek Halter, qui en assure la présidence, ce collège est une institution originale. Il doit son existence au dynamisme de son président et il est financé sur fonds publics et privés, car si sa création avait été solennellement soutenue par M. Mitterrand et Gorbatchev, lors d'une visite d'État à la République de Moscou, l'initiative a été difficilement suivie. Toutefois, la France a ainsi pu ouvrir la première université occidentale en Russie, alors que tous les autres États occidentaux s'efforcent d'assurer leur présence par divers moyens. Si les financements sont trouvés d'ici l'automne, un Collège universitaire français pourrait s'ouvrir également à Saint-Petersbourg où les professeurs qui sont allés à Moscou se sont contentés cette année de faire un croquis. Un lycée français pourrait également être créé qui regrouperait en un seul lieu toutes les classes des établissements de l'ancienne capitale tsariste où les cours sont donnés en français.

L'UNIVERSITÉ Lomonossov de Moscou, qui domine la ville de sa haute architecture stalinienne entourée de ses lourdes portes. Le dixième étage du bâtiment central, juste au-dessus du bureau du recteur, est le symbole de cette évolution. Là, les deux bureaux de l'ancien Parti communiste de l'Union soviétique ont changé de propriétaire. À gauche, le siège du Collège universitaire français. À droite, celui de l'American Business School. Le premier, créé avec le concours des autorités françaises, s'est donné pour objectif la transmission du savoir en sciences sociales. Le second, fonctionnant grâce à des fonds privés, est résolument pragmatique, haut lieu du libéralisme économique.

Ces deux établissements ont un point commun : ils sont l'un et l'autre dirigés par des hommes qui ont eu à cœur de ne pas accepter le régime soviétique à son époque triomphante, tous deux membres de l'ancien comité de soutien à André Sakharov, quand le Prix Nobel de la paix était exilé à Gorki : Marek Halter, écrivain français, né dans le ghetto de Varsovie, est le président du Collège universitaire, Edward Lozanski, physicien qui vit depuis 1976 aux États-Unis après avoir été contraint de quitter l'URSS, dirige le second institut. Il a remis, mercredi 13 mai, un diplôme sanctionnant deux années d'études à soixante étudiants russes composant la première promotion de l'American Business School.

Le Collège français n'en est pas

encore là. Mis en place à la rentrée universitaire, il arrive au terme de sa première année d'existence. L'heure du premier bilan. Imaginée par Marek Halter lors de conversations avec André Sakharov, soutenue par François Mitterrand, concrétisée par la signature d'un accord le 10 juillet 1991 entre M. Michèle Gendreau-Massoloux, recteur de l'Université, chancelier des universités de Paris, et M. Lozanski, alors recteur de l'université de Moscou, l'antenne universitaire française est née d'une idée simple : « Je voulais prendre le contre-pied du désir des Russes de quitter leur pays », dit Marek Halter. Le moyen ? Lui a été la culture universitaire française.

Pas de véritable sélection

Organisé selon le principe de cycles de conférences, le Collège français a accueilli cette année des professeurs célèbres : Michel Crozier, Marc Ferro, Blandine Kriegel, François Foret... Au total, vingt et une personnalités se sont succédées devant les étudiants de l'université Lomonossov.

Judi 14 mai, Jean Delhumeau, professeur au Collège de France, membre de l'Institut, venait clore cette première session. Pour son dernier cours, une cinquantaine d'étudiants et quelques enseignants se sont rendus dans l'amphithéâtre de cent quatre-vingt places. Attentifs, un carnet de notes posé sur les genoux, ils attendaient sagement la fin de la conférence, consacrée à l'histoire de la peur, du péché et du sentiment de sécurité dans les civilisations traditionnelles. Puis, les questions fusent, dans un français parfait. Certains démontrent une vraie connaissance du sujet. D'autres sont plus étonnantes. Un étudiant demande à l'historien si Robin des Bois commettait un péché en volant les richesses pour donner aux pauvres. « Il faut l'attendre à tout, mais leur curiosité est une belle récompense », commentera, après la conférence, Jean Delhumeau.

L'un des problèmes que le Collège français devra surmonter réside dans ce décalage entre le niveau des intervenants et les connaissances des étudiants. Submergé par les demandes d'inscription lors de l'ouverture du collège, le service culturel de l'ambassade de France à Moscou — qui a porté le projet à bout de bras — a admis six cent étudiants. Ils étaient plus de mille à en demander l'accès. Il n'y a pas eu de véritable sélection : « Nous souhaitons que l'établissement soit ouvert à tous. La capacité d'accueil des amphithéâtres fut notre principale contrainte », indique-t-on à l'ambassade.

Lors des premières conférences, une partie des auditeurs ne pouvaient trouver place. Huit mois plus tard, une centaine de candidats seulement se présentent à l'examen, dont soixante-cinq en langue française. Au fil des mois la sélection s'est faite à priori, s'est opérée d'elle-même. Quarante-cinq candidats ont proposé un projet de mémoire leur permettant de passer une année de recherche en France. Dix bourses d'études ont en effet été réservées pour les étudiants du Collège sur le contingent de boursiers de l'ancienne Union soviétique, un autre étudiant russe sera payé par une entreprise française. Pierre Birbaumer, de retour à Moscou pour présider le jury de sélection des candidats, s'étonnait même de la « disparition » d'étu-

dants qui lui avaient paru très motivés lors de ses conférences, au mois de novembre.

Pour Marek Halter, la « fuite » des étudiants serait due à des détails pratiques : l'étriqueté des amphithéâtres, la qualité inégale de la traduction simultanée, le manque d'information de la part de l'administration de l'université sur les activités du Collège, auraient pu à peu décourager les auditeurs. Une analyse que partage Anne, étudiante en cinquième année de psychologie et Jonas, jeune boursier du Bénin en troisième année de journalisme. Tous deux maîtrisent parfaitement la langue française mais reconnaissent avoir dû « s'accrocher » : les horaires des conférences du Collège qui se chevauchent avec leurs autres cours, la pauvreté de la bibliothèque de cet institut qui ne comprend que quelques exemplaires de livres amenés par leurs auteurs lors des conférences et la faiblesse des moyens de l'établissement n'ont pas simplifié le suivi des cours. Seuls deux permanents, un lecteur français et un jeune Russe, ont tenté de maîtriser les questions d'interlocution.

Le nouveau recteur de l'université qui accueille 25 000 étudiants, Victor Sadovitchy, dit par ses pairs, porte un regard bienveillant sur le Collège. Saluant l'excellent niveau des intervenants, il souhaiterait toutefois voir la coopération avec l'université se renforcer. « Je permets par exemple à des enseignants russes de faire aussi des conférences ». En revanche, certains Russes ont un jugement sévère à l'égard de l'initiative française, qualifiée par une enseignante de français de « salon mondain sans contenu pédagogique ». L'arrivée de trois étudiants français de troisième

cycle chargés de l'encadrement des étudiants russes pour l'année universitaire 1992-1993 devrait permettre de pallier cette insuffisance.

« Ces critiques sont normales, concernant une initiative dont les Russes attendaient beaucoup, répond-on à l'ambassade de France. Le Collège n'a qu'un an d'existence, il doit trouver sa vitesse de croisière. » L'accord donné par le Quai d'Orsay pour reconduire les crédits permet d'assurer la continuité de l'opération (lire page 9). De même, la promesse obtenue en cours d'année que onze étudiants pourraient bénéficier en France de stages sur les droits de l'homme et que dix d'entre eux feroient un voyage en France grâce à la Ville de Paris a mis du baume au cœur de l'équipe du Collège. Dans un pays où les jeunes ne peuvent partir à l'étranger faute de devises, ces projets devraient permettre de motiver les étudiants russes.

Le verdict concernant l'initiative française tombera dans quelques semaines. Les juges seront les étudiants eux-mêmes, qui décideront, ou non, de s'inscrire en première (pour les nouveaux) et en deuxième année pour ceux ayant réussi l'examen. L'effluence sera certainement moindre qu'à l'automne dernier. Le Collège bénéficiera alors de l'aura de la nouveauté. Mais le nombre d'inscriptions sera le révélateur de l'intérêt d'un tel institut, qui permet toutefois à la France de ne pas être absente dans une compétition où tous les pays occidentaux se sont engagés.

MICHÈLE AULAGNON

Un été pour les droits de l'homme

La première université d'été de formation de formateurs en droits de l'homme et citoyenneté démocratique se tiendra du 9 au 30 juillet à l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) de Versailles. Quarante stagiaires d'Europe de l'Est sont attendus, dont onze Russes, étudiants au Collège universitaire français de Moscou.

Mise en place à l'initiative de l'Association pour le développement des libertés fondamentales, cette université est organisée avec le soutien du ministère de l'éducation nationale et de la culture, du ministère des affaires étrangères et du secrétariat d'État à la francophonie. « Il existe un vrai besoin de formation », explique Marc Agi, président de l'association. Et la France a un rôle à jouer en ce domaine.

Outre une sensibilisation au contenu des droits de l'homme et au fonctionnement démocratique, diverses enquêtes sur le terrain devront permettre un apprentissage de ces pratiques.

Après les stagiaires étrangers déjà sélectionnés par les ambassades de France dans les pays de l'Est, les Français intéressés doivent à présent se porter candidats.

► Renseignements et programmes auprès du centre IUFM à Nanterre-Saint-Germain, 5, rue Pasteur, 75100 Saint-Germain-en-Laye. Tél. : 33-73-50-11.

TÉMOIGNAGE

Un morceau de Paris en Russie

par Blandine Kriegel

TOUT départ est précédé de la même inquiétude. On quitte les siens pour aller au loin visiter des collègues, enseigner à des étudiants qu'on ne connaît pas et qu'on ne reverra pas, dans l'incommodité des aéroports, des chambres qui ne sont pas à soi, des visages brouillés par la nouveauté et la fugacité. Nous voulions tant voyager quand nous avions vingt ans et le monde était vaste à la clarté des lampes... Et nous revenons, vaguement honteux d'avoir engrangé tant de belles images que nous ne partagerons pas avec les autres, ces forêts d'hortensias du Rio Grande do Sul, les briques sages de Harvard... ou les lacs bleutés qui mènent à Fribourg ; et fourbus, fatigués, de penser à tant d'universités qui nous ont reçus généreusement, le cœur serré de penser que, jamais, en France, nous n'aurons les moyens de le leur rendre.

Le Collège franco-russe ne ressemble en rien à tous les voyages qu'accomplissent rituellement, les mois de mai et d'octobre aidant, les universitaires français. Il a installé une part de Paris à Moscou, un grand élan de jeunesse russe à partager et à éclairer. Tout a commencé par l'enthousiasme, l'humanité, la ténacité, la conviction de Marek Halter de diriger à la base, à l'université Lomonossov, un collège que Michèle Gendreau-Massoloux, recteur de l'université de Paris, a eu le courage de fonder avec son collègue russe. En plein bouleversement, au moment du putsch, en plein effacement de Gorbatchev et de montée de Boris Eltsine au pouvoir, quand les drapeaux changeaient de couleur et les États de siège... Et pour moi, en plein novembre, où l'on imagine Moscou déjà blanche, compacte, panachée de silence, orientale et muette. Auparavant, la diligente Anita Davidenko, compréhensive, attentive, aura réglé toutes les tracasseries administratives et patienté, encouragé, supporté les vites qu'une année de veille vigilante aura arrachée à la dernière

seconde. Le vol est rapide, pas même une demi-après-midi. Savons-nous que l'Europe est si proche ? Dans l'aéroport, boyau de caoutchouc, tout est noir, tout est nuit où règne un incroyable désordre. Les voyageurs passent d'une file à l'autre, empruntant des bagages qu'ils rendent et se dirigent, hésitants et absconds, vers les interminables files d'attente qui évoquent, sur ce point seulement, les douanes américaines.

Mais c'est là qu'une première étincelle se produit. Ironiques, décontractés et courtois, Jean-Pierre Bouzigue, le conseiller d'ambassade dont on hésite une minute à reconnaître l'identité française sous son imposante chapka, s'est emparé de la valise, a dit les trois mots qu'il fallait pour remonter une partie de la file d'attente, et nous emmène à l'université. Un crêpe-cul beige se forme dans l'air mystique, interminablement rayée, grise, fêlée de suite et d'amarante. Pourtant, sous ce couvercle plombé qu'éclaireront seulement de trop brefs midis et la verdure du gazon de l'université, l'improbable se produit. La rencontre, sur la terre gelée, d'étudiants proches, confiants, avec et au milieu de nos compatriotes.

Une incroyable énergie

Car il y a là-bas une véritable ambassade française. Rien ne serait possible si l'institution n'était déjà debout, faite de l'incroyable énergie que déploient ses organisateurs : Marek toujours présent, sa cheville ouvrière, Pascal Cauchy, un jeune historien saisi d'émerveillement pour le monde russe et tous les correspondants de l'ambassade, chaleureux, dieters, qui vous encouragent à entrer dans l'arène, vous suivent, vous invitent, vous questionnent sans relâche, Annie Possel qui, comme Olga Morok, parle un russe merveilleux qu'on croit sorti tout droit de la bouche de la Natcha de Guerre et paix, un russe qui

comme l'allemand gothéen de Norbert Elias vient de la respiration de l'Europe du dix-huitième siècle.

L'ambassadeur, les conseillers d'ambassade se relaient, chaque jour et chaque soir, pour que nous rencontrions universitaires, fonctionnaires, journalistes et artistes russes. Le jeune procureur général de Russie explique combien les changements à apporter au code de procédure pénale sont délicats et difficiles et combien le droit civil russe est encore peu développé (il compte beaucoup sur les juristes français dans une société russe en recomposition).

Traduction parfaite

Mais le travail ? J'y viens. Cours, leçons, quotidiennes, en fin d'après-midi. Le premier contact est celui de deux jeunes traductrices qui parlent un français parfait ; j'ai préparé un petit résumé de chacune de mes leçons : l'Etat de droit, les droits de l'homme, République et démocratie, puis approfondissement en séminaire des doctrines (Jean Bodin, Hobbes, Spinoza, Locke), un essai de présentation de notre philosophie politique. « Oui, oui », elles hochent de la tête et sourient ; « Elles comprennent tout, elles traduiront très bien. Allons-y. » Malgré la période des vacances, j'arrive dans un amphithéâtre d'étudiants, des lits courts de Michel Crozier, Marc Ferro, Julia Kristeva, mes prédécesseurs au collège, ont inévitablement fidèles. Dans ce public attentif, posé, confiant, se mêle une proportion non négligeable d'étudiants africains. Après le cours, les questions fusent, souvent très pertinentes et posées dans un français excellent. On s'attarde pour discuter de la France, de son histoire, de son avenir et de la place de la Russie en Europe : « Et les Allemands ? Que pensez-vous des Allemands ? » « La République, certes, mais la monarchie constitutionnelle ? Quel est son avenir ? » « Et les droits de l'homme, sont-ils

compatibles avec le droit des États et le droit des peuples ? »

Inlassablement, Jean-Pierre Bouzigue, Pascal Cauchy rassemblent les questions venues en russe et les traduisent avant de nous les remettre. Et ainsi chaque soir, jusqu'au jour du séminaire où, précédée de Pascal Cauchy, j'entre modeste dans une salle remplie à ras bord d'officiers russes. Nous ne voyons que les sous-capes de ceintures et les rangées de galons. L'armée ? Elle aussi veut faire de la philosophie politique ? Pendant ce temps, les étudiants perplexes pifient dans le couloir. Pascal Cauchy s'explique : les uniformes se livrent d'un coup et se rangent en bon ordre. C'était une erreur de salle, ils venaient pour un cours de stratégie, la philosophie politique, ce sera pour une autre fois... Il restera peu de temps, le soir vite venu, pour naviguer dans la ville ouverte.

Plusieurs étudiants ont déjà proposé des sujets de mémoire que je me suis engagée à corriger. Avant de partir, la bibliothécaire de l'ambassade me presse : « Laissez des livres », et je me déteste avec plaisir et regret de quelques manuels... Dans les appartements inouïement carrés — les architectes du dix-septième siècle disaient que le diable est dans les angles droits — nous aurons inévitablement conversé en français et en russe.

Je sais qu'aujourd'hui le collège a déjà une tête de pont dans la ville fanal de Pitar et que j'ai oublié de parler de ce qu'il représente pour la culture française et la francophonie. Je me souviens seulement que, grâce à une poignée de diplomates et d'enseignants détachés à Moscou mais liés à tant d'étudiants russes, lorsque j'y suis allée dans ce novembre raucage de Moscou désemparé, il était vivant, et que je suis revenue épuisée, ravie, décidée... de rentrer.

► Blandine Kriegel est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

REVUE DES AFFAIRES EUROPEENNES

Trimestrielle, dirigée par Charles-Etienne Gadio, avocat.

Rédigée par des universitaires et des praticiens spécialistes des questions communautaires.

Pluridisciplinaire

juridique, économique et financière, politique et culturelle.

Son contenu

Droit, Économie et finances. Expériences et perspectives européennes. Jurisprudence, Bibliographie.

L.G.D.J.

26, rue Vercingétorix, 75014 Paris. Tél. : (1) 43 35 01 67

ESPACE EUROPEEN

Moscou

L'impératif de la durée

par René Rémond

C'EST toujours une expérience nouvelle et attendue, même pour qui en a une longue pratique, que de s'adresser à un public d'étudiants et de collègues d'un autre pays. Elle devient émouvante et presque angossante quand on partage la responsabilité de le faire à un auditoire qui vient à peine de se libérer d'un enfermement prolongé et qu'on se trouve ainsi concourir à renouer le dialogue avec une génération destinée à jouer un rôle déterminant dans la renaissance intellectuelle de son pays. Comment faire pour ne pas décevoir une attente qui se devine au temps que le public consent à prendre sur un horaire déjà obéré par de lourdes obligations universitaires ?

On a d'abord la surprise de trouver un public plus diversifié qu'on ne s'y attendait : pour des cours qui relèvent tous des sciences de l'homme et de la société — histoire, sociologie, philosophie, politique, — on y trouve des mathématiciens, des physiciens. Est-ce parce que jusqu'à présent ces disciplines étaient tenues pour suspectes par le pouvoir et que, les censures étant aujourd'hui abolies, il est désormais possible de revenir à des amours contrariées ? En tout cas, cette diversité est un des agréments de l'enseignement.

Cet auditoire a une connaissance du français qui permet à la plupart de se passer du recours à la traduction simultanée : c'est presque dommage tant les traducteurs apportent d'intelligence et de compétence à traverser en russe un enseignement cependant fort difficile. La connaissance de la situation française surprend aussi par sa précision et son actualité : j'ai sous les yeux quelques-uns des papiers sur lesquels se sont inscrites celles des questions qui n'étaient pas formulées de vive voix ; elles vont de la poussée de l'extrême droite à l'affaire Touvier, en passant par le rôle des chrétiens dans la société et les rapports avec l'Allemagne. C'est dire la qualité et les légitimes exigences du public.

Une réflexion de fond sur la recherche

Plus encore que des informations sur la situation de la France ou des précisions sur telle ou telle dimension de la réalité sociale, ce que les étudiants et peut-être aussi quelques-uns de leurs professeurs attendent, ce sont des vues sur les grandes orientations de la recherche et une réflexion de fond sur son inspiration. Je n'ai pas jusqu'à dire que les sciences humaines sont en Russie toutes entièrement éliminées ; l'étendue du désastre varie avec les disciplines : l'économie et l'histoire le sont sans doute moins que la sociologie et la science politique, mais toutes ont pratiquement souffert de l'isolement prolongé, et plus encore d'avoir été assujetties à une idéologie d'Etat qui ne souffrait ni discussion ni comparaison. Comment passer d'une longue habitude de conditionnement au déploiement d'une recherche sans a priori ? C'est sur ce point que des universitaires venus d'ailleurs et qui ont une expérience de la liberté de l'esprit peuvent rendre service.

A condition de ne pas procéder par voie d'autorité ni de prétendre substituer une doctrine à une autre. On doit abjurer toute prétention à la supériorité : nous avons eu simplement plus de chance. Nos interlocuteurs ne sont pas analphabètes ; mais ils

ont été privés de tout contact avec la communauté scientifique internationale et ils souffrent aujourd'hui encore du manque de livres et de périodiques. On doit se garder de venir comme au pays conquis, bardé de ses certitudes ; les Russes souffrent déjà assez dans leur fierté nationale de dépendre pour leur économie et même pour leur subsistance élémentaire de l'assistance de l'étranger. Quelle humiliation pour un peuple qui hier encore était au premier rang, qui a une grande histoire et qui a la conviction justifiée d'avoir contribué à la culture universelle.

Reconstituer une pensée libre

Pour les échanges intellectuels, l'objectif que doivent s'assigner les universitaires appelés à participer à cette expérience est d'aider à reconstituer une pensée libre, des habitudes de travail. Ainsi, m'adressant aux historiens de l'assistance, j'attirais leur attention sur la chance incomparable de pouvoir accéder à un fabuleux trésor archivistique et sur la responsabilité de leur génération : c'était à elle d'entreprendre d'écrire une histoire enfin scientifique de leur pays depuis 1917.

La meilleure façon pour un universitaire venu de France d'honorer la confiance qui lui est faite et de remplir sa mission est de tenir le même langage qu'à ses propres étudiants : à savoir que l'objectivité, même difficile à atteindre, reste un devoir, que les positions intellectuelles ne sont pas la traduction des rapports de force, que le schéma dualiste qui distingue entre une infrastructure, seule réalité véritable et déterminante, et une superstructure où sont reléguées toutes les créations de l'esprit n'est qu'un a priori ; que la réalité sociale est plus complexe et plus riche que l'image appauvrie qu'en proposant les systèmes, qui empruntent à des idéologies réductrices leur principe explicatif.

J'ai trouvé aussi un auditoire passionné par les questions politiques et heureux d'apprendre que la politique était dans notre pays un objet d'étude. On m'a demandé ce qu'était la démocratie et comment l'instaurer dans un pays qui n'en avait pas l'expérience ; on m'a interrogé sur la pratique et la signification du référendum ; on m'a questionné sur le socialisme et ce qui le distinguait du communisme dont on ne voulait plus. J'ai perçu aussi, à l'occasion d'un cours sur le développement en France de l'histoire et de la sociologie du religieux, une grande curiosité pour les croyances et les religions.

Ces quelques notations auront-elles fait entrevoir l'originalité et l'intérêt exceptionnel d'une expérience qui a bénéficié, sous l'impulsion de Bertrand Dufourcq, du concours de tous les services intéressés de notre ambassade à Moscou ? Est-il besoin de préciser que, pour qu'elle produise les fruits qu'on est en droit d'attendre, la durée est une condition sine qua non. Rien ne serait plus désastreux que de ne pas lui assurer les moyens de s'enraciner, de créer des habitudes, de susciter un courant d'échanges. Il n'est aucun domaine où la continuité soit plus nécessaire que pour les investissements intellectuels : il n'en est aucun non plus où les effets soient plus durables.

► René Rémond est président de la Fondation nationale des sciences politiques.

Un financement public et privé

Les 2,5 millions de francs dont dispose le Collège ne suffisent pas à lui assurer un fonctionnement normal

QUAND naît, le 10 juillet 1991, le Collège universitaire français de Moscou, le plus dur reste encore à faire : trouver des sources de financement pour couvrir les dépenses de fonctionnement.

A commencer par les frais de déplacement des conférenciers. Au total, vingt et un historiens, sociologues, politologues, philosophes sont venus donner des cours pendant l'année universitaire 1991-1992. Lors de leur séjour d'une semaine dans la capitale russe, ils ont résidé à l'ambassade de France, cadre jugé plus confortable qu'un appartement dans l'enceinte de l'université. Autre dépense à financer, les bourses. Les dix meilleurs étudiants se voient, en effet, attribuer, le 12 juin prochain, une bourse leur permettant ainsi de poursuivre pendant un an leurs études dans une université française. Sans oublier enfin les frais annexes tels que l'impression de documents ou les factures de téléphone.

Les sources de financement possibles n'étaient pas illimitées. Les Russes se sont contentés de mettre à disposition des locaux (un appartement, un bureau et trois amphithéâtres). Rien à

attendre de plus en raison de la faiblesse de leurs moyens financiers. Côté français, la direction générale des relations culturelles au Quai d'Orsay, et plus particulièrement à la sous-direction des sciences sociales et humaines dont dépendent déjà une trentaine d'instituts de recherche à travers le monde, a été sollicitée. Pour l'année universitaire 1991-1992, une enveloppe de 1,5 million de francs a été accordée au collège avec 700 000 francs pour les frais de voyage des conférenciers et 800 000 francs pour les bourses.

Le mécénat culturel

Afin d'obtenir un rallonge, le président de l'université s'est tourné vers M. Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation. Une demande restée en suspens avec le changement de gouvernement et le départ de M. Jospin, mais elle a été réitérée auprès de son successeur, M. Jack Lang, qui n'a pas encore pris de décision. La commission de la vie littéraire du Centre national des lettres, établissement public à caractère administratif, a voté, quant à elle, une aide de 120 000 francs qui sera versée dans les prochaines semaines. Des pourparlers, enfin,

sont en cours avec la Caisse des dépôts et consignations.

Le président du collège a décidé, parallèlement, de mettre à profit ses multiples relations pour plaider sa cause auprès des entreprises. « Elles commencent à comprendre que la culture peut précéder l'économie », déclare Marc Halter. Et chacun, en effet, peut y trouver son compte. Pour le collège, des subsides supplémentaires. Pour les sociétés bienfaitrices, l'espoir de retombées économiques à terme et, en tout cas, la participation à la formation des cadres avec qui elles seront peut-être demain appelées à traiter. Leur contribution peut prendre des formes variées, allant du prêt d'une voiture pour le transport des professeurs dans l'immense Moscou (Peugeot) à l'impression des brochures et diplômes du collège, avec conception du logo (Publicis). Une société nationalisée a payé quelques billets d'avion (Thomson). Aide financière, en revanche, de la part d'Elf-Aquitaine et de Rhône-Poulenc, deux sociétés qui cherchent à développer leur implantation dans l'ancienne Union soviétique. Leur contribution permettra l'année prochaine de financer la présence de trois répétiteurs français.

Au total, les contributions publiques et privées s'élèvent donc pour l'instant à près de 2,5 millions de francs. Une somme insuffisante pour assurer un fonctionnement normal du collège à Moscou et pour financer d'autres projets, comme la transformation de l'antenne à Saint-Petersbourg en collège autonome, la création d'un lycée français dans l'ancienne capitale russe, la constitution d'une bibliothèque de sciences sociales... qui représentent au total un budget d'environ 9 millions de francs.

ALAIN PUCHAUD

MÉDECINE PHARMACIE

Stages de pré-entrées
Encadrement scientifique annuel
Soutien par matière "à la carte"

ipesup

18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - (1) 43.25.63.30

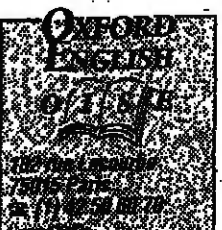
"JE VOUDRAIS
QU'ASSURANCE AUTO
RIME AVEC
CHOIX ENORME
ET
PRIX RIDICULE.
JE SUIS
UN PEU
POETE
VOYEZ-VOUS."

Ce n'était pas facile à faire
Mais on l'a fait



LA VOLONTE D'OUVERTURE

L'ANGLAIS A OXFORD



Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants
■ Une pédagogie adaptée à chacun
■ Des professeurs britanniques
■ Un enseignement dans nos propres écoles
■ Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
■ Hébergement en familles sélectionnées
■ Voyages accompagnés

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

ESPACE EUROPEEN

TRIBUNE : LES DANOIS PARTAGÉS SUR MAASTRICHT

REVUE
DE PRESSE

De la Bosnie à la Suisse

L'intensification des combats en Yougoslavie et leur cortège de victimes ont de nouveau placé la Communauté devant ses responsabilités, ce qui donne à la presse européenne l'occasion de s'interroger sur la politique étrangère commune de la future Union politique.

Les journaux britanniques sont les plus virulents à l'égard de cette Europe qui « s'est encore réveillée trop tard » comme le souligne *The Independent*. « D'abord, il y a eu la confusion lors de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein. Puis, il y a eu ses hésitations concernant la situation en Union soviétique. Aujourd'hui, nous avons sa réponse gauche à la guerre civile en Yougoslavie. Ses initiatives diplomatiques ont d'abord été précipitées et mal conçues et se sont achevées dans la confusion. Le plus dans cette affaire, c'est que la Communauté européenne a souvent considéré la guerre comme l'occasion de développer une politique étrangère commune pour elle-même alors que sa priorité aurait dû être de mettre un terme à la guerre. »

Les sanctions contre la Serbie et la Monténégro décrétées par les pays membres de la Communauté ne font pas l'unanimité dans la presse européenne. *La Corriere della Sera* parle d'« embargo » et met en doute l'efficacité de cette mesure, mais explique avec optimisme que si « l'Europe a difficilement retrouvé à cette occasion son unité, cela servira néanmoins de base à des actions ultérieures en Yougoslavie ou ailleurs ». A Londres, le scepticisme prévaut également dans un éditorial du *Times*. Le quotidien britannique note que « la Communauté européenne ne peut pas espérer que les timides sanctions qu'elle vient d'imposer à la Serbie sauveront immédiatement des vies en Bosnie-Herzégovine, d'autant que, comparées aux effets désastreux de la guerre sur l'économie serbe, les mesures de la Communauté européenne ne sont pas plus qu'un coup d'épée dans l'eau. »

L'adhésion de la Suisse à la Communauté européenne a suscité moins de commentaires que l'attentat de Palerme contre le juge Falcone. *The Independent* se demande toutefois si « la Suisse pourra rester suisse », puisque « certains aspects de son identité nationale ne survivront pas à son appartenance communautaire, notamment la neutralité qui serait menacée par le désir de certains pays membres de la Communauté, y compris la Grande-Bretagne, de développer une défense commune ». En revanche, le *Neue Zürcher Zeitung* de Zurich exprime son désintérêt pour la question en reléguant l'information en pages inférieures, ce qui fait dire au *Financial Times* que les Suisses ultramontains risquent de jouer les empêcheurs de tourner en rond pour un gouvernement fédéral qui s'est enfin jeté à l'eau.

Les Danois étaient appelés à se prononcer, le mardi 2 juin, par référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Depuis vingt ans, l'intégration européenne les a toujours divisés, et cette fois encore les adversaires de l'Europe se sont mobilisés, craignant que le royaume ne perde une partie de sa souveraineté au profit de la bureaucratie bruxelloise (lire ci-dessous le point de vue de Niels I. Meyer). Les partisans mettent au contraire en avant la constitution d'une grande Europe à laquelle devraient participer à terme tous leurs voisins nordiques.

Il est extraordinairement difficile – voire impossible – de bâtir une argumentation rationnelle pour justifier un « non » au référendum. Le Danemark, petit pays à économie ouverte, profite énormément de son statut de membre de la Communauté européenne. Une union économique et monétaire renforcerait encore ces avantages. Depuis toujours, et malgré sa richesse relative, le Danemark est un des pays qui sont bénéficiaires nets du budget communautaire, et ce pour des sommes substantielles. Le

récent compromis agricole, nécessaire et important, mais douloureux pour beaucoup d'agriculteurs européens, épargne de manière quasi inespérée les fermiers danois, qui pourtant ne sont pas les derniers à contribuer à la production excédentaire, l'étau du système de la politique agricole commune (PAC).

De plus, le traité de Maastricht, un peu décevant pour beaucoup d'europhiles convaincus, rejoint de manière impressionnante les préoccupations dominantes de la classe politique danoise : passage à la majorité qualifiée dans le domaine de l'environnement et dimension sociale affirmée. Bien sûr, les Danois sont convaincus – parfois à tort – d'être loin devant leurs partenaires dans ces deux domaines, mais si les directives de la Communauté poussaient un peu les autres membres dans le bon sens, cela ne peut être qu'à l'avantage de la compétitivité danoise, toujours menacée par la générosité de notre État-providence et par notre égalitarisme scandinave et social-démocrate.

Pour compléter le tableau, notre isolement nordique en Europe semble sur le point de cesser puisque déjà la Suède et la Finlande ont déposé leur demande d'adhésion et le Norvège semble sur le point de faire de même. Certaines autres craintes traditionnelles de l'opinion danoise ne devraient pas non plus

avoir de raison d'être. En effet, la guerre froide est finie et la perspective de rejoindre un « bloc militaire » opposé à un autre bloc – et sans la tutelle des Américains à laquelle nous nous sommes tout de même habitués depuis 1949 – n'est plus une manière possible de décrire les plans, au demeurant peu contraignants dans les textes de Maastricht, pour une politique étrangère commune et une dimension défensive de la Communauté. Les neutres – Autriche et maintenant Suisse – n'hésitent pas à rallier la Communauté. Cela devrait rassurer les semi-neutres et demi-pacifistes au Danemark, pays qui appartient depuis plus de quarante ans à l'alliance atlantique.

De plus, l'enthousiasme des nouvelles démocraties d'Europe centrale pour la construction européenne et le besoin évident d'un effort collectif d'ouverture et de générosité vis-à-vis de tous ces pays en transition devraient rendre la Communauté absolument indispensable.

Tout cela a très largement convaincu l'élite politique et économique danoise. Cinq sièges au Parlement, du gouvernement, des conservateurs, des libéraux et des sociaux-démocrates, des syndicats et du patronat, de l'agriculture et de l'industrie – tout le Danemark organisé – y compris toute la presse

avec une seule exception, et encore, ont soutenu le « oui ».

Des perspectives effrayantes

A toutes ces raisons positives de voter « oui » s'ajoutent les perspectives proprement effrayantes qui s'ouvrent après un « non » du Danemark.

Il ne s'agit pas d'un référendum consultatif. Si les Danois disaient non, le traité de Maastricht serait en principe caduc pour nous. Nos partenaires accepteraient-ils un tel résultat ? En tout cas, une grave crise s'ouvrirait pour la Communauté tout entière, mais plus directement pour les relations entre le Danemark et nos onze partenaires. Après deux référendums – 1972 et 1986 – une large majorité de Danois accepte la nécessité politique et économique d'appartenir à la Communauté. Malheureusement, un très grand nombre, d'entre eux, refusent l'Union européenne que crée formellement Maastricht. Se rendent-ils compte des conséquences que leur « non » pourrait avoir sur l'appartenance même du Danemark à la Communauté ? On peut en douter, et beaucoup se rassurent avec le résultat possible d'une hypothétique renégociation.

Bien sûr, il y a des raisons qui expliquent le « non ». L'électorat

danois est en pleine crise de confiance vis-à-vis des hommes politiques, accusés de tous les maux et responsables des derniers mois d'une série de scandales de politique intérieure, sans rapport avec l'Europe ou Maastricht, mais source de pessimisme et même de suspicion légitime envers certains types de comportement. L'opinion de gauche – malgré l'évolution positive d'une minorité éclairée – campe sur l'attitude de refus vaguement anti-capitaliste adoptée en 1972. Une certaine opinion de droite découvre, grâce au débat sur l'immigration et les réfugiés politiques, le côté négatif et effrayant de « l'étranger ». Tous ces « non » contradictoires s'additionnent dans une atmosphère bizarrement irrationnelle, où les efforts des partisans du « oui » semblent se contredire et, plus fondamentalement, se heurter à une forme d'entêtement populaire à « décider soi-même », entêtement qui serait sympathique et démocratique, s'il n'était terriblement fallacieux et contraire à l'intérêt national et européen.

► Toeger Seidenfaden est rédacteur en chef de « Weekend Avisen », supplément hebdomadaire du quotidien « Berlingske Tidende ».

Une Communauté vraiment indispensable

par Toeger Seidenfaden

L'Europe mérite un meilleur modèle

par Niels I. Meyer

LES Danois ont une confiance relative dans leurs dirigeants politiques, surtout quand il s'agit des questions européennes. Ils ont été trop souvent trompés. A l'occasion du référendum de 1986 sur l'Acte unique, le premier ministre, Poul Schlüter, avait déclaré que l'union européenne serait « mort-née » si les Danois se prononçaient en faveur du traité. Deux ans plus tard à Londres, il revint sur ses propos en affirmant que l'ère de l'État-nation était révolue. Aujourd'hui, il répète inlassablement qu'il n'existe aucune alternative à cette union. Le ministre danois des affaires étrangères, Uffe Ellemann-Jensen, a utilisé des méthodes encore plus primitives pour pousser les Danois à voter « oui ».

Heureusement, les Danois ne sont pas faciles à effrayer et à impressionner. Depuis le lancement de la campagne, l'an dernier, les sondages révèlent la montée progressive du « non », alors que près de 80 % des parlementaires et les principaux journaux danois sont favorables au traité. L'organisation industrielle a fait alliance avec le syndicat ouvrier et ils ont dépensé beaucoup d'argent en faveur de Maastricht. Par ailleurs, l'État a financé des organisations pro-Maastricht et la télévision publique n'a invité que des spécialistes favorables au traité lors des débats télévisés.

Les faiblesses du traité

Cependant, l'un des plus importants mouvements d'opposition se nomme Denmark '92. Créé en décembre 1991 en tant que vaste rassemblement de base, il dispose de ramifications actives dans plus de soixante localités du Danemark. Les membres de Denmark '92 militent en

faveur d'une coopération étroite et fertile avec tous les pays européens, mais ils estiment que l'Europe mérite une meilleure base pour cette future coopération que le traité de Maastricht.

A notre avis, le traité de Maastricht est un modèle obsolète qui met l'accent sur des problèmes du passé sans s'attaquer aux problèmes présents et futurs. Le modèle donne la priorité à une forte croissance économique fondée sur une économie de marché ultra-libérale et incontrôlée (à l'exception de l'agriculture). Néanmoins, ce principe ne fonctionne pas hors des frontières de la Communauté. Le marché européen a mis en place de lourdes barrières tarifaires à l'encontre des produits venant d'Europe de l'Est ou des pays en voie de développement. Cette attitude égoïste est en opposition directe avec les besoins d'assistance des pays en pleine mutation ainsi qu'avec ceux du tiers-monde dans leur effort pour donner des conditions de vie décentes à leurs populations. La politique de la Communauté européenne est un obstacle au développement urgent d'une justice économique et sociale.

Le modèle décrit à Maastricht est de plus fondé sur des principes anti-démocratiques où les décisions sont prises par le conseil des ministres réuni à huis clos à Bruxelles. Des hommes politiques de la Communauté ont fait part de leur rêve de voir se créer une nouvelle superpuissance économique et militaire – les États-Unis d'Europe – qui pourrait rivaliser avec les États-Unis et le Japon. Nous croyons que le monde n'a plus besoin de superpuissance. Au contraire, la démocratie semble beaucoup mieux se développer dans des petits pays alors que l'intérêt pour la politique décroît plus le pays est grand.

Dans le traité de Maastricht, le Parlement européen ne dispose que d'un pouvoir limité. Même si cet état de fait devait évoluer vers le système politique américain, cela ne sauverait pas la démocratie telle qu'on l'entend au Danemark.

Il est difficile d'imaginer une vraie démocratie dans une union de 340 millions d'habitants parlant neuf langues différentes, disposant de centaines de chaînes de télévision et de milliers de journaux. Il y aura une grande distance avec les représentants politiques et il sera impossible de faire jouer à la population un rôle actif dans les décisions politiques importantes en accord avec les traditions démocratiques danoises.

Le traité de Maastricht autorise maintenant à prendre des décisions en matière d'environnement à la majorité qualifiée. Cependant, toutes les décisions d'envergure comme les « zones vertes » nécessitent encore un vote à l'unanimité. La position de la Communauté au sommet de Rio concernant le traité sur les émissions de CO₂ en est une triste illustration. On a d'ailleurs pu constater

par le passé que de nombreux problèmes liés à l'environnement ont été transformés en problèmes de marché intérieur par la Commission au détriment de l'environnement.

Environnement et énergie

Cette tendance est renforcée par la proposition de la Commission concernant le marché interne de l'énergie qui fera de l'énergie un simple produit commercial échangé sur un marché où régnera une forte concurrence. Les gouvernements auront ainsi les plus grandes difficultés à faire valoir leur point de vue sur l'environnement. Par conséquent, le développement de l'énergie renouvelable et les économies d'énergie seront entravés, et les besoins urgents de stabilisation de la température seront retardés. Les forces qui guident le marché intérieur et le modèle de Maastricht travaillent

directement contre l'environnement. L'Europe se caractérise par sa diversité culturelle, ce qui rend impossible la quête d'un modèle rigide valable pour tous les pays. L'idée de faire de l'Europe un État fédéral devrait être abandonnée au profit d'une collaboration entre nations autonomes incluant tous les pays démocratiques européens. Le but serait d'assurer la justice et le bien-être social tout en mettant un terme à la destruction de l'environnement. Aussi la seule possibilité d'arrêter le marché, vers l'union est, semble-t-il, un vote négatif danois.

Après le refus danois, le traité de Maastricht sera nul et non avenue, et le prochain conseil européen devra décider de nouvelles actions. Tous les pays, y compris le Danemark, seront encore membres de la Communauté européenne et du marché intérieur, et ils devront décider ensemble de la marche à suivre. Cela

impliquera des négociations difficiles, mais ne menace pas pour autant la Communauté. Cela permettra au contraire aux pays membres à la fois de reconsidérer les fondements d'une future coopération en Europe et de trouver un meilleur modèle. En tant que Danois, je disais que la faute n'incombe pas au Danemark. Je réitère que les grands pays de la Communauté n'ont pas donné la possibilité à leur peuple de s'exprimer directement au travers d'un référendum démocratique. Il est encore temps de renverser la situation. Peut-être qu'un « non » danois incitera les autres États de la Communauté à mettre davantage de démocratie directe dans les décisions européennes.

► Niels I. Meyer est professeur de physique à l'université technique du Danemark et membre du comité d'organisation de Denmark '92.

MASTÈRE SPÉCIALISÉ EN BACK-OFFICE

Jeunes diplômés Bac + 5,
Cadres en activité

Pour répondre aux nouvelles missions dévolues aux back-offices, le MS back-office recrute des diplômés des grandes écoles et de l'université. Ils concevront les systèmes d'information et de gestion des ventes de marchés et des services titres de demain.

Organisation, contrôle, audit et traitement des opérations financières

PARTENAIRES

Association Française des Banques, Association Bancaire Italienne, Banque de France, Banque Indosuez, Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, BDA/Deloitte & Touche, Caisse Centrale des Banques de France, Cédit, Chicago Board of Trade, City University Business School London, Commission des Opérations de Bourse, Concept Data e Sistemi, Concept Finanzas, Crédit Agricole, Crédit Commercial de France, Crédit du Nord, Crédit Foncier de France, Crédit Foncier de Monaco, Crédit Lyonnais, Euroclear, Fininfo, Instituto Universitario de Administración de Empresas, International London Stock Exchange, JP Morgan, MATIF S.A., Morgan Stanley, Nasdaq International, Revue Banque, SCBF, Sociéfin, Société de Diffusion d'Informations Boursières, Société des Bourses Françaises, Stockholm Options Market, Stockholms Universitet, Sun Microsystems, Swift, Telerate, VWU-Coblenz.

CERAM
MS FINANCE
GROUPE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NICE CÔTE D'AZUR

Renseignements :

Chantal Charrieron
CERAM - B.P. 685
06902 Sophia Antipolis - Tél. : (16) 92 94 22 90

UNE CHARTE POUR L'EUROPE

L'UTOPIE

DE THOMAS MORE, LE « MONTEQUIEU ANGLAIS ».
TEXTE INTÉGRAL, épuisé, commenté, traduit par André Prévoist
Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.

L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres.
Le Paradis : L'Instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.

UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres et illustrations par Holbein, signets. Custode reliée de portraits, Notes, Tables, Lexique, Index. 780 pages.

LE LIVRE A OFFRIIR : 250 F francs.
Béguin Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévoist 1482 81 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévoist, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél. 20.55.29.16. Dédicace sur demande.

هكذا من لامل

Le Monde ■ Mardi 2 juin 1992 11

POLITIQUE

Le débat sur la politique agricole commune et sur le traité de Maastricht

POINT DE VUE

Pour une nouvelle agriculture

par Henri Nallet

Il n'est jamais eu aux chances de succès de la motion de censure sur la réforme de la politique agricole commune, parce qu'on ne peut pas refuser long-temps l'évidence : qu'en conséquence il y a une majorité de députés qui s'opposent à un geste démagogique, contraire aux intérêts à long terme du pays.

Faut-il rappeler les faits : les députés européens de l'Europe de la France ?

Dans les années 1980 à 1990 les agriculteurs français, et en particulier les plus dynamiques et les plus modernes d'entre eux, les céréaliers du bassin parisien, sont parvenus à convaincre les autorités publiques de la France et de la Communauté européenne nationale d'imposer à l'Europe agricole le « modèle français » : celui des marchés qu'ils avaient eux-mêmes conçus et mis au point. Il y avait une protection aux frontières, à la limite de prix intérieurs par les politiques communautaires, mais le marché, il le prise en charge par les finances publiques des coûts de stockage ou de vente à vil prix des produits agricoles sur les marchés extérieurs en cas de surproduction.

Ce modèle a été prouvé d'une manière irréfutable : que le marché intérieur européen était viable. Il a assuré la modernisation et la croissance de l'agriculture européenne, en particulier française, ce qui le blâmerait relatif de la majorité du pays pendant vingt ans.

Mais au début des années 80, lorsque la production européenne de céréales, de lait et de viande devient durablement excédentaire, le système, totalement inadapté aux signaux du marché, s'emballe.

et apparaît, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Europe, proprement insupportable. Il coûte en stockages de toutes sortes de plus en plus cher aux contribuables et favorise la désorganisation des échanges commerciaux internationaux.

Il fallait chercher à maîtriser la machine qui s'emballe. Plus vite et le Conseil européen sur le modèle de 1984, d'imposer deux décisions majeures : les quotas de production, la discipline budgétaire, première limitation de la croissance des dépenses en faveur du PAC.

Le cœur du système

Mais il restait à revoir le système, le double prix des céréales, qui nous permet d'exporter quel que soit le prix du marché mondial puisque nous compensons par des fonds publics la différence entre le prix externe et le prix intérieur. Longtemps ce fut l'Allemagne, principal contributeur au budget communautaire, qui finança ces « résistances » qui bénéficiaient principalement aux producteurs français, les plus productifs de la Communauté.

Mais les temps ont changé : la France, à son tour, est devenue contributeur net au budget communautaire et se préoccupe donc légitimement de la croissance des dépenses agricoles : l'Allemagne doit financer la réduction de sa production et les États-Unis, l'Argentine, l'Australie nous imposent de négocier de nouvelles formes de concurrence sur les marchés agricoles : nous figurons parmi les principaux exportateurs.

Pour toutes ces raisons, les responsables professionnels

et les hommes politiques responsables doivent depuis plusieurs années que les mécanismes de nos politiques agricoles européennes doivent être profondément remaniés, d'autant plus que l'un de nos principaux débouchés externes, les pays de l'Est, ne peut que modifier son système de production dans les années à venir. Jacques Delors et les responsables de la Communauté ont le devoir de le rappeler de façon aux États une nouvelle étape de notre principale politique commune, tenant compte de tous ces changements.

L'accord que Louis Mermaz vient d'accepter au sein du gouvernement pour l'agriculture française deux principes :

— il évite la généralisation des quotas de production qui bloquent la capacité de gains de productivité de nos cultures de pointe. Ainsi se trouvent confortés pour le long terme nos agriculteurs performants.

— il évite les négociations du GATT et leur impact négatif dans le camp européen. Car nous avons besoin d'un accord au GATT pour pouvoir continuer à vendre de plus en plus de produits de qualité et les produits de notre industrie agroalimentaire qui, à l'avenir, devraient constituer la plus grande source de prospérité.

En rapprochant progressivement nos prix intérieurs des prix mondiaux, on rend la production agricole plus compétitive aux appels du marché, on s'aligne sur l'agriculture française ; au contraire, si on met en meilleure posture par rapport à ses concurrents mondiaux, on s'aligne sur l'agriculture française, la plus performante du continent. Cela renforce le soutien économique et normal à l'agriculture et portera plus d'aides directes aux agriculteurs.

saines qu'aux produits agricoles. Qui peut s'en plaindre ? Et qui peut assurer que certains agriculteurs aujourd'hui confrontés aux aléas de marchés difficiles ne gagneront pas au change ?

Cet accord est indiscutable de notre système des politiques agricoles n'a rien à voir par ailleurs avec le nombre des agriculteurs et la désertification. Que nous nous opposions au vieillissement indubitable de la population active agricole et son non-remplacement ? Et la désertification des campagnes n'est-elle pas une des conséquences de la rarefaction des services publics et privés, à la fermeture des écoles et des boulangeries, à la volonté de nos concitoyens de quitter les villages pour aller travailler dans les villes ?

Pour maintenir nos paysans et nos jeunes paysans dans nos régions agricoles productives, ne faut-il pas négocier avec l'extérieur des termes desquels le personnel d'entre eux de services publics ou privés ne peut accomplir leur tâche ? La décision de l'environnement dont nous avons besoin, exactement comme est rétribué l'indispensable service du secteur du médium ? Ce ne serait ni la désertification, ni la dépopulation des villages, ni la perte de nos services publics, pour un travail plus pénible de tous.

Si la réforme de la PAC nous permettrait d'en déboucher un débat essentiel : les agriculteurs ne sont plus des « résistances », au nom d'un mythe du monde rural qui n'existe plus, nous n'aurions pas perdu notre temps. Il est en effet urgent d'ouvrir une nouvelle relation à l'espace rural, de permettre, comme dans les années 80, à des nouveaux paysans de s'épanouir dans un autre monde français, qui ne renonceraient ni à progrès technique, ni à la sauvegarde de l'environnement.

Mais ce débat essentiel ne peut être ouvert que si nous nous libérons de la censure. C'est pourquoi il faut préparer les esprits, dans l'agriculture et les politiques agricoles, à une telle question.

Henri Nallet est ministre socialiste de l'Agriculture. Lire aussi page 13 l'article de FRANÇOIS GROSCHARD

A « L'heure de vérité » d'Antenne 2

M. Rocard est « plutôt favorable » à un référendum sur l'Europe

M. Michel Rocard, invité de « L'heure de vérité », sur Antenne 2, dimanche 31 mai, s'est déclaré « plutôt favorable » à un référendum sur l'Europe, tout en refusant l'argument qui consiste à « déclarer le Parlement disqualifié » pour l'absence de majorité.

Parlant de « l'Europe la plus viable possible pour garantir la paix », l'ancien premier ministre estime que l'on doit être « oui » de principe cette année, si possible, « oui » de l'Est et à la Yougoslavie, « oui » qu'on y mette la paix, pour que ceux-ci puissent réfléchir à leur entrée dans la CEE.

Quant à la réforme de la politique agricole commune, l'ancien ministre de l'Agriculture l'a jugée « intelligente et importante ». « À la fois », a-t-il observé, en soulignant que « le système existait trop cher ».

À propos de la démission de M. Bernard Tapie du gouvernement, M. Rocard a déclaré que « les choses ne se font pas de la sorte » et que « le gouvernement a un devoir de remplacement ».

Interrogé sur la rencontre entre le directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice, M. Terrier, et M. Tapie, alors ministre, menacé d'inculpation dans une affaire privée, M. Rocard a déclaré que cette procédure était tout à fait normale. « Le fait de savoir s'il y a eu favoritisme dépend de ce que se sont dit les deux

Les censures du Parlement

Suite de la première page

La direction du PCF voulait apparemment préparer les esprits militants à son refus d'associer sa campagne pour un « non résolu » aux accords de Maastricht à la motion de censure de « la droite maastrichtoise » brochant par M. André Lajoinie.

En laissant entendre, lundi en fin de matinée, qu'ils pourraient voter la censure, les députés communistes s'assuraient en tout cas l'occasion de rappeler une fois de plus au gouvernement que son sort pouvait dépendre d'eux.

Le débat qui commencera mardi après-midi 2 juin au Palais du Luxembourg sur le projet de révision de la Constitution préalable à la ratification du traité de Maastricht s'annonce beaucoup plus riche en subtilités. Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Charles Millon, a fourni un argument supplémentaire à M. François Mitterrand et au gouvernement en faisant observer que la question du droit de vote et de l'éligibilité des ressortissants de la Communauté aux élections municipales et européennes peut se réduire, en vérité, à un « petit problème », gonflé « en montagne » par certains.

Le président du conseil régional de Rhône-Alpes en veut pour preuve qu'il existe aujourd'hui, en France, très peu de résidents d'origine communautaire qui répondent aux critères retenus par le gouvernement (six ans de présence pour pouvoir voter, deux ans pour devenir éligibles). A quoi l'on pourrait ajouter que, de toute façon, le dernier mot appartiendra toujours aux électeurs.

Mais même si le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale contredit ouvertement l'argumentation du président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, qui, lui, au contraire, fait de cette question de la citoyenneté européenne la clé du débat, M. Mitterrand n'est pas exclu d'en tirer un avantage politique décisif. L'issue de la discussion dépendra aussi des indications que donnera le gouvernement aux sénateurs sur la suite de la procédure. La majorité sénatoriale attend des éclaircissements à ce sujet.

Le rapporteur de la commission des lois du Sénat, M. Jacques Larché, a clairement prévenu le chef de l'Etat en soulignant que, si les deux assemblées parlementaires ne parviennent

à s'accorder sur un texte identique « le projet de la Constitution sera définitivement rejeté ». Il a même dit que « en ajoutant que, « en cas de désaccord », le président de la République « pourrait demander directement au peuple de réformer, par une décision, la décision, par une décision, le projet de loi ».

Le risque d'un casus belli n'est donc pas négligeable. Dans la mesure où le rapport, le rapporteur de la commission des lois écrit d'ailleurs qu'en pareille hypothèse il s'agit d'un « coup de force » de la part du chef de l'Etat. Or, M. Mitterrand, tout en exprimant sa préférence pour la procédure parlementaire fixée par l'article 89 de la Constitution, n'a jamais caché sa volonté d'aboutir coûte que coûte et il n'a pas exclu la possibilité de s'en remettre directement au peuple français, quitte à changer de procédure en cours de route pour emprunter au besoin la voie du « référendum direct » prévue par l'article 11 de la Constitution.

L'intrusion croissante des considérations de politique étrangère dans le débat aggrave d'ailleurs plus ce risque que le jeu européen n'est pas une affaire d'État, si l'on en juge par la rumeur selon laquelle le président du groupe UDF, M. Jacques Calvet, a des positions anti-Maastricht soutenu par M. Philippe Séguin, se sentant à son tour des ailes élyséennes.

ALAIN ROLLAT

BREF
Une petite encyclopédie sur les religions et les croyances.

Le réveil de l'Islam
ROBERT DU PLESSIS

Une information solide, d'une écriture aisée, pour élargir ses connaissances.

268 p. 40 F.
conf

Paris - Bordeaux en TGV, 2h 54' d'un centre ville à l'autre.

Le confort à 300 km/h.

Meilleur temps de parcours en 1992. Conditions de confort : naviguez-vous dans les gares, agences de voyages et par téléphone SNCF.

SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE UNIVERSITY - A.C.S.S.P.
SAN FRANCISCO
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

Programme américain de 12 mois
■ San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA ■ Management International.

Informations ■ sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chailion, 751 11 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

IUA
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé à : AMA HONG KONG

M. Guéna ne veut pas aller au paradis

GILLES PARIS

était tout à fait normal qu'un ministre qui avait un litige de caractère commercial avec un député de l'opposition, dans des conditions de la nature de celles-ci, se fût fait le directeur des affaires criminelles, l'occurrence M. Terrier, prédécesseurs ont toujours reçu des personnalités se trouvant la même situation. La seule différence c'est que, agissant en ministre, le directeur de l'administration centrale s'est déplacé. Ils ont donc eu une conversation sur la procédure, rien d'extraordinaire, et qu'il y ait eu une pression n'a été exercée sur la justice, ce qui nous change de période antérieure.

Concernant la motion de censure contre la politique agricole commune, M. Millon a expliqué qu'il ne s'agissait pas « de remettre en — la nécessité de réfor-

Capitain.

À premier tour de cette partition, les résultats étaient les suivants : L, 1 (64,7 %) ; V, 1 (24,2 %) ; A, 24 (60 %) ; E, 1 (215) ; Ben-Ghiat, 380 (31,27 %) ; Arslane, Luc, 34 (28,47 %) ; Claude, Barthélémy, div. d. 4 (3,33 %) ; Ewert, en Argentine, 220 (18,18 %) ; Olivier Chazal, div. d. 2, de Lacoste, 18 (14,81 %) ; Pascal, Meneux, Verts, 4 (3,33 %) ; Bernard Gémard, Front national, 24 (1,97 %) ; Jean-Marc Mallin, PS, 14 (1,15 %) ; Paul Viriot, PC, 7 (0,57 %) ; René, B. 2 (1,66 %) ; A. 2 (1,62 %).

...et une municipale

ALPES-MARITIMES : Sosp
(2^e tour)
I. 2040; V. 1494; A. 26,76
R. 1450

Liste d'opposition municipale.
Olive Coluccini, 774 voix. ELU
Robert Commaëville, 766 voix
ELU; Antoine Truch, 784 voix
ELU. Liste patronnée par le maire
M. Pierre Gianotti (ex-RPR)
Roger Pasquier, 654 voix; Etienne
Tomatis, 643 voix; Jeanine Kin
voix 631.

Au premier tour, le 24 mai, la liste d'opposition municipale avait obtenu 11 sièges. Ses candidats avaient recueilli entre 723 et 822 voix. La liste patronnée par le maire avait recueilli entre 584 et 677 voix.

Cette section municipale participe à ce processus, par la décision du maire (RPR), M. Pierre Gnanotti, conseiller général et régional, de se présenter au scrutin régional. Les élus de la section de Vercorin rejoignent ainsi ceux du Front national, sans adhérer à ce parti, - après avoir été évincé de celle du PUFF, il avait été suspendu entre du RPR et trois des dix-neuf conseillers municipaux de la commune, dont deux adjoints avaient donné leur démission pour protester contre l'absence de ce parti.

Après avoir été chassé de la commune, M. Gnanotti, qui a été réélu conseiller régional le 22 mars, a annoncé ses intentions de ne pas se démettre de ses fonctions de maire bien qu'il soit devenu conseiller régional. « Je suis un homme de sens commun », dit-il. (Le Matin du 25 mai 1974, la République, 26 mai 1974.)

■ Mme Blandin (Verts) affirme qu'il n'y a pas de « tangage » au conseil régional Nord-Pas-de-Calais. — M^{me} Marie-Christine Blandin (Verts), présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, estime, dimanche 31 mai, qu'il n'y a pas de « tangage » au sein de la coalition rouge et orange mais « des mises au point nécessaires ». « Il n'y a pas de mariage (PS-Verts-PC), n'y a pas d'alliance. Il y a des écarts qui se mettent en commun autour d'un projet », a déclaré Mme Blandin, qui était la « grande voisine » sur RF 3.

(2) En l'absence du gouvernement M^{me} Royal et M. Malvy étaient contraints, de toute façon, d'abandonner leur mandat de député et ne tombaient pas sous le coup de la loi.

Cette déclaration d'intention faite, dimanche 31 mai, dans les coulisses de Roland-Garros, a donc été un **surpris** ■ ■ ■ **entourage** ■ ■ ■ **Cent** ■ ■ ■ **Mal** ■ ■ ■ **Calvet** ■ ■ ■ ces derniers temps, multiplié les déclarations politiques, vitupérant contre le traité de Maastricht (le 11 avril). Mais, il y a quelques semaines, lors de la présentation des résultats ■ ■ ■ son groupe ■ ■ ■ **presse**, il ■ ■ ■ **répondre** aux ■ ■ ■ **listes** qui lui demandaient si sa candidature d'entrer en politique était une **personne** ■ ■ ■ **l'attendait** ■ ■ ■ **Néanmoins**, si j'en arrivais à considérer que l'on va à la catastrophe, je ferais ce que je pourrais faire et entrerais en politique. ■ ■ ■ **avait** ■ ■ ■ **allé** ■ ■ ■

M. Jacques Calvet reproche à hommes politiques leur manque dynamisme et leur insuffisante défense de l'économie française; semble donc considérer que moment est venu. A moins que pour ce PDG énarque, qui apparaît pendant près de treize ans au cabinet de M. Valéry Giscard d'Estaing (il en fut le directeur de 1961 à 1974), et qui aura soixante-quatre ans en 1995, il ne s'agisse que d'une banale provocation.

AK

M. Lalonde appelle de ses vœux « une alliance bleu-rose-vert »

M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, a souhaité, dimanche 31 mai, lors de l'émission « Forum RMC l'Express », que

le PS et l'UPF éclatent dans une certaine mesure et qu'on arrive à recomposer. » Ces paroles se sont entendues pour ne pas changer le mode de scrutin, a-t-il ajouté. — Nous devons le pousser, les bourgeois. Appel de ses vœux : alliance bleu-rose-vert, le bleu étant la couleur de son parti, l'écologiste ministre de l'environnement, le vert celui qui peut travailler avec ceux qui ne sont pas au centre droit, car c'est là qu'il y a le plus d'accord pour qu'il y ait de l'environnement, dit l'Europe et pour le social. Selon lui, ce rassemblement pourrait prendre la forme d'une organisation politique qui ne soit pas un parti aussi

verrouillé [que les autres]» mais «un peloton de cavalerie rapide et prêt à accueillir d'autres personnes». Il en, en revanche, **rien** toute alliance écologistes-socialistes.

TROUVEZ VOLVIC RES TABLES.



poorée toute du filature nature des volcans VOLVIC respecta et garde intacte les- ges. C'est certainement pour cette qualité toujours-tri VOLVIC sur le plupart des- cades, comme LE RESTAURANT à Lili.

SAUVERES INTACTES

**DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC
AUX MEILLEURES TABLES.**



Grâce à son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intactes les saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des grandes tables en France, comme LE RESTAURANT à Lille.

roivic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

[illegible]

La loi sur le tabagisme entrera en vigueur le 1^{er} décembre

Le décret d'application de la loi Evin du 10 janvier 1991 **contre le tabagisme** a été publié samedi 11 mai au Journal Officiel. Il entrera en vigueur le 1^{er} décembre prochain. A cette date, les personnes qui auront fumé dans « les lieux interdits » à un usage collectif, « dans les lieux fermés et couverts accueillant du public ou qui constituent des lieux de travail » et dans les « emplacements de transports collectifs » (art. 1^{er} de la loi du 2 mai) pourront passer d'une amende de 300 F à 600 F. Le loi s'applique également dans les

établissements scolaires, publics ou privés, « dans les lieux non réservés fréquentés par les élèves ». Les jeunes contrevenants ne seront ni punis par l'école mais risquent des sanctions disciplinaires.

Dans les entreprises, l'aménagement, après consultation du médecin du travail, d'éventuels espaces réservés aux fumeurs est à la charge des employeurs. Ceux qui auront mis à leur disposition des emplacements non conformes au décret, qui n'auront pas respecté les normes de ventilation

■ auront omis la signalisation ■ ■ ■ ■ ■
une amende de 1 200 F à 3 000 F. Les
patrons de bar, de restaurant, d'hôtel et de
tout autre établissement où l'on sert des
boissons et aliments seront tenus d'assurer
la protection des non-fumeurs.

La parution du texte d'application est intervenue la veille de la Journée mondiale contre le tabagisme, consacrée cette année au « travail sans tabac ». Nous publions ci-dessous l'essentiel du décret.

ÉDUCATION

Nouveau président de la PEEP

M. Bocquet s'engage à « faire respecter les droits des parents d'élèves »

Elu président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) lors du soixante-troisième congrès, réuni à Toulon les 29 et 30 mai (le 31 mai-1^{er} juin), M. Jean-Pierre Bocquet a fermement affirmé son intention de faire respecter les droits des parents.

■ au enthousiasme à l'idée d'avoir ■ discuter avec des organisations lycéennes, les parents d'élèves entendent prendre le devants. M. Bocquet ■ ainsi propose ■ membres de la PEEP ■ d'accueillir les adolescents ■ au sein de la Fédération ■ pour les aider à franchir les étapes ■ de leur vie personnelle et professionnelle. En ■ domaine, la PEEP ■ rattrapait, à sa manière, la FCPE, qui « héberge » depuis longtemps dans ■ locaux la Fédération indépendante ■ démocratique des lycéens (FIDL). La PEEP entend également élargir ■ champ d'association ■ aux associations ■ d'apprentissage ■ d'autre part vers l'école maternelle, en accentuant ■ réflexion sur la préscolarisation.

Enfin, prenant au bond les projets de télévision éducative de M. Lang, M. Bocquet ■ souligne que « l'éducation des enfants ■ se limite pas ■ connaissances qu'ils acquièrent ■ milieu scolaire », mais qu'elle « commence ■ selon de la famille et se poursuit très souvent devant le téléviseur ». Les parents PEEP entendent donc se saisir du dossier.

JEAN-MICHEL DUMAY

RELIGIONS

Cinq millions
de personnes dans le monde

Les bahaïs ont célébré le centième anniversaire de la mort de leur fondateur

Les différentes communautés bahá'íes à travers le monde ■ célèbrent, le 29 mai, le centième anniversaire ■ leur fondateur, Baha'Allah («la Gloire de Dieu»), de son vrai ■ Mirza Hussein Ali, ■ en Iran. ■ En 1817, Mirza Hussein Ali s'était présenté ■ le dernier messager ■ Dieu, dans la lignée d'Abraham. ■ Moïse, de Jésus ■ de Mahomet, chacun étant ■ une manifestation de Dieu ■ à une époque et en un lieu donné.

Considéré comme hérétique par les musulmans chiites d'Iran, Baha'Allah a passé quarante ans en prison, avant d'être exécuté le 29 mai 1892. Il est enseveli près de Saint-Jean-d'Acre, au nord d'Israël, où plusieurs milliers de Baha'ites lui ont rendu hommage à la fin du la semaine dernière.

La confession bahá'íe compte environ cinq millions de fidèles à travers le monde, dont cinq cent mille en Iran où ils constituent d'entre perses, turcs, et plusieurs milliers en France, en Italie, en Grande-Bretagne, en Chine, etc. Ils se distinguent par une très grande tolérance religieuse. Elle préconise l'unification du genre humain, notamment par un gouvernement mondial et un tribunal international arbitral. Elle affirme l'unité absolue de l'homme et de la femme. La religion bahá'íe n'a pas de clergé, d'où également le conflit avec le chiisme iranien. Son rituel est basé sur la lecture. On comprend des lectures individuelles (surtout la prière collective des morts) de textes et de prières religieuses principalement par le fondateur, ainsi que des lectures de prières, pendant le mois de jeûne, accompagnées de celles du Ramadan.

H.T.

EN BREF

Deux agents de la centrale de Saint-Alban (France) - sur le site d'un réacteur nucléaire - ont subi une légère irradiation, lors d'une opération de contrôle, dans le bâtiment de traitement des effluents, sur le site de la centrale nucléaire de Saint-Alban-Saint-Maurice (Isère), samedi 30 mai vers 10 h 30. Selon **la direction**, cette exposition **restée inférieure** au dixième du seuil annuel réglementaire. Les deux employés ont repris le travail lundi. Une défaillance de plusieurs dosimètres individuels a été constatée.

■ Cinquante ■ cocaine saisis ■ Nice. - Deux trafiquants de drogue ■ leurs deux clients ont été interpellés, vendredi 29 mai ■ Nice (Alpes-Maritimes), alors qu'ils menaient ■ pleine rue 50 kilos ■ cocaine ■ répartition ■ de 1 kilo, interpellés par des policiers parisiens de l'Office central ■ répression ■ trafic ■ stupéfiants (OCRTS) accompagnés de leurs collègues de la brigade d'intervention nicoise, ils ■ pla- ■ garde ■ vue. Tous ■ seront déférés au parquet mardi ■ l'issue ■ la garde ■ vue ■ en matière ■ stupéfiants, peut durer, mais pas ■

JACQUES ISNARD

DÉFENSE

Une « révolution culturelle » à la DGSE

Les services secrets cherchent à doter civils et militaires d'un statut unique

Les agents de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) vivent ce que certains d'entre eux appellent « une révolution tranquille » : savoir une évolution de leur statut de fonctionnaire des services armés français, qui va privilégier la compétence sur le grade ou le temps déjà acquis. Les personnels de la DGSE se préparent à la réforme, place, prévue pour l'an prochain, d'une gestion conjointe des civils et des militaires grâce à un statut unique qui répartit les emplois selon les spécialités de chacun.

Cette « révolution » au sein d'un service ■ l'Etat qui demeure assez particulier ■ suivie ■ beaucoup d'attention par les personnels représentés ■ ce qui apparaît comme l'équivalent d'un comité d'entreprise propre ■ la DGSE ■ qui est le Cercle d'entraide sociale ■ culturelle (CESC)

Pour la première fois, en effet, à la DCGE, les groupes de travail représentatifs de la plupart des catégories de personnels ont été créés pour dialoguer avec la direction générale sur la façon de rénover des lieux disparates. Plus de 100 réunions ont eu lieu entre septembre 1991 et le 31 décembre. Le secrétaire permanent aux grands projets a été institué, qui doit confronter les solutions à la direction avec les contre-propositions intéressées sur ce thème et qui, de surcroît, examine l'éventualité d'un transfert

de *Monde* du 2 avril). Forte de quelque 500 personnes, l'association a ceci de spécial par rapport à d'autres institutions de l'Etat qu'elle ne cherche à amalgamer des personnels issus de plusieurs origines et répartis sensiblement par tiers égaux : d'abord, des militaires qui continuent de relever le ministère de la défense; ensuite, des civils dits statutaires ■ propres à la DGSE ■ des civils détachés ou mis ■ disposition par d'autres administrations; et, enfin, des « contractuels » civils ■ anciens militaires. Les civils statutaires sont le gros ■ la troupe ■ DGSE, les militaires ■ cadres.

Une gestion plus souple

La réflexion qui s'est instaurée depuis l'arrivée de M. Claude Silbermann, un préfet d'origine, à la tête du DOSE est une constante : imaginer d'attribuer un poste à tout fonctionnaire personnel des origines aussi disparates exerçant ces métiers très divers au sein de la même « maison ».

À ce point de vue, le travail entrepris par la DOSE est inspiré de ce qui a passé et ce qui se passe dans les télécommunications, à la Sécurité sociale ou aux douanes, quand il s'est agi d'y concevoir un nouveau d'emploi des personnels.

La DGSE, il a acquis que le service dans le cadre de la fonction publique. Mais, responsables du CESC, un nouveau juridique devrait intervenir pour obtenir les souplesses nécessaires matière gestion per-

■ En premier temps qui vient de s'achever, il a été établi une nomenclature des emplois occupés ■ la DGSE : entre 400 et 450 fonctions ont ainsi été recensées. « C'est une photographie de l'instant », disent ■ personnels. Cette nomenclature sera révisée chaque année pour tenir compte des créations d'emplois, des évolutions propres à une spécialité et ■ nouvelles qualifications dans chaque métier identifiées.

« Cette approche, qui implique les représentants du CESC, devrait conduire à mieux cibler les recrutements, à organiser la mobilité interne et externe, à prévoir des profils de carrière au sein de filières professionnelles du renseignement. »

■ Le second thème qui commence à qui s'est terminé à la fin de l'année, la DGSE a classé ses métiers en six niveaux selon qu'il s'agit de fonctions de conception ou d'exécution. Le personnel, qu'il soit militaire, civil ou tuel, est alors distribué à l'intérieur d'un argumentaire qui vise à attirer autour le corps reconnu à chacun que sa capacité à animer. En clair, une nouvelle hiérarchie est mise en place, qui fera appel à l'exercice.

« Fondée sur le professionnalisme, explique le CESC, elle vise à un rôle de carrière spécialisée au sein du système de gestion des ressources humaines du service. Elle constitue une réponse aux besoins de fidéliser les détenteurs de compétences inexistantes sur le marché, en offrant une voie de progression à ceux qui seraient intéressés à assumer des responsabilités d'encadrement. » L'expertise permet « d'obtenir rapidement »

Autrement dit, au terme de la « révolution tranquille » dont parlent certains de ■ agents, la DGSE devrait rémunérer, au besoin par le biais de bonifications attachées ■ des fonctions, des emplois attribués autant selon les compétences reconnues que ■ les seuls grades ■ titres.

Une partie difficile

C'est bien, au sein de la fonction publique, une mutation qui aboutit à dissocier le grade (ou le titre) de la fonction occupée pour ■■■■ retenir que le ■■■■ critère du savoir-faire ■■■■ l'expert ■■■■ celui des talents d'animateur d'une équipe. Concrètement, un sous-officier qui parle le farsi — une denrée rare ■■■■ marché ■■■■ qui ■■■■ un « africaniste » reconnu peut ■■■■ mis ■■■■ même rang que son officier et, dans les métiers civils de la DGSE, un ■■■■ gué principal peut être davantage considéré qu'un chef d'études de classe normale, dont l'indice ■■■■ généralement supérieur au sien.

Dans ces conditions, un spécialiste pourra progresser financièrement **■** discipline **■** être obligé d'avancer **■** la hiérarchie administrative, comme c'est **■** jusqu'à présent au risque **■** perdre sa **■** son ascension.

En 1993, la direction générale **■** la DGSE devra, avec leur assentiment, répartir ses personnels dans chacun des niveaux

■ CESC, on ne dissimule pas ■
fait que « ce sera la partie la plus
difficile car, de cette classification,

doit dépendre le montant de la bonification attribuée à l'emploi ». Ici, ■■■■■ ailleurs, a expliqué le président du cercle devant M. Silberzahn, ce sont les hommes qui font la différence. Le projet vise à mobiliser l'intelligence et l'expérience de tous, et à développer les initiatives individuelles. Il va se heurter sans aucun doute à la résistance des structures et des comportements qui résultent de l'éducation ■■■ des habitudes d'une maison comme la nôtre ».

La DGSE a, de longue date, une tradition administrative et, plus proprement, militaire. Elle devra acquiescer, à l'effet de ■ nouveau ■ d'emploi, une « culture » de spécialistes ou de chercheurs qui la rapprocherait d'un CNRS - ou son équivalent - en quête d'études géopolitiques dans le monde.

■ **Face** ■ **mutation**,
 réagissent les personnels et, en particulier, ■ **militaires**, dont la pratique, d'autant plus **avantage** fondée : des principes hiérarchiques ? La question n'est pas de pure rhétorique. D'autant que, de son côté, le **ministère** de la défense ambitionne de créer une direction du renseignement militaire (DRM) ■ une **délegation** ■ affaires stratégiques (DAS) qui pourraient émietter sur certaines activités de la DGSE. **C'est** ■ **raison supplémentaire** pour M. Pierre Joxe de veiller à mieux harmoniser la filière nationale du renseignement, ■ **façon** de créer des « passerelles » pour des cadres désireux de ■ de l'un ■ **l'autre** ■ **organismes**.

JACQUES ISNARD

SOCIÉTÉ

JUSTICE

A Marseille

Deux informations judiciaires sur les comptes de l'OM

Deux informations judiciaires ont été ouvertes, à Marseille, sur les comptes de l'OM. L'une, « provisoire », a été ouverte pour abus de confiance, sur plainte de l'ex-inspecteur Antoine Gaudino - agissant en lieu et place de la ville - « contre toute personne que l'information fera connaître »; l'autre, le 11 avril, pour abus de confiance, à l'initiative du parquet. Ces deux dossiers ont été instruits par le même magistrat, M. Bernard Tapie, doyen des juges d'instruction au tribunal de grande instance de Marseille. Dans l'un comme dans l'autre, aucun acte de procédure n'est intervenu, semble-t-il, jusqu'à présent.

MARSEILLE

de son correspondant régional

Dans la première affaire, un appel interjeté par M. Gaudino, a été rejeté. L'autre information judiciaire a été déposée le 30 décembre 1991. Elle avait en effet été déposée l'année précédente, mais elle avait été écartée par le juge d'instruction.

confiance, visés dans un rapport à la chancellerie du procureur de la République de Marseille, M. Olivier Droplet. La cour d'appel d'Aix-en-Provence a rejeté son recours, dans un arrêt du 14 mai.

Au palais de justice de Marseille, on évoque, en fait, l'éventualité d'un non-lieu. Motif : les dirigeants de l'OM n'auraient pas déposé auprès de la mairie, comme le prévoit le code des communes, les documents comptables attestant le bon emploi des subventions reçues par le club. Du moins, pas dans les délais de la prescription, c'est-à-dire dans les années 1988 à 1990. Si les bilans de l'OM n'ont pas été produits, le délit d'abus de confiance ne peut pas être poursuivi, car il n'y a pas eu de déclaration de faux contrats de prêts accordés par l'OM à certains joueurs. Dans son rapport du 4 juillet 1991,

Faux

prêt

L'autre information, M. Augé aurait pu, en revanche, inculper M. Tapie de faux et usage. Ces délits sont liés à la fabrication de faux contrats de prêts accordés par l'OM à certains joueurs. Dans son rapport du 4 juillet 1991,

M. Droplet écrit que « les énonciations mensongères auxquelles les parties ont consenti (...) ont été conçues avec l'intention coupable de tromper les tiers (le fisc et la mairie) et de porter atteinte à la confiance ». Le magistrat instructeur a préféré orienter l'enquête confiée au SRPJ de Marseille sur le fait de confiance « dont l'existence ou l'absence, indique le rapport de M. Droplet, ne pourra résulter d'investigations menées sur la destination véritable des sommes considérables versées (par l'OM) à des intermédiaires ».

Pour le procureur de la République, le paiement de ces sommes - notamment de 2,5 millions et de 700 000 francs à un impresario du nom de Barbou - n'aurait pas eu de « cause véritable ». M. Augé se préparait à délivrer une série de commissions rogatoires à l'étranger concernant « une dizaine de pays », le Panama, la Belgique et la Yougoslavie. L'exécution de ces commissions rogatoires, qui doit emprunter la voie diplomatique, est cependant incertaine et s'annonce, de plus, fort longue. D'ici qu'elle aboutisse, M. Augé aura quitté Marseille puisqu'elle doit prendre, en septembre, de nouvelles fonctions à Paris.

GUY PORTE

► Lire page 33 dans « L'Economiste », le Tapie sur le fil.

L'attitude de la chancellerie à l'égard de M. Tapie

Le précédent de l'affaire Boulin

Était-il anormal qu'un ministre en exercice, menacé d'être inculpé pour abus de confiance, consulte un haut magistrat de la chancellerie, placé à la tête de l'un des services les plus importants du ministère de la Justice, et des grâces ? Non, a répondu le garde des Sceaux, M. Michel Vassallo, en déclarant que M. Frank Terrier, en se rendant au ministère de la Justice, avait été reçu par le ministre de la Justice, M. Valéry Giscard d'Estaing, dans le cadre de ses attributions. Oui, affirment en chœur l'ensemble des organisations syndicales de magistrats, gauche et droite confondues.

Or il existe un précédent, tout à fait récent, dans le dossier de M. Tapie. Un ministre qui risque d'être inculpé, qui cherche à l'éviter, se rend au ministère de la Justice. Le ministre de la Justice, M. Valéry Giscard d'Estaing, le reçoit. Ce précédent est né par l'initiative de M. Valéry Giscard d'Estaing, le directeur des affaires criminelles et des grâces (1). Il s'agit de l'affaire Robert Boulin, qui se termine le 10 octobre 1979, par la démission de M. Raymond Barre.

Affirmant que jusqu'au dénouement de l'affaire il n'aura « que deux sources d'information », M. Peyrefitte, le

présent, M. Giscard d'Estaing raconte, dans le style paré qu'il a choisi pour ses Mémoires, son premier entretien sur ce dossier avec le garde des Sceaux d'alors, M. Peyrefitte, qui a lieu le 3 septembre 1979. « J'ai demandé à vous voir, monsieur le président, commence M. Peyrefitte, pour vous parler du cas Robert Boulin. C'est une mauvaise affaire. Puis le ministre de la Justice poursuit : « C'est le 18 juin dernier que j'ai trouvé (...) plusieurs lettres d'appels téléphoniques urgentes de Boulin, demandant à me voir. Je l'ai reçu le jour même, d'abord en tête à tête, puis en présence d'un de mes collaborateurs et du directeur des affaires criminelles. Il nous a raconté son affaire, dans des termes tels que les participants lui ont dit n'avoir rien à craindre, car il était la victime d'un escroc. »

Un litige

privé

Si M. Terrier avait suivi le même scénario, sans doute ne donnerait-il pas lieu à polémique. A en croire le récit de M. Peyrefitte, rapporté par M. Giscard d'Estaing, le directeur des affaires criminelles et des grâces fut reçu par le ministre de la Justice, M. Valéry Giscard d'Estaing, le 10 octobre 1979, par le directeur des affaires criminelles et des grâces, M. Raymond Barre, y a participé à une audience à la barre rompus sur les parades juridiques de

pour éviter une inculpation « dans le cadre d'un litige privé », comme le souligne la chancellerie dans son communiqué du 28 mai (le Monde du 30 mai).

Toujours selon le témoignage de M. Giscard d'Estaing, le sort gouvernemental de Robert Boulin fut scellé dès cette première conversation avec M. Peyrefitte, début septembre 1979. « Si une instruction judiciaire concernant Robert Boulin avait été ouverte, je lui demanderais de démissionner aussitôt du gouvernement, aurait déclaré le président au garde des Sceaux. Il sera libre alors de se défendre devant la justice. Bien entendu, vous devez garder la même attitude, et ne pas intervenir dans la procédure. »

Les deux ministres évoqueront aussi l'attitude du juge d'instruction, « un jeune magistrat ». « Pourquoi le juge y met-il ce zèle ? », demande M. Giscard d'Estaing à M. Peyrefitte. « Il aurait dit, par là, à des journalistes qu'il voulait se faire un nom », répond ce dernier, avant d'ajouter que, professionnellement, il n'y a pas de reproche à lui faire. Le juge en question se nommait Renaud Van Rymbeke, le même qui, aujourd'hui conseiller, a la cour d'appel de Rennes, instruit les dossiers les plus explosifs pour la Parole sociale...

E. P.

(1) Valéry Giscard d'Estaing, le Pouvoir et la vie, tome II, L'Affrontement, Côté Douce, 1991.

REPÈRES

FAITS DIVERS

Arrestations de leaders de l'ETA à Bayonne

Inaki Bilbao et... Ugalde, respectivement âgés de trente-trois et trente ans, ont été arrêtés dans l'après-midi du dimanche 31 mai au parking de l'hôpital de Bayonne. Les deux militants basques, présentés comme des « leaders de l'ETA », ont été arrêtés pendant l'opération. Les deux hommes ont été arrêtés pendant l'opération. Les deux hommes ont été arrêtés pendant l'opération.

king de l'hôpital. Dans la police, il s'agit d'un français d'origine chilienne de trente-huit ans. Le même, M. Aguerretche, trente-six ans, coiffeuse, avait arrêté à son tour. Plusieurs autres personnes, dont les identités n'ont pas été communiquées, ont également été arrêtées par la police. Cette opération a permis de découvrir un nouveau réseau de soutien à la lutte armée franco-espagnole. (Corresp.)

Un jeune homme tué lors d'un contrôle de police

Passager d'une voiture « hulk » qui tentait de forcer un barrage de

police la nuit du 28 au 29 mai à Bourg-en-Bresse (Ain), M. Billotat, âgé de dix-neuf ans, a été tué d'une balle dans l'abdomen par deux policiers qui ont ouvert le feu pour se protéger. Son corps a été retrouvé près de la polytechnique de Millieu-la-Pape (Rhône) où il avait été abandonné par ses complices soupçonnés d'avoir commis une série de vols dans le Jura. L'un d'eux, François Bony, âgé de vingt-deux ans, qui tentait de s'enfuir à pied, a été appréhendé et inculpé d'association de malfaiteurs et de vols aggravés. Le conducteur et l'autre passager sont toujours recherchés. La voiture a été abandonnée et incendiée à Caluire (Rhône). (Corresp.)

ENVIRONNEMENT

Environ 500 manifestants réunis à Bedous

Une kermesse-meeting contre le tunnel du Somport

Le bras se fer engagé depuis un an entre partisans du tunnel routier du Somport et les opposants à l'ouvrage a été, samedi 30 mai, une tournée plus vigoureuse. Le collectif Alternatives pyrénéennes pour l'axe européen E7, qui réunit une dizaine d'associations écologistes, un comité d'habitants de la vallée d'Aspe, le CRELOC (Comité pour la restauration de la ligne Ordon-Camfranc), mais aussi la CGT, avaient rassemblé près de deux mille cinq cents personnes dans la petite ville de Bedous pour demander l'arrêt immédiat des travaux du tunnel et la mise en œuvre d'une solution alternative.

PAU

de son correspondant

Le projet de tunnel Franco-Espagne à l'ascension de la montagne politique, sauf le PCF, est appuyé par les chambres consulaires (commerce et industrie, agriculture, métiers) et la majorité des syndicats, depuis les exploitants agricoles jusqu'à la FEN, en passant par FO, la CFDT, la CGT, la CFCV, la CFTC, la CGC. Toutes ces organisations ont même signé, le 11 mai, un manifeste demandant des aménagements complémentaires au tunnel (RN 134, antenne autoroutière Pau-Ordon, inscription au schéma directeur national de l'autoroute Pau-Ordon) et rappelant les enjeux économiques de ce « axe européen ».

La traversée des Pyrénées, qui existe déjà, sera sensiblement améliorée par le tunnel routier reliant Pau à moins de quatre heures de la capitale de l'Aragon, Saragosse. Selon ses défenseurs, l'ouvrage situé à 1 200 mètres d'altitude et long de 8 600 mètres, supprimera les contraintes hivernales pour le trafic routier et ne traversera pas, contrairement à la route actuelle, le parc national des Pyrénées. Sa réalisation « fait l'objet d'une convention inscrite dans la loi de Finances et l'Espagne, ratifiée par les deux Parlements à l'automne 1991, et d'une déclaration d'utilité publique, signée le 13 mai 1991 par le préfet des Pyrénées-Atlantiques ».

En revanche, le projet est combattu depuis plusieurs mois par les groupes écologistes qui en ont l'intérêt. Le fer de lance de ce combat est incarné par un guide de montagne, Eric Potetin, les escarmouches avec les gendarmes de protéger le chantier du tunnel ont donné lieu à de nombreuses manifestations et à vingt-cinq comparutions devant le tribunal de Pau, assorties de dix-huit jours de prison pour l'intéressé. Autre adversaire : le CRELOC, qui, à Paris comme à Bruxelles, plaide la restauration de la ligne ferroviaire.

Pas moins de deux mille cinq cents personnes dont Antoine Wacziarg, le leader des Verts, se sont rassemblés à Bedous, protégés par deux gendarmes, dans une atmosphère de kermesse-meeting souriante, pour exprimer leur refus du tunnel et proposer la mise en œuvre d'une solution alternative, d'améliorer les échanges économiques, tout en préservant la vallée d'Aspe, menacée à l'heure de la « décentralisation par jour ». Plus le président des Verts, M. Jean-Michel Guilhot, les militants écologistes, les producteurs de la vallée, la tension monte : Eric Potetin a annoncé qu'il était nouveau, dans les jours qui viennent, tenter d'occuper le chantier du tunnel.

JEAN-MICHEL GUILLOT

INTEMPÉRIES

Les orages ont fait des dégâts importants et perturbé les transports en région parisienne

Plusieurs orages qui ont éclaté sur Paris et l'Île-de-France, dimanche 11 mai et dans la nuit de dimanche à lundi, ont provoqué d'importantes perturbations. L'autoroute de Nord était coupée, lundi 12 juin en début de matinée, environ cent cinquante véhicules étant bloqués par une pluie de grêle. Un tunnel à la hauteur de la Seine-Saint-Denis. Plusieurs grands axes de la région parisienne, comme les RN-4, RN-7 et RN-20, ont également été coupés momentanément en raison de la pluie et des eaux. Ces pluies ont eu des conséquences sur les retours vers la capitale, et les derniers bouchons, dont certains atteignaient plusieurs dizaines de kilomètres, ont été reportés qu'en raison de la pluie. Le trafic ferroviaire était également perturbé, les gares parisiennes : en la gare du Nord où la RER était ralentie.

La pollution

de la Seine

Dans le Val-d'Oise, où les premiers avaient reçu plus de 1 400 appels, d'importantes perturbations se sont produites sur le territoire des communes de Sarcelles, Evryville, Evry, Saint-Brice-Forêt. Plusieurs dizaines de pavillons ont dû être évacués. Les eaux pluviales sont montées d'un mètre et demi dans le département de l'Eure où les services de secours ont effectué plus de 1 100 interventions. Dans les Hauts-de-Seine, les communes les plus touchées ont été celles de Saint-Cloud, Garches, Neuilly-Malmaison où l'explosion d'une conduite d'évacuation d'eau a provoqué une importante inondation.

D'autre part, M. Sébastien Roy, ministre de l'Environnement, a estimé, dimanche soir sur TF1, qu'il y avait « vraiment un travail colossal à faire sur l'assainissement de Paris et de la région parisienne ». Environ trois cents tonnes de poissons morts ont, en effet, déjà été retirées de la Seine, polluée par le débordement de la Seine à la suite des violents orages. M. Roy a indiqué qu'elle avait rencontré mercredi 27 mai « des élus et des responsables de tout un vaste chantier à mettre en œuvre. Nous avons doublé le budget de l'agence de l'eau, a-t-il dit, et il va falloir augmenter le prix de l'eau ».

Professeurs et pratiquants réunis en assises à la Sorbonne

La fin du « yoga baba cool »

Les dix-huitièmes Assises nationales de yoga, à l'initiative de la Fédération nationale des enseignants de yoga (1), ont eu lieu du 28 au 30 mai à la Sorbonne, à Paris. Sur le thème des « spiritualités au carrefour du monde moderne », près de cinq cents personnes ont participé à ces assises. La France compterait environ deux cent mille pratiquants de yoga.

Fin le « yoga baba cool » des années 70, comme chantait Maurice Chevalier. A l'époque, le yoga était à la mode contre le stress et pour la paix intérieure ce que le yoga était au combat pour l'émancipation et contre l'arme nucléaire. Assimilé hier à un pseudo-orientalisme végétarien en sautant les débus du marxisme et des Églises, menacé par les modes nouvelles de remise en forme comme l'aérobic ou le stretching, le yoga s'est assagi. Il est aujourd'hui moins exotique, plus professionnel et ouvert aux spiritualités, anciennes et nouvelles, de l'Occident.

Le choix du thème des spiritualités, pour les assises de la plus importante fédération de yoga, est le signe de cette mutation. « Face au vide idéologique et à la dureté de la société occidentale, nos pratiques ont été des besoins spirituels », admet Yogi Boudhivier, président de la Fédération nationale des enseignants de yoga, chargée de cours d'anthropologie religieuse à la Sorbonne. A entendre les professionnels présents à Paris, effluents sur les tapis de yoga des personnes redécouvrant leur spiritualité d'origine ou cherchant de nouvelles formes de méditation et d'épanouissement intérieurs. Ce qui ne veut pas dire qu'ils retrouvent le chemin des Églises ou adhèrent au pré-christianisme du Nouvel Âge.

Pour un dialogue

interreligieux

En d'autres termes, on assisterait aujourd'hui à la fin des « dérangements culturels » des années 60 et 70, selon le mot de Pierre Fauré, jésuite. Par rapport à l'engagement d'hier pour l'Occident, l'héritage des spiritualités occidentales, en particulier du christianisme, serait réévalué. Mais si l'environnement change, le yoga reste fidèle à lui-même. Il n'est ni une gymnastique, ni une visée à la seule compétition avec le corps, ni une thérapie active, bien que certains parlent de guérison spectaculaire, ni une simple relaxation, de celles qui promettent quelques charlatans de messages indiens ou californiens.

Le yoga est une « discipline d'intériorité », une expérience où entrent à la fois le corps, la souffrance et le cœur. Face à « l'impérialisme du temps », que l'homme moderne

n'arrive plus à gérer, il devient même, dit Yogi Boudhivier, un « art de vivre », une voie d'accès à une découverte intérieure des pratiquants de plus en plus nombreux, que ceux-ci soient les rescapés des routes de Katmandou ou des personnes souffrant d'un simple mal de dos ou d'une déprime.

Avec la fin des années-fruits, plusieurs participants des Assises nationales du yoga ont témoigné d'une autre mutation, qu'Isabelle Morin-Larby, professeur, résume ainsi : « En se réconciliant avec soi-même, on se réconcilie avec les autres ». En effet, si le yoga est apparu longtemps comme une discipline « autiste », fermant l'individu sur lui-même, les pratiquants d'aujourd'hui retrouvent sa vocation première de « lien avec l'autre, avec la nature, le cosmos et le divin ». C'est pourquoi, à la Sorbonne, ils avaient fait appel à des spécialistes des religions comme le théologien Claude Geffré, Joseph Malin pour l'islam, Jean-Louis Schlegel pour les nouveaux mouvements religieux et Denis Gira, pour le bouddhisme, afin d'explorer les voies d'un dialogue interreligieux et interculturel, qui, hors de tout syncrétisme, est pour eux une voie de salut.

HENRI TINCQ

(1) Fédération nationale des enseignants de yoga, 3, rue Aubriot, 75004 Paris. Tél. : 42-78-03-05.



LA CONFÉRENCE DE RIO SUR L'ENVIRONNEMENT

La planète en majesté



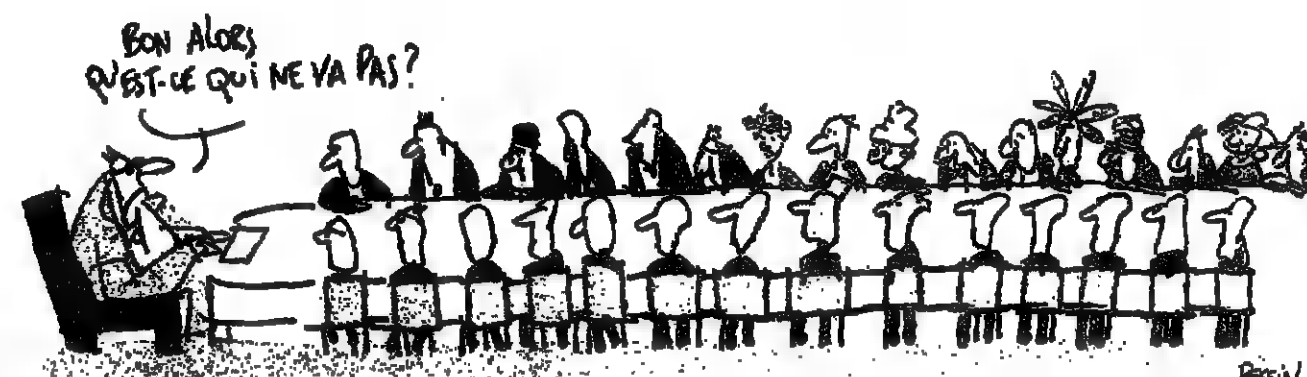
par Roger Cans

L'ESPACE d'une quinzaine, Rio-de-Janeiro est devenu la capitale du monde. Ministres, hauts fonctionnaires, industriels, scientifiques, militants associatifs de soixante-quinze pays — total quelque 300 personnes dont 1000 journalistes — en effet rendez-vous dans la métropole brésilienne du 14 au 14 juin, ce qu'il a convenu d'appeler le Sommet de la Terre. Cette conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), titre officiel, devrait s'achever à l'apothéose le 12 et 13 juin au plus grand rassemblement des chefs d'Etat et gouvernements jamais connus.

Maintenant que la guerre froide a révolue et que la menace d'une nouvelle guerre mondiale semble écartée, la communauté internationale se penche sur le véritable défi du troisième millénaire : harmoniser le développement d'une planète divisée entre le club restreint des pays riches et les pays pauvres submergés sous le nombre. L'écart grandissant entre les deux, risque, dans un premier temps, d'entraîner une dégradation à tous, d'épuiser les ressources naturelles, puis, si l'on n'y prend garde, de mener à la planète.

Ce n'est pas la première fois que l'humanité s'interroge sur son avenir. En 1972, à Stockholm, la Conférence sur l'environnement humain avait marqué le début des Nations unies de mettre un ordre à une croissance anarchique, souvent destructrice pour le patrimoine naturel. Mais les chefs d'Etat et de gouvernement n'y étaient pratiquement pas représentés, et les enjeux d'alors étaient surtout théoriques : un s'interrogeait sur le rythme de la croissance dans les pays industrialisés, un s'inquiétait du devenir des populations du tiers-monde, un on prenait pas de décision engageant des Etats. Stockholm avait attaché le gilet de l'environnement, un en avait les cloches à la main, et les grands du monde ont inscrit la conférence dans leur agenda personnel, à la place du cœur.

La conférence de Rio va s'atteler à trois tâches principales. D'abord, l'Agenda 21, ainsi appelé parce qu'il doit définir un programme d'action pour la prochaine décennie, qui devra le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Déclaration de Rio et du Plan d'action de Rio.



d'environnement et du développement, l'accent étant mis sur les coûts, les modalités d'application et les responsabilités de l'exécution des mesures envisagées. Autrement dit, on parlera sous, ce qui ne manquera pas de faire apparaître l'inévitable clivage entre le Nord (riche) et le Sud (pauvre). Un certain nombre de pays, dont la France et les pays scandinaves, voudraient que chaque Etat s'engage à consacrer 0,7 % de son produit national brut à l'aide au développement. Mais d'autres, à commencer par les Etats-Unis, ne veulent pas entendre parler de contraintes fixes. L'adoption de cet « Agenda 21 », à vrai dire, sera particulièrement délicate.

Protéger la couche d'ozone

La deuxième tâche, déjà engagée depuis deux ans à travers de multiples conférences préparatoires, consiste à faire signer aux gouvernements les conventions spécifiques préparées par les services onusiens. La première convention porte sur la protection de l'atmosphère. Depuis le protocole de Montréal qui, en 1987, a vu les Etats industrialisés s'engager à réduire leur production de CFC (chlorofluorocarbones) pour protéger l'ozone stratosphérique, l'ONU s'efforce d'obtenir des résolutions à l'égard des pays en développement qui, non seulement, polluent l'atmosphère, mais sont soupçonnés de provoquer le réchauffement global de la planète. Or, en faisant fondre les glaciers et en faisant baisser le niveau de la mer, ce réchauffement pourrait submerger des régions du globe très riches comme le Bangladesh, l'Égypte ou

les Pays-Bas, ce que la communauté internationale ne peut accepter. Un premier accord a été obtenu le mois dernier à New-York pour le gaz carbonique (CO₂), mais assez vague pour que tout le monde, y compris les Etats-Unis, puissent signer.

Risques de déception

La deuxième convention porte sur la protection de la diversité biologique ou « biodiversité », c'est-à-dire la préservation des espèces de la flore et de la faune en danger d'extinction. Négocié à Nairobi, siège du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUD), cet accord est lui aussi jugé trop peu contraignant par certains pays. La France a même menacé de ne pas signer une convention qui ne précise ni les espèces, ni les mesures à prendre. Mais l'ONU craint que, en refusant un catalogue précis, on ne fasse perdre la confiance à ceux qui refusent l'ingérence écologique. De quel droit obligerait-on un Etat souverain à mettre un territoire sous réserve sous prétexte qu'il recèle une plante ou un animal convoité ?

La troisième convention, portant sur la protection des forêts, a finalement été inscrite à l'ordre du jour sous une simple « déclaration », dont le texte n'est toujours pas prêt. Là aussi, les pays du Sud n'ont voulu que Rio entérine des principes de protection qui, à leurs yeux, constitueraient un frein à leur développement et une entrave à leur souveraineté. Le Brésil, pays hôte et détenteur du plus grand massif forestier tropical, n'a pas moins été moins actif pour l'aboutissement du projet de convention. La plupart

des pays du Sud sont sur la même ligne : quel droit les riches, qui ont bâti leur industrie au détriment de la forêt, empêcheraient-ils les pays pauvres d'en faire autant, sous prétexte que leurs forêts jouissent d'une diversité biologique exceptionnelle ou que leur présence permet aux riches de mieux respirer ?

La dernière tâche des participants du Sommet de Rio est plus légère : la rédaction d'une déclaration des principes qui doivent régir les comportements économiques et écologiques des habitants de la planète. Cette « charte de la Terre », véritable déclaration des droits de l'homme à un développement durable à un environnement viable, permettra de marquer solennellement l'entrée de l'humanité dans une ère nouvelle : celle où chacun se découvre étroitement solidaire de la Terre qui le porte.

Ces objectifs ambitieux risquent d'engendrer bien des déceptions. On ne peut prétendre réunir cent soixante-quinze chefs d'Etat de gouvernement et leur faire signer des engagements précis et contraignants. Plus on est nombreux, plus les engagements sont mou. Mais le but des Nations unies n'est pas de parvenir à des décisions fracassantes, qui ne pourraient être suivies que par quelques-uns. L'objectif est, sinon de faire marcher tout le monde au même pas, au moins de permettre à chacun de se rendre compte que nous sommes tous embarqués sur la même planète, que nous avons le devoir de la laisser vivable pour les générations futures.

SOMMAIRE

CLIMATOLOGIE

Le chaud — peut-être — pour demain... 16
Ozone danger... 16
Des programmes très coûteux... 16

FORÊT

L'Amazonie entre utopie et résignation... 18
Sages exploitations « minières »... 18
Le rôle ambigu du Japon... 18

Un entretien avec M. Jean Ripert, président du Comité intergouvernemental sur le changement de climat

La grande place des ONG... 19

DÉMOGRAPHIE

Une croissance pleine de risques... 20

POLLUTION

Les émissions de CO₂... 20
Méditerranée : le fardeau des villes... 20

CONTREPOINT

Effet de serre et trou d'ozone... 20
par Haroun Tazieff... 20

Mme « Gro » tout simplement...

COMME ses voisins scandinaves, les Norvégiens n'ont pas besoin de la conférence de Stockholm, en 1972, pour découvrir les problèmes écologiques de la planète. Dans une latitude, le respect de la nature et de l'environnement est une affaire presque une religion, pratiquée avec assiduité. Si les mouvements écologistes n'ont jamais réussi à s'implanter dans la politique norvégienne, c'est notamment parce que la « préservation du milieu » figurait depuis longtemps en bonne place dans les programmes des grands partis traditionnels.

Proner une industrialisation à tout va, la construction d'ensembles touristiques bâtonnés à reliefs du paysage politique et, en dépit du formidable enrichissement qu'elle représentait pour le royaume, l'exploitation des gisements de gaz et de pétrole du Nord fut longtemps contestée en raison des risques de pollution et des marées noires qu'elle engendrait.

Choisir une équipe

Rien d'étonnant donc à ce que l'on ait appelé à la présidence la Commission mondiale sur l'environnement des Nations unies, qui sera créée sous le nom de « commission Brundtland ». Cette commission va publier en 1987 le fameux rapport « Notre avenir à nous », qui introduit dans le vocabulaire international une notion aujourd'hui fétiche : le « développement durable » (sustainable development).



Le rapport Brundtland peut être considéré comme la Bible de l'environnement de Rio.

Pourtant, Mme Gro Harlem Brundtland n'est pas véritablement un expert en la matière, mais elle a su choisir une équipe — comme en politique intérieure. Car elle a fait appel à un chef du Parti travailliste, premier ministre norvégien et l'un des témoins de la politique de son pays depuis une dizaine d'années.

La première fois, elle a exercé le pouvoir en 1981 — pour quelques mois — un peu « par hasard ». Les travaillistes ont été défaits par des conflits internes sur l'appartenance à l'OTAN et le pacifisme. Il faut un « homme » nouveau pour remettre l'ordre dans la maison. Le parti choisira finalement Gro Harlem

Brundtland qui, plus tôt, avait exercé temporairement les fonctions de ministre de l'environnement. Elle ne fut pas une mauvaise décision puisque elle a permis la formation d'une équipe à quatre mains — à savoir le tour du parti et du peuple — qui ne fut pas une mauvaise décision puisque elle a permis la formation d'une équipe à quatre mains — à savoir le tour du parti et du peuple — qui ne fut pas une mauvaise décision puisque elle a permis la formation d'une équipe à quatre mains — à savoir le tour du parti et du peuple.

Il faut reconnaître que les Norvégiens — en particulier les travaillistes — ne tombent pas immédiatement sous le charme des discours à la mode. L'opposition la plus populaire, ce qui l'a rendu pour l'heure incapable de proposer une solution de rechange au gouvernement travailliste minoritaire actuel, les Norvégiens ont finalement assez fiers d'avoir comme premier ministre « Gro », dont le nom avait été cité, l'année dernière, pour succéder à M. Javier Perez Cuellar à la tête des Nations unies.

ALAIN DEBOVE

Un entretien avec M. Maurice Strong

Comme la conférence de Stockholm en 1972, le Sommet de Rio est présidé par Maurice Strong, un citoyen canadien né en 1929 dans la province du Manitoba. Regard bleu, petite moustache dans un visage rond et fortes mâchoires, Maurice Strong n'a pas les prouesses diplomatiques qu'on attendrait d'un fonctionnaire de l'ONU.

Voilà quarante-cinq ans qu'il fréquente la maison de verre de New-York et ses filiales en effectuant un parcours original. Avant d'être l'élève à trente ans pour gagner sa vie, Maurice Strong est un self-made-man. Embarqué dans les entreprises de fourrures d'Arctique, il découvre très jeune les problèmes de l'environnement du Grand Nord et les conditions de vie d'une population indigène, les Eskimos Inuits.

Son entrée à l'ONU est par la petite porte, au propre : il dix-sept ans, en trichant un peu sur son âge, il est engagé comme agent de sécurité. Puis il part

faire le tour du monde et sillonne ensuite l'Ouest américain. Il fonde même sa société, la Norsen Resources Company, pour rejoindre la Compagnie nationale d'électricité du Canada.

En 1966, le gouvernement Pearson le fait entrer dans les institutions fédérales pour s'occuper de l'aide au développement. C'est à ce poste qu'il fait connaître de la communauté internationale. Aussi, lorsque l'ONU décide en 1970 de convoquer à Stockholm une conférence sur l'environnement humain, lui demande de prendre en main son organisation. Le voilà donc secrétaire général adjoint de l'ONU. Après Stockholm, en 1972, il est chargé de lancer le Programme des Nations unies pour l'environnement à Nairobi, puis il participe à la commission Brundtland. Vingt ans après, il reprend du service pour organiser le sommet de Rio « On n'a jamais vu un tel événement », dit-il.

« Un changement de cap économique est indispensable », nous déclare le président de la conférence de Rio

« Vingt ans après Stockholm, la situation générale de l'environnement planétaire n'a guère amélioré : le désert, reculé, la pollution tropicale, l'extension de la pauvreté, la conférence de 1972 n'a rien fait ? »

— Loin de là ! D'abord, il faut rappeler ce que fut Stockholm : pour la première fois, l'ONU réunissait une conférence afin de sensibiliser la communauté mondiale aux problèmes de l'environnement. Cent treize Etats étaient représentés, ce qui n'était pas encore un sommet, mais une réunion de haut niveau. L'objectif a été atteint : beaucoup de gouvernements, après Stockholm, ont créé une administration de l'environnement. Les Nations unies ont créé le Programme pour l'environnement (PNUD).

— Qui, lui-même, n'a pas fait grand-chose...

— Vous trouvez qu'alerter le monde sur le danger des pluies acides — en 1983 — puis sur le

réchauffement global — la disparition de la couche d'ozone — qui a débouché sur le protocole de Montréal en 1987, — c'est peu de chose ? Qui connaissait le danger des CFC avant 1987 ? Et qui a obtenu l'engagement des Etats fournisseurs à réduire leur production, voire à supprimer totalement ?

— Ne trouvez-vous pas suspecte l'insistance des Américains à évoquer la danger de l'ozone et la consommation de pétrole et de charbon qui empoisonne l'atmosphère d'énergie fossile ? On a l'impression que les Américains focalisent sur l'ozone pour mieux faire oublier le pétrole, l'automobile et l'American Way of Life.

— Sans doute le réchauffement global est-il le problème le plus crucial de la planète. Mais pourquoi choisir entre les CFC et le CO₂ ? Les deux sont dangereux. Lorsqu'un malade atteint d'un cancer est victime d'une crise cardia-

que, on ne cesse pas de soigner son cancer... Le PNUD n'a pas sauvé le monde, certes, mais il a fait beaucoup pour sensibiliser les gouvernements aux multiples problèmes soulevés par la préservation de l'environnement. Nous n'aurions pas obtenu ces résultats sans Stockholm. En vingt ans, nous avons beaucoup appris, et les pays industrialisés ont fait d'immenses progrès.

— Mais, c'est vrai, l'Est.

— Non, c'est vrai. Disons les pays industrialisés de l'Orient et le Japon. Mais cela représente déjà beaucoup ! Certes, nous avons été aidés par les chocs pétroliers successifs, qui ont obligé les pays importateurs à économiser l'énergie, bon gré mal gré.

— Rio n'est donc pas Stockholm-Bis ?

— Pas du tout ! Stockholm a introduit l'environnement dans les préoccupations des dirigeants du monde.

Propos recueillis par ROGER CANS
Lire la suite page 14

CLIMATOLOGIE

Bilan (en W/m²)

Soleil 344 - 237 + 107 = 165 = 72 + 107

Sol 498 - 165 = 334

Atmosphère 571 = 398 + 110 = 72 + 334 + 237

Balace énergétique du système Terre (Atmosphère, surface en W/m²)

Moynennes sur toute la surface de la Terre (d'après Frolich et al. 1985)

Il y a aussi les effets socio-économiques des futures variations climatiques. On est sûr qu'ils seront très importants, pour ne pas dire dramatiques surtout dans les pays en voie de développement. Mais on ne s'en occupe pas encore beaucoup.

هو كذا من لا يمدل

Le Monde • Mardi 2 juin 1992 17

*Monsieur
le Président
la planète
est condamnée
à mort.*

*Au sommet de Rio
usez de votre
droit de grâce.*

Nous savons, Monsieur le Président, votre acharnement à préserver la vie.

C'est pourquoi, au sommet de Rio, nous vous demandons d'user de votre droit de grâce pour sauver la Terre, injustement, douloureusement condamnée si l'homme continue dans la voie des déséquilibres de toutes sortes, de pollutions souvent

irréversibles et d'épuisement irresponsable de nos ressources naturelles.

Ce "Droit de Grâce", vous pouvez l'exercer, Monsieur le Président, et les Chefs d'Etat présents à Rio, en aidant à la mise en œuvre des propositions du WWF. Il est vital de prendre un délai les



WWF

mesures suivantes :

- Stopper la spirale de la pauvreté annulant les dettes des pays du Sud.
- Evaluer le patrimoine des ressources naturelles et s'assurer que les projets de développement prennent en compte l'environnement.
- Sauvegarder les forêts tropicales qui

peuvent encore l'être.

- Arrêter les gaspillages et mettre tout en œuvre pour lutter contre l'effet de serre.

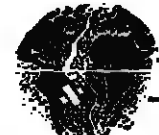
Si le Sommet de Rio réunit un consensus sur ces grands enjeux - et il le faut - alors nous pourrions commencer à dire que la fin du monde s'est arrêtée à Rio.

Pour tout contact : Tél. 39. 24. 24. 24.

Fonds Mondial pour la Nature

Sauvons la planète.

Nos remerciements à François Lacour, photographe.



FORÊT

LA CONFÉRENCE DE RIO SUR L'ENVIRONNEMENT

L'Amazonie entre utopie et résignation

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Le sommet de la Terre va examiner la situation des forêts tropicales, dont disparaissent chaque année un rythme alarmant. En Amazonie, les colons défrichent et brûlent pour élever du bétail. En Malaisie, bulldozers et tronçonneuses taillent la jungle pour approvisionner le marché mondial en bois. En Côte d'Ivoire, les planteurs de manioc et de café, profitant des pistes ouvertes par les exploitants forestiers, ont anéanti un des plus importants réservoirs forestiers d'Afrique occidentale. Afin de donner l'exemple, la France va annoncer à Rio un plan pour la sauvegarde de la forêt amazonienne dans son département du Guyane. Quelque 8 millions d'hectares, sur un total de 16 millions, vont être mis en réserve, notamment un parc naturel de 1 million d'hectares dans le sud du département, à la frontière brésilienne, et cinq réserves dans des îles forestières remarquables. Dans une situation comparable à un territoire entièrement défriché, la population (moins d'un million d'habitants) pour un pays grand comme la moitié de la France, le Brésil présente le cas, rare, d'une exploitation forestière ancienne et non destructrice.

PEUPLÉE de 20 millions d'habitants, la forêt amazonienne regroupe, tous pays confondus, quelque 6 millions de kilomètres carrés. Cette superficie — équivalente à 16 fois la France — a même été, dans un passé récent, surnommée le « poumon de la planète ». Comme ces milliers d'espèces d'animaux encadrant le gigantesque fleuve, et ce sous-sol très mince et fragile, produisaient une quantité de produits par la fermentation des déchets du monde pourri.

Reste que le développement de la région par les autorités brésiliennes a cassé-tête permanent à multiples titres. La région amazonienne, éloignée de l'océan, capitale Manaus, possède une population hétérogène. Les conflits entre les tribus indiennes et les garimpeiros (chercheurs d'or) dans les régions les plus reculées, s'ajoutent à ceux qui opposent les grands propriétaires aux paysans sans terre. Une situation qui aggrave l'arrivée régulière de nouveaux colons.

Un développement anarchique

La déforestation y a fait, bien sûr, des ravages. Selon un rapport de la Banque mondiale, 8 millions d'hectares ont été rasés au Brésil en 1987. Mais, plus qu'en Inde, et peut-être plus qu'en Chine, la Banque mondiale précise qu'il ne s'agit que de 1 % de la surface totale de l'Amazonie. La déforestation est provoquée par les brûlis ne représentant qu'un tiers de la déforestation mondiale. Le



rythme de la destruction de la forêt est en baisse. En 1991, pour les premiers six mois de l'année, la déforestation a été enregistrée.

L'exploitation de la forêt, des richesses minières du sous-sol, les dégâts causés par les routes et autres pistes d'aviation légers ou non, sont le plus souvent le résultat d'un développement anarchique. La Transamazonienne, exemple d'une colonisation concertée et organisée, est un fiasco. Des quelque 100 km de routes, une petite moitié est praticable, même pas par tous les temps. D'une manière générale, l'Amazonie souffre de la déforestation du Far-West, et de la déforestation de la colonisation, au sein même de la forêt. Les deux tiers de l'Amazonie sont inexploités, les terres inondables ou escarpées ne valant pas le prix d'une déforestation. Pour le reste, avec votre aide ou non, nous saurons la faire produire un jour ou l'autre. J'ai dépensé des fortunes pour transformer un morceau de terre en une fazenda prospère, non pas pour en faire un désert comme le prétendent les écologistes, mais pour faire vivre ma famille.

déclarations tonitruantes du gouverneur de l'Etat d'Amazonas, M. Gilberto Mestrinho, ainsi multipliées mises en garde vis-à-vis du Sommet de Rio : « Cette conférence sera un simple happening, mais elle ne produira pas à faire de l'Amazonie le sanctuaire du monde comme le souhaitent les écologistes. »

Il n'est pas le seul à estimer que la préservation de la forêt après la nécessaire survie des habitants de la région. Propriétaire de quelques milliers d'hectares dans l'Etat, M. Mestrinho explique simplement : « Les deux tiers de l'Amazonie sont inexploités, les terres inondables ou escarpées ne valant pas le prix d'une déforestation. Pour le reste, avec votre aide ou non, nous saurons la faire produire un jour ou l'autre. J'ai dépensé des fortunes pour transformer un morceau de terre en une fazenda prospère, non pas pour en faire un désert comme le prétendent les écologistes, mais pour faire vivre ma famille. »

Pour faire face aux dégâts provoqués par une déforestation rapide destinée aux troupeaux, plusieurs organisations tentent de créer des expériences alternatives comme l'exploitation des noix du Para. Une coopérative a ainsi été créée dans la petite ville de Xapuri, dans l'Etat de l'Acre, grâce à l'aide de l'Organisation Culturelle Inter-tribale. Un projet pilote de développement, dont la multiplication sur une grande échelle apparaît cependant utopique en raison d'un marché limité.

Sans mythes

Les entreprises importantes multiplient, elles, les précautions écologiques et tentent de démontrer qu'elles peuvent aussi constituer un exemple de développement. La compagnie minière Vale do Rio Doce possède les mines de Carajás, dans l'Etat du Para. L'exploitation de ces gisements de fer à ciel ouvert, les plus importants du monde, s'est

faite sans grands dommages à l'environnement. L'entreprise, à peine 1,6 % des 410 000 hectares lui appartenant, a été créée depuis 1980.

En sud du pays, dans une région où l'autre Brésilien, celle de l'Amazonie, a connu de grandes dévastations, les deux plus grandes firmes brésiliennes fabriquant du papier, Klabin et Aracruz, ont développé depuis plusieurs années des programmes de reforestation et de conservation d'espèces. Ainsi, dans l'Etat du Parana, Klabin exploite la forêt intensive et crée seulement la forêt sur son étendue, sans la défricher. Le reste, laissé à l'état naturel, fait l'objet d'études de faune et de flore, et alimente un laboratoire de phytothérapie.

L'ensemble des participants à l'exception de la France — a constitué le groupe du Traité de coopération amazonique (TCA). Une commission, créée par le TCA et composée de personnalités d'experts d'anciens Etats de la région, a remis, lundi 25 mai, un rapport sur la déforestation de la région au secrétaire d'Etat à l'Environnement, M. Diego Cordero, qui assure le secrétariat du groupe. Le rapport, intitulé « L'Amazonie sans mythes », sera l'objet d'une divulgation lors de la conférence mondiale.

Dans le cadre de la réunion de Rio, une simple déclaration concorde les forêts. Selon le responsable de la position brésilienne, l'ambassadeur Marcos Azambuja, « on ne peut pas être seulement à la forêt, on doit aussi préserver les espaces dont la préservation est importante comme les marais, les rivières, les lacs, etc. ». Face à ces campagnes écologiques parfois exagérées ou inexactes, l'un des succès de la diplomatie brésilienne en vue de cette conférence est bien d'avoir évité que le pays ne soit simplement vu comme un banc d'accusé d'une Amazonie et d'une forêt en général, qui méritent mieux que de simples condamnation de principe de son développement encore chaotique.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Sage exploitation « minière » au Gabon

GABON

de notre envoyé spécial

VU du ciel, une minuscule tache jaune dans l'immense forêt, au bord d'une rivière invisible. Le « village » de Gangé est pourtant le plus grand chantier forestier du monde. Sa spécialité : l'okoumé, le plus précieux des bois tropicaux. Ici, on ne coupe pas, on exploite. Les arbres sont taillés à l'okoumé, et les troncs sont transportés par des barges jusqu'au port d'Owendo, près de Libreville, où elles seront immergées dans l'estuaire, en attendant le chargement sur un navire.

Chaque matin à l'aube, lorsque les pluies équestres les permettent, les camions-bennes emmènent les ouvriers aux chantiers respectifs. Les uns ouvrent une piste nouvelle au bulldozer, se frayant un chemin à travers la forêt. Les autres, à l'okoumé, coupent les arbres à l'okoumé, et les troncs sont transportés par des barges jusqu'au port d'Owendo, près de Libreville, où elles seront immergées dans l'estuaire, en attendant le chargement sur un navire.

Une fois abattus, débardés et « cubés », les énormes troncs sont hissés sur les plateaux des camions grumiers, qui doivent les acheminer le plus vite possible — environ 20 km/h — sur les 170 km de piste d'argile meuble et de latérite qui mènent à la gare de Lopé (460 km de Libreville). Quelque six grumiers sortent ainsi quotidiennement de la forêt avec une

moienne de 30 mètres cubes par jour. Soit à peu près le sixième d'un arbre. Le chemin de fer transgabonais exporte les précieux grumes jusqu'au port d'Owendo, près de Libreville, où elles seront immergées dans l'estuaire, en attendant le chargement sur un navire.

« C'est un rythme d'exploitation présente une menace pour la forêt gabonaise ? Si l'on se réfère à l'Europe, l'exploitation « minière » (par prospection) de la forêt apparaît au premier abord comme un vilain schéma. Les pistes sont des jonchées d'arbres inutilisés, brisés et broyés. En bord de route forestière, on voit les énormes « culées » qui restent de la « coupe ». On ne conserve que la partie droite de la grume, seule utilisable en déroulage et aussi des grumes éclatées à l'abattage ou maltraitées au débardage. Les pertes augmentent aussi au flottage, lorsqu'une grume est brisée, ou sur les ponts à bois, quand les grumes s'enfoncent sous l'écorce. Au total, pour un mètre cube de bois qui sera utilisable dans les scieries de Houffleur ou Lister, on aura perdu 20 à 25 m³ entre l'abattage et la livraison !

Toujours plus d'okoumés

Mais le spectacle des chantiers d'abattage ne doit pas induire en erreur. En réalité, la proportion d'okoumé est infime par rapport aux capacités de la forêt gabonaise. Sur les 105 000 hectares de la forêt, l'entreprise Leroy-Gabon exploite la forêt à l'okoumé, et les pistes forestières ne représentent que 0,6 % de la surface. Comme la forêt gabonaise est vide d'habitants et que l'agriculture est insignifiante au Gabon, les pistes ouvertes à grand peine par les forestiers ne représentent qu'un tiers de la forêt. « Quand j'étais en Côte d'Ivoire », explique Claude Callette, exploitant forestier au Gabon depuis 1964, « on avait immédiatement des problèmes de Haute-Volta qui venaient défricher, cultiver et installer leurs troupeaux. Ici, après l'exploitation, la forêt revient au silence. Personne ne vient même prendre les tôles des cases abandonnées, alors qu'elles valent cher au Gabon ! »

Cette situation privilégiée permet aux forestiers de la forêt d'appeler de la « coupe » : dix ou vingt ans après la première coupe en forêt vierge, les bûcherons reviennent abattre les okoumés qui étaient trop jeunes pour être exploités. « L'okoumé est un arbre à cycle court », explique Gérard Dufoulon, conseiller à la direction générale des eaux et forêts au Gabon. « Comme c'est une essence de longue vie, il se régénère naturellement très bien, y compris dans les anciennes plantations de manioc. » De fait, comme on peut le constater dans une forêt littorale d'Oyane, à 70 km au sud de Libreville, non seulement l'okoumé n'a pas disparu, mais il prolifère au point d'écouler les autres essences ! A l'âge de trente ans, il atteint des tailles déjà respectables et certains sont presque mûrs pour la coupe.

« De la manière dont nous exploitons », souligne Alain Andebert, patron de la division panneaux d'Isoy, « nous ne faisons que déplacer le bois, nous ne le détruisons pas. Le problème, ce sont les frais d'acheminement : il faut compter 20 litres de gazole par mètre cube de bois sorti, ce qui rend le contreplaqué okoumé plus cher que celui fabriqué en Indonésie ou au Canada. Sans compter la baisse de consommation dans des pays comme l'Allemagne ou l'Autriche, qui ne veulent plus importer de bois exotiques pour sauver la forêt tropicale. »

Ces menaces de boycottage des bois tropicaux ont poussé d'agacer les Gabonais, dont les 20 millions d'hectares de forêt produisent 1,3 million de mètres cubes de bois, alors que la forêt française, avec ses 15 millions d'hectares, arrive à produire 50 millions de mètres cubes ! « Notre forêt n'est exploitée qu'à la moitié de sa capacité », explique Joseph M'Bongo-Oyane, conseiller du ministre des eaux et forêts. « Mais nous n'avons pas du tout l'intention de la surexploiter. Le pétrole et le mangrove, c'est bien. Mais il n'y en aura pas toujours. Alors que l'okoumé, c'est l'avenir. »

ROGER CALLE

Le rôle ambigu du Japon

APRÈS avoir vécu 60 à 70 ans de la pollution et de la destruction de l'environnement dans leur pays — ou n'y a pas eu celui de la pollution — les Japonais prennent aujourd'hui conscience de leur responsabilité « extérieure » en la matière. « Le Japon a une responsabilité dans les problèmes d'environnement. S'il a réussi à régler son plan local, il ne doit pas désigner de la main levée les autres pays pour les problèmes techniques, il doit proposer des solutions pour le plan global », estimait récemment M. Toshiaki Yamaguchi, président du groupe Toso, dans un entretien accordé au mensuel japonais Nihon.

On sait que le Japon est un pays riche en ressources naturelles, mais qui a perdu la plupart de ses ressources naturelles. C'est le bois — un des éléments clés de la civilisation japonaise — qui a été la première victime de leur appétit gargantuesque. Le pavillon japonais à l'Exposition universelle de Séville, construit entièrement avec du bois importé d'Afrique de l'Ouest et d'Amérique, témoigne, si besoin en était, de l'importance de ce matériau pour le Japon.

Selon les données de la FAO, le Japon importe chaque année quelque quinze millions de mètres cubes de bois (20 % de consommation), soit 39,3 % de la consommation mondiale de cette denrée, ce qui le place au premier rang mondial. Les forêts tropicales d'Asie du Sud-Est constituent le premier réservoir en bois pour l'industrie japonaise. Les grands groupes exploitent en Malaisie, en Indonésie ou encore aux Philippines de vastes concessions qui leur permettent d'abattre le bois, ce qui est arboré

de Bornéo qui représente 88 % des douze millions de tonnes de bois tropicaux importés au Japon.

L'Etat du Sarawak en Malaisie, qui dispose de vastes réserves de lauan, est devenu en quelques années le principal fournisseur du Japon. En 1990, l'Association japonaise des importateurs de bois estimait à 61 % la part qu'occupait cet Etat dans les importations japonaises.

Bois, balaie et ivoire

Principale responsable de la destruction des forêts tropicales, la croissance économique japonaise, son corollaire, l'essor de la construction. Le secteur du bâtiment japonais a absorbé 40 % du bois tropical, importé notamment pour fabriquer des coffrages à béton. Plusieurs groupes de défense de l'environnement ont dénoncé le gaspillage — une planche ne sert plus que trois fois — et ont lancé des campagnes de sensibilisation auprès des entreprises afin qu'elles utilisent d'autres bois que le pin. Certaines sociétés ont d'ailleurs depuis commencé à adopter le pin pour les coffrages. L'autre secteur gourmand, c'est l'industrie du papier. Le bois de mangrove des Philippines et d'Indonésie, recherché pour la qualité de sa fibre, est la principale cible des fabricants nippons.

La destruction des forêts tropicales figure désormais au premier plan des préoccupations des citoyens japonais, au même titre que les importations illicites d'ivoire. Quelques mois après l'entrée en vigueur de l'interdiction de tout nouveau commerce, le Japon a plusieurs centaines de kilos d'ivoire par les douaniers du port de Kobe à défrayer la chronique.

La presse japonaise a saisi l'occasion pour relancer la polémique sur la responsabilité du Japon

dans le massacre de plusieurs espèces protégées. Le Japon est le premier consommateur mondial de poisson. Les données de la FAO révèlent par exemple qu'en 1988 les consommateurs japonais ont mangé environ 11 000 tonnes de thon sur les 28 000 tonnes pêchées annuellement. Les baleines ne sont pas prises en compte dans ces statistiques, puisque ce mammifère bénéficie d'un moratoire signé en 1986 qui en interdit la pêche commerciale. Les baleiniers japonais en exterminent néanmoins quelque 300 chaque année, officiellement à des fins scientifiques. La viande de baleine reste très prisée et, malgré l'interdiction de toute commercialisation, il n'est pas rare de pouvoir trouver des sashimi de requin dans les fameux restaurants qui catourent le marché de poisson de Tsukiji, à Tokyo.

Considéré comme un pilier de ressources naturelles, le Japon se prépare à subir de nouvelles critiques lors du Sommet de Rio. Le gouvernement japonais, qui refuse d'endosser l'ensemble des responsabilités, a d'ores et déjà annoncé qu'il renforcerait les sommes allouées à la protection de l'environnement. Le Japon a son aide publique au développement (plus de 9 milliards de dollars en 1990). Ce geste participe de la volonté des responsables politiques nippons de répondre aux critiques de nombreux spécialistes — le premier d'entre eux, Kenji Sumi, professeur à l'université municipale de Yokohama — qui mènent depuis des années un combat pour que le gouvernement réexamine le rôle de son aide, et de servir l'intérêt des entreprises nipponnes au détriment de l'équilibre écologique local.

CLAUDE LEBLANC

DÉMOGRAPHIE

ARTISANS des créatures naturelles, les hommes peuvent être aussi destructeurs de l'environnement quand leur nombre augmente rapidement, comme cela s'est produit depuis 1950, la population du globe a plus que doublé, passant de 2,5 milliards d'habitants à 3,7 milliards en 1970, pour atteindre 5,3 milliards en 1990.

Cette croissance a été due d'abord à la baisse spectaculaire de la mortalité dans l'ensemble du tiers-monde : égale ou supérieure à 40 pour mille jusqu'ala, celle-ci est tombée à 10 pour mille en moyenne en 1987 par l'amélioration du niveau de vie, des conditions d'hygiène et de santé publique. En vingt ans, les pays qui ont gagné autant d'années d'espérance de vie que l'Algérie sont restés forts : dans les années 1965-1970, la natalité dépassait 40 pour mille partout sauf en Asie orientale.

Cette fécondité a diminué depuis
(tombant de $\frac{1}{2}$ enfants par femme
4,2 en moyenne $\frac{1}{2}$ 1980-85, et à
3,8 maintenant). Le rythme de croiss-
sance a diminué depuis les années 70,
de 2,1 $\frac{1}{2}$ par an à 1,7 % aujourd'hui
et même à 1,6 % pour les années 90,
pour retomber à 1 $\frac{1}{2}$ d'ici à 2030,
selon les projections de l'Banque
Mondiale. La population mondiale
à vitesse croissante - la $\frac{1}{2}$ propor-
tion de jeunes dans l'ensemble du
globe - la population - globale
gagne $\frac{1}{2}$ millions d'habitants chaque
année en projection - un million
l'année - la décennie suivante,
par la division $\frac{1}{2}$ la population
Nations unies, dépasseront les
d'habitants à la fin de
décennie, l'on attend $\frac{1}{2}$ 8,5 mil-
lards - 9 milliards -
Cette augmentation $\frac{1}{2}$
95 $\frac{1}{2}$ les pays $\frac{1}{2}$ développement.

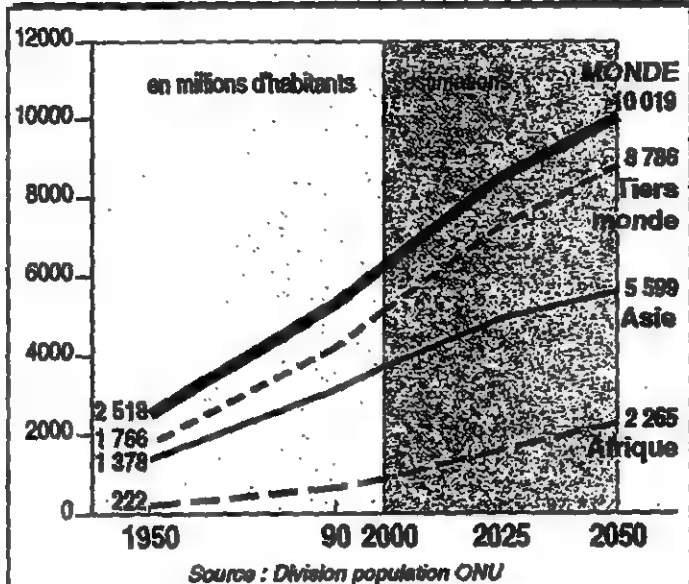
l'Asie - l'Afrique latine et le Moyen-Orient : pour l'Afrique, par exemple, les projections de population en 2030 vont de 1,7 à 2,9 milliards d'habitants.

Mais, en pleine croissance, selon
rues les hypothèses les plus basses,
entre les difficultés qu'elle rencontre
en matière d'emploi, d'éducation et
de santé, les pressions sur
l'environnement naturel. L'insensibi-
lisation de l'agriculture, la absence
d'amélioration des techniques et
accroissement des intrants, peut
entraîner une surexploitation des

voire, on le connaît dans
certains d'Afrique, le
ment, l'épuisement des
dégradation en

De plus, **faute** de travail **de** **terres** cultivables, les ruraux viennent gonfler les villes du tiers-monde. Les métropoles sont débordées : dans les prochaines décennies, la population **des** augmenterait de 1,6 % par an en Amérique latine, **et** 3 % en Asie et 4,6 % en Afrique subsaharienne, selon les calculs de la Banque mondiale. En 2030, **les** **metraient** plus de 60 % du total, contre 30 % aujourd'hui : le tiers-monde compterait dix-sept fois plus de 10 millions d'habitants. Une situation **favorable** d'énormes besoins **d'accroître** la demande **en** **habitat** d'urgence.

GUY HERZLICH



La partie tranchée du graphique correspond à la projection démographique estimée par l'ONU.

Effet de serre et « trou d'ozone »

par Haroun Tazieff

[illegible]

Cette affirmation **contredit** la **véracité** de nombreux scientifiques de haute qualification **contestent** formellement que l'injection **de** gaz carboniques, **qui** n'a **aucune** signification chimique **française**, **sinon** anglaise, **et** **que** le gaz carbonique **est** l'effet de **serre** naturel joué par l'atmosphère. L'essentiel de l'effet de serre atmosphérique **est** dû à la vapeur d'eau. **Et** non **pas** le gaz qu'actuellement **on** est **en train** d'accuser **de** provoquer le réchauffement climatique : le méthane, le CFC, le CH4, le CO2.

Une preuve de la différence
de température maximale
diurne et de température
minimale d'une part région
humide, l'autre région
aride : en zone équatoriale,
en vapeur d'eau, l'écart est de l'ordre
de 10 à 12 degrés, dans
une zone désertique, d'une cinquantaine
de degrés. C'est énorme
d'un ordre de grandeur. Or,
c'est la différence de température
qui est due au carbone, qui
concerne l'effet de serre, et d'environ
0,03 °C par siècle. Les types de climat
diffèrent donc dans l'est, partout, du
pôle nord aux latitudes intermédiaires
et dans l'ouest, du pôle sud aux latitudes

qu'au-dessus de l'Everest. La différence d'un ordre de grandeur entre l'effet de serre observable en zone tropicale et en zone équatoriale ne relève donc nullement d'une différence de la teneur en CO₂ mais en H₂O : la contribution du CO₂ (et du CH₄, et des CFC) à l'effet de serre est en fait insignifiante. L'eau en H₂O, au contraire, est primordiale.

[illegible]

D'autre part, le scénario catastrophique de la fonte du pôle Nord par l'effet des glaciers est basé sur ce réchauffement de la planète relative à l'ère glaciaire, qui ignore la physique des glaciers de l'Antarctique et du Groenland : une température négative (au-dessous du zéro) fait plusieurs fois plus vite fondre un glacier par les hauteurs de la troposphère qu'il ne le fait au niveau du sol. On finira donc par constater que les glaciers de l'Antarctique et du Groenland ne fondent pas plus vite qu'il y a 100 ans, d'une glace à -20°C à -60°C.

Only ~~travels~~ science-fiction is
dependant ~~on~~ largement ~~on~~

■ ■ ■ ■ ■ **médias du monde**
depuis une vingtaine d'années, Le
catastrophisme se vendant incom-
parablement mieux que son
contraire, ni le pouvoir de groupes
■ ■ ■ ■ ■ pression aussi transnational
■ ■ ■ ■ ■ puissants interdisant pratique-
ment de s'exprimer publiquement
aux scientifiques compétents et res-
pectueux de l'éthique désireux de
rétablir la vérité, l'énorme canal de
la menace mondiale que représen-
tent le gaz carbonique et les chlo-
rofluorocarbures est parvenu à être
non seulement pris en considération
par les responsables gouvernementaux
■ ■ ■ ■ ■ mais aussi par les journalistes, aussi
■ ■ ■ ■ ■ incertains que les sont les hommes
politiques par des sophismes pseudo-
scientifiques.

L'autre controverité admise par la communauté scientifique est la destruction de l'ozone stratosphérique par les CFC. Or, l'ozone est continuellement engendré dans la stratosphère par l'action sur l'oxygène de l'air des rayons UV du soleil : de l'aube au crépuscule, l'ozone (O₃) est continuellement formé par rayonnement UV.

Dans les régions polaires, où le
nuit dure environ 10 mois, chaque
hiver voit s'atténuer la proportion
d'ozone (qui n'est jamais que 2
quelques parties par million). L'Antarctique, le 1000 m de la calotte
glacée, est à 1000 m de la calotte
glacée, qui recouvre le continent
entier, le 1000 m est beaucoup plus
faible que sur la banquise arctique,
laquelle n'est jamais qu'une pellicule
mince de quelques mètres à peine
au-dessus de la glace. On estime
à 3 000 m de profondeur, où la
quantité de calories est donc
incomparablement plus élevée que
dans l'Antarctique. Cela a des
conséquences météorologiques très
importantes, car l'air qui se réchauffe
à l'océan atmosphérique, qui
donnent ainsi naissance à des
vents d'ouest, dont les vents du
nord-ouest sont les plus larges
et les plus violents, les plus
chauds, mais fin d'octobre.

Vous avez peut-être remarqué que ces images du trou d'ozone ne sont pas montrées en décembre, en janvier ni en aucun mois : c'est que, le soleil remontant sur l'horizon

POLLUTION

L'engagement de la Communauté européenne, annoncé à tout juste six mois, ramènera en l'an 2000 les émissions (à part thermique (dioxyde de carbone) des Douze à leur niveau de 1990 - en pratique, donc, de les réduire - apparaît de plus en plus réaliste aux spécialistes. Les rejets de CO₂ dans l'atmosphère (2,3 tonnes par habitant en par an dans la CEE) sont condamnés à augmenter dans la Communauté d'ici à la fin de la décennie. Une réduction ne pourrait pas intervenir avant 2010. Il n'y a pas de meilleur des deux mondes.

RONIE du sort, la première
de l'industrie. A la croire les
combustions d'une étude
confidentielle le *Wall Street Journal*,
Communauté et dans la quoti-
dien américain *the New York Times*,
les émissions de CO₂ d'horizon
ne devraient être stabilisées, seront
supérieures de 3,5 % à un niveau
qu'elles atteignent dix ans en avan-
çant. Taxer (à hauteur de 10
dollars par baril) les importations d'énergies
fossiles étrangères et rendre les res-
ponsables des émissions de CO₂ -
essentiellement le charbon - les
hydrocarbures liquides et les gaz -
n'aurait pas les effets dissuasifs
économiques que la Communauté

L'étude menée par Bruxelles suit en fin de compte relativement optimiste comparée aux conclusions d'un rapport *European Council* et tout *confidentiel*. Son *sans appel* : « les scénarios actuels, même relativement optimistes, conduisent à une augmentation de *des émissions de CO₂* de *Communauté* ».

de départ de l'étude, projections énergétiques pour l'Europe à l'horizon 2010. Elaborée

par la Commission de Bruxelles, elles — bates sur une prévision de — économique de 2,7 % (un chiffre qualifié — raisonnablement ambitieux), — politique les — de l'énergie «volontariste» (l'intensité énergétique, c'est-à-dire le rapport — la consommation énergétique et le PIB, baisserait de 1,7 % par an). Quelles parties de ce cadre fant-liciel pour déboucher sur une stabilisation du CO₂ d'ici à l'an 2000?

Le gaz nébuleux

Le charbon voué aux gémonies, le pétrole critiqué de tous côtés, le nucléaire indétritable partout : presque : ne reste plus que le gaz, avec son image de **saute-mouton** d'énergie « propre ». Mais la production, pour boucler le bilan énergétique de l'Europe et stabiliser les émissions de CO₂, devrait croître de près de 9 % par an dans la communauté. Elle passerait à 210 millions de tonnes équivalentes pétrole actuellement à 490 millions par l'an 2000.

Impossible, rétorquent les auteurs de l'étude : « **Si les gisements mondiaux semblent capables de répondre à une telle demande, écrivent-ils, cet accroissement de près de 15 % n'est pas envisageable en dix ans.** Une solution consisterait à fixer la consommation par de

millions de TEP en l'an 2000 pour la Communauté (soit une hausse de 33 %). Mais elle supposerait de ramener l'intensité énergétique à 2,2 \$ par an durant cette décennie. Au cours des années pétrolières, l'Europe a atteint de tels résultats mais dans un contexte de prix élevés. « Il est peu vraisemblable que nous soyons capables de reproduire de tels résultats sur une période plus longue », concluent les auteurs de l'étude.

Bref, pour l'an 2000, les jeux sont faits. En revanche, rien n'est joué à l'horizon 2010. Réduire l'échec à 10 % des émissions de CO₂ par rapport à leur niveau de 1990 est donc quasiment impossible. A moins d'adopter des technologies nouvelles, la route est des plus simples : réduire au minimum la consommation de charbon (pour la ramener à 150 millions de TEP en 2010, contre 235 millions en 1990), freiner celle de pétrole (à 435 millions de tonnes), doper celle de gaz autant que faire se peut (350 millions de tonnes), favoriser les économies d'énergie (intensité énergétique ramené à 2 % en survalue) et développer vigoureusement le nucléaire de toute façon qu'il représente en 2010 la moitié de l'électricité produite en Europe, un tiers actuellement. La tâche est rude.

JEAN-PIERRE TUQUOI

Huile d'olive, olives de bouche
■ novembre | janvier, après la
récolte, les olives sont traitées
méditerranéennes et traitées
précieuses olives. Pour
l'environnement c'est souvent
une catastrophe chaque
renouvelée. Chargées en métaux
organiques azotés, en phos-
phate et en potasse, les extraits
des olives sont rejetés sans aucun
traitement dans les rivières.
■ Italie et en Grèce, deux impor-
tants producteurs d'olives, le
volume des eaux usées non traitées
équivalait à une population de
■ millions d'individus », explique
un spécialiste. Mince consolation
le désastre écologique se limite à
quelques mois.

Le traitement des eaux usées d'origine urbaine, lui, se pose toute l'année. Pour le cro-

En France, d'incontestables progrès ont été réalisés pour le traitement des eaux usées, en particulier entre Manton et Marseille, mais Toulon, dépourvue d'installations de traitement, fait figure de point noir dans que le... l'étang de Thau. Pour la France... un tiers à peine... pollution brute émise... les collectivités... effectivement éliminées. L'Espagne as...

ansore moins bien lotie. Jeux
 olympiques au pas, []
 par exemple, [] traite que 20
 [] de [] rejette. En traile,
 métropoles comme Rome,
 Gènes, Naples devraient sans
 complexes dans la [] essentie
 de [] eaux usées. En Yugo-
 levie, aucune [] d'apuration
 d'envierure n'existe. []
 [] (mais le niveau de pollu-
 tion y est très bas). Athènes et
 Salonique ne sont que partiel-
 lement équipées. La situation est
 pire [] Turquie. Les
 eaux [] (8 millions
 d'habitants) sont déversées dans
 le mer de Marmara. A Izmir, où
 vivent près de 3 millions [] per-
 sonnes, un programme de 7 mil-
 liards de [] privoyant la pose
 d'un émissaire de [] kilomètres
 de long a [] lancé mais, depuis
 plusieurs années, [] travaux
 stoppés. Les [] aud []
 bassin méditerranéen - exception
 faite d'Iraël - ne sont pas plus
 avancés. [] Syrie, []
 Egypte, en Libye ou en Afrique
 du Nord, [] eaux usées []
 déversées [] mer sans [] traie-
 res.

Le problème est financier. Pour une ville de 20 000 à 30 000 habitants, le coût d'une station, d'épuration « de gamme » est évalué à 750 francs par personne. Et à 2 000 francs par habitant une station dotée d'un traitement poussé. Un luxe pour la grande majorité des pays du bassin

J.P.T.


SIRENE

SIRÈNE, La Source Sûre

pour sélectionner, enrichir, mettre à jour... votre fichier interne avec le fichier de toutes les entreprises françaises et leurs établissements.

La mise en concordance automatique. **Un service de l'INSEE**

DOCUMENTATION GRATUITE !
INSEE - Bureau 203 M - 18 Bld Adolphe Pinard 75675 Paris Cedex 14

Champs de prospectif INSEE

L'ASTRADUL
Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

هكذا من لامل

CULTURE

Louvre : pendant la visite, le chantier continue

Les 10 et 17 juin, le public est convié pour Napoléon, pour voir de près les travaux du « plus grand musée du monde »

Le « plus grand musée du monde » en devenant le plus long chantier du monde. Entamé en 1983, il ne devrait pas s'achever avant 1997. À peine inauguré une galerie, un hall, quelques salles, qu'une armée d'ouvriers prend possession d'une autre portion du bâtiment. Les baches dévoilent les façades blanches, là où on s'attendait à voir l'obscurité non avertie, la trou pour enfouir les débris du trou précédent, et ainsi de suite. C'est la règle. Les travaux de la cour Carrée et de la cour Napoléon ont été décalés. C'est à la cour Carrée d'être éventrée à son tour. À l'intérieur du vieux palais, la muséographie suit le déroulement de la course poursuite infernale. On s'attendait à disposer d'un plan d'une boussole pour un tableau.

Cat pendant les travaux, la grande difficulté de l'entreprise - les visites continuent. Parfois, au milieu d'une œuvre accrochée, on se heurte à une coulée de plâtre d'un plafond, ou à un tuyau d'égout. Le Louvre est un labyrinthe industriel où visiteurs et ouvriers jouent à cache-cache. On croit les peintures françaises définitivement logées à leur place. La salle d'entrée doit démentir à la fin de l'automne pour préparer les travaux de la cour Carrée. Ici les conduits sont posés, les parquets posés, un système de stores est installé pour atténuer la lumière. Sur les murs, on remarque des essais de peinture violente : rouge érythrée, vert wagon, bleu de Sienne.

Le décorateur vraisemblablement dans les salles rouges où sont exposés les grands David. Les

fenêtres à l'épreuve des balles (1,5 tonne chacune) s'ouvrent sur la cour Carrée. Du côté de la cour Napoléon, en effet, tous les grands monuments de la capitale, du Sacré-Cœur de Montmartre à Notre-Dame, du Panthéon à l'Opéra, du Centre Pompidou au Grand Palais.

Un dialogue difficile

Le chantier du Louvre est la rue de Rivoli, on aborde l'axe Richelieu, qui coupe le Louvre en deux. Les finances : 400 personnes, appartenant à une cinquantaine d'entreprises, s'activent sur le chantier. Le bâtiment, entièrement vidé, n'a conservé que sa carcasse. Les appartements du duc de Morny avec leur mobilier Napoléon III et leur décoration surdite en cours de restauration, les escaliers monumentaux. Les volumes ont été entièrement recomposés. Ioh Ming Pei, l'architecte de la Pyramide s'est personnellement chargé des plans du nouveau niveau qu'il a conçu avec une habitude sophistication technique. Une architecture discrète, dans la géométrie où l'œil n'est pas incité par un incandescence, les couleurs effacées, à la lumière zenithale répartie par un ingénieux système d'écrans. Il a unifié les deux ailes - la galerie qui doit recevoir la statue de la Liberté commandée par Marit de Médici, le somptueux escalier mécanique qui mène à la cour Napoléon.

Au-dessous, c'est Jean-Michel Wilmotte qui aménage les espaces voués aux objets d'art. Pour cette tâche difficile, l'architecte a sommé-t-il de concevoir un style, trop interchangeable, vers une épure qui doit beaucoup à la sobriété de Pei. Il doit résoudre le délicat problème des vitrines -



Le chantier du Grand Louvre : un labyrinthe industriel où visiteurs et ouvriers jouent à cache-cache

nombreuses dans le département (1) - dont le dessin est très rigoureux (sécurité, manipulation, etc.) - que l'ingénierie y trouve son compte. Pourtant, on ne peut pas s'empêcher de constater que les travaux, les volumes doivent imaginer l'accrochage des œuvres. Pour cela l'Établissement public du Grand Louvre (EPGL) leur a fourni des maquettes au 1/20. Certains mesurent 3 mètres de long. Ils y logent des tableaux réduits à la taille des vitrines, objets d'art et sculptures égyptiennes. Le dialogue entre architectes et conservateurs se révèle parfois difficile, surtout quand il s'agit de reconstruire l'environnement d'une œuvre.

C'est Michel Macary, vieux complice de Pei, qui est chargé de l'aménagement des trois cours où sera logé la grande sculpture (ouvrant en 1995 avec le reste de la cour Carrée). Cours aujourd'hui couvertes grâce à Peter Rice, l'auteur du projet d'un léger treillis d'aluminium. La première - accueillera les tableaux - les autres seront installés dans le courant de ce mois. L'entreprise chargée du transport de ces animaux de 20 tonnes porte le nom prédestiné de Bovis. Sous cette cour, 1 500 m² ont été dégagés pour loger les collections d'art islamique, en caisses

depuis des lustres du place. Les deux autres cours, plus vastes, rebaptisées Marly et Puget, sont destinées aux chefs-d'œuvre de la sculpture française. À commencer par les chevaux de Marly qui attendent, en caisse, dans le passage Richelieu.

Des surfaces d'exposition doublées

Une autre tâche qui fait communiquer la place du Palais-Royal - qui pourrait être réaménagée par Pei - avec la cour Napoléon dont la rénovation est presque achevée. Le public ne s'empêchera pas d'admirer le travail effectué : le chantier ouvrira ses portes les 10 et 17 juin (2). Les visiteurs constateront - près - que leurs deniers n'ont pas été dilapidés. En 1997, le Louvre, qui aura doublé ses surfaces d'exposition (60 000 m² pour une surface utile de 130 000 m²), aura coûté plus de 6 milliards de francs. Il faut ajouter à ce chiffre 1 milliard d'investissements privés (pilotes par la Caisse des dépôts et consignations) affectés aux sous-sols de la cour du Carrousel où se créent un parking (pour 220 voitures et 30 cars), un centre de voyage et du tourisme et les espaces commerciaux de la SARI.

A cela il faut ajouter 250 millions de francs nécessaires à la remise en état du jardin des Tuileries. L'EPGL, que l'on avait accusé de

vouloir « rentabiliser » le jardin en multipliant les aménagements commerciaux, dément formellement avoir voulu un tel but. Mais Jean Lebrat, son président, présente comme une victoire l'accord passé avec les forains qui ont depuis plusieurs années l'allée des Follies : « Nous leur accordons 9 500 m² au lieu de 15 000 m² dont ils disposent actuellement, explique-t-il. Nous veillerons également à ce qu'ils n'installent pas d'attractions trop volumineuses. Et lorsqu'on lui fait remarquer que le passage de lourds camions nécessaires au transport des grands décors d'être préjudiciable aux arbres du jardin, il fait remarquer, en plaisantant à demi, que « l'endroit où les arbres poussent le mieux en France, c'est le bord des routes ».

Reconstruire

la passerelle Solferino

Une rampe supplémentaire sera sans doute indispensable pour la reconstruction de la passerelle Solferino (environ 1 million de francs). Celle qui, depuis le début des années 60 - a dû être définitivement fermée à toute circulation depuis une semaine. Heureusement, une commission avait déjà été lancée auprès de huit architectes. Le choix du lauréat devrait être connu dans les prochaines semaines. On ne sait pas quel sera demain, le budget de l'EPGL, dont le budget est de 500 millions de francs. Certains posent la question d'un établissement public, type Beaubourg, chargé de la gestion des Tuileries et même de l'Orangerie.

Cette proposition, qui a l'avantage de la cohérence et de la simplicité, a des inconvénients. Le poids de la Réunion des musées nationaux (RMN), bras commercial de la Direction des musées de France (DMF), chargé de répartir équitablement entre tous les musées, les rentrées des différents établissements, serait amoindri. Cette situation inciterait sans doute d'autres établissements - Orsay et surtout Versailles - à réclamer le même traitement. La DMF semble, pour l'instant, refuser la naissance de fédérations construites autour d'établissements prestigieux et riches de leurs millions de visiteurs.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Le budget « vieillesse » s'élève à 30 milliards de francs.
(2) Ouverture au public les mercredi 10 et 17 juin, de 10 h à 20 heures. Réservations tél. : 47-37-09-48.

CIRQUE

Achille Zavatta met la clé sous le chapiteau

AUCH

de notre correspondant

Les vieux cirques ne meurent jamais, mais les cirques de légende peuvent faire faillite. Après d'autres grands noms de la piste, Achille Zavatta vient de mettre la clé sous la porte du grand chapiteau, victime de contraintes économiques plus que de l'âge. Un moment convoité par Jean-Claude Senechal, l'industriel gerçois reprenneur de Lip, l'entreprise de spectacles a finalement été rachetée par Bernard Mazon, un agent immobilier de Cahors, lui-même passionné de cirque depuis sa petite enfance.

Première conséquence, le cirque Zavatta va suivre son nouveau propriétaire dans le Lot. Et la grande caravane va quitter la ville d'Auch, son port d'attache et d'attente, où, après chaque tournée en Europe, elle revient s'ancrer. Là, on réparait le matériel - une soixantaine de véhicules et un chapiteau de 1 500 places ; là, on laissait reposer les hommes - une quarantaine d'artistes. Il y aura une nouvelle tournée, et le cirque conserve son nom. Zavatta lui-même remontera dans la caravane itinérante.

Certes, on ne le verra pas sur la piste, qu'il a pratiquement abandonnée depuis 1985. Son fils Frank, seize ans, jongleur de talent, assure la continuité d'une famille dont l'origine, valétienne, remonte au treizième siècle.

Des maux bien connus

Il reste à savoir si le cirque authentique a sa place aujourd'hui. Ses maux sont connus : charges salariales et structurelles lourdes, un public dispersé, une concurrence qui, après avoir fait faillite à Achille avec « La piste étoilée », s'est aujourd'hui posée en concurrente directe. L'un des derniers, Achille, a même, son épouse, ont bien voulu bouleverser la tradition en introduisant un orchestre mariachis dans leur spectacle, « Viva Mexico ! » en vala.

Adieu, à soixante-dix-huit ans (dont près de trois quarts de siècle de piste), Zavatta reprend la route. DANIEL HOURQUEBIE

THEATRE DE L'AQUARIUM CARTOUCHIERE

PIRANDELLO

L'ETAU JE REVE...
mise en scène mise en scène
Jean-Louis Benoît Didier Bezace

avec les Comédiens Français

Coproduction Comédie-Française/Odéon-Théâtre de l'Europe

12 mai - 21 juin 43 74 99 61

Le Concert d'un Soir

HIGELIN

LUNDI 1^{ER} JUIN
À 21H

PRESENTATION
FRANCIS ZEBUT

RTL

MUSIQUES

La guerre des bandes

Polygram annonce la commercialisation de la cassette numérique au standard européen

La commercialisation de la cassette numérique et des appareils conçus pour la lire et l'enregistrer inventés par Philips (la DCC) est prévue pour septembre 1992. Les premiers artistes qui enregistreront leur répertoire sur la cassette compacte digitale sont : les albums de Claudio Abbado, Seiji Ozawa, Maurizio Pollini, Vladimir Ashkenazy, Sir Georg Solti, Dire Straits (qui fut le premier groupe à enregistrer sur compact), Elton John, The Cure, Nana Mouskouri, Diana Ross, Suzanne Vega, Milane Farmer, Ella Fitzgerald, Stan Getz, Johnny Hallyday, etc. seront disponibles en DCC.

Les grands principes auxquels se rallient les majors de l'industrie de la musique pour empêcher la commercialisation à grande échelle de la cassette numérique (la DAT) lancée par les Japonais, il y a cinq ans, sont donc aujourd'hui bafoués. A l'époque, les éditeurs de disques avaient mené une campagne de presse tout azimutée en prétendant un savoir confusionnisme entre la Dat et le CD, alors que ce nouveau support devait simplement remplacer la minicassette analogique essouffie technologiquement, comme le disque compact avait remplacé le microfilm réchagé dans son principe depuis Charles Cros et Thomas Edison.

Mieux, ils s'étaient ligés pour ne pas commercialiser de programmes musicaux sur le support inventé par le Japonais Sony en prétendant que les copies de CD réalisées sur DAT ouvraient grandes les portes au piratage, puisque elles ne pouvaient être décodées de l'origine.

Contraints et forcés, les Japonais avaient introduit un système

empêchant les copies de copies. Rien n'y a fait, la DAT a, pour le moment, raté son entrée sur le marché de masse même si Sony s'est, entre-temps, rendu acquiescent de CBS et de ses filiales. Le Japonais n'a pas oublié son combat perdu dans la vidéo : son standard Betamax n'avait pas davantage pu s'imposer face au VHS de JVC que ne l'avait pu le V-2000 de Philips. Son marché est, aujourd'hui, limité au domaine professionnel, un chemin qui semble prendre la DAT.

Les consommateurs feront une fois de plus les frais de cette guerre de VHS face à l'époque, nous le verrons, que ses concurrents. Car les performances techniques théoriques de la DAT supportent soit supérieures à celles de la DCC européenne : les deux seuls avantages de cette dernière résident dans le fait que les microcassettes DCC pourront lire les anciennes cassettes analogiques (mais pas les enregistrer) et qu'il est possible de la dupliquer à grande vitesse.

Il est instructif de constater que, dans son communiqué, Polygram tombe dans le travers dénoncé naguère en affirmant qu'Abbado, Ozawa et Pollini enregistreront leur répertoire sur la DCC, induisant du coup l'idée qu'il s'agit d'un nouveau support amené à se développer indépendamment du CD, voire à le concurrencer. Le jour du lancement du CD, à Salzbourg, lors du Festival de Bâle 1982, M. Morin, patron de Sony (co-inventeur du CD avec Philips) n'avait-il pas annoncé : « nous ignorons encore sur quels supports nous enregistrerons et écouterons la musique dans quinze ans ? » Sony ne travaillait-il pas à la commercialisation d'une cassette numérique enregistrable ?

ALAIN LOMRECH

Accident chez Molière

Un metteur en scène venu de Pétersbourg met les acteurs maison en panne sèche

Événement rarissime : à la Comédie-Française. ■ publics, malades d'ennui. ■ par grappes. Il s'agit de ■ masqué, de Mikhaïl Lermontov, mis en scène par Anatoli Vassiliev. ■ présentations s'achevent devant un tiers de salle, pas plus. Pourquoi ?

La pièce, son [] Le [] du beau monde. en 1830. Pétersbourg, palais, grands salons, bala, bijoux... [] aimant déjà... plus grand d'entre eux... [] se disputait en duel. Un inconnu « vingt-trois ans. Lermontov, écrit sur-champ [] vers pathétiques, qu'aux obsèques de Pouchkine on s'arrache [] feuilles volantes. C'est la gloire, mais l'exil (quelques années au Caucase). [] puis Lermontov rentre à [] Alferakia [] le fils de l'ambassadeur de France (Pouchkine [] été tué par un Français) : duel, puni d'un [] exil. Lermontov publie alors, en 1840, [] [] [] temps, le premier val grand roman russe (mais l'immeuble [] [] [] [] [] [] qui va suivre en 1842, ne doit rien à Lermontov). Et c'est le second duel. En 1841. Il y a vingt-sept ans

Avant le coup de théâtre du poème sur Pouchkine, il avait tâté de théâtre, pour voir. Un essai de débutant. Il avait écrit une *masqué*, une pièce un *composite*, un *disparaté*. Il fut refusé. Il se récrivit, sans plus de succès.

L'intrigue. Une jeune femme

L'intrigue. Une jeune femme

belle et fidèle, Nina Arbenina, un
 jour par son mari : le jalou-
 sie. C'est une méprise, mais les
 mouvements d'un tel masque
 Nina a l'air tomber, et y faire
 attention, un bracelet.
 Quelques minutes plus tard, une
 autre belle dame, la baronne
 Strahl, enlève son bracelet, puis
 se penche devant un masque
 masque grand et brun, l'estrade
 une un casqué ou une une
 pelouse. « Ah ! un enflamme,
 un concubine, il est en
 prison. A un beau masque le prince
 Zvezditch, la baronne confie le
 bracelet. Et c'est là l'origine du
 meurtre : le mari, Arbenina, ne
 croire que Nina et le prince... »

Le style faussement intrigué, mi-vaudeville, mi-mélodrame, entre des scènes de jeu (on jouait nuit et jour le mal et le tour, le bas), des scènes d'analyse de l'âme (on se poursuivait pour un oui, pour un non), se rajoutent des couplets style « confession d'un enfant du siècle », et aussi des variations sur des imaginaires et réels, des non-masques, des masques dramaturgiques et du jeu de l'acteur anglais, espagnol, français...

Elle m'a même l'air peu ou pas du tout négligeable, puisqu'elle est de Lermontov, maître novice. Mais elle est en russe, jouée en Russie, c'est un grand bonheur. D'autres grands romanciers, en Europe, ont écrit des pièces sans avenir (chez nous Balzac, Flaubert, etc.). Meyerhold, nous dit le programme du Théâtre-Français, a mis ce même *Don Quichotte*. Oui, mais sans les éléments du scénario renommés, sans exception, nous choisis parfois les pièces man-
quées.

■ l'autre, désavolture souriante du ton, acrobaties d'allitérations : les princes et les petersbourgeois de Lermontov s'expriment, ici, par une sorte de pastiche farfelu du convoi Hugo-Musset-Rostand-Gautier.

Exemples :

*On gratte les deux kopecks
la famille vous aime à mort.*

On vient de me livrer
cinq lévriers du meilleur pedigree.

Il faudra bien qu'un ~~MAINT~~ le
- ~~fi~~
il a fait sept ans de Caucase...
de suite, mais entre les deux

d'œil comme ceux-là, le dialogue est tout de même assez gauche :

Et le soupçon est là... La chose
[est dite!
Et tout cela ne vient que de mon
thorax...

Moins si les gens ont des problèmes de conduite.

Ritrait de vous le monde au grand
[complet.
André Markowicz, ~~un~~ bilingue, s'est fait ~~un~~ récem-

ment par ses traductions on ne
trouve plus **Trilby** de Dostoïevski,
très bien écrites. Mais, cette fois,
Lermontov a la voix d'un
Cyrano faiblard. Ce n'est pas que la pièce paraisse
d'un esprit trop parisien - en fait

■ bal masqué ■ Pétersbourg, en 1830, ■ bien plus proche que l'on ne croit d'un bal faubourg Saint-Germain (de même que ■ films d'Evgueni Bauer tournés en 1915 ■ que la grande bourgeoisie russe était la même, avait la même vie que l'anglais ou le français). Non, c'est une question

toire. Il place les acteurs très loin, les fait s'exprimer très bas, de dos, en passant. Ensuite, et c'est plus curieux, plus pervers, il insère, dans le corps même des phrases, des diversions, des trous d'air, des pannes, des zones d'anticorps, d'antitextes, si bien que le dialogue apparaît comme « auditivement » bouffé aux mites. Le langage ne passe pas, n'arrive pas. C'est lettre morte. C'est voix morte.

Or ce spectacle ■ ■ ■ présente pas, n'est pas reçu ■ le public comme ■ pantomime, ■ vision, un mirage. ■ ■ ■ voix ■ ■ ■ ou lointaines, à la Bob Wilson. Ni comme ■ ■ ■ méditation sous-alimentée, sous-exprimée, mais ■ ■ ■ dense, très forte, il a Claude Régy. Non, ce ■ ■ ■ masqué reste, malgré tout, du « théâtre parlant » ordinaire. Mais cassé. Le panno ■ ■ ■ lue.

Ce vide, cette surdité, tout d'autant plus déroutants qu'Anatoli Vassiliev ne s'est privé d'aucun atout : scène géante, luxe exceptionnel : costumes, accessoires, éléments multiples de décoration et d'éclairage... Tout cela pour l'épate seule, sans substance réelle.

Comme _____ les acteurs ?
Ils sont _____ obliérés par les
partis, pris du spectacle. _____
_____ de la dimension. Jean
Luc Boutté, Valérie Dréville,
Catherine Salviat, Jean Dautremay,
font de leur mieux, emprisonnés
comme _____ mouches dans un _____
de virtuosité qui les dissout, _____ efface.
Richard Fontana, souffrant, _____
d'abandonner, _____ la deuxième
présentation publique, _____ rôle : la
_____ de cette absence assombrit
le jeu de l'ensemble, _____ que le
théâtre, et _____ grandeur, c'est cela
aussi : tout ce que les acteurs, dans
leur _____ intérieur, vivent, qu'ils
_____ nous avouent pas.

MICHEL COURNOT

► TEL : 40-16-00-15

Paris, quartier d'été

Festival créé en 1990 sur l'initiative du Jack Lang et confié à Patrice Méthont, Paris, quartier d'été, a rempli sa mission : prouver qu'est-ce que la capitale un public mondial. Il y a eu d'abord le triomphe du Remaysen, puis, l'année dernière, ceux de *Variété* de Louis de Funès par Royal de Luxe avec la Mousa Negra, de *L'Arlequin* de Strehler, des tragédies grecques jouées en anglais par André Bernard, des danses roumaines, de Miroslav Monik, de la Voïvode, Drmesko... Sans oublier les concerts de musiques du monde, sous le kiosque du Luxembourg.

Le festival s'installe ■ nouveau,
■ 11 juillet au 9 août. Pour des
■ pratiques ■ dates ■

légèrement élargies : même si
son attitude il comporte davan-
tage de manifestations en plein
air, il travaille avec les institu-
tions - qui sont moins méfian-
ces - et dépend de leur

Il dépend aussi d'une subvention qui n'augmente pas : 5,5 millions de francs. Le budget total garantit le spectacle. Le reste vient des sponsors, et des restaurants. Mais le prix des places va de 50 F à 100 F (150 F pour une seule nuit tzigane) et plusieurs manifestations sont gratuites.

Du 11 juillet au 15 août, tous les jours sauf les mardis, de 10 h à 17 h.

européen, de Léon Dahan et
Loren Nasai, aux lancements pré-
sents aux planos-girafes, les
kubikobes... Du 11 juillet
au 9 août, tous les jours sauf
mardi de 13 h à 19 h, au parc de
La Villette, un Village de villages,
architecture et culture de
deux ansées norvigiens. Pia
Myrøld et Randy Naylor. Du 11
au 21 juillet, il y aura du théâtre
de 21 h à 1 h du matin au Pas-
sage du Nord-Ouest. Les 11, 12,
13 juillet, toutes les musiques
tziganes se donnent rue de
à l'Opéra Garnier, à partir de

Les 17, 22, 25 juillet, les 3 et

8 août, au **Cirque d'Hiver** :
20 h 30, un concert popu-
laire avec l'Orchestre de Paris,
avec V. Vissotsky, Moscou et Vla-
dimir Spivakov, Barbara Hend-
ricks. Du 18 juillet au 1^{er} août,
à **La Villette**, cinéma : les grands
classiques du péplum. Du 18 juillet,
au 9 août, au **Cirque d'Hiver**,
à 20 h 30, une représentation de
Chellott, un endroit
inconnu, mystérieux, fascinant.
L'exposition des **Arts étonnants**,
organisée par Michel Reilhac,
avec des installations inédites.
Du 18 juillet au 9 août, au parc
des **Vignes** : Du 20 h 30, un
concert baroque et pratiqué par
un orchestre forcé de **Cirque**.
Du 21 au 22 juillet 8
h 00, 10 h 30, un **concert**.

Du 27 juillet au 1^{er} août, Naples met au centre Georges Pompidou le 30 et 31, avec deux spectacles, un orchestre de travestis, deux chanteurs, et une exposition de photos. Du 14 juillet au 1^{er} août, il y aura une exposition gratuite au kiosque du Luxembourg. Après les fêtes de la Défense, du 30 juillet, le *Napoli* d'Abel Gance dans une copie restaurée, accompagné par l'orchestre du 1^{er} régiment de la Défense, sera le plus grand événement du monde (d'une hauteur d'étages) en deux parties les 28 et 30 juillet, en intégralité le 31.

Les 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8, il sort
du parc de La Villette 17 h et
18 h, la Baraque Musées de
Georges Aperghis. On pourra
également voir un **concert** et
une **exposition** bien que bri-
annique dans le jardin de
Palais-Royal,
des **musées**, découvrir
les **jardins** de Paris, se promener la
nuit dans les **musées**, participer
des **jeux littéraires**, **visiter** les
spectacles **de rue**, du 22 juillet
au 8 août.

► Renseignements : Paris,

10-28-40-33.

Une sortie de pastiche

Passons au metteur ■ scène.
Anatoli Vassiliev ■ un artiste par-
ticulier, ombreux, de Saint-Pé-
tersbourg, auquel le public sur-
chauffé d'Avignon ■ réservé ■
1989 un accueil enthousiaste ■
qu'il présentait une mise en scène
de Pirandello construite d'une
suite de gros effets-gas ■ répétitions
et de gros écartés d'égas ■
origines. Un bon écarté d'égas ■
aujourd'hui. La politique d'ouver-
ture Laurent Millaud, qui consiste
à confier plusieurs de nos grandes
scènes, et une part ■ du bud-
get, à des artistes d'ailleurs, a
conduit Jacques Lassalle à inviter
Vassiliev. Millaud, si a ■
masqué, qu'il n'avait
monté lui.

Vassiliev n'est pas francophone. Il a retenu, ou il a accepté, la traduction d'André Markowicz, qui se fait en vers pittoresques, même, burlesques.

Effets de rimes comiques, astuces d'enjambements d'un vers

Les frères Gershwin triomphent aux Tony Awards

Crazy For You. La comédie musicale basée sur les chansons de George et Ira Gershwin, a remporté le Tony Award (récompense décernée par les professionnels du théâtre de Broadway) du meilleur musical lors de la cérémonie annuelle organisée le 31 mai à New York.

Le Tony de la meilleure pièce est allé à *Dancing at Lughnasa* de Brian Cullis et celui de la meilleure reprise à *Gyps and Dolls*, la comédie musicale inspirée par les nouvelles de Damon Runyon. Gregory Hines a remporté le prix du meilleur acteur dans un musical pour son incarnation du pianiste


Auctioneers
 March 7
 Monaco



 CHRISTIE'S




 Les
VERHAMPE
 à spectacle en alternance
 du 2 au 7 août
Les Frères ZENITH
 Renseignements pour
 Les Pieds dans l'eau
 et l'exposition
 Le Grand Ordinaire
 et le Petit Fleuve
40 03 39 03
 la grande halle

 Porte de Paris

France inter



**Collection Privée
d'Important Mobilier Français**

Hôtel Metropole Palace, Monaco
20 juin 1992 à 19.00 heures

Exposition
Paris, 1-5 juin 1992
Monaco, 17-19 juin 1992

Renseignements
Paris, Laurent Prevost-Marcillanay au (1) 40 76 88 11
Londres, Charles Cator au (4471) 880 2355
Catalogues disponibles à Paris 11 Monaco.

Christie's
6, rue Paul-Bandry, 75008-Paris
Tél.: (1) 42 11 766 Fax: (1) 42 11 11 11
Park Palace, 98000 Monte Carlo, Monaco
Tél.: 93 25 19 33 Fax: 93 50 11 64

Aix-en-Provence, tél.: 96 43 11 11 — Bordeaux, tél.: 56 81 65 47
— Lyon: tél.: 78 43 72 44

CULTURE

FESTIVAL

Les vertus du métissage

Bilan de cinq jours de musiques à Angoulême

ANGOULÊME

de notre envoyée

A quoi sert un festival de musiques ? Celui d'Angoulême (dix-sept ans d'existence, une réputation de précurseur, un succès bien négocié du jazz aux musiques du monde) n'aura peut-être pas répondu à la question cette année, mais il aura au moins esquissé les contours d'une période charnière. Triomphant l'an passé avec une grosse programmation de jazz africain (African Jazz Pioneers, Dolly Rarhebe), il est, pour son édition 1992, resté sage. Il y avait bien sûr des découvertes : deux groupes de reggae guyanais, une bonne tenue, mais sans originalité profonde (Universal Youth), Wolfgang Putschig, cofondateur du Vienna Art Orchestra, la philosophie d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier.

Les risques pris en solitaire, l'obligation de l'indépendance à l'égard de la renommée, les musiques populaires françaises au plus à l'ordre du jour. L'année parce que, même si le budget est parfois en légère augmentation (5,5 millions de francs pour Angoulême cette année contre 5 millions de francs l'an passé), tout coûte cher. Par exemple, les cachets des artistes, les « stars de la série » en particulier, victimes d'une surévaluation de la part d'organismes qui fonctionnent en réseau, quitte à partager les coûts de court.

Angoulême a-t-elle rejoint l'Europe ? Le Festival du World Music, qui a débuté en 1991, une vingtaine de festivals de musiques traditionnelles ou métissées d'Europe. Elle a-t-elle rejoint l'Amérique ? Le Festival de jazz d'Amiens, leur directeur (Michel Orliac), pour Amiens, Christian Mouton pour Angoulême) ont conçu cette année une programmation très rapprochée. Ils ont aussi créé Indigo, le département world music de Label Bleu (1), un label né à la Maison de la culture d'Amiens et qui est un des premiers producteurs indépendants de jazz en France. Enfin, Angoulême a trouvé, depuis trois ans, une salle partenaire - le New Morning - pour un relais à certains artistes.

Arguments économiques, sûrement, artistiques. « Qu'est-ce qui pousse un musicien à venir du bout du monde pour donner une unique »

petite ville française ? » Christian Mouton, directeur du festival, le Malgache Justin Yili étaient en banquette partenaire, au Festival de la Chanson, le samedi 21 mai, le Rail Band de Bamako (en grande forme) à Amiens la même semaine, Wolfgang Putschig, Festival du jazz du Mans quelques jours plus tard, le 21 juillet, le Oudum, toujours dans une scène, et certainement plus convaincant en plein air, qui anime les jardins du Luxembourg pour Paris Oudum. Parallèlement, la force de conviction de nouveaux venus (petits, indépendants) sur le marché du disque, le label Silex qui vient de fêter sa première année d'existence, a permis l'arrivée de musiques françaises dans le cercle du métissage. Ainsi les cinq choristes de Donnisiana, les applaudissements de musique.

Désenclaver

les quartiers

Car il faut bien sûr réussir la conquête du public et le fidèle. C'est avant tout une audience locale qui assure la pérennité d'un festival. Les têtes d'affiche (John Mayall, Dee Dee Bridgewater, Jacques Higelin) font venir à Angoulême et attirent des milliers de visiteurs dans ses quartiers, à Angoulême, notamment, au festival terminait la fête conviviale et gratuite (Zap Mama, El Gran Combo de Puerto Rico, etc.). Une démarche suivie, et aidée, par des organismes officiels tel le V&S (Fonds d'action sociale) ou même par la Caisse des Dépôts.

Avec un taux de chômage atteignant 40 %, des revenus inférieurs à 4 000 francs pour 80 % des familles, dont beaucoup d'origine maghrébine (harkis), 35 % de moins de 25 ans, Basseau, ancienne cité d'urgence, est l'un des quatre quartiers DSO (Développement social des quartiers) d'Angoulême. Les mille positifs de la réhabilitation entreprise il y a huit ans commencent à s'y faire sentir. Les services ont poussé, et les bus circulent normalement jusqu'au centre-ville. Samedi 30, on y inaugurait la fresque réalisée sur un autobus par le peintre Antoine Dinguoï, un jeune d'origine africaine des quartiers du fleuve Marne dans la façade des Walling House. « Le Festival nous a aidés depuis 1984 », explique Brigitte Riocli, chef de projet de développement social urbain d'Angoulême. La décentralisation culturelle joue un rôle très important dans la prévention de la délinquance. Nous voulons aujourd'hui désenclaver ces quartiers. Les musiciens sont venus ici tout au long de la semaine, en répétition, ou pour les concerts. Ils ont permis aux habitants d'entendre l'École de musique (à Basseau), un lieu de rencontre-ville où ils n'auraient jamais mis les pieds autrement.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

FESTIVAL DE SAINT-DENIS 42 43 77 72

BRUCKNER / MAREK JANOWSKI
Orchestre Philharmonique de Radio France
3 juin à 20 h 30

ORQUE ET LUMIÈRES - 2 juin à 20 h 30

LE ROI DAVID / MESGUICH CASADESUS
Orchestre National de Lille - 10 et 11 juin à 20 h 30MESSE DE GOUNOD / HENDRICKS CONLON
Orchestre National de France - 11 juin à 20 h 30REQUIEM DE FAURE / ESPERIAN FLOR
Orchestre de Paris - 8 juillet à 20 h 30KENT NAGANO
Le Carnaval des Animaux - 11 juin à 15 h et 20 h 30DARIUS MILHAUD / TANANT MONNIER
Opéra de Lyon - 12 juin à 15 h 30, 13 juin à 15 hRICCIARELLI
Sinfonietta Fournillier - 12 juin à 20 h 30BOSSUET - DESARTHE / JORDI SAVALL
13 juin à 20 h 30LAMBERT WILSON / COLLARD FONTANAROSA
13 juillet à 20 h 30

Prix : de 50 à 200 F

CARNET DU Monde

Décès

Patrick et Françoise Acherhard, Acherhard et Mathieu, Odette et Eggen, Toute la famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Nora AEBERHARD, ancienne directrice des salons Elisabeth Arden, survenue le 29 mai 1992, en son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 2 juin, à 14 h 15, au temple Pentecost, 106, rue de Grenelle, Paris-7.

47, rue de Sévres, 75006 Paris.

Maria-Annik Boursault, Dominique Darnallac, Sa famille et ses proches, ont le chagrin d'annoncer à ses amis la disparition de

Jacques BOURSULT.

Les obsèques auront lieu à Compiegne, le 2 juin.

Dominique Darnallac, 39, rue de Paris, 60200 Compiègne. Maria-Annik Boursault, 17, allée des Eiders, 60100 Compiègne.

M. M. Poupert, son épouse, M. et M. Marcel Rabat, M. Suzanne Auscher, ont la douleur de faire part du décès de

M. Sofia POUPERT, née Valfide, survenue le 25 mai 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Cet avis tient lieu de faire part.

Les obsèques ont lieu dans le plus stricte intimité familiale.

M. M. Pierre HAAS et Jean-Pierre SANTIAGO, professeurs de philosophie au lycée Foch, à Rodez.

Le 30 mai 1992, M. Raymond LAFAYE, né Alfred Phérel, sous sa qualité.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Le Mans

M. Nicole Fraillon, son épouse, Patrick et Isabelle Fraillon, Laurent Fraillon, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. le docteur Jean FRAILLON, ancien chef de service d'exploration fonctionnelle au centre hospitalier du Mans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 5 juin, à 14 h 30, en l'église protestante de Strasbourg-Mendot, 144, route du Polygone.

Registre de condoléances.

L'inhumation se fera dans l'intimité au cimetière Saint-Louis.

14, rue des Mérovingiens, 67200 Strasbourg.

35, rue du Neufeld, 67100 Strasbourg.

Registre de condoléances.

Bénédicte et Olivier Pascal, ses parents, font part que, à l'occasion de l'anniversaire du décès de

Guillaume,

sa famille et ses amis se réuniront pour la célébration d'une messe en l'église Saint-Vigor de Marly-le-Roi, samedi 13 juin 1992, à 16 heures.

Anniversaires

Le 30 mai 1992, M. Raymond LAFAYE, né Alfred Phérel, sous sa qualité.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Christian HIRTH, son épouse, Patrick et Nicolas, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. le docteur Jean FRAILLON, ancien chef de service d'exploration fonctionnelle au centre hospitalier du Mans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 5 juin, à 14 h 30, en l'église protestante de Strasbourg-Mendot, 144, route du Polygone.

Registre de condoléances.

L'inhumation se fera dans l'intimité au cimetière Saint-Louis.

14, rue des Mérovingiens, 67200 Strasbourg.

35, rue du Neufeld, 67100 Strasbourg.

Registre de condoléances.

Bénédicte et Olivier Pascal, ses parents, font part que, à l'occasion de l'anniversaire du décès de

Guillaume,

sa famille et ses amis se réuniront pour la célébration d'une messe en l'église Saint-Vigor de Marly-le-Roi, samedi 13 juin 1992, à 16 heures.

Anniversaires

Le 30 mai 1992, M. Raymond LAFAYE, né Alfred Phérel, sous sa qualité.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Vous qui l'avez connue et aimée n'avez pas oublié pour elle.

Manifestations du souvenir

David Silberberg, à la mémoire de mon père.

Paul ESRIEL, assassiné à Auschwitz, le 2 juin 1944, ma mère

Sara, née Nusselberg, assassinée à Auschwitz, le 2 juin 1944, mon petit frère

Marcel, treize ans, assassiné à Auschwitz, le 2 juin 1944,

Janine Silberberg, née Dreyfus, à la mémoire de mon père

René DREYFUS, assassiné à Auschwitz, le 2 juin 1944, ma mère

Georgette, née Kahn, assassinée à Auschwitz, le 2 juin 1944, ma petite sœur

Huguette, seize ans, morte d'épuisement en avril 1945 à Auschwitz libéré.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

Tant que nous vivrons leur souvenir vivra en nous.

RADIO J DERANGE-T-ELLE ?

RADIO J, première radio juive créée en France, risque de ne pas voir autoriser d'ouverture par le CSA lors de sa première audition.

- Par son engagement démocratique et républicain
- Par sa fidélité aux valeurs du judaïsme
- Par le soutien à Israël
- Par son indépendance financière et politique

QUI RADIO J dérange t-elle ?

RADIO J - BP 433 - 75161 PARIS CEDEX 04 - TEL. 40 36 99 00

و كذا من رايه

ÉCONOMIE

Une réunion d'experts des sept pays les plus industrialisés à New-York

« La France a fait mieux que ses partenaires »

déclare M. Michel Sapin

A l'occasion de sa session spéciale, vendredi 29 mai à New York, le G-7 Council a abordé les problèmes économiques. Parmi les participants, M. Michel Sapin, ministre français de l'économie et des finances, a présenté un bilan de l'économie française et exprimé l'espoir qu'il place dans la future UEM (Union économique et monétaire).

NEW-YORK

de notre correspondant

Au moment-même où était connu le record de la balance commerciale française au mois d'avril, le ministre français de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, a

l'invité d'honneur G-7 Council, un organisme international informel qui réunit une centaine d'experts économiques et d'hommes d'affaires de premier rang, parmi lesquels d'anciens ministres ou gouverneurs ayant participé dans le passé aux réunions du groupe des sept pays les plus industrialisés.

A cette occasion, M. Sapin a souligné la croissance économique de la France au premier trimestre de cette année par rapport au premier trimestre de 1991 (+2,8 %) qui était la plus forte du G-7. Cette performance avait pu être réalisée sans détérioration de la balance commerciale. Evitant de parler du chômage, le ministre français a insisté sur les progrès accomplis en matière d'inflation et expliqué que le déficit budgétaire était à un seuil inférieur de 1 % du produit intérieur brut, soit un taux inférieur à la moitié du taux moyen des partenaires de la France au sein du G-7, exception faite du Japon.

Le franc par rapport au mark allemand depuis 1959, voire son appréciation au cours des derniers mois (la monnaie française a gagné plus de 1 % en avril par rapport au deutschemark), M. Sapin - qui avait écarté précédemment, au cours d'une conférence de presse, toute idée de réajustement monétaire - a préconisé une coopération des politiques économiques monétaires au sein du G-7 de façon à permettre à Sept de fonctionner avec une efficacité qu'il avait en le faire précédemment lorsque avaient été conclus - à New-York justement - dans le même Plaza où se déroulait la semaine dernière le G-7 Council - les fameux accords qui, depuis, ont servi de stabilisateur aux fluctuations de changes.

M. Sobchak

contre les stéréotypes

Au cours de sa réunion, coprésidée par l'ancien sénateur américain Edward Brooke et par l'ancien

premier ministre japonais Noboru Takeshita, M. Sapin a souligné l'extrême d'apprécier la situation économique de l'ex-URSS.

On a jugé les propos totalitaires contradictoires tenus par M. Andrei Vavilov, vice-ministre des finances russe, lequel compte beaucoup le soutien du Fonds monétaire international de la Banque mondiale, et par M. Anatoly Sobchak, le maire de Saint-Petersbourg.

Dénouant les stéréotypes que le G-7, mais aussi le FMI et la Banque mondiale, appliquent à la principale République de l'ex-Union soviétique, M. Sapin a souligné que certains voient comme un succès possible du président Boris Eltsine, a expliqué que la Russie, en raison de sa puissance économique, de sa puissance militaire, de l'absence d'écarts trop importants entre les revenus, « constituait » de figure totalement différente de celle des pays en voie de développement » auxquels ces organisations internationales sont censées appor-

ter leurs conseils pour peu que les pays conformes à leurs directives.

Cette session du G-7 Council, au cours de laquelle ont aussi été abordées les grandes questions économiques mondiales, les problèmes d'épargne, de déficits budgétaires, de flux de capitaux, mais aussi la situation particulière de l'Europe de l'Est, des pays du bassin Pacifique, d'Asie du Sud-Est, d'Amérique latine, aura permis de confirmer le peu de cas que la communauté internationale accorde au continent l'Afrique.

Pas une fois ce nom n'aura été prononcé au cours des débats, seule une intervention japonaise ayant permis d'entendre le « pays en voie de développement ». A croire que les « vrais problèmes » qui émeuvent en juillet prochain lors du sommet de Munich.

BERNARD MARTI

Le projet de loi sur les dépenses de santé

De nouvelles règles du jeu pour la médecine libérale

Les 108 000 médecins libéraux français doivent se préparer à changer d'époque. Jusqu'ici, l'assurance-maladie assurait le financement de leur activité et ne se préoccupait qu'encre d'équilibrer ses comptes. Adopté, le projet de loi discuté à partir du 4 juin les amène à s'auto-organiser et à revoir certaines de leurs pratiques afin de respecter des contrats d'objectifs négociés avec la Sécurité sociale.

Bien que son projet de loi se fonde sur l'accord signé le 10 avril entre la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), principale organisation des praticiens libéraux, et les trois caisses nationales (assurance-maladie, M. René Teulade, ministre des affaires sociales, va devoir batailler ferme. Pour l'instant, seul le soutien du groupe socialiste lui est acquis et l'hypothèse d'un recours à l'article 49-3 de la Constitution n'est pas exclue. Une fois son texte adopté, le ministre devra aussi convaincre le monde médical - y compris la CSMF, qui conteste la version législative du texte qu'elle a signé - que l'on peut contenir les dépenses de santé sans nuire à la qualité des soins.

La médecine organisée des dépenses de santé n'est plus une utopie. Le projet prévoit que, chaque année, les syndicats médicaux déterminent avec l'accord du gouvernement un « taux national provisionnel de croissance des dépenses médicales » pour la médecine libérale. Fixé à 7,09 % pour 1992, il ne devra pas dépasser, l'an prochain, 6,95 %.

6,95 %. Cette référence donne lieu à des objectifs de croissance pour chaque discipline. A l'échelon local, seront négociés des plans médicaux de maîtrise des dépenses adaptés aux réalités du terrain mais validés au niveau national afin de maintenir la cohérence de l'ensemble. Ces contrats locaux, établis par le conseil primaire d'assurance-maladie et des représentants des médecins libéraux élus et financés par une contribution des praticiens.

Chaque trimestre, les caisses établiront pour chaque médecin un pointage de son activité (honoraires et prescriptions). Rien ne se passe si le cadrage local établi pour la profession des dépenses d'une spécialité est globalement respecté. En revanche, en cas de dérapage, les unions locales devront apprécier le comportement de ceux qui auront franchi la ligne jaune. « Garantie de sa pratique », la profession devra donc désigner ses caisses primaires les praticiens devant faire l'objet d'une « contribution financière ». Celle-ci appliquera le tarif de la Sécurité sociale (secteur 1) et réduira la prise en charge de leurs cotisations sociales alors que ceux pratiquant la médecine libérale (secteur 2) devront rétroceder le trop-perçu.

Les imperfections du Meccano

Que se passera-t-il en cas de dérapage des unions départementales, c'est-à-dire si les références que les médecins locaux sanctionnés? Dans tous les cas, la discipline sera, l'année suivante, appliquée à la caisse primaire d'application purement et simplement la référence locale. En d'autres

termes, les dépenses imputables à quelques-uns des praticiens pénaliseront tout le monde.

Ce complexe Meccano est loin d'être parfait. On peut notamment regretter que la sanction individuelle n'intervienne qu'à partir du moment où la référence collective locale est dépassée, ce qui pénalise les « bons élèves ». De même, on peut sérieusement s'interroger sur la possibilité d'établir une parfaite cohérence globale entre les objectifs locaux et le cadrage national. En revanche, ce système ne mérite pas l'opprobre que le couvrent ses détracteurs.

Quelques-uns en effet n'hésitent pas à inquiéter inutilement l'opinion - et le corps médical - en affirmant qu'un fin « jeu de dupes » va soigner les malades si les objectifs sont dépassés. D'autres évoquent un « boycott » des malades les plus « coûteux ». Pour plusieurs raisons, cette version apocalyptique n'est guère convaincante.

En effet, le système n'est pas un complot; il ne vise pas à « poster » l'imposant pas d'enveloppe pré-déterminée mais des « bons directeurs ». D'ailleurs, l'activité d'un médecin n'est pas examinée du point de vue comptable; il sera tenu compte du profil de son clientèle et il est explicitement prévu que les praticiens récemment licenciés bénéficieront d'une relative mansuétude, de même que tout événement imprévu (épidémie de grippe, par exemple) justifiera un réexamen des objectifs initiaux. Enfin, cette mécanique repose sur un taux national certes élevé, mais la progression du « chiffre d'affaires » réalisés par les médecins libéraux par la médecine de ville (9,3 % en 1991 et 1990, 7,5 % en 1990) mais qui n'évoque en rien un quelconque « rationnement des soins ».

Le corps médical (qui vient d'obtenir une reconnaissance de son statut professionnel et la création d'un « conseil promotionnel ») sera incité à freiner l'inflation actuelle des dépassements d'honoraires par la pratique sans « le tact » et la « recommandation », ou à choisir le médicament le moins efficace thérapeutique égale. Pour les praticiens, il s'agit aussi de limiter les examens superflus et de résister aux exigences excessives de certains malades.

M. Teulade est néanmoins gêné par la polémique déclenchée par la CSMF, qui considère que le projet de loi s'écarte du compromis conclu le 10 avril. Alimentée par l'impression de certains articles de l'accord initial et les demandes du Conseil d'Etat, la controverse porte sur trois points. Selon les syndicats, le chiffre contenu dans l'accord (7,09 % pour 1992) ne concerne que les remboursements effectués par la « Sécu » et exclut donc les dépassements d'honoraires, la forte augmentation.

La spirale

des remboursements

Pour le gouvernement, l'accord porte sur l'ensemble des dépenses médicales « soumises au remboursement », ce qui englobe la totalité des dépenses, hormis les médicaments remboursés. La CSMF demande aussi la possibilité de créer deux collèges distincts (généralistes et spécialistes) au sein des unions départementales et s'inquiète de l'existence de « zones d'ombre ».

Aussi, la confédération a-t-elle multiplié les contacts avec les parlementaires. L'opposition afin d'amener le texte, quitte à donner à ses interlocuteurs gouvernementaux l'impression de revenir sur ses positions. M. Teulade a d'ores et déjà prévenu qu'il n'intégrera pas d'éléments restant en cause son projet mais il est disposé à revoir, à la marge, la rédaction de quelques articles.

Déjà admise plusieurs professions de santé (cliniques privées, infirmières libérales, ambulances, biologistes), la maîtrise des dépenses de santé à partir d'objectifs « réalistes » apparaît aujourd'hui comme le seul moyen d'en finir avec la spirale infernale des dépassements. L'objectif est la maîtrise de la dépense, en fin de compte, à réduire le niveau de la contribution sociale. Français. Ce projet de loi, qui se rapproche de la situation en vigueur en Allemagne, est la rémunération des médecins par la Sécurité sociale. Il implique la réalisation d'objectifs « réalistes » - implique une vraie révolution dans l'organisation actuelle de la médecine libérale.

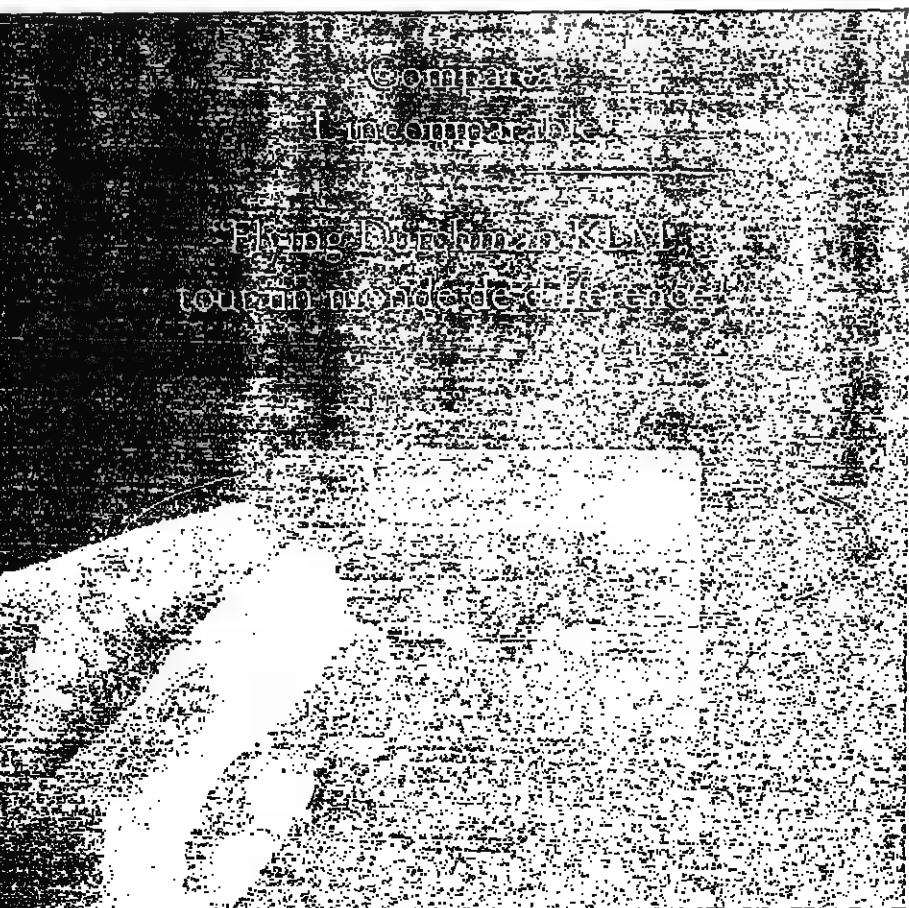
En 1971, la loi sur la préparation de la loi généralisant le conventionnement des médecins, le corps médical avait déjà marqué de fortes réserves. Aujourd'hui, personne ne conteste l'existence de liens contractuels entre l'assurance-maladie et les médecins libéraux. Cette fois, Sécurité sociale et médecins doivent renouveler leur bail.

JEAN-MICHEL NORMAND

Les Etats-Unis et l'Allemagne souhaitent l'élargissement du COCOM aux pays de l'Est

Lors d'une réunion du COCOM (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations) lundi 1er juin à Paris, les sept pays membres (ceux de l'OTAN moins l'Islande, plus la Japon et l'Australie) ont évoqué pour la première fois la possibilité d'un élargissement du Comité aux nouveaux Etats de la CEI (Communauté des Etats indépendants) et aux pays de l'Europe de l'Est.

Le Washington Post du 31 mai qui rapporte cette information, les Etats-Unis et l'Allemagne un particulier militant activement pour l'élargissement. M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, a pressé ses partenaires pour qu'ils acceptent la création d'un « conseil de coopération » englobant les pays qui travailleraient avec l'Occident sur les exportations de technologies « potentiellement dangereuses ». Toujours selon le Washington Post, la France pourrait s'opposer à cet élargissement. En vertu de la Convention européenne, a déclaré d'autre part, samedi 31 mai, que l'Allemagne souhaitait adhérer au COCOM. - (AFP)



Survolons les billes blanches ? Vacances à Bali ou traversée de l'Europe en Orient-Express ?... Le programme "Flying Dutchman" de KLM vous remercie de votre fidélité par un choix d'avantages prestigieux dont vous disposez comme vous l'entendez !

En plus des points cadeaux, KLM vous offre tout un monde de services. Réductions spéciales, priorité sur l'attente, accès aux salons d'Affaires...

Avec le programme "Flying Dutchman" de KLM, voyagez après voyage, vous comparez l'incomparable : tout un monde de différence !

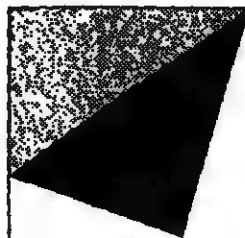
Pour connaître tous les avantages du "Flying Dutchman", demandez le dépliant gratuit à KLM, Département Marketing, 85 rue de l'Opéra, 75002 Paris. N° Vert (appel payant) : 05 90 81 81 ou 56 15 15 KLM.

Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville :
Code postal : F 41

La Ligne de Confiance: KLM

DIO J
E-T-ELLE?
radio juive créée en
pas se voir autoriser
à lors de sa réunion plé-
ment démocratique et
aux valeurs du
d'urgence l'effe?

Carrières Européennes en Entreprises

Le Premier Groupe Papetier Européen
recherche des Jeunes diplômés

Premier groupe papetier de la CEE, et
au niveau mondial, Arjo
Wiggins Appleton recherche aujourd'hui un
jeune diplômé de l'enseignement secondaire
19.000 personnes.

Vous êtes titulaire d'un diplôme (BAC
+3 ou +4) et vous avez de préférence
entre 22 et 28 ans.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais
et avez une bonne connaissance d'une
autre langue européenne.

Vous êtes prêt(e) à voyager.

Vous avez suivi une formation en
2 ou 3 ans, durant laquelle vous
avez acquis des connaissances en
français ou en anglais, et qui vous
ont permis d'obtenir un diplôme anglais
ou par le CIMA, l'Institut
of Management. Il s'agit,
vous l'avez compris, d'un programme
unique qui permettra d'accéder
rapidement à un poste de
responsabilité.

Nous vous offrons la possibilité de
développer les nombreux aspects de
votre personnalité et d'acquiescer une

expérience en finance, comptabilité et
management. Maturité, polyvalence et esprit
d'initiative sont des qualités que nous recherchons
chez nos collaborateurs.

Vous êtes intéressé(e) par la possibilité
de faire évoluer les systèmes comptables et
financiers de notre groupe seront les
vôtres et votre réussite.

Vous souhaitez nous rejoindre? Vous
avez fait le bon choix. Si vous vous
reconnaissez dans ce profil, contactez-nous
dès à présent Victoria Phillips, PPS,
Euston House, 81-103 Euston Street,
London NW1 2ET ou 01 71 553 2553 en
mentionnant la référence 142.

44 71 383 2553.

Arjo Wiggins Appleton



ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE TROYES
GRADUATE SCHOOL OF MANAGEMENT

A 1 H 30 de Paris,
venez faire partager
vos passions!

L'Ecole Supérieure de
Commerce de Troyes est déjà
lancée sur la route de la
réussite : ses moyens
(7000 m2 de locaux
modernes), son équipe
pédagogique de 20
professeurs permanents et le
patrimoine d'HEC et de l'ESCP
lui permettent d'aborder la
rentée 92 avec une première
promotion de haut niveau
(2900 candidats)
déjà inscrits au sein
de l'ESC Troyes !.

Pour un anglo-saxon,
innovateur, au tempérament de leader
RESPONSABLE DU DEPARTEMENT
CULTURE ET EXPRESSION
ANGLO-SAXONNE

Vous prendrez en charge la vie dans l'école de "l'autre" langue
officielle de l'ESC Troyes : l'anglais. Outre son enseignement
traditionnel, l'anglais doit avoir dans notre établissement une
présence incontournable : cours, conférences, films, grands
événements et petits faits quotidiens. Votre rôle ira jusqu'à la
recherche et la mise en place de nouvelles méthodes pédagogiques
pour l'utilisation quotidienne de cette langue par nos étudiants.
Anglais ou Américain, de formation Bac + 5, vous avez déjà acquis
une solide expérience de la formation. *Ref: ANG*

Pour un enseignant en langue de haut niveau,
Allemand ou bi-culturel allemand :

RESPONSABLE
DU DEPARTEMENT LANGUES

Outre votre fonction de professeur d'allemand, vous serez la
responsable des supports pédagogiques. Titulaire d'un Doctorat,
vous êtes convaincue, comme nous, que l'enseignement des langues
doit être intimement lié à la découverte de l'apprentissage des
cultures des pays dans lesquelles elles sont pratiquées. *Ref: LANG*

Pour un sportif de haut niveau
COORDINATEUR SPORTIF

Véritable entraîneur pluridisciplinaire de l'école, vous saurez
développer le tempérament sportif des étudiants. Vous organiserez
leur participation aux grandes compétitions inter-universitaires et
serez faire naître des passions. Diplômé de l'enseignement
supérieur, vous possédez un excellent niveau sportif et une solide
culture générale. Venez faire partager votre approche multi-sports à
nos compétiteurs. *Ref: SPORT*

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV,
un précisant la référence choisie) à Gladys MARTIN - ESC Troyes -
217, rue de la République - BP 710 - 10002 Troyes Cedex.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2^e arrdt

RICHES-BOULEVARD
Belle 2 pces, cul., w.c., baign.,
parquet, climatisé, chauffage central,
téléphone, 450 000 F.
01 42 70 04 84.

10^e arrdt

LOUIS-BLANC, 3 pces,
tout confort, 880 000 F.
Mme MARCADET 42-82-01-82.

11^e arrdt

Bel inv., 2 pces, w.c., baign.,
rue et cour, asc., climatisé.
640 000 F. ord.

14^e arrdt

M^e ALÉSIA 4 P.
2^e ét. s. rue calme, 3 sal. de
bain, terrasse 60 m².
600 000 F.

17^e arrdt

M^e BROCHANT
Studio impeccable, cul.,
téléphone, 200 000 F.
42-82-04-46.

18^e arrdt

ITE LA CHAPELLE. Studio
27 m², balcon, parking,
370 000 F. PTE ELIGIAN-
COURT 2 pces, 48 m², imm.
brique, 530 000 F. MARC-
DORVILLE 48 m², 600 000 F.
MARCADET 42-82-01-82.

appartements
achats19^e arrdt

M^e RIGOUT
Inv. rev. COCQUET
87000, entr., cul., 11 ét.
baign., ascenseur.
330 000 F. 48-04-84-46.

BUTTES-CHALUMONT

Coquet studio, refait neuf,
cul., w.c., baign.,
42-70-04-84.

92
Hauts-de-Seine

92 PUTEAUX
Studio 20 m²,
4^e ét., entièrement
rénové, cul., équipée, clim.
w.c., placard.
commerciaux, 250 F.
réf. 320 000 F.
(1) 47-78-33-73 le soir

BOULOGNE, M^e Marcel-Sam

Inv. 2 pces, 80 m², s. verdure,
gd balcon, cul., clim.
Imm. Paris.
1000 F.

Val-de-Marne

147, rue de la Chapelle,
dans un immeuble de
4 étages, interphone, conv.
pne. s. comm. com. 41.
Tél. : 42-82-01-82.

TROCADÉRO

Inv. moderne, grand balcon,
Propriété sans ascenseur
studio 45 m², balcon.
Pne. 41.
Tél. : 42-82-01-82.

locations
non meublées
demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

recherche APPARTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
et BUREAUX
(1) 45-62-30-80

MASTER GROUP

rech. appart. vides ou meub.
du 1^{er} au 5^e ét.
de SOCIÉTÉS et BANQUES.
47, r. VANEAU Paris-14.
Tél. : 42-82-01-82.

bureaux

13 BUREAUX, 9^e ét.
conférences, 1^{er} et 2^e ét.
sur PLACE TO H. 18 H
MARTIN 2 ET MONTROISI 9
Tél. : 42-82-01-82.

locations

11^e BOULVARD
Prêt récent, stand., 2 pces,
cul., w.c., baign., parq.,
4 500 F par mois + charges.
43-70-18-00.

Rue Paradis, poss. court

11^e ét., cul., 65 m², 3^e ét.
8 000/mois. Tél. : 42-82-01-82.

TROCADÉRO

Inv. moderne, grand balcon,
Propriété sans ascenseur
studio 45 m², balcon.
Pne. 41.
Tél. : 42-82-01-82.

VOTRE SÈRE SOCIAL

DOMICILIATIONS

en tous sens. 42-82-01-82

هكذا من الإمل

International

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

AGENT TEMPORAIRE HAUTEMENT
QUALIFIÉ (m/f)

(catégorie A - niveau A5 / A4 - réf. ST / 92 / X00)

Direction Générale XII: Douane et Fiscalité Indirecte.

Domaine: politique de formation.

Fonctions: gestion de programmes de formation destinés aux fonctionnaires des adminis-
trations nationales et de la fiscalité indirecte des États membres. Mise en œuvre d'échanges
de fonctionnaires entre les administrations et organisation de séminaires de formation dans
des domaines concernés. Elaboration de programmes communs de formation et conception
de leurs développements futurs au niveau intra et extra-communautaire.

Qualifications requises: être ressortissant d'un des États membres de la Communauté
européenne; avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un
diplôme en droit ou en économie; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire
une expérience professionnelle de niveau cadre d'au moins 12 ans dans le domaine des
réglementations communautaires et nationales; avoir acquis, au sein d'organismes
publics, une pratique approfondie de la coopération administrative internationale; posséder
une expérience concrète confirmée de la gestion au sein d'une équipe; posséder une
expérience en matière de programmes de formation dans le domaine douanier et
fiscal; posséder une connaissance parfaite d'une des langues officielles de la Communauté
européenne et une connaissance approfondie d'une autre de
ces langues; être née(e) après le 30 juin 1941.

AGENT TEMPORAIRE HAUTEMENT QUALIFIÉ (m/f)

(niveau A / 5 - réf. ST / 92)

pour exercer les fonctions de Conseiller auprès de la Direction XII Prospective.

Lieu de travail: Bruxelles.

Fonctions: analyse prospective de l'intégration européenne, notamment en ce qui concerne
le domaine social.

Qualifications requises: être ressortissant d'un des États membres de la Communauté
européenne; avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un
diplôme; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience
professionnelle de niveau cadre d'au moins 12 ans en rapport avec les fonctions décrites
ci-dessus; avoir acquis, au sein d'institutions ou organismes publics, une expérience
professionnelle approfondie des programmes composantes de l'Europe sociale: libre circula-
tion des personnes, programme communautaire en matière de formation professionnelle,
charte sociale, programme communautaire d'action sociale et dialogue social; avoir une
bonne connaissance des principaux éléments de la construction européenne et maîtriser les
mécanismes communautaires (y compris la politique structurelle); posséder une expé-
rience confirmée en matière d'analyse et prévisions macro-économiques; posséder une
connaissance parfaite d'une des langues officielles de la Communauté européenne et une
connaissance approfondie d'une autre de ces langues; être née(e) après le 30 juin 1941.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des
chances entre les femmes et les hommes et encourage vivement les candidatures
féminines.

Les candidatures des fonctionnaires des institutions des Communautés européennes ne
seront pas prises en considération.

Le contrat sera proposé pour une durée minimale de trois ans et aura une durée maximale
limitée à 5 ans.

Les candidats jugés mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylogra-
phié (4 pages maximum), accompagné de photocopies des pièces justificatives telles que
diplômes, attestations des employeurs, au plus tard le 3 juillet 1992 (le cachet de la poste
faisant foi), à l'adresse suivante:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Unité Recrutement - SC4,
rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles, en mentionnant la référence correspondante.

L'Agence pour le financement et l'encouragement de la libre entreprise au Niger
(AFELEN), dans le cadre d'un financement de la Commission des Communautés
Européennes, recherche des candidats aux deux fonctions suivantes :

DIRECTEUR

Responsabilité générale de l'agence et de la déci-
sion de financement; 15 ans au moins en contact
avec les problèmes de développement des pays à
faible revenu, connaissance de la petite et micro-
entreprise, de l'évaluation des projets et des
techniques de financement des PME; ressortissant
d'un des douze pays de la CEE ou du Niger,
excellente connaissance et pratique du français.

CHEF DE PREMIÈRE
CELLULE
OPÉRATIONNELLE

Responsabilité des procédures d'examen des dos-
siers soumis au financement de l'agence;
conception, diffusion et contrôle de leur applica-
tion pour toutes les cellules opérationnelles;
7 ans au moins en opérations de crédit, prises de
participations industrielles ou commerciales,
montages financiers, comptables et organisation-
nels de projets, analyse et présentation de plans
de financement, suivi de dossiers de prêts sur
support informatique; ressortissant d'un des
douze pays de la CEE ou du Niger, excellente
connaissance et pratique du français.

TRANSTEC



Merci d'adresser votre dossier de candidature à
TRANSTEC SA,
à l'attention de M. Michel CERVESATO,
Researchparc, 75, avenue de Tyras, 1120 Bruxelles,
Belgique (Fax : 00-32-2-266.49.65,
Tx : 25076 trates b.).

36 15
LM

3615 LM vous permet de consulter
un mois d'offres d'emploi
parues dans Le Monde.
Les annonces
présentes sur 3615 LM
sont mises à jour quotidiennement.

سكدر من زجل

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Un chantier de 3 milliards de francs

Matra réalisera le métro de Bratislava

Bratislava, capitale de la République slovaque, a choisi le métro automatique léger de Matra Transport, poursuit le projet. En 1993, la société française Campenon-Bernard, la filiale de Matra, le VAL, pour relier la cité-dortoir de Petralka au centre-ville. La société Campenon-Bernard sera responsable du projet.

Le VAL, le métro automatique léger de Matra Transport, poursuit le projet. En 1993, la société française Campenon-Bernard, la filiale de Matra, le VAL, pour relier la cité-dortoir de Petralka au centre-ville. La société Campenon-Bernard sera responsable du projet.

D'une longueur de 7,250 kilomètres, le métro de Bratislava reliera la cité-dortoir de Petralka au centre-ville. Il comptera huit stations et sera le premier métro automatique de la République slovaque.

L'heure. Le projet se compose de deux tronçons VAL 200 (centimètres), soit un long pour 2,5 km et un court pour 1,25 km. Le VAL 200 est équipé actuellement le métro de Lille (VAL 200). Le métro sera équipé de portopassagers et sera impossible de chutes de la voie. A terme, Matra prévoit d'équiper le métro de quatre tronçons.

Après Tapie à Turin

Le coût du projet, d'environ 3 milliards de francs, sera assuré pour 1,8 milliard de francs par un crédit français à travers un pool bancaire conduit par le Crédit commercial de France d'une durée de treize ans. Le reste, le projet provient du budget slovaque, de la République slovaque, et, pour la part mineure, de la République tchèque. Si l'accord de principe est signé, la République slovaque, le gouvernement slovaque, les partenaires français ont annoncé depuis mars dernier, les conditions de Paris jusqu'à la signature définitive.

Le consortium français demandait en effet que la garantie du crédit soit apportée par le gouvernement slovaque. La République tchèque, l'annonce de l'aval de Prague, le moins d'une semaine aux élections législatives.

atives des 5 et 6 juin prochains, est pour le moins extraordinaire. L'incertitude quant au devenir politique de la République et l'inquiétude suscitée par une éventuelle scission avaient gelé la plupart des affaires dans le domaine des transports.

C'est un beau projet qui vient de remporter le constructeur français à Bratislava dans un climat quelque peu tendu. L'an dernier, le projet avait perdu le contrat de métro d'Honolulu attribué à Westinghouse, les projets de l'extension du VAL à Lille et la création d'un VAL à Rennes et à Bordeaux avançaient moins vite que prévu. Avec le contrat slovaque, Matra, qui était en concurrence avec Siemens, se targue d'avoir décroché le premier contrat d'infrastructures réalisé par la France en Europe centrale.

Depuis l'équipement de la ville de Lille en 1983, d'autres villes étrangères ont choisi le VAL pour s'équiper de transports en « site propre » : Jacksonville aux États-Unis mise en service en 1989, Chicago pour la desserte de l'aéroport d'O'Hare (1992), Tapie (1993) et, plus récemment, Turin, où Matra transport s'est allié avec Fiat pour équiper la ville d'une première ligne de métro en 1997.

CATHERINE MONROY
MARTINE LARONCHE

Selon M^{me} Gilberte Beaux

M. Bernard Tapie décidera en juin de vendre ou non Adidas

M. Bernard Tapie choisit Adidas, indique M^{me} Gilberte Beaux dans une interview publiée lundi 1^{er} juin par la Tribune de l'Expansion. Selon M^{me} Beaux, qui représente les intérêts de Bernard Tapie Finance au conseil de surveillance de la firme allemande,

« le mois de juin va être décisif pour Bernard Tapie. On saura avant la fin du mois quel sera l'actionnaire de contrôle d'Adidas ».

La présidente du conseil de surveillance de BTG GmbH, holding de contrôle d'Adidas, ne donne aucune indication sur les intentions de l'ancien ministre de la ville. Pour M^{me} Beaux, BTG a les moyens de développer Adidas, qui, précisément, aura probablement besoin de millions de deutschemarks (environ 10 millions de francs) de financements complémentaires dans le courant de l'exercice actuel.

M^{me} Beaux indique qu'il a été demandé à l'actuel actionnaire d'Adidas, M. René Jaeger, de quitter le groupe avant la fin de son mandat au début 1993, vraisemblablement courant juin. Son projet de racheter Adidas est incompatible avec ses fonctions de patron de la firme. « C'est à la limite du conflit d'intérêts », déclare-t-elle. (Lire p. 33 dans le supplément « L'Economie » l'article de Pierre-Angel Gay et Caroline Monnot.)

COMMUNICATION

A la Réunion

Télé-Free-DOM est de retour

La Télé-Free-DOM, la chaîne audiovisuelle pour trois ans n'a pas été renouvelée. Il en va de même, cependant, pour les radios de l'île. La préfecture a demandé aux quarante-trois radios, dont dix totales, de payer, à titre de contribution, 12 millions de francs. Parmi celles-ci, 11 millions de francs sont destinés à la SACEM, selon son délégué régional, M. Myrbeck. M. Myrbeck n'est pas seul : les radios de nuit boycottent carrément la SACEM. M. Myrbeck, Télé-Free-DOM porte plus de 1 million de francs.

Comme M. Camille Sudre, M^{me} Joëlle Guillard, la « sorcière » dont les parents vécurent à la Réunion. Elle revient aujourd'hui à la Réunion, à la commission des appels d'offres du conseil régional. « C'est Sudre qui m'a mise là. Toutes les idées, c'est lui qui les a ». Le « patron » a aussi décidé que les dix-sept élus de la liste Free-DOM - employés de la station, membres du comité de soutien, un chef d'entreprise, des RMistes - ne conserveraient qu'une partie de leurs indemnités (5 millions de francs) reverseraient le reste (17 millions de francs) à un fonds de la liste Free-DOM. Les voitures de fonction sont boudées. « Ce qui serait fait à la Réunion, dit Joëlle.

Sur son bureau figure un livre aux armes de la Réunion. Sur la porte, un autocollant « Free-DOM revient ». Dans le studio voisin, l'animateur de la radio annonce le piquetage du club de soutien à Free-DOM, comme si les régionaux n'avaient pas déjà donné 30,7 % à la liste de M. Camille Sudre. Avant de lancer un jeu.

La radio émet ce qui peut être considéré comme la légalité. Le personnel - une quinzaine de personnes avec les employés de la station de télévision - a bénéficié d'un licenciement économique après la chute des publications consécutives à l'arrêt brutal de la télévision, mais a continué d'animer l'antenne en vivant des allocations de chômage ou du RMI. L'autorisation de fréquence accordée en juin 1985 par la Haute Autorité de la communication

audiovisuelle pour trois ans n'a pas été renouvelée.

Il en va de même, cependant, pour les radios de l'île. La préfecture a demandé aux quarante-trois radios, dont dix totales, de payer, à titre de contribution, 12 millions de francs. Parmi celles-ci, 11 millions de francs sont destinés à la SACEM, selon son délégué régional, M. Myrbeck. M. Myrbeck n'est pas seul : les radios de nuit boycottent carrément la SACEM. M. Myrbeck, Télé-Free-DOM porte plus de 1 million de francs.

Comme M. Camille Sudre, M^{me} Joëlle Guillard, la « sorcière » dont les parents vécurent à la Réunion. Elle revient aujourd'hui à la Réunion, à la commission des appels d'offres du conseil régional. « C'est Sudre qui m'a mise là. Toutes les idées, c'est lui qui les a ». Le « patron » a aussi décidé que les dix-sept élus de la liste Free-DOM - employés de la station, membres du comité de soutien, un chef d'entreprise, des RMistes - ne conserveraient qu'une partie de leurs indemnités (5 millions de francs) reverseraient le reste (17 millions de francs) à un fonds de la liste Free-DOM. Les voitures de fonction sont boudées. « Ce qui serait fait à la Réunion, dit Joëlle.

« Nous, on n'est pas des adultes »

Selon M^{me} Joëlle Guillard, les néophytes ont été bien accueillis, tout au plus une pointe d'ironie. « Les élus sont un peu paternalistes. Ils nous disent qu'ils n'en savent pas plus que nous ». Mais M^{me} la pousable programmes d'amuse visiblement plus au MIP-TV de Cannes ou à acheter les droits de films déjà vendus au Gabon. « Ils ont des réactions très assises. Ce sont beaucoup d'adultes. Nous, n'est pas des adultes ». En fait, il semble y avoir une confusion sur le type de scrutin. C'était un référendum : il y avait des élus ou pas.

Le lendemain des élections, la presse est venue on savait même pas où était le palais de la région. « Il n'y avait jamais posé la question : si on gagne, qu'est-ce qui passe ? C'est bizarre ».

Deux mois après les élections, en fait, il faut bien songer à remettre Free-DOM d'abord argué d'un vol d'émetteurs pour justifier le retard à honorer les promesses prélectorales d'un retour immédiat de la station. Puis n'a installé que la mire. Les graffitis commencent à apparaître, en creole, dans le paysage réunionnais : « Camille mentir ». Et quelques voix d'ironie : « la manière de le PDG de Free-DOM, tout ça, ça démagogue général » qu'il soit, allait sortir du dilemme plaçant à placer le président du conseil régional qu'il n'a pas démissionné en illégalité. Et ce, alors que la CSA, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, a demandé à la Haute Autorité, à la magnanimité, a lancé en avril un appel d'offres pour l'attribution de nouvelles fréquences à la Réunion, avec clôture des candidatures le 12 juin. Et que le procureur de la République a fait restituer les émetteurs aux « pirates » puisque, zigzags de la politique métropolitaine, il y avait saisi mais pas de poursuites pénales.

Selon M^{me} Joëlle Guillard, cas, Free-DOM sera toujours Free-DOM. « Je suis ravie, j'ai reçu un catalogue de films de karaté de meilleure qualité ». Pour ce qui concerne les pornos, malheureusement, « je n'ai plus de droits valables ». Les magazines vont reprendre avec « les reportages de notre équipe de manipulateurs, caméra sur l'épaule ». Et surtout, les « Téléfrictions » et « Télédoctes » ou tout un chacun est libre de se défouler à l'abri de combiné téléphonique. « Au début les gens se profitaient pour parler de l'importance qu'il y a eu en forme de dressage, enfin pas exacte, dressage, mais on leur a appris. Pas de gros mots, pas d'insultes », inviles.

CORINE LESNES

L'adieu à Cognac-Jay

La rédaction de TF 1 a réalisé, lundi matin 1^{er} juin, premiers journaux télévisés depuis son nouveau siège à Boulogne-Billancourt (Haute-de-Seine), au quel du Point-du-Jour, TF 1, un regroupement tout son personnel, a donc abandonné le 31 mai un immeuble historique, le bâtiment de télévision Alfred-Lalluch, plus connu sous le nom de rue, Cognac-Jay.

La télévision y naquit allemande : dans l'ancien dancing s'installa en 1943 la télévision destinée aux soldats du Reich hospitalisés, qui émet en 441 lignes. En 1949, la RTF émettait en 625 lignes, ainsi par le décret Mitterrand 1948. Pierre Sabbagh présente le premier journal, Georges de Caunes, Pierre Tchernia hantant le dédale des couloirs, a forgé la télévision hexagonale.

La France amoureuse des speakerines

« A vous, Cognac-Jay ! » devient le leitmotiv d'un petit écran triomphant, qui goûte aux charmes du direct, multiplie l'audience, fabrique des célébrités, rend la France amoureuse des speakerines, mythifie le petit écran, grandes heures du noir.

L'ORTF régnera jusqu'en 1974 ces lieux. Après l'éclatement, Antenne 2 émigre tandis que TF 1 et TDF (Télédiffusion de France) partagent Cognac-Jay. TF 1, privatisée en 1987, fait rêver à la télévision, Bouygues oblige. Leur réalisation, cinq ans plus tard, sonne le glas de Cognac-Jay.

M. C. I.

3^e SALON DE L'IMPLANTATION D'ENTREPRISES ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

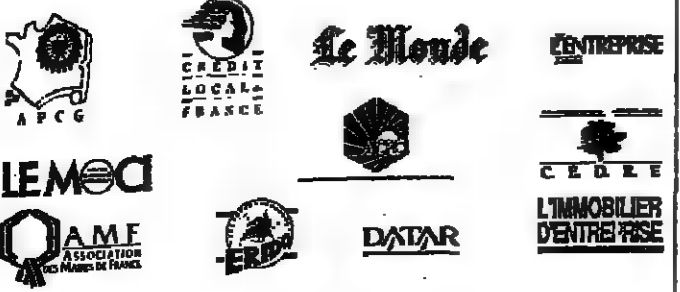


16, 17 et 18 juin 1992
Parc des Expositions
Hall 2-2 - Porte de Versailles - Paris
Horaires : 9h00 - 18h30 les 16 et 18 juin
9h00 - 19h30 le 17 juin

Chefs d'entreprises rencontrent les collectivités locales

Sur 3200 m² d'exposition 300 collectivités locales françaises et étrangères (Italie, Espagne, Pays-Bas, Allemagne, Portugal, Botswana...) présentent les sites industrialiser et leurs politiques d'accueil.

3 JOURS DE COLLOQUES : 15 THEMES
75 spécialistes français et étrangers informeront les chefs d'entreprise sur les aspects de l'implantation en France et en Europe : les règles du Marché Unique, les programmes industriels en Europe, les politiques d'accueil dans certains pays, les stratégies de développement, les aspects juridiques, l'immobilier d'entreprise, les critères de localisation des entreprises en France etc.



POUR TOUT RENSEIGNEMENT TEL : (1) 42 94 06 10

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACTIONNAIRES DE SUEZ, le 17 juin, c'est votre assemblée générale.

L'assemblée générale mixte des actionnaires de Suez aura lieu le 17 juin* à 14 h 30 à la Maison de la Chimie, 28 bis, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Pour participer à cette assemblée, il suffit de faire immobiliser vos titres le 12 juin au plus tard. Votre banque ou

votre intermédiaire financier vous fournira sur demande les documents d'information, le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ou le formulaire de demande de carte d'admission. Si vous pouvez assister à cette assemblée, renvoyez-nous plus vite le

formulaire de vote par correspondance ou par procuration à votre intermédiaire financier.



*Au cas probable, l'assemblée convoquée le 9 juin n'aurait pu se tenir, faute de réunir le quorum.

Pour toute information, Suez Actionnaires, Direction de la Communication, 1 rue d'Astorg, 75008 PARIS, Tél. 40.06.64.00 Minitel 3615 SUEZ.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 1^{er} JUIN

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

LE MONDE - 10 Mars 1992

VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations									Etrangères		
Emp. État 9,87/77	123 90	1 88	C.I.M.	1400	....	Paris France	180 10	190 20	A.E.G.	736	....
Emp. État 9,87/78	101 80	0 70	C.I.T.R.A.M. (B)	2282	....	Paris Orléans	219 80	215	Alcan Hy. Bisc.	470 80	471 80
Emp. État 13,4/80	101 80	0 70	Capit.	345	345	Paris Indus.	314	....	Alcan Alumin.	115	....
Emp. État 12,2/84	101 80	1 88	Comptex	500	871	Pédal. Cédex	112	....	American Brndls.	287 10	....
Emp. État 10,5/88	101 80	1 88	Co Industriels	8950	890	Pier. Heliolux	1231	1280	Autod.	861	....
DAT 10% 5/2000	101 80	1 88	Co Lyon Alapand.	300	301	Piquet	427	....	Assurances Mena	80 50	....
Emp. État 9,87/80	101 80	1 88	Dacowatt	720	720	Proximité (E)	175	70	Banco Popular Esp.	610	620
Emp. État 9,87/81	101 80	1 88	Comar (M. Prov.)	22 80	22 80	Publicis	100	100	Réglements Int.	18000	....
Emp. État 9,87/82	101 80	1 88	Co Unifon (C)	131	....	Radiofrance	526	508	Can Pacific	40	78 08
Emp. État 9,87/83	101 80	1 88	Darley	690	....	Rhône-P.	188 10	188	Crysler Corp.	82	85 10
Emp. État 9,87/84	101 80	1 88	Degemont	2100	2180	Rouge	230	....	C.I.L.	7 70	....
Emp. État 9,87/85	101 80	1 88	Départ. Vieilles	2670	....	S.A.C.E.P.	427	427	Com. Chénod	333	235 50
Emp. État 9,87/86	101 80	1 88	Dider. Biotex	8105	....	S.A.F.A.A.	200	....	Fin.	23	22
Emp. État 9,87/87	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	G.B.L. (Bass Lamb.)	530	....
Emp. État 9,87/88	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/89	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/90	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/91	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/92	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/93	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/94	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/95	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/96	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/97	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/98	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/99	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/00	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/01	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/02	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/03	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/04	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/05	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/06	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/07	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/08	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/09	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/10	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/11	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/12	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/13	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/14	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/15	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/16	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/17	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/18	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/19	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/20	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/21	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/22	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/23	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/24	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/25	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/26	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/27	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/28	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/29	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/30	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/31	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/32	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/33	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/34	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/35	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/36	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/37	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/38	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/39	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/40	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/41	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/42	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/43	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/44	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/45	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/46	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/47	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/48	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/49	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/50	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/51	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/52	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/53	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/54	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/55	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/56	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/57	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/58	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/59	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/60	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/61	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/62	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/63	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/64	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/65	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/66	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/67	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/68	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	3115	S.A.F.L.C. Alcan	240	240	Unipac Int. (W)	168	168
Emp. État 9,87/69	101 80	1 88	Exor Basse Veltz	9105	311						

SICAV (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS		
Emission	Rechat		Emission	Rechat		Emission	Rechat	
Préls incl	net		Préls incl	net		Préls incl	net	
Action	217 87	206 20	Frans	105 18		Privé Journal	108 29	
Agences	803 77		Francis Perrin	105 18		Prv/Associations		
Amélior	2273 82	7030 21	Francis-Région	1257 18	1230 27	Proficat		
Amplis	286023 98	286023 98	Fructi-Associations			Quart	136 07	
Apprécié	851 48	832 50	Fructi-Cap	41 87	41 38	Rentat		
Arbitrages Court.T.	7202 48	7202 46	Fructidor	236 91	233 41	Revolat	161 14	
Associ	1094 31	1094 31	Fructifrance action C.	862 40	830 83	Revolus Témor		
Associ Finar	431 51	429 35	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Associ Finar	1158 03	1158 03	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor	1740 81	
Associ Finar	1223 69	1223 69	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor	1013 37	967 81
Ass Capita	178 27	164 34	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	7918 10	7919 10	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	886 34	840 14	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	132 26	120 41	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	116 18	112 81	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	126 70	126 70	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	138 19	138 19	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	110 23	110 61	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	130 23	145 86	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	125 71	122 11	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1048 38	1037 62	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1015 09	1003 45	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	6288 78	6282 50	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	9420 16	9294 28	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	6140 12	1284 70	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1322 73	1280 47	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	3805 25	3501	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	361 81	354 72	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	473 55	458 78	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1282 79	1257 64	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	670 36	670 36	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	132 27	132 27	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1182 35	1150 71	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1346	1330 73	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	888 20	862 33	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	231 33	225 54	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1108 58	1074 38	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	127 33	122 62	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	2577 91	2552 38	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	2207 14	2207 14	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	452 58	452 58	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	6633 80	6633 80	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	9538 06	9334 06	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	2428 80	2428 80	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	3010 50	1910 50	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	2 789606	2 789606	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	278 38	263 37	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	3596 19	3596 19	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	4260 19	4306 42	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	25271 75	24984	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	10735 52	10645 03	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1785 51	1727 72	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term		90 372	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	89481 88	86481 88	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	194 52	189 31	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	14461 60	14383 95	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1108 03	1078 39	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1321 19	1298 37	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	446 12	434 18	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	8343 33	8343 33	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	594 052	574 78	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1162 58	1132 42	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1265 23	1232 72	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	6730 32	6641 85	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	154 03	154 03	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	14280 16	14380 16	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	10406 08	10082 36	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	369 59	369 59	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	115 40	114 93	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	383 69	383 69	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	211 87	206 20	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	803 77		Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	2273 82	7030 21	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	286023 98	286023 98	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	851 48	832 50	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	7202 48	7202 46	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1094 31	1094 31	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	431 51	429 35	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1158 03	1158 03	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1223 69	1223 69	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	178 27	164 34	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	7918 10	7919 10	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	886 34	840 14	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	132 26	120 41	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	116 18	112 81	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	126 70	126 70	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	138 19	138 19	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	110 23	110 61	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	130 23	145 86	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	125 71	122 11	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1048 38	1037 62	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1015 09	1003 45	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	6288 78	6282 50	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	9420 16	9294 28	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	6140 12	1284 70	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1322 73	1280 47	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	3805 25	3501	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	361 81	354 72	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	473 55	458 78	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1282 79	1257 64	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	670 36	670 36	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	132 27	132 27	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1182 35	1150 71	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1346	1330 73	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	888 20	862 33	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	231 33	225 54	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1108 58	1074 38	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	127 33	122 62	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	2577 91	2552 38	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	2207 14	2207 14	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	452 58	452 58	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	6633 80	6633 80	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	9538 06	9334 06	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	2428 80	2428 80	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	3010 50	1910 50	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	2 789606	2 789606	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	278 38	263 37	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	3596 19	3596 19	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	4260 19	4306 42	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	25271 75	24984	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	10735 52	10645 03	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1785 51	1727 72	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term		90 372	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	89481 88	86481 88	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	194 52	189 31	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	14461 60	14383 95	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1108 03	1078 39	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1321 19	1298 37	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	446 12	434 18	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	8343 33	8343 33	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	594 052	574 78	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1162 58	1132 42	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	1265 23	1232 72	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	6730 32	6641 85	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	154 03	154 03	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	14280 16	14380 16	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	10406 08	10082 36	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	369 59	369 59	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	115 40	114 93	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	383 69	383 69	Fructifrance action D.	940 54	917 90	Revolus Témor		
Ass Court Term	211 87	206 20	Fructifrance action D.	940 54				

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

Hors-cote

Biqu Hydro Energie	285	.....
Californio	96	.....
C I H Copolano	11	.....
Copano	615	.....
Drouot Assurances	338	.....
Electro-Suisse	307	.....
Europ. Accum	19	79
Europ Soufins Ind	19	.....
Geckler S.A.	85	.....
Gey Diagramme	430	.....
Lactanes du Monde	160	.....
Nicoles	1200	.....
Partida, Perano	350	.....
Quandren	23 20	.....
Rozono N.V.	218 40	219 10
St-Globan-Emballage	1844	.....
S.E.P.R.	1250	.....
S.M.T. Gact	2 10	.....
S.P.R. ext B	278	.....
Waterman	980	1000

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS	
	préc.	1/6	achat	vente
Euro Unis (1 unit)	5 411	5 373	5	5 6
Algerie (100 din.)	6 903	6 907	322	345
Allemagne (100 dm.)	335 750	338 030	16 8	16 8
Belgique (100 f.)	18 319	18 332	288	308
Phys-Ses (100 fr.)	4 457	4 481	42	47
Bretagne (100 fr.)	87 270	87 350	83	83
Danemark (1 L)	9 365	9 382	9	10
Gde.Bretagne (1 £)	87 270	87 350	2 5	3 2
Grèce (100 drachmes)	370 150	370 280	358	378
Inde (100 r.)	93 270	93 280	82	82
Suède (100 kr.)	89 230	88 230	82	90
Norvège (100 k.)	89 230	89 230	46 5	49 5
Autriche (100 sch.)	5 385	5 391	5	6
Espagne (100 pes.)	4 063	4 061	3	4
Portugal (100 esc.)	4 219	4 235	4	4
Canada (1 \$ can.)	4 219	4 235	4	4

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 1/6
Or fin (julio en barre)	58800	58400
Or fin (en lingot)	59400	59800
Napoléon (20f)	337	339
Pièce Fr (10 f)	385	.....
Pièce Suisse (20 f)	338	333
Pièce Latine (20 f)	337	345
Souverain	444	438
Pièce 20 dollars	1810	1815
Pièce 10 dollars	945	945
Pièce 5 dollars	690	.....
Pièce 50 pesos	2200	2205
Pièce 10 florins	353	347

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Siegfried Kessler, Michel Zehnlo, Simon Goubert : 23 h mar. ; Charles Louis, Ali Ryerson, Philippe Aerts : 23 h jeu., ven. sam. Fiano, flûte, cornemuse, Umberto Pagnini (batterie) ; Franck Anselme, Bocals, Marcello Pelfridi : 23 h dim. Popo, cornemuse, batterie.

REX CLUB (45-08-93-89). Carnival of Shame : 23 h 30 mer. ; Wake up : jusqu'au 25 juin. 23 h jeu. ; Nuit exotique : jusqu'au 27 juin. ■■■■ sam. ; L'Etudiante : jusqu'au 26 juin. 22 h 30

SANTIER DES HALLES (42-36-37-27).
Olivia [] etc : jusqu'au [] juin.
[] mer., jeu., ven., [] lun.,
mer. : [] CMJ : 21 h mar.
SING SONG (43-43-82-02). Serge Krief
Spectacle musical conçu et mis en scène
par Roger Louret.

TOURTOUR (45-87-82-48). []
Lise : jusqu'au 4 juillet. [] h 30 mer.,
jeu., ven., sam., mar. Alain Piviev (cla-
vier), Denis Aignat (guitare).

LE BOURGET. PARC ■ EXPOSITIONS, Demetria : 20 h 30 sam. ; ■ h dim. ■ Croisille, Mónica

SUNSET (40-28-46-80). Sylvain [redacted]
22 h 30 mer., jeu., ven., [redacted] dim.
Emmanuel Sourdeix [redacted] 22 h [redacted] lun.
Frédéric Buzan Quintet : 22 h 30 mar.
THÉÂTRE TRÉVISE (40-22-94-58)...

UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66).
RMB : 22 h mer. ; Long Distance : 21 h
jeu. ; Brothers Mac Daniel : 22 h ven. ;
Baby Blues : 22 h sam. ; J. J. Milroau &
Giorgio : 23 h mar. ; Hot Ticks : 1 h

VILLA (43-26-00-00): Henning:
 Pedersen, Jean-Marie:
 h mar., jeu., ven., : Sossion:
 22 h lun.; Yes, Yes, Yes: 22 h
 mar.

ZÉNITH (42-08-60-00). Nick [redacted] the [redacted] Seeds : 20 h [redacted]

Périphérie

AULNAY-SOUS-BOIS, ESPACE JAC-

OPERA DE PARIS, PALAIS
(47-42-53-71). Ballet ■ l'Opéra de Paris
Paris : jusqu'au ■ juin. 19 h 30
Orchestre ■ de l'Opéra de Paris
David Coleman (direction). Vaslav, John
Neumier (chor.) : Carmen, Roland Petit

baïne : Eric Berret (chor.) ; Etudes. (chor.).

SAVIGNY-LE TEMPLE. MPT JACQUES-PRÉVET (60-63-28-24).
de service : 21 h 30 ven.

CHANSON

THÉÂTRE BERRY (43-67-61-55)
Trudy Kressel : 18 h 30
Trio, Cloud, Rube, Trudy Kressel
(chor.).

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-34-92-77)

Café de la Danse. Dick Annegarn : 20 h mer.

Casino de Paris (48-85-99-99). Rensau : jusqu'au 6 juil. 20 h 30 mer., jeu., ven., sabb.

Centre culturel de la ville de Paris. Théâtre Collberg, Mats Ek : jusqu'au 13 juil. 20 h 30 mer., jeu., ven., sabb.

Périphérie

ROBIGNY, MAISON DE LA CULTURE

RAYON DES OUBLIETTES
(43-84-84-87). *Chanson de la France*
française : 21 h mar., jeu., sam., dim.
lun., mar. Chansons à la carte tous les
soirs.

DUNOIS (45-84-72-00). Une chanson
(48-31-11-45). Mika Kurosawa, *Takumi*
Santiago Sempers : 20 h mar., jeu.,
samedi O de la Gaieté, Mika Kurosawa
(chor.) ; No Future, Falcato (chor.) ;
(chor.) ; *Jeune fille disparue*, Santiago
Sempers (chor.). Dans le cadre des Ren-

PLATEAU DES OUBLIETTES
(43-54-74-22-00). Une chanson de la France française. 21 h (jeur., jeu., ven., sam.). Chansons à la carte tous les soirs.

DUNOIS (45-84-72-00). Une chanson en arrose - 21 h 15 (mardi, jeu., ven.). Denis Collin (compagnon, clavier), Michel Lecoq (batterie), Jean-Louis Lecoq (basse), Olivier Petit (violoncelle), Bernard Naud (grosse encoche). Texte d'Arthur Rimbaud.

PLATEAU 28 (45-85-01-75). Jean-Marc

CHATELAIN (45-85-01-75). Mika Kurosuwa, *Yukio Kurosuwa* Santiago Sempere : 20 h (mardi, ven.). *Dehors O de l'Amour*, Mika Kurosuwa (choro) ; *No America*, Yuki Kurosuwa (choro) ; *Un d'après*, Santiago Sempere (choro). Dans le cadre des Rencontres chorégraphiques de Bagnole.

OUKIDIS PUT DU MONDE

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). L'Ateliers de la Scénario : 20 h (jeur., ven.).

un anneau d'ail et de persil, une Carotte Coeur
Comptez, comptez, comptez, comptez, comptez
hues (surtout), Odeur Petite (Molosses), Ber-
nard nous (passe en scène), Texte d'Ar-
thur Rimbaud.

PLATEAU 28 (48-57-10-75). Jean-Mi-
che Labadie : 19 h 01 min : 19 h 30 min.
FLEUVE 29 (48-57-10-75). Jean-Mi-
che Labadie : 19 h 01 min : 19 h 30 min.

SENTIER DES HAUTES (42-36-37-27).
Yves Poëto : jusqu'à 20 h 20 h 30
mer, jeu, ven., sam., mar. : La Tourde :
jusqu'à 20 h 22 h 30 mer, jeu.

contre chorégraphique de Bagnolet.

MUSIQUES DU MONDE

CENTRE MANDAPA 145-69-01-601.
Laksmireshwari Banerjee : 20 h 30 mar.
Musique et chant de l'Inde du Nord.

MAISON DE RADIO-FRANCE
(42-30-18-18). Ali Zadeh :
20 h 30 jeu. Musique traditionnelle
d'Iran.

SENIER DES HALLES (42-36-37-27).
Yves Poëto : jusqu'au 13 juin. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar. : La Tondeur : jusqu'au 20 juin. 22 h 30 mer., jeu.,

Musique et chant de l'Inde du Nord.
MUSÉE DE RADIO-FRANCE (42-30-18-16). Ali Zadeh : 20 h 30 jeu. Musique traditionnelle d'Iran.

Dans le cadre de la fête de la poésie 1992 :
EXPOSITION DE L'ŒUVRE POÉTIQUE
DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉCOLOGIE

Dans le cadre de la fête de la poésie 1992 :
**EXPOSITION DE L'ŒUVRE POÉTIQUE
DE JACQUES-FRANÇOIS DUSSOTTIER**
(Prix Rimbaud 1991 - Prix Guillaume Apollinaire 1991)
(13 et 14 juin 1992 - (14 h à 17 h)
Hall de l'Hôtel de Ville, avenue du Maréchal-Mortier, 94510 La Queue-en-Brie.

DE JACQUES-FRANÇOIS DUSSOYIER
(Prix Rimbaud 1991 - Prix Guillaume Apollinaire 1991)
(13 et 14 juin 1992 - (14 h à 17 h)
Hall de l'Hôtel-de-Ville, avenue du Maréchal-Mortier, 94510 La-Queue-en-Brie.

LE MONDE
diplomatique
Juin 1992

diplomatique

Juin 1992

- **EUROPE** : Un marché et ■ hommes, par *Claude Julien*. - Au nom de l'orthodoxie monétaire..., par *Bernard Cazaux*. - Vers quelle politique étrangère commune ? par *Paul-Marie de La Gorce*.
- **ÉTATS-UNIS** : Comment une superpuissance

- **EUROPE** : Un marché et ■■■ hommes, par *Claude Jilenc*. - Au nom de l'orthodoxie monétaire... par *Bernard Cazotte*. - Vers quelle politique étrangère commune ? par *Paul-Marie de La Gorce*.
- **ÉTATS-UNIS** : Comment une superpuissance perd les moyens de son hégémonie, par *Marie-France Toinet*. - La spirite du déclin, par *Pierre Dommergues*. - M. Bush peut-il tirer parti des émeutes Los Angeles ? par *Georges Halimi*. - Les sources culturelles du radicalisme noir, par *Abdellah Membre*.
- **RUSSIE** :

- **ESPAGNE** : Le régime franquiste perd les moyens de son bonheisme, par *Martine France Toinet*. — La spirite du déclin, par *Pierre Dommergues*. — M. Bush peut-il tirer parti des émeutes de Los Angeles, par *Serge Halimi*. — Les sources culturelles du radicalisme noir, par *Achille Mbembe*.
- **RUSSIE** : Imprisonnement et échec des réformes agraires, par *Jacques Méchali*. — Ecole sans toit en ruines, par *Jean-Jacques Marie*. — Tout est à vendre, par *Christian de Brie*.
- **CHILI** : Qui se souvient des crimes de M. Pinochet ?, par *Gilles Baudin*.

- **AFRIQUE** : Appropriation et scènes des retournes agricoles, par *Jacques Médecin*. - Ecole et sauts en ruines, par *Jean-Jacques Marie*. - Tout est à vendre, par *Christian de Brie*.
- **CHILI** : Qui se souvient des crimes de M. Pinochet ?, par *Gilles Baudin*.
- **AFRIQUE** : Frayeurs et fantasmes des Blancs en Afrique du Sud, par *Hein Marais*. - Au Burkina, les politiciens paissent, la nature domine..., par *Anne Tristram*.
- **AFGHANISTAN** : Nouvelle donne, par *James Rupert*.

- **AFRIQUE** : *Frayeurs et fantasmes des Blancs en Afrique de Sud, par Hein Marais*. — *An Burkina, les politiques passent, la nature demeure...*, par Anne Tristram.
- **AFGHANISTAN** : *Nouvelle donne, par James Rupert*.
- **SOMMET DE RIO** : *Une Terre à reconstruire (supplément)*.

En vente chez votre marchand de journaux — 20 F

● **SOMMET DE RIO : Une Terre à reconstruire**
(supplément).

En vente chez votre marchand de journaux 20 F

100

1

10

[Handwritten signature]

Le Monde

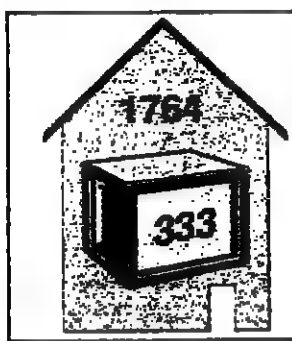
Des chèques surveillance



Une nouvelle loi sur la sécurité des moyens de paiement en vigueur le 1^{er} juin. Son but : permettre de réduire le nombre de chèques fraudés, qui coûtent plus de 10 milliards de francs par an aux commerçants.

page 34

La télévision par câble



Dix ans après le lancement d'un plan national qui a suscité de nombreuses polémiques et incertitudes, la télévision par câble va dépasser un million d'abonnés en France. Le sujet sera débattu du 2 au 4 juin à Toulon.

page 38

A quoi joue Bruxelles



Les négociateurs de Maastricht ont multiplié les domaines où la CEE a droit de regard, ce qui le principe de subsidiarité permet un bornage efficace des champs d'intervention, explique Paul Fabra.

page 42

MODE D'EMPLOI 34
Humeur, José Doyère : Les inévitables. La semaine : Crédit revolving. Bloc-notes. Lois : décrets.
ACTUALITÉ 35 à 37
PERSPECTIVES 39 à 41
Offensive panaméricaine au Costa Rica. Équateur : pomme de discorde.
OPINIONS 42 et 43
Livres : Le troisième canal. Lecture. Le Japon : État-Unis contre l'assassinat.
CONJONCTURE 44
La production industrielle. Méfiance extrême. L'Asie saoudienne. Reconversion. Un Proche-Orient. La pétrole au cœur. Les services informatiques : La campagne d'Europe.

L'ÉCONOMIE

Du bidonville à la Cité dorée

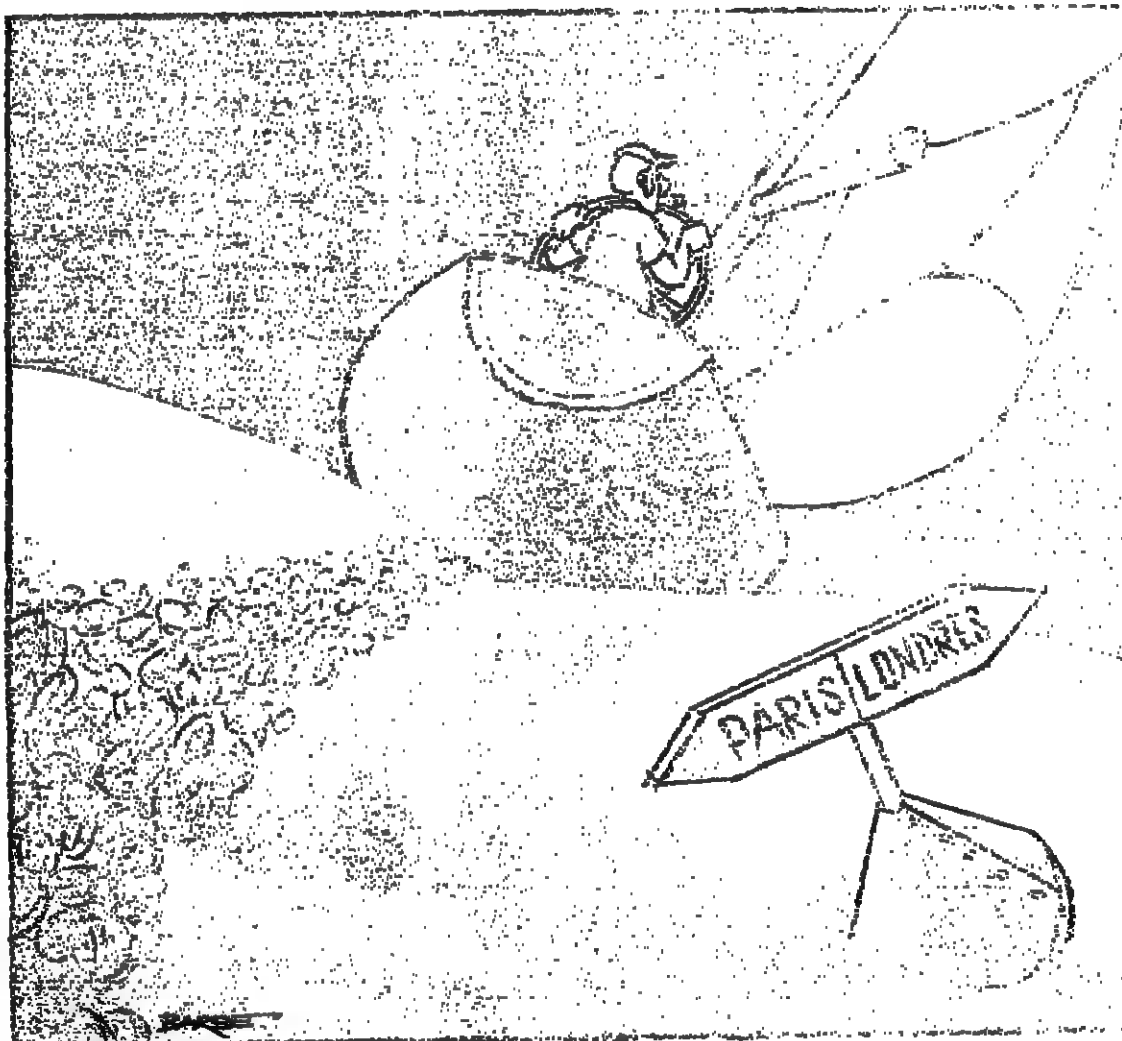
A une heure de Bangkok, le groupe Bouygues construit pour le compte d'un magnat thaïlandais une ville-satellite géante pour les classes modestes

BANGKOK de notre correspondant

Un couple intimidé, un bureau de vente. La femme sur son sac une petite fille de cent bahts (environ 12 francs chacun). Le studio qu'ils achètent - 33 mètres carrés d'eau comprise - vend sur plans 350 000 bahts (environ 42 000 francs). Ils paient 10 % en liquide, engagement. Ils verseront 10 % la signature du contrat et le reste en la remise des clés. Entre-temps, leurs revenus, d'environ 15 000 bahts par mois (3 400 francs), leur auront permis d'obtenir un crédit bancaire qu'ils ont remboursé à raison de 3 500 bahts (800 francs) par mois. L'affaire est conclue. Dans deux ans au plus tard, un couple d'instituteurs ou de petits fonctionnaires emménagera dans sa jeune propriété.

Jean-Claude Pomont

Lire la suite page 35



L'Europe des Rothschild

Solidaire mais séparés depuis près de deux siècles, les deux branches de la famille Rothschild, à Londres et à Paris, ont amorcé un rapprochement « historique ». Objectif : constituer un terme un groupe financier à l'échelle du Vieux Continent, capable de rivaliser avec les plus grands européens, américains et japonais. Symbole de cette réunification : David de Rothschild, chef de la maison française, succédera à Sir Evelyn, président de la puissante maison anglaise.

Lire pages 41 et 42
Les articles de François Renard et de Marc Ruffin

Tapie sur le fil

Ministre, Bernard Tapie avait annoncé son retrait du monde des affaires. Le fera-t-il désormais en position de faiblesse, alors que son « empire » apparaît plus fragile que jamais ?

« BERNARD TAPIE est-il un homme riche ? Ou bien est-il ruiné ? Je n'en sais rien. Après tout, Robert Maxwell passait aussi pour un homme riche... » Le propos est assésin. Il peut être ressenti comme une nouvelle manifestation de l'« halali » ou du « lynchage médiatique » dont l'ex-ministre de la ville serait la cible selon les hiérarchies socialistes. Mais il reflète, une forme abrupte, les interrogations de la communauté financière. Longtemps prononcés mezza voce - certains analystes n'ont pas hésité lors de l'introduction en Bourse du holding Bernard Tapie Finances (BTF) - les doutes s'expriment aujourd'hui plus bruyamment. Et prennent plus de relief quand l'autre Tapie - le bretteur politique - est à terre.

Difficile à l'heure de l'état de santé de BTF doit-il se mesurer à l'aune de son cours de Bourse ? Proposée au second marché à 135 francs, l'action en valait 142 au soir de la première cotation, le 21 novembre 1989. Elle montait à 160 francs en décembre avant de décliner lentement jusqu'en juillet 1990, où l'annonce du rachat d'Adidas la propulsait à 220 francs. Un pic qu'elle n'atteindra jamais. À la veille de l'entrée de Bernard Tapie au gouvernement, elle était au plus bas, à moins de 120 francs. Au lendemain de son éviction, elle a rebondi à 110. Et à 116 vendredi.

L'incertitude politique pèse sur le cours. Mais aussi le « flou », l'opacité, voire le « black-out » qui entourent les résultats de la société, selon les analystes financiers. Les comptes de l'année 1991 ne sont pas disponibles, ce qui le conseil d'administration du groupe convoqué début mai devrait pourtant avoir arrêtés. La date de l'assemblée générale est

actionnaires n'est toujours pas fixée, quand la plupart des firmes ont déjà sacrifié ce rituel annuel. L'impatience des milieux financiers n'est d'autant plus vive que le groupe - qui n'a pas été autorisé à publier de comptes semestriels l'an dernier. Ni, si ce n'est les confidences, facilité le travail des spécialistes. « L'an dernier, nous avons sollicité l'accoutumée, des entretiens privés pour élaborer nos prévisions boursières », une analyste. BTF n'a jamais donné suite. Cette attitude dilatoire a d'autant plus intrigué que les derniers chiffres connus - l'année dernière - n'étaient guère flatteurs. Minoritaires inclus, les 11,5 milliards de francs du groupe se s'élevaient qu'à 1,35 milliard de francs, quand les 11,5 milliards atteignaient 2,1 milliards - quatre fois le demi-cash-flow - et les dettes à court terme, 4,6 milliards. « Pas très brillant », conclut un spécialiste.

COMPLEXITÉ • A l'aune de ses actifs, la situation du groupe n'apparaît guère plus flamboyante. Rompant le mutisme, la société a publié, jeudi 28 mai, un avis au Bulletin des annonces légales obligatoires annonçant une baisse de 7 % du chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre par rapport à l'an dernier (3,12 milliards de francs contre 3,38 milliards), après des cessions successives de Donnay International (raquettes de tennis), La Vie Claire (boutiques diététiques), les activités Tournus Equipement, Ménage. Le 14 avril, la filiale Bernard Tapie Communication cédait les 1,66 % de TF1 qu'elle détenait.

Les actionnaires du holding BTF, qui n'ont pas de flucuer, se désolent désormais à peu

de chose, malgré l'apparente complexité de l'organigramme du groupe : une branche autour de Terrailon et Testut, le contrôle du géant allemand Adidas. D'un côté, l'OM sans beaucoup de substance de l'autre, un groupe mondial en perte de vitesse. Un groupe, d'ailleurs, que BTF n'a pas fini de rembourser l'acquisition. Et dont certains doutent qu'il en ait les moyens. N'a-t-il pas été contraint de céder 45 % d'Adidas pour acquiescer à ses premières échéances de l'emprunt contracté lors de l'achat ?

En août, tombera la dernière tranche du prêt. Ce minimum de millions de francs que Bernard Tapie doit avoir réunis d'ici là, les désengagements successifs correspondent à une nécessité (1). Son désir de céder la branche pesage, aussi. L'an dernier, le patron de l'OM confiait un mandat de vente à des établissements bancaires concernant la société Testut. L'affaire a fait le tour de la place ; Acto, le holding contrôlé par Georges Pébereau, a « regardé » le dossier... donner suite. La rentabilité médiocre n'a pas convaincu.

Pierre-Angel Gay et Caroline Monnot

Lire la suite page 36
et les articles de Gérard et Jacques Fortier

LES 3^e CYCLES DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE...

- Gestion et administration d'entreprise
- Marketing et gestion commerciale
- Finance d'entreprise et de marché

ADMISSION

■ + 4 (Maîtrise d'Université) équivalent, Diplôme grande de commerce ou d'ingénieur, Médecins, Pharmaciens) ■ 6 ans d'expérience professionnelle.

SELECTION

Sur dossier ■ entretien avec jury.

FORMATION

Octobre 1992 à juillet 1993.



22, boulevard de Font-de-Vaux - 75017 Paris
Téléphone : 40 53 99 99 - Télécopie : 40 53 98 98

Des chèques sous surveillance

Les inouvrables

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT
21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

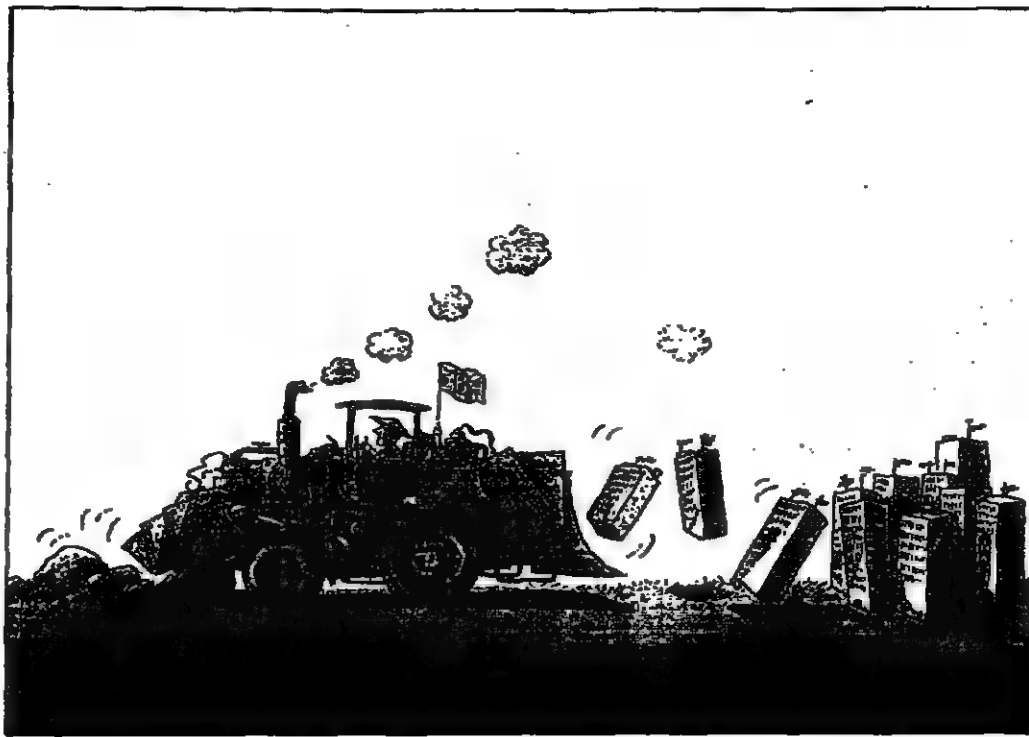
Du bidonville à la Cité dorée

Suite de la page 33

Il quittera définitivement son bidonville de luxe (eau, électricité, télévision), mais bidonville quand même, ou le logement des parents ou de beaux-parents dans lesquels on s'entasse à cinq ou six par pièce. Il fallait deux heures pour gagner le lieu de travail. Il n'en fallait plus qu'une, car une autoroute, déjà en construction, traversait directement le centre ville et un projet de train aérien est à l'étude.

Sur le chantier, les mètres d'eau en kit, entièrement montés, sont en place dans certains studios, et chaque propriétaire peut aménager, s'il le veut, un vrai kit-bidonville autour d'un bloc-eau (robinet et évacuation). Chaque pièce donne sur une grande hall vitrée : un prix si modique ne prévoit pas la climatisation centrale. Mais la prise de la climatisation est déjà installée.

Voilà, vécue, l'idée d'un projet sans précédent : un homme, une ville. L'homme, c'est Mongkol Kanjanapas, patriarcat d'une grande famille d'origine chinoise, qui se classe septième parmi les Thaïlandais les plus riches. Au fil des décennies, il a acquis 840 hectares de terres à dix minutes de l'aéroport international de Dong Muang et à 20 kilomètres du centre de Bangkok. La ville, c'est Muang-Thong-Thani - la Cité dorée, - ville-satellite, ville-champignon, qui, dans un alignement continu, a une première tranche de 141 hectares, comptera au moins trois mille habitants - comme que Toulouse! - et fournira quatre mille emplois en l'an 2000. Beaucoup plus si le public et les industriels suivent, puisque l'objectif est d'atteindre, d'ici quinze ou vingt ans, un million d'habitants, soit l'équivalent de Lille et de son agglomération.



En attendant, les réalisateurs, deux des fils de Mongkol, gardent les pieds sur terre : des méthodes agressives de marketing mais des investissements qui tiennent compte des commandes. Les plans, qui étaient également prévus, ont déjà été modifiés à plusieurs reprises. C. P. Wong est prudent : plus des trois quarts des appartements en construction ont déjà été vendus sur plans.

Les Kanjanapas ont commencé par vendre des lots individuels autour de pièces d'eau aménagées. Un vaste quartier résidentiel, bien tracé, avec des petits commerces, est donc déjà en place sur l'espace de cinq

ou six ans. Depuis, on est passé à des ensembles d'immeubles, une zone industrielle, un centre commercial.

CONTE DE FÉE • Il a fallu trouver un entrepreneur immobilier, capable de gérer l'ensemble, d'apporter un plus et, surtout, de respecter un calendrier puisque le chantier est, en partie, financé par des ventes sur plans. Et c'est Bouygues qui a récolté la mise. « Un conte de fée », ainsi que le surnomme Patrick Anciaux, qui gère le projet.

Un homme d'affaires de Hongkong, C. P. Wong, alias

Anant Kanjanapas, le petit de Mongkol, a vu un jour s'élever devant lui un magnifique immeuble de gratte-ciel, Pacific Place, réalisé par Bouygues. Il a pris contact avec Patrick Anciaux, le représentant de Bouygues en Thaïlande, en 1990. « La première signature a eu lieu le 1^{er} juillet 1990 », raconte Patrick Anciaux.

Aujourd'hui, Bouygues a signé avec Bangkok Land Co Ltd, qui construit la ville satellite de Muang-Thong-Thani, pour plus de 4 milliards de francs de travaux. Première tranche : huit immeubles industriels de dix étages, et d'une superficie globale de 520 000 mètres carrés. Il livrera

en 1992 la première tranche : vingt-quatre immeubles de vingt-neuf étages abritant 1 000 appartements de 90 à 100 mètres carrés (catégorie confort), des bureaux et quelques commerces (livraison : de février 1993 à mai 1994); trois autres tranches : 27 immeubles de dix à quinze étages comprenant 2 500 logements sociaux (de 30 à 45 mètres carrés) et 864 commerces (livraison : de mai 1993 à mai 1995).

A ces réalisations, il faut ajouter un projet de centre commercial (pour 550 millions de francs) d'une surface totale de 165 000 mètres carrés et qui comprendra deux étages de bureaux de trente-deux étages. Enfin, dernier accord en date, passé le 23 mars, avec Patrick Anciaux, le groupe Saur, sera chargé de la gestion de la ville.

« CONDOS » • Bouygues a recruté cinq cents employés et quatre cents ouvriers thaïlandais, dont certains ont été formés sur un chantier au Proche-Orient et qu'encadreront quelques dizaines d'expatriés. Les délais sont respectés grâce à des salaires flexibles sur place. Le chantier des immeubles destinés à l'industrie légère est le plus avancé. Les « condos » populaires (studios et deux-pièces) s'apprêtent à recevoir leurs acheteurs, et les tours réservées aux appartements forment déjà un long alignement continu à l'horizon.

Cette opération, unique en son genre, se développe au rythme où le marché du logement se réveille à Bangkok, une métropole de plus de huit millions d'habitants. Mais le paradoxe n'est qu'apparent. En effet, la construction affaiblit les appartements de grand luxe, et les Kanjanapas visent, avant tout, une nouvelle catégorie de consommateurs

la propriété, ceux qui, au milieu de la moyenne, ainsi que les enseignants et les fonctionnaires, aux revenus encore peu élevés. Ce créneau, jusqu'à présent inexploité, comme le prouve l'engouement populaire initial pour Muang-Thong-Thani. Et l'aventure semble peut-être le début de la fin pour les bidonvilles encore coincés dans Bangkok.

PARADOXE • En outre, la demande d'immeubles ne cesse d'augmenter. Il y a, cependant, au milieu d'un risque sérieux : dans une ville, satellite, il faudra entretenir les ensembles résidentiels à long terme, un pari qu'Anant Kanjanapas se sent les moyens de tenir si qui explique sans doute l'appel au groupe Saur pour gérer la cité.

Pour Bouygues, l'enjeu est très important. L'entreprise française a déjà construit le pont Taksin, un important ouvrage qui enjambe le fleuve Chao Phraya en plein centre de Bangkok. Si Muang-Thong-Thani se développe davantage, Bouygues sera le mieux placé pour construire les usines, logements, bureaux - déjà planifiés pour un million de francs de travaux qui pourraient attirer à plusieurs milliers de francs supplémentaires.

Ainsi implanté dans le royaume, Bouygues-Thai se prépare au premier tour d'un marché de grande envergure d'immobilier qui s'annonce particulièrement juteux : autoroutes, deuxième aéroport desservant Bangkok, projet de grand pont dans la capitale... Patrick Anciaux, pour la Thaïlande, sera le meilleur placé pour les investissements, le marché sera, en définitive,

Jean-Claude Pomonti

Les compagnies les plus performantes ne prennent pas de décision en l'air.

C'est pourquoi 90% des compagnies aériennes dans le monde font confiance aux services de communication de Northern Telecom.

nt northern telecom

La technologie qui fait parler le monde.

Pour en savoir plus sur le grand de la communication numérique présent dans plus de 80 pays, téléphonez au (1) 49 07 24 27 ou écrivez à Northern Telecom - 11 place de l'Étoile - 92062 Paris La Défense Cedex 13.

© 1992 Northern Telecom

هكذا من الأول

Tapie sur le fil

Suite de la page 35

L'issue du **NIKE** (reprise de l'entreprise par les salariés envisagée à Terrillon) est tout aussi incertaine (lire ci-contre). Son entourage assure pourtant que la somme est « virtuellement » close.

Admettons. L'essentiel doit être fait. Bernard Tapie devrait apporter à l'argent frais que la direction lui réclame. Non seulement pour respecter la promesse d'augmentation de capital de 100 millions de francs (1 milliard de francs environ), à laquelle il s'était imprudemment engagé lors du rachat de la société auprès de ses anciennes propriétaires, les **Dassler**.

Mais surtout pour permettre à la firme allemande de résister à la concurrence que lui livrent Nike et Reebok. Deux firmes américaines surgies à profonds fonds du classement il y a quelques années et propulsées aux deux premières marches du podium. A l'échelle de la planète. En France même, l'an passé, Nike et Reebok caracolaient au premier rang.

C'est à la fin de son mandat, Horst Dassler, qu'Adidas a décroché, le directeur commercial d'une grande enseigne du sport. Elle n'a plus de phase de jeunesse de quatorze à dix-neuf ans, qui pèsent un tiers du marché. L'entreprise, péché de conservatisme, s'est arc-boutée sur la clientèle stades, quand c'était l'adolescent découvert des



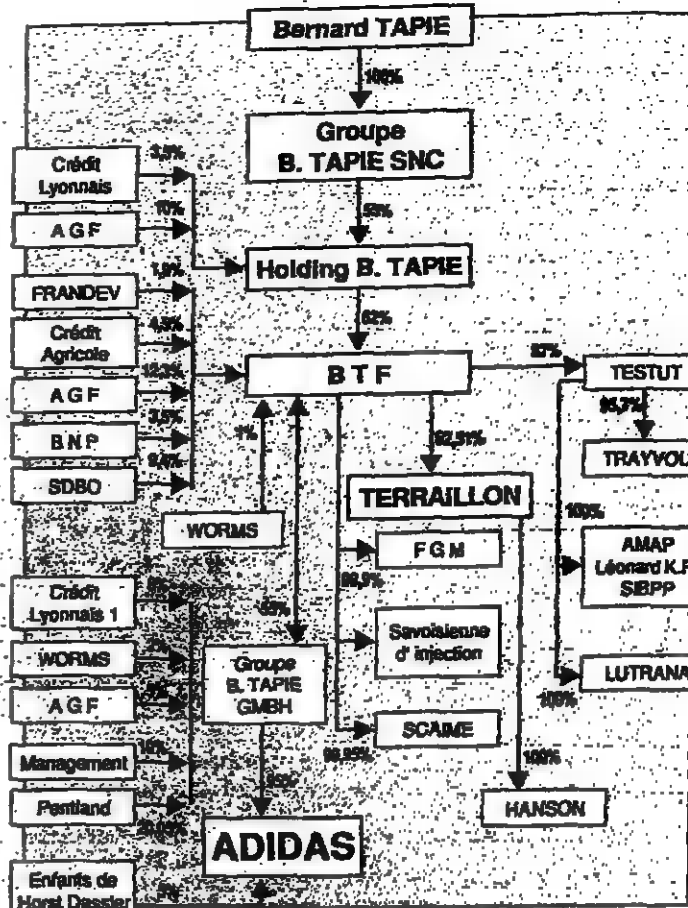
banlieues qui faisait le marché. Nike et Reebok, elles, ont humé l'air du temps. « Ce sont deux entreprises qui ne fabriquent rien, qui ne vendent rien, pour qui on est responsable des ventes. Elles traitent la commercialisation, elles sous-traitent la production, cherchant à permanence le meilleur fournisseur à Taiwan, en Thaïlande ou en Malaisie. Nike et Reebok n'ont qu'un métier : le marketing. Elles inventent des concepts, les font connaître. Ce sont des sociétés d'ingénierie pure. » Adidas fabrique des chaussures de bonne qualité. Les américains vendent des Nike Air et des Reebok Pump. Une ambiance, une musi-

que, un souffle d'Amérique... Concurrencé par un imaginaire, Adidas l'est aussi. Un prix. « Fabriquer une paire de chaussures en Europe revient à 150 francs. L'importer de Corée en coûte 35 », remarque, ironique, un proche de Bernard Tapie. Et les chaussures sont vendues au même prix. Nike et Reebok engrangent des marges, Adidas licencie : la filiale française vient d'annoncer 450 suppressions d'emplois et 1 710 salariés. L'argent s'engloutit dans de coûteuses restructurations, quand Nike signe de fabuleux contrats publicitaires. S'adapte Michael Jordan, le roi du basket américain, à Spike

Lee pour **South-Central**, à Los Angeles - avant les émeutes - un spot publicitaire inspiré de la période *peace and love*. Dans une blanche gotha des **Adidas** européens. La tenue est humble. Le champion **Barbie** en est toujours davantage fidèle.

Pour ne pas raccrocher ses pointes, Adidas a marqué d'argent. Beaucoup d'argent. Regarder un point de part de marché coûte une fortune. Cette année, les trois rivaux investissent chacun, dans l'Hexagone, 100 millions de francs en publicité. Sponsoring et parrainage non compris.

DEUX ÉCHecs • Bernard Tapie peut-il suivre ? Entre le remboursement de son emprunt et le quote-part de l'augmentation de capital, son **NIKE** doit au minimum un bon milliard de francs. Difficile. Sauf à solliciter des investisseurs financiers. Est-ce pour cela qu'il envisageait, au gouvernement, de « se consacrer à son nouveau métier » ? Du britannique **Peugeot** au président du directoire d'Adidas, **René Jeager**, la ronde des représentants rôtis ou posés avait déjà commencé. A quelques heures de sa démission forcée, le patron de l'OM annonçait son prochain départ. Un désengagement qui sonnait comme un échec. Mais un désengagement que le ministre pouvait faire pour un nouveau rebondissement, un nouveau rebondissement, **René Jeager** prouve. Aujourd'hui, la donne a changé. Délicat, en effet, pour un battant d'encaisser les succès et, à la fois, impossible à maquiller. Vendre Adidas



ministre lui permettait, certes, d'espérer un plus-value et de ses traces. Mais vendre Adidas signifiait pour Bernard Tapie aborder une association ardue en position de faiblesse. Une première pour celui qui personnifiait le repren-

conquérant d'entreprises en difficulté. A quel point de bienveillantes banques ne savent la mine de l'ancien ministre. Reculer pour mieux sauter ?

Pierre-Angel Gay et Caroline Mornot

CE MOIS-CI

CHALLENGES

ECONOMIQUES

- Les secteurs qui embauchent
- Les salaires qui augmentent
- Les plans de carrière qui réussissent
- Les créateurs qui se moquent de la crise
- Les placements sans risque

CHALLENGES C'EST L'ÉCONOMIE SOUS UN AUTRE ANGLE

18 F SEULEMENT

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les résultats du CIC Paris en 1991

CIC Paris

L'Assemblée générale ordinaire du Crédit Industriel et Commercial (CIC) qui s'est tenue le 22 mai 1992 sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre Aubert a approuvé les comptes de l'exercice 1991.

Avec pour la deuxième année consécutive un résultat courant d'exploitation positif en dehors de éléments à caractère exceptionnel, le CIC Paris poursuit son redressement.

Le produit bancaire (y compris les produits accessoires) de l'exercice 1991 s'élève à 2 478 MF en progression de 6,8% par rapport à 1990. Cette évolution du produit net bancaire résulte principalement d'une augmentation du volume des commissions et des activités financières.

A 1992,2 MF, les frais généraux connaissent une hausse de 5,3% par rapport à 1990. Après plusieurs années de stagnation, l'augmentation traduit la volonté du CIC Paris d'accélérer la modernisation de la banque en ne différant pas la réalisation des dépenses nécessaires à l'accompagnement de son programme d'investissements qui représente un montant de près d'un milliard de francs réparti sur les années 1990 à 1994. Au 31 décembre 1991, conformément aux prévisions, la poursuite d'une politique de rigueur, les effectifs opérationnels ont baissé de 3% par rapport à fin 1990.

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 525,8 MF, en hausse de 12% par rapport à l'année précédente. Après dotation aux amortissements et provisions courantes, le résultat courant d'exploitation atteint 149 MF, soit une hausse de 12,5% par rapport à 1990.

Après prise en compte d'opérations à caractère exceptionnel et notamment de la revalorisation de certains actifs immobiliers, la banque, le résultat net social s'établit à 503,4 MF. Compte-tenu des règles de consolidation, notamment en matière de réévaluation des actifs immobiliers, le résultat net consolidé s'élève à 130 MF (part du Groupe).

Malgré une moindre croissance du PNB au cours du premier trimestre 1992, le résultat d'exploitation avant provisions progresse de 12,2% par rapport à la période comparable de l'exercice précédent grâce à une bonne maîtrise des frais généraux. Depuis le début de l'année, le CIC Paris a engagé une réforme de son réseau bancaire conduisant à la spécialisation de tous les points de vente en fonction des grandes composantes de sa clientèle. Cette réforme devrait permettre au CIC Paris d'accroître de façon durable ses performances commerciales et sa compétitivité.

Demain notre supplément

Le Monde SCIENCES

L'HERMÈS Editeur
Méthode de Révision :
Techniques du Commerce International
D. NICOLLE 3ème éd. 1991
• Etudes de cas de Comptabilité N. JOURNO 1ère éd. 1991
Diffusion MEDILIS SA - 9 rue Séguier 75006 PARIS

ACTUALITÉ

Terraillon à bout de souffle

Avec un effectif divisé par cinq en dix ans, des pertes importantes en 1990 et 1991, que la firme a réussi de mieux à la veille d'un RES, c'est son cours en Bourse

LYON ■ ■ ■ ■ ■ bureau régional ■ ■ ■ ■ ■

ONZE ans après l'entrée dans le monde de Bernard Tapie, l'entreprise de matériel de pesage, d'Annonay (Haute-Savoie), la banque de Genève, paraît à bout de souffle. D'ici au 30 juin, l'ancien ministre de la ville doit faire connaître les conditions d'un rachat d'entreprise par les salariés (RES). La cotation en Bourse est suspendue depuis le 15 avril, après que le cours ait curieusement augmenté de 32,93 %. Pourtant, on s'attend à une nouvelle « charrette » de suppressions d'emplois, qui ramènerait l'effectif à 100 personnes. C'est-à-dire cinq fois moins qu'en 1981, si l'on n'inclut pas les cent salariés d'une entreprise haut-savoyarde de BTF, la filiale de conception et d'application d'instruments de mesure électronique (SCAIME), naguère rattachée à Terraillon, qu'elle jouxte. Le constructeur de matériel de pesage de marché significatif face à ses grands concurrents SEB et Moulinex. Mais, il n'y a pas de miracle Tapie à ce lieu, ce n'est pas ici.

En 1983, les salariés du marché financier lui ont permis d'introduire en Bourse le capital de Terraillon. L'entreprise bénéficiait depuis 1981 d'un concordat, après son dépôt de bilan, survenu alors qu'elle était encore la propriété des fondateurs. On imagine la satisfaction des six cents créanciers et fournisseurs qui, après avoir accepté des délais de paie-

ment de 100 jours, pour un total de 10 millions de francs, voyaient le repreneur solliciter l'illux l'épargne publique.

Cette année, le représentant des créanciers, M. Olivier Descloux, de Saint-Julien-en-Genevois, a traduit Terraillon devant le tribunal de Thonon-les-Bains. Objet du litige : alors que le traité concordataire de 1981 le lui interdisait, Terraillon vient de céder trois immeubles pour un montant de 27 millions de francs, somme qui aurait dû être répartie entre les créanciers. Une

transaction a été conclue « extrême, pour ne pas compromettre l'existence » de Terraillon : les deux derniers dividendes du concordat (1992 et 1993) porteront un intérêt de 12,5 % des créanciers.

Étendu sur des milliers de mètres carrés de bâtiments et un terrain de 15 hectares, l'établissement d'Annonay paraît tragiquement surdimensionné. Il a produit plus que 500 balances par jour, explique Elisabeth Lavy, secrétaire (CGT) du comité d'entreprise, sala-

riée de Terraillon depuis dix-neuf ans, alors qu'on espérait en fabriquer 10000 jadis. Terraillon possède depuis quelques mois 45 % du capital d'un atelier de 160 personnes à Malaisie au côté d'industriels locaux. Le matériel de pesage provient aussi d'Irlande, où Terraillon a acquis, en janvier 1989, l'entreprise Hanson Ltd, spécialisée dans la construction mécanique et l'horlogerie (135 salariés).

L'acquisition de la filiale irlandaise a été financée, en 1989, par une augmentation de capital, d'un

produit de 105 millions de francs, largement souscrit par le groupe Tapie et les banquiers. Deux ans plus tôt, profitant d'un engouement pour certaines valeurs du second marché, Terraillon avait lancé un appel à l'épargne publique, dans des conditions presque miraculeuses : le public avait acheté des actions nouvelles au prix de 700 francs, alors que le cours des anciennes culminait à 1100 francs - une puissante incitation à « suivre ». Ce qui permit d'augmenter les émissions de droits de souscription,



avant que le cours ne s'effondre. Bien qu'inscrite en Bourse, Terraillon s'est livrée à une étonnante gymnastique.

GYMNASTIQUE ■ La SCAIME, fabricant des capteurs de forces, indispensables pour la construction du matériel de pesage, créée à partir du bureau d'études de Terraillon (1983), fut cédée ensuite à la mar-merc (1985) avant de rattrapper, enfin, le giron de BTF (1989). Au moment de l'entrée en Bourse, la note d'information avait pourtant annoncé qu'elle « devait constituer l'élément moteur de l'expansion » de Terraillon. « Nous avons tous compris que la SCAIME est une machine à remonter les bénéfices », observait, après la dernière cession, un financier lyonnais. Le constructeur de petits fours électriques Vivipap ou le fabricant d'articles de ménage et d'équipement hôtelier Tournus ont aussi été acquis puis cédés, en totalité ou « par appartements », à BTF et à d'autres.

Que vaut maintenant Terraillon ? En novembre 1989, dans les documents publiés au moment de l'entrée en Bourse de BTF, la filiale Terraillon, dont il fallait noter les mérites, était estimée créditée de 100 millions de francs de richesses latentes. Chacun sait, demain, ce que l'encadrement est prêt à verser pour une entreprise ayant perdu 25 millions de francs en 1990, et encore 33,8 millions en 1991, pour un chiffre d'affaires consolidé de 490 millions.

Philippe Bouchet

Les « Adidas » cherchent leur patron

SITUATION de notre correspondant

« On disait qu'il se préparait quelque chose, mais on ne pensait pas qu'il irait jusqu'à ça », André Schweitzer, adjoint au maire de Dattwiller, vient d'apprendre la prochaine fermeture de l'usine Adidas, installée dans cette petite commune lorraine proche de Sarrebourg depuis près de 20 ans. Des 320 salariés actuels, 100 seulement resteront sur place pour une activité de stockage, 40 seront transférés dans les locaux proches de La Wail et de l'usine de la Wail.

La production d'Adidas se concentre à Pfaffenhofen, au nord de Strasbourg : 500 000 paires de chaussures

par an, selon les chiffres officiels du comité d'entreprise, mais que l'unité en fabrique le double. On ne sait donc qu'un surdeux, pour François Klein, secrétaire régional de la CGT, majoritaire chez Adidas en Alsace, « il y a pour l'instant 250 salariés : peut-on envisager qu'avec 100 on va fabriquer 500 000 paires ? » L'usine d'Adidas, image de marque de la firme lors des compétitions de football, doit être supprimée.

Une forte proportion des salariés d'Adidas a accepté avec résignation ce nouveau plan de suppression d'emplois : la CGT, qui a organisé une manifestation devant le siège Adidas de Landersheim, a dû se mobiliser :

« Nous avions prévu qu'il allait y avoir des problèmes : la direction nous reprochait de dire n'importe quoi, mais à dé-derrière le personnel ».

Le syndicat s'est alors efforcé de convaincre les salariés locaux qu'il ne s'agit pas d'une fermeture de plus, mais bien de la survie à terme d'Adidas en Alsace. François Klein, le fait, les salariés veulent obtenir au moins un statut pour l'indemnité de recherche « des activités de substitution ». L'ADIRA, comité d'expansion du Bas-Rhin, que Daniel Hoffel, secrétaire (UDF) et président du conseil général du Bas-Rhin, s'y était déjà battu, gène par le flou sur les intentions de la direction du

groupe. L'inquiétude a seisi aussi le personnel du célèbre restaurant L'Auberge du Kochersberg, « cantine de luxe » des cadres d'Adidas à Landersheim : les salariés du groupe et dépendent de la convention collective.

Les « Adidas », qui n'ont jamais vraiment pris Bernard Tapie au sérieux, ont l'impression de vivre un repli en Alsace. Les jeunes ont quitté les bureaux de la filiale Prochaska, gérant d'Adidas-France, à la fin de l'été, le vrai pouvoir demeure celui des responsables allemands d'Adidas, qui n'ont pas d'âme.

Jacques Fortier

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU MERCREDI 27 MAI 1992

ALLOCUTION DE MONSIEUR JEAN-MARC VERNES, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Je n'insisterai pas sur les résultats de l'exercice écoulé, le rapport du Conseil d'Administration étant très complet et le vidéo-show qui vient de vous être présenté vous donnant une situation claire de notre Groupe.

Comme vous pouvez le constater, Béghin-Say pôle agro-alimentaire du Groupe Ferruzzi a aujourd'hui atteint une dimension internationale. Depuis le début de l'exercice en cours, l'acquisition de Ducros est un important complément de nos activités Grand Public.

L'événement le plus important de ce jour est bien sûr Eridania Béghin-Say, la naissance de laquelle nous allons assister dans quelques instants lors de l'assemblée générale extraordinaire qui suivra l'actuelle assemblée.

Eridania apportera, en plus de liquidités importantes, une activité Sucre et Francor 30 % de Cerestar.

Eridania Béghin-Say devient ainsi le premier producteur sucrier de la Communauté Européenne et détient 100 % de Cerestar. Lesieur en France, Koipe bientôt associé à Elusos en Espagne et Carapelli en Italie constituent nos activités Huile Grand Public.

Eridania Béghin-Say, opération de grande envergure constituée une première en Europe. C'est autour de la société française Béghin-Say qu'Eridania apporte ses activités industrielles : l'Europe n'est pas ainsi pour nous une phrase mais une réalité.

Je m'étais fixé d'atteindre cet objectif depuis de longues années et je suis heureux de conclure que ma fierté dans la vie d'industriel.

Cela fait aujourd'hui près de 40 ans que je m'occupe de Béghin. En 1952, c'était une société familiale importante prospère dirigée par Ferdinand Béghin. Par ses activités à l'intérieur de l'hexagone. Je l'ai vue grandir et participer à son évolution. Je l'ai vue se transformer en société anonyme et dès 1956 être cotée en Bourse. Ses activités étaient limitées au sucre et au papier. Grâce à la politique agricole commune, la France a pu prouver sa première place dans le betterave-sucre. Puis en 1967 fut l'OPA sur Say en association avec la Raffinerie Tirkemontaise. Tate & Lyle et Eridania ce qui nous rappelle aujourd'hui que nos relations datent de plus de 25 ans.

En 1973 avec l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun la fusion Béghin-Say se réalise, puis dans le sucre nous avons acquis progressivement plusieurs sucreries dont la plus importante fut la Sucrière de Cambrai pour laquelle j'ai un attachement particulier : ce fut une opération longue et difficile.

Dans le papier, j'ai vu l'évolution de la Papeterie de Corbehem en 1970 l'achat de la Cartonnerie de Kayersberg et la création du secteur Quatre de Cellulose, produits étant distribués sous la marque « Lotus » devenue célèbre.

En 1978, j'ai fait la connaissance de Monsieur Serafino Ferruzzi, malheureusement décédé accidentellement, et c'est son gendre Raul Gardini qui lui a succédé que nos relations sont devenues réelles. Je rappelle que je n'ai accepté d'envisager de

l'aider à augmenter son part dans le capital qu'après avoir obtenu une fin de non-recevoir de tous les groupes français que j'avais contactés.

Depuis lors, les liens entre ma présidence Béghin-Say et Ferruzzi se sont resserrés tous les jours davantage pour aboutir à une majorité en 1986.

Contrairement à d'autres, cette prise de contrôle n'étant faite par étapes elle n'a pas suscité de réactions négatives du côté français. Régulièrement nous nous sommes rencontrés avec les membres de la Communauté Européenne. Ce fut pour moi un motif de satisfaction.

Je n'ai qu'à féliciter du chemin que j'ai choisi Béghin-Say serait pas aujourd'hui ce qu'il est, c'est-à-dire un grand groupe mondial agro-alimentaire si nous n'avions l'appui du Groupe Ferruzzi.

Je me suis fixé dans ma carrière de ne jamais dégrader les règles de l'éthique et de la loyauté et ce pour que ceux qui en bénéficient aient de même à mon endroit. C'est pourquoi étant à la fois l'ami de Raul Gardini et de la famille Ferruzzi je n'ai lâché ni l'un ni l'autre dans la séparation familiale qui s'est produite en juin 1991 : je n'aurais pas accepté de prendre une telle attitude.

Raul Gardini a joué un rôle déterminant dans l'actuel Béghin-Say car c'est lui qui en a fait prendre le contrôle par le Groupe Ferruzzi. Je suis, par ailleurs, heureux d'avoir manifesté à mon ami Arturo Ferruzzi ma fidélité en poursuivant ici ma tâche.

Néanmoins l'objectif que je m'étais fixé atteint et, ayant toujours déclaré qu'il fallait fixer des limites à la durée des mandats, notamment dans les sociétés dont on n'est ni le fondateur ni l'actionnaire principal, je ne vais pas déroger à ce principe car je veux surtout éviter de tomber dans le travers de ceux qui croient, souvent à cause de leur âge, indispensables.

J'ai successivement été Administrateur, Directeur Général et depuis maintenant 16 années, Président de Béghin-Say. Aussi ai-je donc informé le Président Arturo Ferruzzi que je lui demanderais d'être déchargé de mes fonctions à la fin de l'année 1992 et que je convoquerais, dans les mois qui suivront cette échéance, le conseil d'administration pour lui proposer le nom de mon successeur.

D'ici là, il me reste quelques opérations importantes à réaliser, j'espère y parvenir.

Dans la grande industrie j'ai également la chance de jouer un rôle primordial dans les organisations professionnelles et tout particulièrement dans l'interprofession betterave-sucre. Cela m'a permis de connaître et d'apprécier le monde agricole. Je m'y suis fait des amis au sens réel du terme : plus particulièrement le Président Garino auquel je tiens à rendre hommage et à le remercier de la compréhension dont il a toujours fait preuve et qui a permis à nos deux secteurs de vivre en bonne harmonie tout en défendant chacun les intérêts de nos mandants. Quant à vous, Chers Actionnaires, merci de la confiance que vous m'avez témoignée et qui ne m'a jamais fait défaut.

Soyez certains que quand je vous quitterai au début de l'année prochaine j'aurai vécu une grande aventure industrielle qui m'aura passionné.

Eridania Béghin-Say

Groupe Ferruzzi

Le groupe Béghin-Say,

pôle agro-industriel ■ Ferruzzi, en 1991, poursuivi sa croissance en diversifiant ses productions ■ renforçant sa présence au sein de la nouvelle Europe, élargie aux pays de l'Est.

Les résultats 1991

satisfaisants et confirment l'amélioration régulière de la rentabilité du Groupe. Ce dynamisme permet la distribution d'un dividende en augmentation de plus de 9 % sur l'année précédente.

Chiffres clés consolidés

1991 (en millions de francs)

■ d'affaires : 40.908 (+ 8,6 %)

■ résultat courant avant impôt : 1.818 (+ 22,4 %)

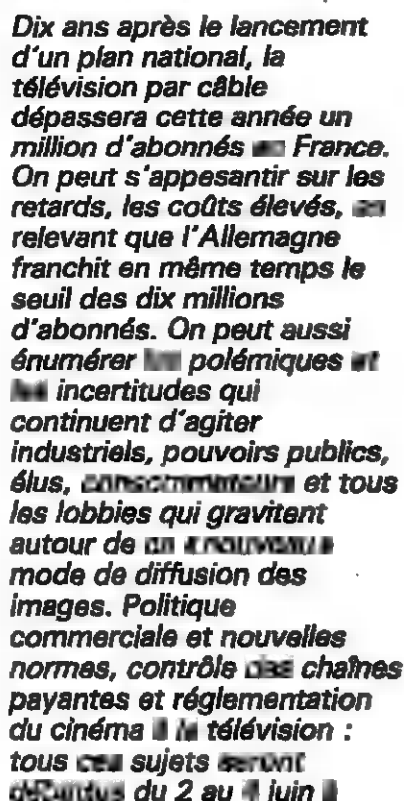
■ résultat net courant (part du Groupe) : 111 (+ 26,7 %)

Eridania Béghin-Say

1992 marque une nouvelle étape dans la vie du Groupe avec le regroupement des activités agro-industrielles de Ferruzzi au sein d'une entité unique dénommée Eridania Béghin-Say.

du CIC Paris en 1991

Techniques de commerce international



Dix ans après le lancement d'un plan national, la télévision par câble dépassera cette année un million d'abonnés ■ France. On peut s'appesantir sur les retards, les coûts élevés, ■ relevant que l'Allemagne franchit en même temps le seuil des dix millions d'abonnés. On peut aussi énumérer ■ polémiques et ■ incertitudes qui continuent d'agiter industriels, pouvoirs publics, élus, consommateurs et tous les lobbies qui gravitent autour de ce ■ nouveau ■ mode de diffusion des images. Politique commerciale et nouvelles normes, contrôle ■ chaînes payantes et réglementation du cinéma ■ la télévision : tous ces sujets seront discutés du 2 au 4 juin ■

Toulon pour la semaine annuelle de Méditerranée. Mais on peut « lire » de façon plus positive le chiffre d'abonnés en France, comme les nouveaux accords conclus entre France Télécom et les principaux opérateurs. Ces accords sont en conclusion logique, même si elle a été tardive et laborieuse — de l'analyse des errements du passé, ils visent à resserrer les liens économiques entre les usagers. Ce million de foyers « câblés » va vivre dans un monde audiovisuel différent, où la télécommande est banale, la pénurie d'images un souvenir, l'Europe (et les Etats-Unis...) une réalité. Ce ne sera pas le mort des grandes chaînes, mais l'avènement d'une autre pratique télévisuelle. Cette pratique va ouvrir des marchés et des métiers nouveaux tant pour l'exploitation des réseaux que pour l'« édition » des contenus. Elle peut aussi, au-delà de l'économie, de la concurrence, des normes et règles, contribuer à élargir notre culture de l'image.

**Dossier établi par
Michel Colonna**

Le Guide 91 des **satellites** offre un annuaire complet et un **tableau** des **problèmes actuels**, 190 F. publié par Edicom (21, rue Tournefort, 75013 Paris, (1) 47-07-29-79).

Les lettres spécialisées INF Cable, Cable marketing et Cable Tech et services (190 F.) sont publiées par Cable juridique, 260 pages, 400 F. Dixit (135, bd Pereire, 75017 Paris, (1) 46-22-52-22).

La réglementation par pays par pays Fréches, PUF, coll. « Que sais-je ? », 126 pages, 11 F. Une bonne introduction, datant malheureusement de 1990, dans

L'Agence Cable du Service juridique et technique de l'information (SITI, 69, rue de Varenne, 75007) a publié plusieurs brochures thématiques.

Un ouvrage consacré aux formalités à remplir des ouvrages plus généraux comme **Le droit des télécommunications** de Francis Ballo (Montchrestien, 735 F., 190 F.).

Les télévisions, les radios, mais aussi les appareils vidéo ou films au contrôle, desant les satellites des fréquences « hertzienne » et leur réception se hertzienne, par des stations naturelles ou par l'homme lui-même. La construction de réseaux permet de s'affranchir — au moins en partie — de ces contraintes de qualité et de quantité, tout en respectant les principes.

Un usager raccordé au réseau peut ainsi bénéficier des avantages de la télévision et du radio au même instant. Cette multiplication est possible grâce à la création de chaînes, thématiques ou locales, par exemple. Selon l'architecture du réseau, l'usager peut même « renvoyer » des informations sur le réseau, ce qui permet de bénéficier de services interactifs. Enfin, le réseau peut être un système qui peut recevoir plusieurs types de données (PAL, SECAM, ou MAC...). Il contribue ainsi à faciliter la réception « transparente » pour l'usager des programmes multimedias, étrangers, et la transition vers de nouveaux types d'images (haute définition).

Chaque réseau est traité à un exploitant commercial, qu'on appelle opérateur. C'est auprès de lui que l'on peut souscrire des abonnements individuels, dont le prix varie selon le site et le nombre de chaînes qu'on veut recevoir : de quelques

"Je ne suis pas certain que la situation actuelle du câble puisse s'améliorer significativement sans mesures drastiques. Mais je constate que la conscience générale du secteur évolue."

André Rousselet,
PDG de Canal Plus,
Mars 1991

dizaines de francs par mois pour le «service antenne» ~~ajouté~~ à plus de 130 francs des chaînes de ~~radio~~ «à l'option». Des mesures ~~nouvelles~~ tendent à ~~faire~~ baisser les tarifs et à favoriser les abonnés collectifs préférentiels, souscrits par exemple ~~pour~~ l'ensemble d'un immeuble, voire intégrés dans ~~le~~ ~~compte~~, les gestionnaires ~~de~~ HLM, ~~pour~~ lesquels des subventions sont prévues.

Le projet de loi en cours d'examen va également faciliter le câblage systématique des immeubles, en le rendant obligatoire pour les immeubles neufs, en simplifiant les démarches des copropriétaires, en prévoyant des servitudes dans les parties communes.

Le raccordement consiste à installer dans le local (logement, bureau, hôpital, chambre d'hôtel...) une prise, sur laquelle est branché le fil d'antenne du téléviseur (ou d'un autre appareil) à un adaptateur, ou un décodeur pour les chaînes cryptées.

■ Par le «plan câble» de 1982, l'Etat et France Télé ont engagé la construction des réseaux dans une cinquantaine d'agglomérations, qui représentent au total 5,3 millions de prises une fois achevés. Treize milliards de francs ont déjà été investis dans ces réseaux, et le total dépassera 22 milliards de francs.

Ce «plan câble» a connu beaucoup de retards. Son coût, ses délais, sa mise en œuvre laborieuse ont été très critiqués — notamment par la Cour des comptes ; ses applications technologiques (fibre optique) et commerciales (séparation des services de construction et exploitation) ont été pro-

“Le câble ne doit pas seulement être construit, il doit être vendu.”

Paul Quilès,
ministre des PTT, juin 1989

gressivement remis en [REDACTED]. Aujourd'hui, quatre opérateurs exploitent commercialement les réseaux : deux privés, Générale des Eaux et la Lyonnaise-Dumez; deux publics, la Caisse des Dépôts et France Télécom qui va reprendre l'exploitation de certains réseaux à la Générale des Eaux.

En dehors du « plan câble », existent certains réseaux datant d'avant 1982 ; ils ont été créés par les communes. Depuis 1987, les communes peuvent autoriser la construction de nouveaux réseaux. C'est le CSA qui en autorise l'exploitation, sur proposition des communes. Plus de 10 millions de prises ont déjà été créées dans les communes. L'Etat ne peut pas imposer la création d'un nouveau réseau privé dit « nouvelle donne ».

Pour construire et exploiter réseaux, on retrouve les quatre grands opérateurs déjà cités, mais aussi d'autres sociétés soit plus petites et spécialisées (RCE, Cneclote, Soracom...), soit qui se diversifient (comme EDF), soit enfin des sociétés d'économie mixte. Leur investissement total est difficile à connaître, mais dépasse plusieurs milliards de francs. Et la rentabilité n'est pas encore au rendez-vous pour tous : les trois opérateurs principaux ont perdu au moins 1,4 milliard de francs en 1991.

■ Tous ces réseaux retransmettent les chaînes nationales «hertziennes». Celles-ci, avec quelques autres, notamment les rares chaînes locales qui existent, forment le «service antenne», premier niveau de facturation. Vient ensuite le service «de base» qui comprend en général plus de quinze chaînes soit étrangères (BBC, ZDF, RAI, TVE, SSR, RTBF, RTL, Sat 1...), soit multinationales (la francophone TV5, qui compose son programme à partir des chaînes françaises, suisses, belges, et québécoises, ou l'anglophone Superchannel), soit thématiques.

Certaines chaînes thématiques sont internationales, comme les chaînes musicales MTV (anglophone) et Euromusic (franco-phonie), CNN (information), Eurosport ou TV Sport. TF1 et Canal Plus contrôlent respectivement ces deux chaînes sportives, qui ont la particularité d'émettre en plusieurs langues, vers différents pays.

Mais la plupart des chaînes thématiques francophones sont limitées à l'Hérégone. Il s'agit notamment de Canal 1 (enfants), Canal Infos (documentaire), Canal Jimmy (retrobranché-postalgie-glamour et cambouis), Canal Infos (information vidéographique), Paris-Première, toutes créées et contrôlées par les grands opérateurs et Canal Plus. Sans être opérateur, Canal Plus a en effet acquis une importance notable du côté des éditeurs de programmes, bien au-delà de sa participation au capital de ces chaînes. La diversité de l'offre, si elle est essentielle du câble, n'empêche donc pas la concentration des pouvoirs. Le Conseil de la concurrence a d'ailleurs plaidé le secteur sous surveillance pour deux ans.

Ce sont les mêmes groupes qui contrôlent aussi une dernière catégorie de chaînes télévisuelles, dites « en option », payantes en sus du service de base : les deux chaînes de films Ciné-Cinéma et Ciné-Cinéma fil. On attend la publication des décrets fixant le statut de ces chaînes, élargissant depuis la loi de 1990 entre les exploitants des salles de cinéma et ceux du câble : les « éditeurs » de programmes contestent notamment les contraintes en matière de diffusion des films (*le Monde* du 5 mai).

Enfin, des services de paiement à la carte, pour des films ou des spectacles, sont appelés à se développer. Après les réseaux du Nord, de telles expériences seront tentées avant la fin de l'année à Paris. En dehors de ces images « distractives », le câble sert aussi de support à des programmes éducatifs ou de formation professionnelle, de télévidéothèque, voire de télé-surveillance.

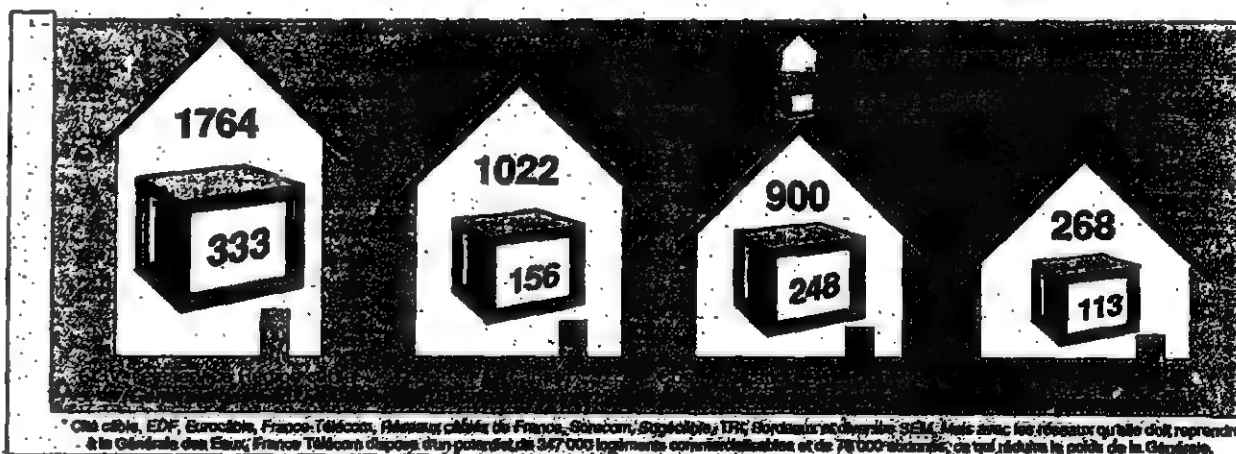
La pratique a imposé diverses variantes de ce schéma... Rapide démarrage, reportant le plus grande partie de l'investissement matériel sur l'antenne (antenne intérieure, etc.).

"Il faut que le prix de l'abonnement baisse, et que la qualité des services augmente."

Jean-Marie Rausch,
ministre des PTT,
août 1991

échange d'un abonnement beaucoup plus faible, se jouant des ■■■■ et ■■■■ tout ! ■■■■ le satellite a permis à Sky B, en Grande-Bretagne, de venir concurrencer avec ■■■■ établies, avec des programmes nouveaux. L'Allemagne ■ remarquablement fait jouer les synergies entre ■■■■ et développement ■■■■ nouvelles chaînes, obligant ■■■■ à passer sur le câble. En Scandinavie comme aux Pays-Bas, les émissions par satellite ont un moyen de contourner les monopoles publics.

En France, la réception directe par satellite n'est pas encore très développée, faute de programmes francophones attractifs sur les satellites fiables capables de recevoir. Le projet de Canal Plus des opérateurs français est un bouquet de chaînes thématiques sur Télécom 2 et de le vendre en dehors des zones câblées est bloqué en raison des divergences sur la norme à employer (la Monde du 5 mai). Son succès élargira l'impact économique des chaînes thématiques. Mais il restera à voir comment fonctionnera la complémentarité organisée entre les deux... alors que les exploitants de réseaux, dans la plupart des cas, n'en supportent pas l'investissement.



C'est aux Etats-Unis que la télévision par câble est née, c'est là qu'elle règne : plus de 59,5 millions de foyers en bénéficient et vivent une vie plus prospère. ~ telle-

ment prospère que les États veulent revenir au contrôle des prix, surveiller la concurrence et la réglementation des exploitants. Le Sénat américain vient ainsi de voter un projet de loi qui met quelques freins à la dérégulation intervenue depuis 1984 avec le Cable Act. Autre menace pour les exploitants : l'appétit des compagnies de télé-phonie, qui comptent sur les services juridiques empêchant d'entrer en ce marché.

La prospérité, on la trouve aussi du côté des programmes : toutes les chaînes qui font partie de l'offre de base ont affiché des profits en 1991, et leurs revenus publicitaires ont augmenté de 18 %, pour dépasser 3 milliards de dollars. Les chaînes câblées les plus importantes sont **CNN** (l'information), **ESPN** (le sport), **Ted Turner, ESPN** (la télévision sportive de **Turner Capital** (MCA/Hearst)), **USA Network** (MCA/Paramount), **TBS** (Turner), **Discovery** (documentaires), **TCI/Com**, **TNT** (Hill, Turner), **Nickelodeon** (Jeunesse, Viacom), **MTV** (musique, Viacom), qui toutes atteignent au moins 55 millions de foyers.

Du côté des chaînes payantes, HBO (du groupe Time-Warner) est le leader mondial du secteur avec ses 20 millions d'abonnés. HBO et sa rivale Showtime (du groupe Viacom, 9,7 millions d'abonnés) ont concen-

dant toutes deux perdu des abonnés. Aussi toutes les sociétés de l'audiovisuel ont-elles les yeux rivés sur les nouvelles formes de consommation permises par le câble.

Le pay-per-view ou PPV aurait 214 millions de dollars en 1991, et les **Tron** qui l'organisent espèrent doubler les recettes cette année. Les deux grands du secteur sont dans l'ordre PPV request et Viewer's choice. News Corp et TCI sont entrés dans le capital du premier; Warner, Disney et des câblo-opérateurs contrôlent le second. Time-Warner expérimente des réseaux à 150 canaux, qui permettent de démarrer des films pratiquement à tout moment.

La Belgique et les Pays-Bas sont câblés de longue date (3,2 et 5,2 millions d'abonnés respectivement, soit des «taux de pénétration» de 90 % et 85 %). La Bundespost Telekom allemande a consacré des investissements impressionnants à son programme de câblage, qui dépassera les 10 millions de prises et les 10 millions d'abonnés (56 %) mais enregistre encore de lourdes pertes.

En Grande-Bretagne, le rapide développement des chaînes par satellite a entravé celui du câble (269 000 abonnés, soit 20 %). L'Europe du Sud reste largement à la traîne : inexistantes en Italie, les réseaux sont en Espagne plutôt de grosses antennes collectives, contumaces du piratage. La France occupe donc une position médiane, assez habituelle, entre mondes latin et anglosaxon.

PRISSES. — On parle du pris réalisé jusqu'à la porte d'un local, qui devient alors commercialisable. La prise devient raccordée quand un foyer devient abonné. On distingue les abonnés individuels et collectifs. Le rapport entre prises raccordées (ou logements commercialisables, selon les cas) et abonnés raccordés donne le taux de pénétration.

COAXIAL, OPTIQUE, N° 10. — Un réseau se caractérise par le câble utilisé (soit coaxial, en cuivre, soit en fibre optique) et par son architecture (en arbre, en étoile, en «mini-étoile», etc.). Le plan câblé de 1982 comprend six réseaux dont la topologie réseau est en étoile et en fibre optique (dits IG) ou en arbre et coaxiale (OG). Le transport sur des distances importantes est, lui, réalisé en fibre optique.

VISIONPASS, CONTRÔLE D'ACCÈS PAY-PER-VIEW. - Pour pouvoir distinguer plusieurs niveaux d'abonnement, les commercialistes des options payantes, ou faire payer à la séance ou pay-per-view (un film, un concert ou un événement), les opérateurs doivent disposer d'un système identifiant les abonnés : le contrôle d'accès. Ce

contrôle repose soit sur l'architecture même du [] (cas de [] 1G), soit [] terminaux à contrôle [] placés chez l'utilisateur (couramment appelés []). Le terminal développé [] France Télécom, Visipass, fonctionne avec [] normes D2 MAC et Eurocrypt. Il identifie [] abonnés grâce à une [] mémoire, vérifie leurs droits, désambroïse [] signaux cryptés. Un système similaire [] est développé par Canal Plus pour la réception payée [] du son de France.

PLAN DE SERVICES. — On désigne l'ensemble des chaînes reçues sur un réseau donné. Ce plan doit être approuvé par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Le baromètre Concerto Média/Câble Marketing, les plans de service français comprenaient, en nombre 1991, en moyenne 12,54 chaînes en plus de chaînes nationales, au prix de 42,62 F en moyenne par chaîne.

CANAL, CHAÎNE, MOSAÏQUE. — Un réseau à une capacité physique de *x canaux*. Plusieurs chaînes peuvent se partager un même canal. Souvent, un canal est réservé à la *mosaïque*, image qui regroupe sur de petits carrés contigus les émissions en cours sur différents canaux.

هكذا من الجمل

L'ECONOMIE

PERSPECTIVES

COSTA-RICA

Offensive bannière

Déjà au deuxième rang mondial des producteurs planteurs costariciens visent le marché européen. Ils développent les surfaces cultivées, misent sur la qualité, la recherche et... l'arrivée d'entreprises étrangères

SIQUERRES (Costa-Rica) de notre envoyé spécial

Vingt centimètres de long, une seule fois le plus lisse possible... C'est le fruit parfait que veulent les consommateurs des pays industrialisés, et nous le produisons... d'ailleurs, à un prix défiant toute concurrence. Victor Herrera, planteur de bananes sur la côte atlantique du Costa-Rica, est fils de ministre, et fier de ce fruit qui est devenu le premier produit d'exportation de ce pays (400 millions de dollars en 1991), avant le café et le tourisme. Fier, inquiet, car, dit-il, « l'Europe ne semble pas vouloir ouvrir ses portes à la banane latino-américaine alors qu'elle s'apprête à le faire pour tous les autres produits agricoles ». L'Amérique latine, qui fournit déjà 55 % des bananes consommées en Europe et près de 70 % de la production mondiale, espère beaucoup du marché unique européen.

Deuxième producteur mon-

dial derrière l'Équateur et premier fournisseur de la CEE (549 000 tonnes en 1991), devant le Panama, la Colombie et l'Équateur, le Costa-Rica vend la moitié de sa production aux États-Unis, mais veut pénétrer les pays européens qui lui restent encore fermés (1), en particulier la France et l'Espagne. Il a entamé depuis quelques années un vaste programme de développement qui fera passer la surface cultivée de 32 000 hectares à 45 000, mais avant, d'ici à 1993 (la production annuelle grimperait de 1,5 à 1,8 million de tonnes). Tous les autres pays de la région ont suivi le mouvement, ce qui leur a valu une surproduction et la chute des prix, comme c'est déjà le cas avec le café. Ainsi le président costaricien, avec ses collègues du Honduras et du Panama, a-t-il demandé à rencontrer François Mitterrand pour lui faire part de ses préoccupations (le Monde du 11 mai).

COURSE • « La banane est en pleine expansion depuis le début des années 80, l'ai décidé de passer de 11 000 tonnes en 1991 à 16 000 tonnes cette année », annonce Victor Herrera. Dans sa nouvelle plantation de plus de 300 hectares de la région bananière de Siquerres, 230 ouvriers mènent une véritable course contre la montre pour couper, sélectionner, laver et emballer les milliers de caisses qui doivent être livrées par camion le jour même, à 60 kilomètres de là, sur les quais de Limón. Destination Hambourg, l'Allemagne, le premier client et le premier consommateur de bananes en Europe (14 kilogrammes par habitant et par an, contre 8 en France).

« En Europe, déplore Victor Herrera, on nous accuse d'exploiter les travailleurs, on leur verse des salaires tout juste suffisants pour prendre un repas par jour. Rien de plus faux ! Les salaires ne sont certes pas aussi élevés qu'en Martinique ou en Guadeloupe, mais les ouvriers des bananeraies sont les mieux payés du secteur agricole au Costa-Rica : ils touchent en moyenne 40 000 colones par mois (environ 1 500 francs, soit près de deux fois le salaire d'un policier costaricien). De plus, nous avons des charges sociales très élevées : 53 % du salaire - et, chez nous, les lois sont appliquées - comparés par les multinationales. La presse européenne a trente ans de retard :

« L'époque des multinationales américaines est dépassée depuis longtemps »

L'époque des multinationales américaines qui faisaient la pluie et le beau temps en Amérique centrale est dépassée depuis longtemps.

En effet, à l'exception du Guatemala et surtout du Honduras - où elles ont néanmoins perdu le pouvoir de changer les gouvernements - la Standard Fruit (Dole), la United Brands (Chiquita) et la Del Monte ont vu leur monopole largement ébranlé par des producteurs nationaux et des sociétés colombiennes ou britanniques.

COLOMBIENS • C'est particulièrement le cas au Costa-Rica, où les multinationales n'assurent plus que 60 % de la production. Elles contrôlent encore, il est vrai, l'essentiel de la commercialisation grâce à leurs flottes de bateaux, mais deux sociétés colombiennes, Banacol et Uniban, ont déjà réussi à s'emparer de près de 20 % de ce marché et sont en pleine expansion, y compris en plantations. Les Allemands sont également sur les rangs : ainsi que le britannique Fyffes qui a déjà pris part du marché au Honduras en offrant des prix plus élevés aux producteurs indépendants pour casser le monopole de Chiquita. Mais il

bruit court que celle-ci rachèterait Banacol pour accroître sa production et éliminer un concurrent. Misant, elles aussi, sur l'ouverture des marchés de la CEE, les multinationales européennes commencent à désengager des investissements pour investir en Amérique centrale, où les coûts de production sont plus faibles qu'en Europe (environ 0,30 dollar le kilo contre 0,70, soit 1,60 franc contre près de 3,80). Ainsi la productrice britannique Uniban, sa première récolte sera-elle au Costa-Rica, où il a acheté plusieurs milliers d'hectares.

Les investisseurs étrangers ont particulièrement attiré par le Costa-Rica, où le niveau économique est plus élevé, les infrastructures plus développées et la main-d'œuvre plus qualifiée. Les multinationales atteignent 2 700 tonnes de 11 kilogrammes par hectare par trois fois plus qu'aux Antilles et deux fois plus qu'en Équateur. « Et puis, nous sommes en train de mener les syndicats à la suite des grandes grèves du début des années 80 qui avaient provoqué l'abandon

de milliers d'hectares par la United Brands et la Cacic, la Chambre des planteurs de bananes, Edmundo Taylorsurge contre l'action des syndicats écologistes pour leur agitation contre l'air de la banane ».

« Les ans dirigeants multinationales se sont écroulés en écologie »

Edmundo Taylorsurge contre l'action des syndicats écologistes - nous abusons pour moi de l'écoboisement, dit-il, mais il veut que les producteurs doivent normalement tenir compte et agir dans la recherche de méth de culture

moins polluantes (en réduisant le nombre d'applications de pesticides et en recyclant les déchets, en particulier les sacs de plastique imprégnés d'insecticides qui entourent les régimes de bananes pendant la croissance).

LABORATOIRES • Dans les laboratoires installés à Guapiles, en plein cœur des plantations d'or vert, la Compagnie bananière nationale (Corbana), société mixte créée en 1971 par l'État pour venir en aide aux producteurs costariciens, poursuit ses recherches sur les fertilisants organiques et reproduit des plants in vitro pour développer des cultures sans nématodes, parasites combattus avec de grandes quantités de pesticides. « Depuis cinq ans, la banane n'utilise plus de nématode dans ses plantations au Costa-Rica grâce aux plants in vitro importés d'Israël », souligne Antonio Lopez, l'agronome responsable du laboratoire de Corbana. Le consommateur doit mieux examiner la banane légè-

rement tachée, nous pourrions réduire considérablement les pulvérisations de fongicides, qui restent indispensables pour lutter contre le principal ennemi, la sigatoka noire. Pour lutter contre ce champignon, responsable d'importants dégâts dans la région, les Costariciens peuvent désormais compter sur l'aide... de la France. Dans un élan de générosité plutôt inattendu à l'égard du principal fournisseur de la banane antillaise, l'Institut français de recherches sur les fruits et légumes (IRFRA) a en effet entrepris de leur prêter les nouvelles techniques mises au point dans ses laboratoires et convoitées depuis longtemps par les multinationales américaines.

Bertrand de la Grange

(1) L'Allemagne est le seul pays de la CEE qui n'impose pas une taxe de 20 % sur les bananes latino-américaines.

ÉQUATEUR

Une pomme de discorde

de notre envoyé spécial

En Équateur aussi, la banane est la principale « pomme de discorde » dans les relations avec la CEE, notamment avec la France. Ce fruit, dont l'Équateur est le premier exportateur mondial, constitue la deuxième source de devises pays après le pétrole (115 millions de dollars en 1991) et fournit le quart de son revenu. Près de la moitié de la production et du commerce sont contrôlés par un groupe très puissant, Naboa. Il forme avec les autres producteurs un lobby si actif dans le pays que le ministre de l'agriculture se comporte, selon un diplomate, « comme le véritable porte-parole » des exploitants. Ayant, d'autre part, engagé récemment une prudence mais réelle politique d'ouverture économique, le pays comprend mal que l'Europe, elle, continue à contester son accès à la CEE. C'est un exemple désastreux de double langage qui a justifié une très virulente d'un secteur qui ne voit pas deux millions de personnes dans le pays (1), affirme Manuel Vivanco, directeur de la Fédération des exportateurs.

La France, en raison de ses liens avec plusieurs pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), est le principal objet de la virulence équatérienne, malgré les crédits accordés par Paris - près de 125 millions de dollars - à des projets concernant l'approvisionnement en eau potable et le réseau de chemin de fer, depuis l'arrivée à la présidence de Rodrigo Borja, il y a quatre ans. D'où des échanges épiques entre plusieurs personnalités équatériennes et l'ambassade de France à Quito.

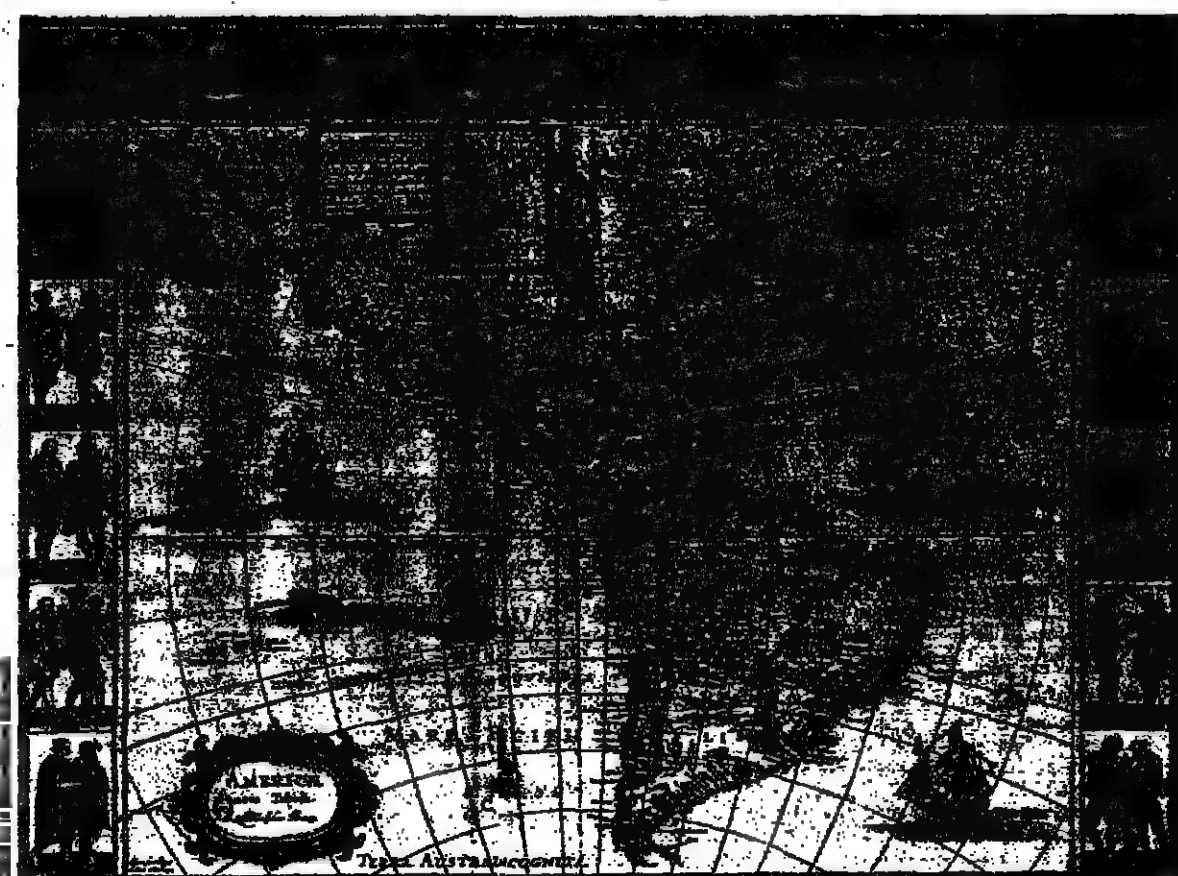
Les autorités équatériennes restent pourtant assez confiantes sur la possibilité d'un accord. « Ce qui est surtout regrettable, c'est l'absence d'un dialogue clair avec la CEE au début de cette affaire. Maintenant, même si nous restons opposés à un contingentement, nous ne contestons pas les importations européennes aux pays ACP », assure le ministre des affaires étrangères, Diego Cordovez.

Denis Hautin-Guiraut

(1) Un chiffre qui paraît surévalué puisqu'il représente le cinquième de la population de l'Équateur.

C'est Monsieur C. Colomb

qui aurait apprécié les vols quotidiens sans escale.



Washington - Chicago - Los Angeles et même San Francisco au départ de Paris.

Quelques heures suffisent aujourd'hui United Airlines pour relier Washington, Chicago et tout aussi quotidiennement à partir de Los Angeles et San Francisco. Quelques heures qui vous paraîtront d'autant plus courtes qu'elles et l'ensemble de ses équipages feront tout pour qu'elles vous soient agréables. Alors que vous ne voyez revivre la traversée ponctuée de moult et moult escales de Christophle, composez sur votre minitel le 3614 UNITED, contactez United Airlines (au 48 97 82 à Paris et au numéro vert 05 01 91 pour la province), ou bien encore votre agence de voyages découvrez ainsi par la même occasion notre programme de fidélisation Mileage Plus, grâce à vos kilomètres parcourus vous permettant de repartir gratuitement vers n'importe quelle destination United Airlines dans le monde.

UNITED AIRLINES



Le retour de David

JAMAIS un Français avait pu choisir pour jouer un rôle chez les Rothschild de Londres, ni vice versa. Ma nomination vice-président de N. M. Rothschild and Sons, un signe des temps pour la nouvelle Europe, qui se manifeste dans l'inconscient des uns et des autres. Ce commentateur a évidemment raison, mais il n'est pas statuaire. Le directeur du Crédit Foncier de France, le Comte de Banque, à Paris, illustre bien la communauté d'intérêts qui se réinstalle entre les deux branches de la famille. Une communauté qui ignore les nouvelles frontières, tracées en 1808, lorsque le roi Louis XVIII et Nathan de Rothschild expédièrent l'accord tacite du ministre des Affaires étrangères, l'empereur Napoléon, Mollins, à son frère James, à Paris, pour être remis en traitant l'Espagne, et remises à Wellington pour sa campagne à partir du Portugal !

Signe **■** réunification, **■** nomination **■** aussi, **■** tout, la reconnaissance d'un remarquable retour **■** la scène financière de la branche française. Une famille que la nationalisation de la Banque Rothschild, **■** l'au-
■ 1981, avait mise sur la touche. A cette occasion, le président de la banque, le baron Guy, avait **■** paraitre dans le Monde du 30 octobre 1981 un article vengeur intitulé = Adieu Rothschild = **■** se terminant par ce constat mélancolique : = Les

■ **D**ans la maison
des Rothschild,
il ne restera
que quelques bribes."

Rothschild français ont commis la faute de croire qu'ils pouvaient évoluer ■■ se développer avec leur temps ■■ leur pays : mal leur en ■■ pris. Les procureurs socialistes les ont exclus ■■ la cité économique. ■■ La Maison des Rothschild, il ■■ raison que quelques bribes, peut-être rien. JuiJ Pétain, parla sous Mitterrand, pour mal cela suffi. ■■ les décombre deux fois dans une vie, c'est trop. ■■ par force, je me vœux gréiste. ■■

COQUILLE VIDE ■ Il reste tout de même à ces **Barboux** français, une **fortunée** personne, splendides objets d'art, des immeubles fort bien placés, environ 150 millions d'indemnisation pour les trois branches de la famille, une qu'une **véritable** holding : **Paris-Orleans**, 10 millions de francs de capitalisation boursière et 142 millions de francs d'actif en 1981, une coquille un peu vide après la **vente** des chemins de fer de 1937.

C'est précisément à partir de coquille que David, fils de Guy, son ~~son~~ Eric, respectivement quarante et trente-huit ans, vont ~~de~~ ~~travailler~~ ~~à~~ Mais pas sur le même modèle que l'ancienne Banque Rothschild ~~une~~ splendide immeuble ~~à~~ la rue Laffitte à Paris, ses dépôts, ~~des~~ guichets et ~~des~~ mille deux cents employés. La ~~structure~~ de banque était très aléatoire ~~avec~~ des participations minières et ~~des~~ ~~industries~~ grevées d'un ~~très~~ passif, qu'il fallut éponger.

une activité traditionnelle que Rothschild connaît bien : la gestion patrimoniale. Le leur d'abord celui leurs amis connaissances, 300 millions de francs initialement, dans le d'une simple maison de titres, PO-gestion, filiale de Paris-Océane, créée décembre 1981. Aujourd'hui, ces millions de 10 milliards, essentiellement en valeurs mobilières (actions et obligations), monétaires (titres de créances négociables) en instruments

Matif (options, produits indicels synthétiques, MATIF) au **Matif** sica **Matif** de comptes gérés.

Second axe de redémarrage : la viticulture, avec le prestigieux château bordelais Lafite-Rothschild, fortement soutenu par la région en 1982, sous l'égide d'Eric, d'une société d'exploitation (DBR), basée à Paris-Orléans, qui a de grandes ambitions en France comme à l'étranger.

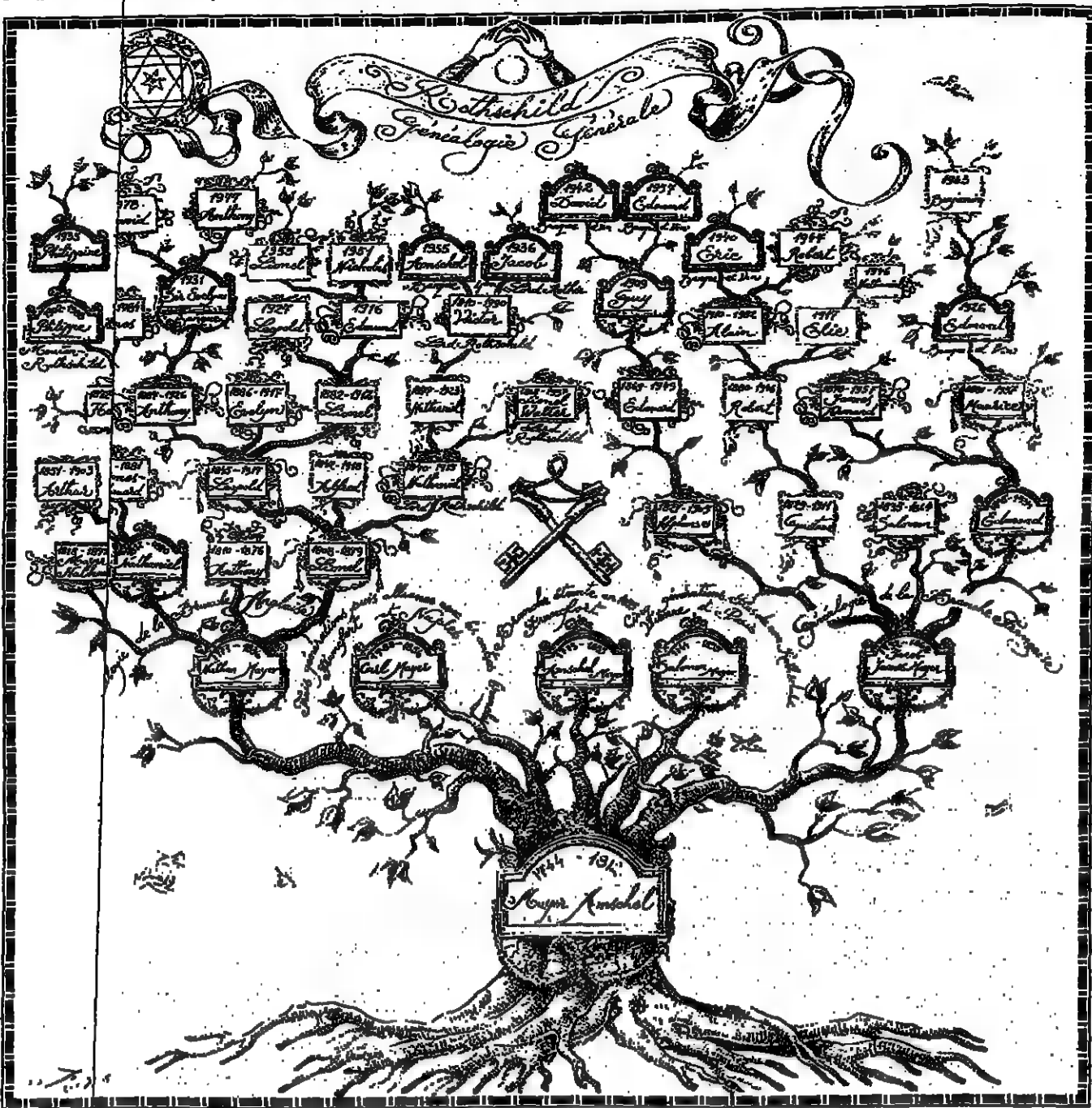
DEUX HOLDINGS ■ Un troisième, celui de l'investissement dans la finance, au sein de deux holdings, sera créé par Paris-Orléans, cotées à la Bourse de Paris, à savoir SHM et Francarep. SHM, ex-Société Saint-Hippolyte-Matignon, fondée en 1986, est commun à la Compagnie financière de Rothschild (le cousin, l'autre branche) et investit dans les sociétés privatisables par le gouvernement. Jacques Chirac, s'est orientée en 1988, après séparation d'avec la Compagnie financière d'Edmond, vers le capital développement. A ce moment, SHM prend le contrôle d'une vieille activité familiale. Francarep, l'une des sociétés de recherche et d'exploration pétrolières (REP) constituées à la fin des années 50 pour participer à l'aventure pétrolière saharienne,

Aujourd'hui, la SIIM et Francprez détiennent des participations dans les entreprises du luxe, des services et de l'industrie légère (Normes, Orcoff), les extincteurs Siel, les machines à graver Gravograph, les assurances, la porcelaine de Wedgwood, la distribution en Espagne et la presse en France (groupe Expansion). Paris-Orléans holding, la tête, qui préside Eric, contrôle, à ses filiales, des activités dépassant 1,5 milliard de francs, à partir du soixantaine millions de francs disponibles en 1981.

Jusque-là, il s'agit de gestion patrimoniale et de capital-développement ~~qui~~ bien des ~~banques~~ ~~sont~~ fournis sur la place de Paris avec des bonheurs divers. Mais c'est surtout dans les opérations de fusions et d'acquisitions internationales que PO-gestion, ~~dans~~ banque d'affaires en juillet 1984 sous le nom de PO-banque ~~a été créée~~ en 1982 par Jacques de Guilleminot, c'est illustré

Le « coup » le plus récent a été l'achat du groupe chocolatier suisse Jacobs-Suchard par le géant américain Philip Morris pour 4,2 milliards de dollars (23 milliards de francs) en 1990. On peut citer également la vente par le groupe Pinaut de Papeteries de La Chapelle-Darblay au Norvégien Kymmene, celle des activités plâtre et gypse de Lafarge au British Plaster Board, et ajoutant, tout récemment, le rachat de Cinzano au groupe britannique de la Metropolitan et prise de contrôle de la chocolaterie suisse Mönemick par le groupe allemand du Dr. von Finck.

GROSSES CHÔSES = En France, Rothschild et C^o Banque a joué un rôle dans la création du Pathé-Cinéma, les Chargers d'une partie de la participation de Rivaud dans le groupe, sans oublier naturellement le rôle de conseil du gouvernement. En 1977, le groupe de Pauline et Maurice en 1987 et 1998. A l'heure actuelle, deux ou trois « grosses choses » sont en maturation après le choc provoqué par la crise du Golfe, auquel Rothschild et C^o Banque, avec ses nombreux journaux concurrents, a plutôt bien résisté. L'établissement figure bien dans les premiers rangs de la bande d'affaires à Paris, jouant en « première division » après Lazard Frères, Benj. Lazard, et placé en rapport à Paris avec Clivest, la filiale du Crédit Lyonnais, avec



5,4 milliards francs de transactions enl.

— Comment ils donc fait ?
Pour Davil recette est si simple : « cuire, pierre par pierre, hon par homme, une équipe pour des relations, du dynamite de l'imagination » dit la tude. Des relations ?
« Nous avocés à beaucoup de gens qui mont confiance », et pourrauter qui n'ont pas peur d'aucun qu'ils ne leur font pas d'oe ou ne menacent pas leurs pèts. Les concurrents et aide l'homme à la C^e Banque conviennent tous, ce sont hommes de Lazard Freres, et les autres sur les mêmes te Vincent Bollore, qui assé leurs services : « ils sont avec tout le monde, et c'est remis les affaires. »

REFLEXE dynamisme? Il en faut beau dans un domaine où chacune son temps à proposer à son place les opérations et montages. « Nous sommes fuelllement sur le sentier de guerre », affirme David, et croit volontiers. Et l'imagination? C'est bien plus afaire pour des clients de la région. Ainsi Jeancla Meyer,

“J’ai un « executive chain » à Los.”

gérant qu'il tenait depuis dix ans des liens avec Jacobs-Suchard, a réfléchi, très vite, à proposer des modalités d'une « fusion » *à la* Morris. De la technique Des collaborateurs comme *John* Getten, au *vice* de famille Rothschild depuis *peu* quarante-cinq ans, *ils* ont *pu* abondamment, riches d'expérience irremplaçable.

Plus fondamentalement, une des raisons du succès de l'établissement a été la légèreté de ses structures. Il n'y a que 170 personnes dans le fonds pris et surtout en forme juridique société en commandite simplifiée adoptée en 1987. Le

système des ■■■■ gérants, c'est bien commode pour attirer des collaborateurs de haut vol et les intéresser au résultat, et tout capital pour motiver ■■■■. Une structure horizontale ■■■■ préférable à une structure verticale ■■■■, assure David Rothschild, associé gérant statutaire, qui ■■■■ peut ainsi recruter pour ■■■■ gestion de patrimoine Guy de Mailly-Nezle, ancien président ■■■■ Banque de gestion privée, Jean-Claude Meyer, déjà cité, qui a passé treize ans chez Lazard Frères, ■■■■ Jean-Charles Naouri.

Le **cas** de ce dernier **est** particulier : pape de la déréglementation financière comme directeur **du** cabinet de M. Bérégovoy au ministère des finances, et l'un des hommes les plus doués de sa génération, il a, de son côté, créé un **fonds** d'investissement, Euris, qu'il **préside** qui gère plus de 3 milliards **de** francs d'investissements, le double de ceux **de** Paris-Orléans.

Malgré les bruits les plus divers, David de Rothschild ~~reste~~ formellement que leur collaboration ~~reste~~ entière. D'autres associés pourront faire leur entrée, ~~par~~ par Edouard ~~de~~ Rothschild, demi-frère de David ~~de~~ de trente-cinq ans. Intelligent (il a mené les opérations Pathé-Chargers ~~de~~ de Bolloré-Pinault), il est également passionné, peut-être trop, qui lui vaut quelques critiques dans ~~les~~ milieux financiers.

PRÉS Lourd • Face à Rothchild de Paris, des cendres, Rothchild de Londres, celui d'Evelyn, fort de biscaïre, pèse le lourd, sept à huit fois plus, avec ses mille personnes. Spécialité depuis longtemps dans les fusions-acquisitions et le conseil aux entreprises, l'établissement a été racheté par des opérations de privatisation, obtenant des commandes en Grande-Bretagne et en Italie, rivalisant avec des redoutables comme Warburg, Schroeder, Goldman Sachs et Morgan Stanley. Surtout, N.M. Rothchild dispose d'un réseau implanté en Asie (Tokyo, Singapour, Hongkong), en Australie, en Amérique latine et au Mexique.

D'où **la** d'une collaboration **entre** les deux maisons, déjà en cours sur les opérations

ménées de concert (Pinault, Chargeurs, Fondaria en Italie), plus une filiale commune Rothschild Europe, et des participations croisées : les holdings de tête, Concordia à Londres et Paris-Orléans à Paris. L'idée de départ a été qu'Évelyn, à soixante ans, a des enfants très jeunes (quatorze et quinze ans), qu'Amshel, le frère du cousin onclesi (Jacob), et son successeur désigné, a encore, à trente-sept ans, le temps de mûrir et qu'enfin David, à cinquante ans, peut parfaitement assurer le relais.

Mais **Thatcher** se montre prudent : gare au phénomène de rejet : « Je n'ai **pas** la prétention d'être le successeur d'Evelyn à l'identique. Je serai un non exécutif chairman à Londres (c'est-à-dire un président et non un pré-

sident-directeur général) et je n'abandonnerai pas Paris. Néanmoins, je souhaite rester actif jusqu'à soixante-dix ans. Il s'agit donc d'une transition de quelques années attendant qu'un Rothschild anglais prenne la suite.

Certains, à Londres et ailleurs, sont sceptiques mais David, père de [] et époux comblé, est [] d'un charme [] ébouriffant. Très convivial, avec un sens remarquable de l'équipe, il n'a rien d'un corsaire, et à Londres on le voit bien prendre place, avec aisance, à la conversation fermée des gentlemen de la City, où les Rothschild sont présents depuis près de [] siècles.

Francois Renard

Le vin, histoire

Tous les Rothschild français ont le goût du vin, et cela depuis longtemps. C'est en 1853 que Nathaniel, de la branche anglaise il est vrai, achète le château de Mouton dans le Bordelais, et c'est en 1922 que son petit-fils, Henri, Philippe, reprend en main le domaine, délabré et en piteux état. Cette personnalité hors du commun, avec **un** **travaux** théâtre Pigalle, metteur en scène et producteur de films, spécialiste des postes **et** dramaturges élizabéthains, **coureur** automobile bien placé au Mans, et à Monaco et fin régatier, fut jusqu'à sa mort au début de 1988 un viticulteur passionné. Au terme **de** cinquante **années** de combats, il réussit en 1973 à faire classer Mouton-Rothschild comme **premier grand cru** du Médoc, il **égala** les trois autres, Latour, Lafite et Margaux, et fut élu **un** **des** **plus** **grands** **vignerons** **de** France. Il pratique la lutte en bouteille par le château au lieu d'en confier le soin aux grands maisons de négoce, cela dès 1924, année où il décide de faire dessiner l'étiquette de ses bouteilles par un artiste différent pour chaque millésime, petits chefs-d'œuvre de Jean Cocteau, Marie Laurencin, Leonor Fini, Salvador Dalí, Marc Chagall, Pablo Picasso, Andy

Warhol et bien d'autres. Aidé de sa seconde épouse, **Pauline Fairfax-Potter**, décédée en 1978, il fait du château un véritable musée.

Homme d'affaires avisé, Philippe de Rothschild, après avoir acquis deux châteaux, et Mouton-Baron Philippe, devenu château d'Armailhacq, crée la première maison bordelaise de « d'appellation contrôlée, la Baronnie, qui dans le monde plus de 15 millions de bouteilles par an de Mouton-Cadet. Sa fille Philippine, comédienne, a pris avec éclat la suite de son père.

PASSION • Autre. ■ James, l'un des cinq «Messieurs de Francfort» et l'ancêtre de la branche française, qui, en 1888, juste avant sa mort, acquiert Lafite devenu Lafite-Rothschild, premier grand cru du Médoc situé à 200 mètres de Bordeaux, qui assure la propriété la plus prestigieuse de cette branche. C'est Eric de Rothschild, arrière-arrière-petit-fils de James et cousin ■ David qui, avec compétence ■ efficacité, assure depuis 1974 la gestion de ■ et de tout le domaine viticole, au ■ de la société Domaine Barons de Rothschild (DBR).

L'ECONOMIE

PERSPECTIVES



L'EUROPE DES ROTHSCHILD

Le royaume de Sir Evelyn

La nomination du « cousin français » David pour succéder à Sir Evelyn, président de la N.M. Rothschild and Sons, est le prélude à un rapprochement des deux branches au sein d'un groupe européen

LONDRES
correspondance

« Si quelque chose m'arrive, il y a David. Si quelque chose lui arrive, il y a Amschel, le plus jeune. Le travail en famille a toujours été notre image de marque. » Dans l'atmosphère enivrée de respectabilité de sa salle de conférence personnelle, Sir Evelyn de Rothschild, soixante ans, paraît presque timide. Peut-être parce que le président de N.M. Rothschild & Sons (NMR) assure la réputation de puissance et de gloire de l'une des dernières grandes banques familiales de la City encore totalement privées.

Les gratte-ciel de la première place boursière européenne écrasent peut-être le siège banal de New Court, mais dès l'entrée, la différence avec les autres établissements du « Square Mile » saute aux yeux. Des armoiries dont la devise proclame « Intégrité, Industrie, Concordance », des murs en marbre couverts de portraits de famille, des huissiers hautains et insondables.

PATRIARCHE • « Il existe deux maisons, l'une à Paris et l'autre à Londres. Autant marcher ensemble. Comme notre nom l'indique bien, nous sommes foncièrement européens. Cette association présente des avantages que d'autres n'ont pas. Profitons-en », poursuit-il, parlant cette langue particulière, « entre-anglais », le français, qu'utilisent volontiers les Rothschild. Ayant de temps en temps ce clin d'œil sympathiquement retors à un collaborateur qui répond, précis comme un robot : « Oui Monsieur, c'est tout à fait cela. »

« Evelyn est un banquier très conventionnel, pas un génie, mais beaucoup de bon sens, surtout quand il s'agit de s'entourer de gens de qualité », déclare, mi-admiratif, mi-critique, un confrère. A l'image du Tout-Londres, ce dernier a été surpris par la nouvelle de la désignation de David de Rothschild, associé-gérant de Rothschild & Cie Banque à Paris comme « deputy-chairman » de NMR et d'Amschel, trente-six ans, patron de Rothschild Assets Management depuis trois ans. Désavoué, le dauphin pressenti, le directeur-général, Fred Vinton, un banquier de nationalité améri-

caine, a préféré cloquer la porte et gérer la fortune de la famille argentine Bemberg. Avec le recul, le tranquille « patriarche » de St-Swintan Lane n'a aucun regret. Calé dans son fauteuil, il explique : « La continuité au sommet et la stabilité de l'actionnariat permettent de travailler à plus long terme et facilitent la prise de décision. » Evelyn avait hérité d'une maison vénérable, mais exsangue et à sa la faire revivre. Sous sa houlette, NMR est devenu un poids lourd de la finance, rival des plus grands noms américains, japonais ou européens.

La direction du fixing du cours de l'or deux fois par jour, les principales privatisations de l'ère Thatcher, la gestion des plus prestigieuses fortunes, le conseil du magnat anglais lord Hanson pour les acquisitions et les fusions, l'assistance aux pays du tiers-monde pour rééchelonner leur dette nationale. Derrière toutes ces opérations, on retrouve la banque d'affaires, forte de ses deux mille employés et de la maison de courtage Smith New Court (35 % du capital).

Le refus du gigantisme, l'accent mis sur la rentabilité au lieu de la croissance à tout-va et la solidité financière sont les trois lignes de conduite londoniennes. Les liens étroits avec le pouvoir tissés par un chef proche des conservateurs, mais centriste, pour autant qu'on puisse lui coller une étiquette, ne font que perpétuer la mythologie des fondateurs. Nathan Mayer, financier des campagnes antinapoléoniennes.

Comment « M. David » va-t-il s'intégrer dans une firme anglaise comme on n'en fait plus, curieux mélange de modestie et d'arrogance ? L'homme est peu connu à Londres, mais une réputation de convivialité et de savoir-faire le précède.

GENTILHOMME • Si, physiquement, tout les oppose, le chef actuel de la branche britannique et son successeur français ne manquent pas d'atomes crochus. Comme son cousin d'outre-Manche, Evelyn aime jouer au gentilhomme, partageant son temps entre cinq jours ouvrables à la Bourse et le week-end dans le manoir du Buckinghamshire, où la vie est dominée par le culte des chevaux et les arts. Les Rothschild anglais s'intéressent également de près à la vie publique. Si David est

maître de Pont-l'Évêque (Calvados), Evelyn est très actif dans le secteur de la presse (*The Economist*, *The Daily Telegraph*...) et préside plusieurs institutions charitables.

On lui trouve peu d'ennemis. « Alors que la famille française a connu les traumatismes de l'Occupation et de la privatisation, la branche anglaise peut se targuer d'une continuité historique. Les Rothschild de Londres ne paraissent pas mieux intégrés dans la vie anglaise que ceux de Paris. Leur action en faveur d'Israël et de la communauté juive est moins voyante. Evelyn cultive la discrétion à l'extrême, alors que ses cousins de l'Hexagone semblent rechercher la publicité », souligne Derek Wilson, auteur du livre *The Rothschilds - A Story of Wealth and Power*, publié il y a trois ans et qui fait autorité en la matière.

La couleur muraille n'a pas empêché les disputes familiales. La lutte à couteaux tirés que se sont livrés Sir Evelyn et son cousin Jacob, le quatrième lord Rothschild, lors de la dernière décennie a défrayé la chronique. Et il y a des choses qui ne se pardonnent pas. En 1980, Evelyn a évincé Jacob de la présidence de la banque, grâce à l'aide du père de ce dernier, le baron Victor. Devant la transformation du paysage autour de New Court et l'internationalisation des mouvements de capitaux, Jacob Rothschild, alors aux commandes, avait voulu transformer ce temple de la tradition en un supermarché de la finance, offrant toute la palette des services.

DISPUTES • Ce crois de l'argent, rusé et ambivalent, réclamait une introduction à titre en Bourse. Evelyn, actionnaire majoritaire, avait mis son veto. « Je le regrette, mais bonne chance... Vous savez, David faisait également partie du consortium anti-BAT », commente, non sans pitié, Jacob Rothschild, dans son hôtel particulier de St-James Place. Cette allusion au prétendu rôle de David aux côtés du trio lord Rothschild-Jimmy Goldsmith-Kerry Packer lors du raid avorté sur BAT en 1990, fait sourire l'Honorable Evelyn. « Décidément, Jacob en fait trop », semble-t-il dire. Qu'Amschel, le nouveau promu, soit également le demi-frère de lord Rothschild n'a guère favorisé un climat de réconciliation familiale.

« Il y a à la fois un monde de défiance à dissiper et un style à inventer. David ne devra surtout pas donner l'impression que le pouvoir est passé à Paris et devra se considérer comme le président d'un conseil, arbitrant ou réconciliant les points de vue différents. L'intégration des deux maisons sera accélérée, mais jusqu'à quel point ? », s'interroge un analyste du secteur. Derrière le rapprochement NMR-RCB se profile une stratégie qui dépasse de loin le cadre bilatéral : le groupe Rothschild entend concurrencer désormais Lazard, à armes égales et sans complexe.

Un choc de titans en perspective. Réputée pour ses activités de conseil en acquisitions et fusions, Lazard est présente derrière la plupart des « coups » en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Un triple enracinement national qu'a toujours envié Sir Evelyn.

« Nous avons la chance d'avoir un nom reconnu dans le monde entier. En travaillant ensemble, nous sommes mieux placés dans les concours de beauté que ceux qui doivent expliquer qui ils sont... » Evelyn, David, Amschel doivent désormais s'imposer, sans fracas, sans rien demander. Comme si le pouvoir financier et eux ne faisaient qu'un. S'il fallait un visage à la haute banque dans le sens anglo-saxon du terme, ce trio franco-britannique habile, sobre et déterminé, pourrait lui prêter le sien.

F. R.

Le baron Edmond : un monument

« Un Rothschild qui n'est pas riche, pas juif, pas philanthrope, pas banquier, pas travailleur, et qui ne mène pas certain train de vie, ce n'est pas un Rothschild » : telle est l'opinion lapidaire du baron Edmond de Rothschild, descendant unique, et indépendant, d'un des trois rameaux de la branche française et un véritable « monument » à sa façon. Riche, il l'est, dix fois, peut-être cent fois plus que ses cousins.

Tout d'abord, l'héritage de l'ancêtre James, mort en 1868, qu'on disait élevé à 2 milliards de francs-or (plus de 20 milliards de francs d'aujourd'hui), ne s'est guère dilué dans sa branche où, sur trois générations, les enfants uniques ont quasiment été la règle : un véritable entonnoir. De plus, Edmond n'en est qu'à la troisième génération, une de moins que ses cousins David et Eric. Son père, le sénateur Maurice, lui aurait légué, en 1947, l'équivalent de 1 milliard de francs et, à l'heure actuelle, on le dit l'homme le plus riche de France (capable de vivre des revenus de ses revenus).

Le baron Edmond dément, assurant que la famille Bettencourt (L'Oréal et Nestlé) ou d'autres sont plus fortunées que lui. Il admet toutefois valoir « confortablement » plus de 500 millions de dollars (3 milliards de francs) bien difficiles à situer, puisque répartis dans le monde entier. États-Unis, Israël, France, le Liban, l'Algérie, l'Inde, les Antilles, etc. De toute façon, on n'aperçoit que la partie émergée de l'iceberg.

En France, par exemple, son hôtel de la rue de l'Elysée, son vignoble bordelais de Clarke, et sa société, la Compagnie financière Edmond de Rothschild, à Genève sa banque privée et en Israël ses investissements. En outre, comment chiffrer les meubles et les tableaux de prix du baron ? « Pour le bureau de travail de Choleuil, je n'ai pas d'acheteur, pas plus que pour l'escapade de Fragonard ». Que dire du Rubens qu'on peut redécouvrir dans sa somptueuse résidence de Fréjus ? A Genève, dont les 17 hectares surplombent le lac Léman et qui, d'ailleurs, seront légués à la ville à la mort de son fils Benjamin.

PASSION • Juif, le baron Edmond l'est passionnément. En France, où il a toujours soutenu les organisations confessionnelles, et surtout en Israël, qu'il a toujours appuyé de ses deniers, donnant 2 millions de dollars au moment de la guerre du Kippour, un peu plus qu'à celui de la guerre des 6 jours. Son grand-père, un autre baron Edmond, fut un personnage de

légende à Tel-Aviv. Surnommé « Hanadiv » (« le bienfaiteur »), il eut son effigie sur les billets de banque du nouvel Etat juif et dépensa d'énormes sommes pour créer les premières colonies agricoles sionistes. Son fils, James, participa au développement de l'université hébraïque de Jérusalem et à la construction du Parlement, la Knesset.

HOMME DE PAIX • Le baron Edmond d'aujourd'hui est l'un des plus gros investisseurs étrangers dans le pays. Il est propriétaire d'une banque de gestion de fortunes et d'affaires (Israel General Bank), classée comme la meilleure du pays parce qu'elle a la meilleure solvabilité. Surtout, elle développe un grand projet à Césarée, où, après un centre industriel de 500 hectares, le baron veut créer un centre commercial de 300 hectares sur des terrains achetés par son grand-père avant 1914 à des ressortissants de l'Eglise orthodoxe et de l'Empire ottoman et non à des Palestiniens (gare au boycottage : « Je suis un homme de paix. »)

Philanthrope, Edmond l'a toujours été, comme ses cousins de Paris (David préside le Fonds social unifié juif depuis plus de dix ans), et il gère un budget important pour son hôpital, sa fondation ophtalmologique et son institut biologique. Banquier, il l'est, certes, d'abord par sa banque privée de Genève rachetée en 1965 au baron Van Zuylen, beau-frère de son cousin Guy, et dont l'activité unique est la gestion de patrimoines privés et institutionnels avec plus de deux cents personnes, un bilan de 5 milliards de francs et un bénéfice de 90 millions de francs.

En France, le baron est connu pour sa Compagnie financière, créée en 1953 pour faire le commerce des marchandises. Devenue banque en 1970 et présidée depuis 1977 par Bernard Esambert, ancien conseiller du président Pompidou, elle a échappé, elle, à la nationalisation en 1981 parce que son propriétaire, le baron, était résident helvétique.

Depuis elle s'est spécialisée, avec succès, dans les services financiers, notamment les produits de gestion de trésorerie pour les entreprises, les SICAV et les Fonds communs de placement, sans oublier les fusions-acquisitions (prise de participation de l'été dans l'Auxiliaire d'entreprise avant la fusion avec Fougères, rachetée par Rhône-Poulenc et Lafarge, etc.). En 1984, le baron Edmond revendit avec une très belle plus-value pas moins de 36 % de la Bank of California, troisième établissement de

l'Etat avec cinquante-six agences.

Il s'est également signalé par ses initiatives dans l'industrie et les services, avec une grande réussite, celle du Club Méditerranée qu'il aida à démarrer et dont il détient à un moment plus de 30 %, avant de passer le relais au marché. Quelques échecs aussi, celui de son investissement dans les magasins belges Inno, et surtout, en 1985, celui de la Compagnie générale du Jouet et de sa filiale américaine Heller, qui fut mise en liquidation avec un passif de 1 milliard de francs. Royal, le baron Edmond paya rubis sur l'ongle, ce qui provoqua l'admiration de la place de Paris, veillant, en outre, à ce que les mille employés soient presque tous recrutés. Pour la petite histoire, il a racheté le Server-Club (vente de vins fins par correspondance), les magasins Monceau-Fleurs à Paris et une fabrique de fromage de Brie en Seine-et-Marne.

ROYAL • Pour le train de vie, il a défrayé la chronique des réceptions parisiennes avec son épouse Nadine (auteur de *La Méditerranée*, enfin, les milieux nautiques se rappellent sa série de victoires avec ses yachts *Glenn*).

Interrogé sur la nomination de son cousin David, à Londres, il se montre « un peu sceptique. Je doute que ce soit du goût des autres Rothschild anglais ». Allant plus loin, il estime que « l'homme le plus doué pour la finance est le cousin Jacob. Il a su choisir les hommes les plus capables et moins conservateurs qu'Evelyn et moi. Il est déjà très riche. Au train où vont les choses, s'il réussit, il sera encore plus riche que moi ».

Quant à une collaboration éventuelle avec les autres cousins de Paris, timidement relancée en 1973 après vingt années de froid, elle paraît fort compromise. « J'ai pris toutes dispositions légales pour conserver l'indépendance de mon groupe en France, en Suisse et ailleurs pendant deux générations, sans dette aucune. » Le baron évoque, à mots couverts, un accord entre David et Evelyn pour contrôler à eux deux la mystérieuse filiale Rothschild-AG de Zurich, où il maintient l'équilibre avec ses 10 %, face aux 45 % des Rothschild de Londres et les 45 % de ceux de Paris. A tout prendre, on a l'impression qu'il estime que l'accord David-Evelyn est dirigé contre lui et que, dans toute cette affaire, il se sent aussi légitime Rothschild que les autres. Diable !

F. R.

Lord Jacob : le franc tireur

LONDRES
correspondance

Sa tenacité et sa volonté de gagner ont toujours permis à cet héritier de rattraper les erreurs et les dérapages d'une carrière insolite. L'histoire de Lord Rothschild, cinquante-cinq ans, cousin de Sir Evelyn, mécène et crois de la libre-entreprise, est un peu celle de l'aventure introuvable.

« Toute mon éducation a été guidée par la devise familiale - concorde, travail, intégrité. On m'a critiqué par la suite pour ne pas avoir respecté le premier principe, mais je plaide non coupable » : pris entre une tradition qu'il vénère et le désir d'être lui-même, Jacob, porte-drapeau de la branche insulaire de la famille Rothschild, n'a cessé d'osciller entre l'une et l'autre.

Sa fortune personnelle, estimée à 154 millions de livres, à en croire le récent classement du *Sunday Times*, lui permet de figurer parmi les cent sujets de Sa Majesté les plus riches, et d'accrocher sur les murs d'un bureau décoré de marbres antiques, ici un portrait de Freud, là des clairs-

obscur de Goltz, là encore des fusains de Matisse. Président du National Heritage Memorial Fund et de la National Gallery, ce baron de l'art, aux plaisirs jamais assouvis, sait débusquer la pièce rare. Tel est le portrait officiel de ce collectionneur raffiné à l'extrême, moulé à Eton et à Oxford, dont apparemment rien, ni personne ne vient troubler la vie dorée.

HIS LORDSHIP • Tableau à la fois vrai et faux. « His Lordship » est aussi un flibustier des affaires, parfaitement étranger aux règles qu'impose le rituel de la City aux héritiers des grandes familles de l'argent. Quand sir Evelyn se veut un modèle d'éthique juive, un parangon de rigueur morale, Jacob, « l'autre cousin », use de tous les moyens en cours dans la jungle de Wall Street, les coups de Bourse, les luttes par procuration, les offres publiques d'achat hostiles. Après son limogeage de N.M. Rothschild, il a continué à faire fortune, grâce à son audeace. En 1989, allié à sir James Goldsmith, un cousin par alliance, et au magnat aus-

tralien Kerry Packer, ce franco-tirailleur avait jeté son dévolu sur le géant BAT. Aujourd'hui, après avoir créé une compagnie d'assurance-vie, J. Rothschild-Assurance, il récidive, en s'alliant avec le fameux arbitriste new-yorkais James Wolfensohn pour lancer une compagnie-conseil réservée aux « happy few ».

L'ancien président de la Réserve fédérale américaine, Paul Volcker, préside cette « boutique » financière, sélecte et discrète. « Sans vouloir paraître arrogant, nous avons constitué un petit groupe de gens intelligents et d'expérience... Le businessman hors-pair n'aime guère la réputation de raider qui colle à ses basques depuis l'affaire BAT. « Cela m'irrite un brin. Mon style a toujours été prudent, traditionnel, conservateur. Je n'ai pas de dettes... », répète-t-il dans un anglais plus sûr que paré. Le calme de son associé, présent à ses côtés, craque un brin : « Jacob, je te trouve sur la défensive », lâche Wolfensohn. Fragile comme de la porcelaine.

M. R.

Le vin, histoire

d'amour et de famille

Cette holding familiale a été créée en 1982 à partir d'un autre château, Duhart-Milon, quatrième cru classé du Médoc et d'un grand cru bourgeois, le château La Cardonne - vendu en 1990 pour acheter les deux tiers du château l'Evangile, l'un des plus grands crus de Pomerol. La société familiale anglaise aussi, en association avec le magnat belge Albert Frère, le château Rieussec, grand cru de Sauternes. S'y ajoutent 2 000 hectares au Chili dont 250 plantés, avec 1 200 000 bouteilles vendues partout dans le monde, et un échange de participations avec l'américain Chalton portant sur quatre domaines californiens. Après la balade spectaculaire des prix des vignobles en Bordelais (on est revenu à sept ou huit ans en arrière) « nous recommandons à regarder », déclare Eric de Rothschild, qui entend bien ne pas en rester là. Quant au baron Edmond, qui, par héritage, détient 18 % de Lafite et 8 % de la holding DBR, il a préféré, lui aussi, régner sur son propre vignoble : « Lafite, c'était trop facile. Comme les Américains en Californie, il a reconstruit de toutes pièces au prix de 122 millions de francs un domaine de 130 hectares, planté sur une loupe d'argile, dans les cailloux de

Moulis-en-Médoc, avec le château Clarke, le château Peyrelebad et le Malmesbury. Nourrissant une véritable passion pour ses vignes et s'assurant les conseils du grand oenologue Emile Peynaud, le baron Edmond fait monter régulièrement la qualité de son vin, qu'il fait goûter à ses invités, dans sa superbe résidence de Clarke et qu'il vend fort bien, y compris à la compagnie aérienne Swissair.

Le vin, une histoire d'amour pour les Rothschild ? Sans doute, mais au siècle dernier, et encore avant la dernière guerre, posséder un grand cru faisait partie du patrimoine, du train de vie et de l'image, comme une galerie de courses ou une galerie de tableaux. Aujourd'hui, avec l'ascension des prix depuis 1981, c'est devenu une affaire confortable et une valorisation vertigineuse des domaines : un milliard et demi de francs chacun pour Mouton et Lafite, 200 millions de francs pour Rieussec - acheté une trentaine de millions de francs il y a trois ans -, en attendant que Clarke soit mieux connu. De l'amour, certes, mais aussi un très remarquable investissement !

F. R.

Marc Roche

CHRONIQUE • par Paul Fabra

A quoi joue Bruxelles

DANS la précédente chronique intitulée « Jacques Delors en suppléant », nous avons exposé comment le président de la Commission entend manifester urbi et orbi, par un geste spectaculaire, sa ferme intention de s'appliquer à lui-même le principe de subsidiarité. La Commission renoncera le moment venu à s'occuper de certains dossiers. Les Etats nationaux sont mieux à même de les traiter séparément, dira-t-elle. La démarche apparaît comme une tentative assez dérisoire de désamorcer une bombe qu'on a soi-même placée sous ses pieds.

Comment justifier la nouvelle transendance européenne : le dépassement des communautés existantes par un traité sur l'Union ? Faute de donner un contenu concret à l'ambition initiale de créer une « union politique », les négociateurs de Maastricht n'ont rien trouvé de mieux que la méthode de l'empilement.

Ils ont multiplié les domaines où les institutions communautaires ont droit de regard. Mais cette vocation quasi universelle n'a pas d'objectifs précis à atteindre ni de missions définies à accomplir. Surtout, elle est suspecte aux yeux d'une opinion publique sensibilisée par les « empiètements », réels ou supposés, de la « technocratie » bruxelloise. Voilà pourquoi la Commission veut se donner les gants d'en fixer elle-même certaines limites. On verra qu'elle veut aussi prendre de court la Cour de justice.

Selon le traité de Rome (1957), la Communauté était exclusivement compétente sur les matières intéressant le fonctionnement du Mar-

France ou... l'Allemagne occupaient par rapport aux institutions de Bruxelles la place qu'occupe la Hesse par rapport à Bonn n'a aucun sens. Mais il y a plus.

On chercherait en vain dans la « Loi fondamentale » (Constitution) allemande la moindre allusion au principe de subsidiarité. Au contraire, les compétences y sont attribuées nommément et limitativement à chaque échelon de pouvoir : municipalités et communes, Land, Etat fédéral. Il en est de même en Suisse et aux Etats-Unis, le premier pays à avoir adopté une constitution fédérale moderne. Outre-Rhin, il s'est trouvé des théoriciens pour soutenir que conférer valeur constitutionnelle au principe de subsidiarité serait « anti-démocratique » (car on pourrait en déduire des restrictions à la liberté des personnes non prévues par... la Constitution).

Dans son livre sur l'Etat subsidiaire (1), Chantal Milon-Delsol, professeur à l'université Paris-XII, estime pourtant que le système fédéral doit être considéré comme « l'expression concrète du principe formel... ». On suit d'ailleurs l'auteur quand elle nous dit qu'en Allemagne le principe acquiert « rang constitutionnel » pour les communes, même si les *Gemeinde Ordnungen* (ordonnances sur la commune) ne le mentionnent pas expressément. Ces textes, fait-elle remarquer, stipulent que « la commune ne peut pas entreprendre ce dont le privé est capable ». Nous y voilà ! Le principe de subsidiarité s'applique, non pas aux relations entre des entités politiques plus ou moins emboîtées les unes dans les autres, mais aux rapports entre les instances publiques et ce qu'on appelle aujourd'hui la société civile.

Il s'agit d'affirmer l'autonomie de cette dernière tout en reconnaissant à l'Etat et ses dépendances le rôle de garant ultime du bien public. La clef, c'est la responsabilité et la dignité de la personne humaine. L'objectif est d'assurer l'autonomie de cette dernière, avec l'aide de la puissance publique si nécessaire. C'est dans cette perspective que se sont développées, dans le monde moderne, les grandes doctrines s'appuyant sur le principe de subsidiarité. La plus prestigieuse est la doctrine sociale de

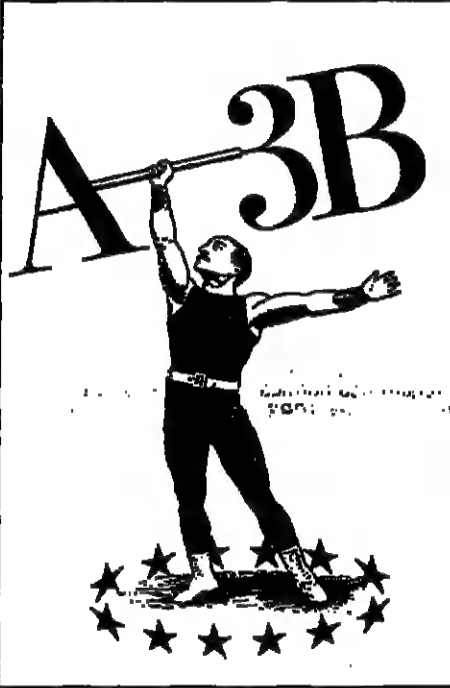
l'Eglise, élaborée depuis un siècle par les papes. Une autre, profane, est le pensée de l'école dite de Fribourg en Allemagne. C'est elle qui a inspiré, à l'origine, l'économie sociale de marché, devenue le modèle de l'Europe depuis qu'elle s'est abâtardie en Allemagne.

A cette conception traditionnelle du principe pourrait heureusement se rattacher un autre article (l'article A) placé en tête du traité. Il y est dit que « dans le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe (...) les décisions sont prises le plus près possibles des citoyens ». Cela s'accorde mal avec l'article 3 B rappelé plus haut. En quoi le citoyen français serait-il plus « éloigné » des décisions appliquées par le gouvernement si ce dernier, avant de les promulguer à Paris, les a discutées et prises à Bruxelles dans le cadre de la Communauté ?

D'un côté, nous avons un article A dont le véritable champ d'application serait les pays membres eux-mêmes et, de l'autre, un article 3 B qui fait de la Communauté renforcée un système exclusif de tout contrôle juridictionnel sérieux pour une série de conflits potentiels. Les juristes de Bruxelles en sont à leur tour convaincus : on a beau retourner dans tous les sens le principe de subsidiarité, notion empruntée à la théorie politique, jamais on n'en déduira des règles de droit pour départager les attributions du pouvoir central (mettons que ce soit la Communauté) et celles des pouvoirs « locaux » (mettons que ce soient les Etats nationaux).

Si on suit ce raisonnement, la Cour de Luxembourg ne pourra arbitrer en droit qu'en cas d'« erreur manifeste » (cette expression consacrée figure dans le traité). Bref, elle ne pourra assurer qu'un « contrôle minimum ». A moins qu'elle n'en dispose autrement... Jacques Delors redoute le zèle communautaire des juges de Luxembourg. Dans le climat actuel, il serait désastreux, pense-t-il, qu'ils rendent un arrêt où la prééminence de la Communauté sur les autorités nationales serait trop affirmée. C'est pourquoi il veut que la Commission donne l'exemple de la mesure.

(1) *L'Etat subsidiaire*, de Chantal Milon-Delsol. Coll. « Léviathan », PUF, 232 pages, 198 F. Le Monde du 22 février en a publié un compte rendu par Pierre Drouin sous le titre « Niveaux d'autorité ».



LIVRES

Le « troisième canal »

Grâce à la « sociopsychanalyse » de l'homme au travail, Gérard Mendel entend offrir un nouveau moyen de communication dans l'entreprise à côté de la hiérarchie et des instances représentatives

LA SOCIÉTÉ N'EST PAS UNE FAMILLE de Gérard Mendel. La Découverte, 306 p., 135 F.

Le porte-à-faux n'a pas que des inconvénients. Médecin, Gérard Mendel a un pied dans la psychanalyse et l'autre dans la sociologie. Certains regretteront, avec un froncement de sourcils, toute la deuxième partie de son dernier livre, très théorique et au langage abrupt. Mais l'avantage de l'interdisciplinarité ne se discute pas sur le terrain. C'est surtout ce travail concret qui nous intéresse ici, d'autant plus que l'ouvrage présente une analyse serrée des interventions que Gérard Mendel a menées avec son groupe de chercheurs depuis 1971.

Que de difficultés opérationnelles dans la mesure où « intervenir signifie nécessairement modifier... l'organisation du travail telle qu'elle existe » et ainsi se heurter à la hiérarchie. Pour tourner cette barrière, Gérard Mendel a compris très vite qu'il valait mieux ne pas toucher à l'organigramme mais s'intéresser prioritairement au contenu du travail entendu au sens le plus large, puisque cela peut recouvrir celui que l'on accomplit dans une école ou une association comme dans une entreprise.

La ruse de notre auteur a donné ses fruits sur le long terme puisque, à partir d'interventions portant d'abord sur un groupe homogène de l'institution choisie puis sur l'ensemble de l'organisation, un « troisième canal de communication » naissait concernant exclusivement l'acte de travail et qui prenait place à côté des deux autres canaux déjà présents : celui du commandement hiérarchique et celui des instances représentatives (comité d'entreprise, syndicat) quand celles-ci existent. Si bien que, dans les faits, l'organisation du travail se trouvait modifiée, ce qui, au reste, ne suffisait pas pour mettre en place les vrais rapports sociaux de travail.

La description par le menu d'actions « sur le tas » permet de se familiariser avec les approches de

la sociopsychanalyse, qu'il s'agisse de la société de transports publics de Poitiers, de classes de l'enseignement secondaire, d'un institut de rééducation psychothérapeutique ou des opérations de conduite des tranches nucléaires. Le dispositif essentiel consiste à permettre à chacun, à chaque catégorie d'individus, de « s'approprier le plus possible son acte partiel productif » tout en intégrant, par la communication intergroupes, la connaissance de l'expérience spécifique des autres. Lutter contre le « travail en miettes » était déjà la préoccupation de Georges Friedmann et c'est dans sa lignée que travaille Gérard Mendel.

Les « cercles de qualité » avaient pour but aussi de redonner à chacun un pouvoir sur son effort mais, après un remarquable essor, on constate leur repli parce que, selon notre auteur, ils sont délimités par un mur par la direction et que la récupération est trop facile.

De même, le dispositif mis en place pour l'apprentissage de l'expression collective des élèves réalisés dans 150 classes de l'enseignement secondaire diffère des « conseils de délégués de classe » qui représentent certes, note Gérard Mendel, un facteur de socialisation important mais pour un cercle restreint d'élèves : ceux qui sont généralement déjà les mieux socialisés. Or, il faut toucher le plus grand nombre, surtout dans un pays aussi élitiste que la France.

RESPONSABILITÉ • Ni l'entreprise, ni l'école, ni la société ne sont une famille. Et Gérard Mendel insiste beaucoup sur ce point (jusqu'à en faire le titre de son ouvrage). Il ne s'agit pas de nous quelques liens affectifs pour faciliter les passages, de faire vibrer des cordes sensibles, de s'adresser au registre des émotions, mais de redonner à chacun son vrai poids de responsabilité dans l'action à tous les niveaux où elle se situe. Gérard Mendel ne le dit pas explicitement mais gageons qu'il manifesterait quelque dédain pour ce qu'on glorifie sous le nom de « culture d'entreprise ». Pour lui,

l'important c'est « d'introduire une « liaison » là où prévaut la « déliaison de la division du travail », notamment par une « concertation des segments sociaux correspondant à cette division technique ». L'importance de l'homogénéité du collectif de travail apparaît du même coup, ainsi que la rencontre avec la réalité d'autres collectifs, sinon des « formes de dynamique de groupe » vont s'installer qui n'ont plus rien à voir avec les rapports sociaux du travail.

SUBLIMATION • Cette focalisation sur « l'appropriation de l'acte de travail » distingue Gérard Mendel d'autres chercheurs. Il situe par exemple sa différence avec Michel Crozier dans le fait que, pour ce dernier, « le travail sera toujours considéré comme moyen, jamais comme fin ».

Cela dit, Mendel se sent très proche de tous les sociologues de terrain (dont Michel Crozier) et il cite notamment Renaud Sainsaulieu et Alain Touraine. Il regrette seulement qu'ils ne s'intéressent pas plus à la « psychosociologie sociale du sujet ». Et le psychanalyste montre le bout de l'oreille en rappelant que Freud, dans *Malaise de la civilisation*, énonce que le travail permet, quand il est librement choisi, une sublimation individuelle réussie. Notre auteur en infère qu'il y a dans la vie sociale et professionnelle la possibilité pour tout un chacun de réparer les échecs de la construction psychologique de l'enfant.

Il y a beaucoup de demeures dans la maison de la « désaliénation ». Celle qu'a choisie Gérard Mendel demande un effort incessant du sujet à la conquête de son identité. Elle n'est pas exclusive des formes plus classiques d'affrontement que l'Histoire a valorisées et qui flottent dans l'inconscient social. Mais elle est sans doute plus pertinente à l'heure où, du fait des circonstances (chômage, appauvrissement du syndicalisme et des idéologies, réduction de la population active ouvrière), la lutte des classes prend d'autres formes.

Pierre Drouin

NOTES DE LECTURE

INTRODUCTION A L'ECONOMIE de Jacques Gélénieux. Seuil, coll. « Points », 192 pages, 40 F.

A tous ceux, jeunes ou moins jeunes, qui abordent l'économie pour la première fois, ce petit livre donnera une grille de lecture de bon aloi. En allant au plus simple, l'auteur a frappé juste. L'essentiel de son discours se résume en réponses à deux grandes interrogations élémentaires : « Qui fait quoi ? » (les agents et leurs comportements) ; « Comment ça marche ? » (les lois du marché). Restent une quarantaine de pages pour livrer l'essentiel sur les questions de politique économique qui constituent le vécu du citoyen et de l'Etat : les crises et récessions, l'inflation, le chômage et l'équilibre extérieur.

Un *vaudeville* qui tient peu de place dans la poche mais l'est agréablement le bétien.

L'EUROPE de Robert Toulmon. Découverte de Brouwer, 192 pages, 68 F.

Cinquante mots pour s'y retrouver dans le dédale européen. C'est peu mais efficace. Robert Toulmon a choisi cinquante vocables-clés à définir, et ce petit dictionnaire de poche vous évite bien des détours compliqués pour arriver au acud de cette exceptionnelle entreprise que sera l'Union européenne. L'histoire n'y perd pas ses droits et l'ancien directeur général des Communautés européennes, Baronie militant de la cause de la CEE, a su élever le débat dans des rubriques où on

attendait le plus. Ainsi dans son article « De Gaulle », l'auteur montre bien que le général qui fut, à l'origine, fédéraliste (lorsqu'il pensait que la France pourrait prendre la tête de l'ensemble), n'eut aucune considération pour la CEECA (« *nati-méto de charbon et d'acier* ») et contribua fortement à torpiller le projet de CED (Communauté européenne de défense). Mais il sauva le Marché commun en permettant à la France d'y tenir son rang grâce à sa réforme de 1968, fondée sur le plan Pinay-Rueff.

L'ECONOMIE MIXTE de Jean-Dominique Lafay et Jacques Lecallion. PUF, coll. « Que sais-je ? », 127 pages, 38 F.

Original, assurément, ce « Que sais-je ? » ne vise ni à décrire un domaine particulier ni à présenter une branche de la connaissance. Il s'agit plutôt d'une réflexion sur une expression, l'« économie mixte », aux usages variés. Quoi de commun entre la réalité micro-économique des « sociétés d'économie mixte », ces SEM qui jouent un tel rôle dans l'aménagement de notre pays, le projet social que l'on devine entre les lignes de la *Lettre aux Français* de François Mitterrand et le dosage pragmatique entre le marché et l'Etat que doit réaliser tout gouvernement ? Peut-on déceler l'annonce d'un concept, théoriquement déterminé ? Les auteurs analysent ces questions passionnantes en se fondant sur les outils de l'économie publique. Dans leur conclusion, ils appellent au « retrait en bon ordre de l'Etat » et dénoncent la perversité des « par-

tenariats flous », causes de la multiplication des « affaires ». Un livre engagé, donc, qui intéressera les lecteurs qui s'interrogent sur cette drôle d'expression.

J.-M. Ch.

L'INDICE DES PRIX de Jean-Paul Piriou. La Découverte, coll. « Repères », 130 p., 42 F.

Faut-il inclure les prix du tabac et de l'alcool dans l'indice ? Faut-il diminuer le poids des produits de première nécessité et augmenter celui des produits bancaires ?

Deux questions relativement simples. Maintenant : comment tenir compte de l'évolution de la qualité des produits ? Et faudrait-il intégrer le coût des services publics comme l'éducation ? Beaucoup plus subtil. C'est une vraie philosophie de la comptabilité nationale et de la mesure économique qui se cache derrière l'indice, lequel est démonté puis remonté pédagogiquement par Jean-Paul Piriou, dans cette troisième édition d'un ouvrage extrêmement simple représentant les controverses (INSEE contre CGT), les manipulations (Ramadier en 1956, Giscard en 1963). Au-delà des informations, une clef de réflexion sur l'économie contemporaine.

B. M.

Erratum : Dans « Le Monde de l'économie » daté mardi 12 mai, la note de lecture portant sur l'ouvrage *Dynamique du commerce mondial* (page 38) comportait une erreur : le nom de l'auteur du livre est G. M. Henry.

هكذا من الجمل

L'ECONOMIE

OPINIONS

Le Japon et les Etats-Unis entre crise et assainissement

Dialectique de la puissance financière

par CLAUDE MEYER*

La chute récente de la Bourse japonaise sonnerait, selon certains analystes, le glas de la puissance financière de l'archipel, dont l'expansion a pourtant constitué un des faits majeurs de la dernière décennie. Le transfert du pouvoir financier semblait en effet consommé à la fin des années 80 : de premier créancier mondial, les Etats-Unis étaient devenus premier débiteur, avec une position nette négative de 660 milliards de dollars, tandis que le Japon, riche d'un patrimoine net à l'étranger de 350 milliards, affirmait sa suprématie financière.

Quelles sont les causes d'un retournement aussi saisissant et sont-elles durables ? Un double facteur explique la montée en puissance de la finance japonaise au cours des années 80 : la richesse « réelle » produite par une économie vigoureuse et le gonflement artificiel du patrimoine national, dans une spirale spéculative qui révèle maintenant en pleine lumière ses effets pervers. La richesse réelle du Japon repose en grande partie sur l'effort d'investissement (30 % du PNB contre 17 % aux Etats-Unis), grâce à l'utilisation d'abondants flux d'épargne qui dégagent un surplus exportable : les excédents commerciaux s'accumulent, notamment vis-à-vis des Etats-Unis dont la compétitivité internationale se dégrade sous le poids d'un dollar surévalué.

La pression américaine va s'exercer sur le challengeur japonais à un double niveau, financier et réglementaire : la réévaluation massive du yen consécutive aux accords du Plaza le 22 septembre 1985 n'aura pas d'influence positive immédiate sur la balance commerciale américaine mais renforcera les capacités financières des banques et entreprises japonaises dans leur développement à l'étranger. Parallèlement, la déréglementation financière dans l'archipel, réclamée par les Etats-Unis, sera conduite par les autorités japonaises à leur propre rythme et selon leurs propres objectifs.

Excès spéculatifs

La puissance financière du Japon se trouve ainsi renforcée par l'envoie du yen et libérée par la déréglementation, mais les excès spéculatifs de 1986-1989 conduisent à un gonflement artificiel de cette richesse. Dès 1986, le spectre de la récession pousse les pouvoirs publics japonais à fortement relancer la demande intérieure par injection de liquidités : la croissance est maintenue, mais au prix d'une inflation spectaculaire des actifs à caractère de placement, actions et immobilier.

Les prix du fondier s'envoient et la valeur des actions triple à la Bourse de Tokyo, qui ravit à New-York son titre de première capitalisation mondiale en 1989 : cette surévaluation des actifs déplace la force de frappe financière à l'étranger, déjà riche d'excédents courants atteignant 80 milliards de dollars annuels de 1986 à 1988.

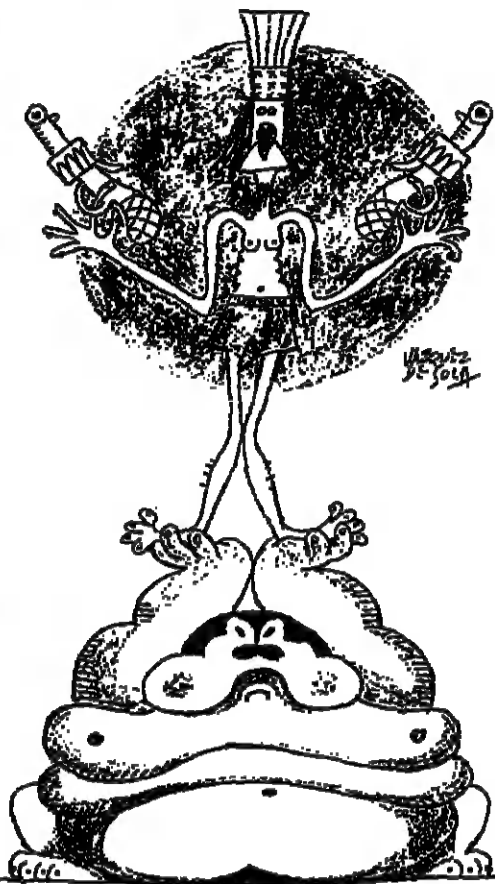
Cependant, l'euphorie financière prend fin brutalement au Japon au début de 1990. La Bourse, qui chute alors de 25 %, rebondira plusieurs fois après ce coup de semonce mais retombe en avril 1992 à son niveau de fin 1986 : plus de la moitié de la richesse boursière s'est ainsi évaporée depuis fin 1989 et l'immobilier a perdu entre 20 % et 30 % de sa valeur. Cette purge financière découle en grande partie de la politique monétaire très restrictive mise en œuvre dès 1989 pour juguler les tensions inflationnistes et les excès spéculatifs : le ralentissement de la croissance, les scandales politico-financiers et la perte de confiance des investisseurs en ont amplifié les effets, qui frappent de plein fouet le système financier mais affectent aussi les entreprises.

Les résultats des maisons de titres pour l'exercice 1991 sont les plus mauvais depuis vingt-six ans et le plupart, dont trois des quatre grandes, sont en pertes. Les banques se trouvent confrontées à un double problème : la dégradation de leur coefficient de solvabilité dit « ratio Cooke » et la montée des risques qui pèsent sur la qualité de leur bilan et leur rentabilité ; une partie de leurs fonds propres est amputée par la dévalorisation de leur portefeuille boursier tandis que les créances douteuses sur l'immobilier, les PME ou les sociétés financières alourdissent leur bilan et ponctionnent les profits. Les entreprises aussi doivent revoir à la baisse leurs résultats et leurs investissements, en raison de coûts de financement plus élevés et, pour certaines, de pertes boursières.

En 1991, l'exportation d'épargne se contracte et son volume est inférieur à celui des capitaux étrangers qui viennent s'investir sur les marchés financiers japonais : pour la première fois en onze ans, le Japon devient importateur net de capitaux à long terme. Est-ce déjà la fin de la puissance financière japonaise ? L'un de ses ressorts est en effet brisé, cette inflation des actifs sur fond de stimulation monétaire qui avait imprimé à l'expansion financière son rythme fuyant. Mais il reste la force intrinsèque de l'économie japonaise, un peu estompée dans le climat actuel : même ralentie, la croissance est préservée, le chômage est stabilisé à un niveau très bas, le budget est en excédent et les capacités d'épargne restent importantes.

La puissance industrielle, renforcée par les investissements gigantesques et peut-être excessifs de ces dernières années, dégage des excédents commerciaux considérables : le surplus pour l'année budgétaire 1991 est de 113 milliards de dollars, portant le solde de la balance courante à 90 milliards ; les revenus nets des investissements à l'étranger contribuent à cet excédent courant pour environ 30 milliards et devraient se maintenir à ce niveau, sauf évidemment si un resserrement massif des placements à l'étranger se révélait nécessaire. Il reste en effet une inconnue : l'assainissement financier s'est-il atteint son terme ?

Le niveau actuel de l'indice Nikkei semblerait l'indiquer, puisqu'il correspond à peu près à la valeur de cet indice fin 1985 (13 113) pondérée par l'augmen-



tation du PNB sur la période. Ce niveau pourrait ainsi marquer le point d'équilibre d'une Bourse épurée de ses excès spéculatifs, mais un tel raisonnement ne prend pas en compte les mécanismes d'arbitrage, les comparaisons internationales de rapports cours-bénéfices et, surtout, le pessimisme ambiant.

Tant que ce point d'équilibre ne s'impose pas aux différents intervenants, il est difficile de prévoir les transformations du paysage financier dans les prochaines années. La stratégie des différents acteurs subira en tout cas des modifications. La fragilisation du système bancaire japonais au regard des normes finales du ratio Cooke, applicables dès mars 1993, freinera sans doute son développement international : priorité sera donnée à la rentabilité et les banques recentreront leur stratégie sur le noyau dur de leur clientèle et de leurs métiers, l'accompagnement des entreprises japonaises à l'étranger.

Les réformes du système financier, longtemps mûries par les pouvoirs publics, vont s'accélérer : les

établissements trop fragiles seront sans doute adossés à de plus puissants et des banques de statuts différents pourront fusionner pour atteindre la taille critique. Le cloisonnement des activités bancaires et financières sera assoupli pour permettre aux grandes institutions de compléter, par l'intermédiaire de filiales, la gamme des services offerts.

Les entreprises aussi vont devoir ajuster leur stratégie : elles souffriront d'une chute des résultats d'exploitation, certaines ont essuyé des pertes en Bourse, toutes ont des conditions de financement, en volume et en prix, sans commune mesure avec celles qui prévalaient au cours des années précédentes. Cela signifie pour elles aussi le retour aux métiers de base, un frein aux diversifications hasardeuses, notamment financières, et une diminution des investissements.

Des atouts majeurs

La situation en 1992 apparaît donc beaucoup plus ouverte qu'à la fin de 1989, lorsqu'aucun obstacle ne paraissait devoir freiner l'expansion financière japonaise et que les Etats-Unis semblaient, sur ce plan, s'acheminer vers la dépendance. L'Amérique redresse ses comptes extérieurs, sinon le budget fédéral, et son système bancaire semble avoir traversé le plus fort de la crise. Le Japon, lui, est soumis à l'amère potion de la purge financière : le surplus structurel d'épargne, qui se traduit dans ses excédents courants, demeure le fondement de sa suprématie, mais son système financier est provisoirement affaibli.

Au-delà de différences majeures dans la situation économique des deux pays, les systèmes financiers sont confrontés à des difficultés et des défis assez analogues : leur fragilisation découle en partie de la déréglementation des années 80, qui a favorisé l'« efficacité » des marchés mais au prix d'une érosion de la rentabilité, notamment par la libération des taux d'intérêt sur dépôts. La concurrence effrénée a parfois relégué au second plan la nécessaire prudence dans l'évaluation des risques. Les solutions envisagées, assez proches dans les deux pays, comportent un double volet : concentration du capital par voie de fusions et globalisation des activités par la levée des cloisonnements entre activités bancaires et boursières.

Dans le cas du Japon, ce processus pourrait finalement conduire, sans préjuger d'accidents de parcours toujours possibles, à des institutions moins nombreuses mais mieux capitalisées, exerçant l'ensemble des activités bancaires et financières, directement ou à travers des filiales. Leur développement à l'étranger serait sans doute plus synchronisé avec celui de l'économie japonaise dans son ensemble et bénéficierait de deux atouts majeurs, l'internationalisation croissante des entreprises japonaises et d'importants excédents courants à recycler sur les marchés financiers étrangers.

(*) Directeur général adjoint de la Banque européenne de Tokyo.

IFAM, the best way for the M.B.A.

Depuis 1982, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) permet à ses étudiants de déboucher en quatre années après le baccalauréat (trois après une prépa.) sur le diplôme MBA des meilleures universités américaines et sur le diplôme IFAM.

Outre ses partenaires associés, University of Hartford, Northeastern University à Boston, Pace University à New-York, Temple University à Philadelphie, chez qui les étudiants effectuent leur troisième ou quatrième année, l'IFAM entretient des relations privilégiées avec les autres grandes universités américaines. C'est ainsi que des étudiants de l'IFAM ont terminé ou terminent actuellement leur MBA à l'University of Pennsylvania (Wharton), University of Chicago, Indiana U., University of Wisconsin, Duke U., George Washington U., Mac Gill U. Enfin, le développement de l'IFAM a entraîné la création en 1986 du programme « MBA University » en association avec plusieurs business schools américaines. Ce programme offre aux diplômés de l'enseignement supérieur et aux cadres, la possibilité d'obtenir le MBA en un an. Un atout supplémentaire pour l'IFAM, établissement pionnier de la formation franco-américaine au management.

IFAM

CONCOURS D'ENTREE EN 2^e ANNEE POUR B.S., D.E.G., D.U.T.

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
Etablissement d'enseignement supérieur privé, 19, rue Cépé,
75015 Paris - France. Tél. : 47 34 38 23

Le Monde EDITIONS

Où va l'Etat ?

La souveraineté économique en question

sous la direction de
René Lenoir et Jacques Lesourne

EN VENTE EN LIBRAIRIE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE GAN

Assemblée Générale Mixte

La Société Centrale du GAN invite ses actionnaires à se réunir en Assemblée Générale Mixte, ordinaire et extraordinaire, le :

Vendredi 19 juin 1992 à 10 h 30,
au Palais des Congrès (salle 51)
2, place de la porte Maillot - 75017 PARIS

Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres qu'il possède, nominatifs ou au porteur, a le droit de prendre part à cette Assemblée, de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint, ou de voter par correspondance.

La demande de carte d'admission ou, le cas échéant, le renvoi du vote par correspondance ou par procuration doit s'effectuer :

- pour les propriétaires d'actions nominatives, à la Société Centrale du GAN - Service Actionnariat : 2, rue Pillet-Will - 75009 Paris ;
- pour les propriétaires d'actions au porteur, à l'intermédiaire qui assure la gestion de leurs titres

Le Service Actionnariat se tient à leur disposition pour tout renseignement :

Numéro Vert 05.08.16.08 (appel gratuit)



Le premier groupe européen de bancassurance



JEAN VILAR

Grand interprète et grand metteur en scène, Jean Vilar fut l'un des premiers à donner sa dimension au théâtre populaire. Dans cette remarquable biographie, appuyée de documents inédits, Jean-Claude Bardot restitue toute l'atmosphère d'une époque restée chère aux habitués du T.N.P. et du Festival d'Avignon.

592 p., 198 F.

ARMAND COLIN

Collection ramses

les grandes questions de l'actualité internationale



86 F.

Dans la même collection

PETROLE : crises, marchés, politiques

P. Jacquet, F. Nicolas 80 F.

GOLFE ET MOYEN-ORIENT : les conflits

B. Kodmani-Darwish et M. Chataoui-Dubarry 80 F.

iffi DUNOD

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements : 46-62-72-67

CONJONCTURE

QUAND, il y a un an, la fin de la guerre du Golfe suscita un rebond de l'activité, les perspectives conjoncturelles s'éclaircissent brusquement. Tout comme l'arrêt de la croissance était attribué au déclenchement du conflit, l'opinion, dans sa majorité, escomptait de sa fin un retour à une situation normale. L'éclaircie dura jusqu'à l'été mais cette reprise « technique » ne suffit guère à annuler les tendances récessionnistes en cours qui devaient se révéler à l'automne. Echaudés, les observateurs se montrent aujourd'hui d'une prudence extrême. La reprise américaine, clairement inscrite dans les chiffres, est perçue avec méfiance par crainte d'un retournement semblable à celui de l'an dernier. Ainsi la production américaine progresse de 0,4 % à 0,5 % par mois depuis février

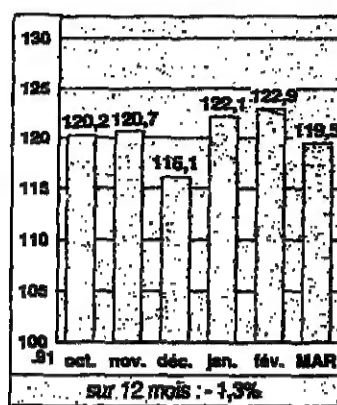
INDICATEUR • La production industrielle

Méfiance extrême

(soit un rythme annuel de 5 % à 6 %) sans convaincre. Les perspectives pour les autres pays industrialisés en sont des lors affectées car les gains attendus à l'exportation sont incertains. Les carnets de commandes à l'exportation se réduisent, en Allemagne

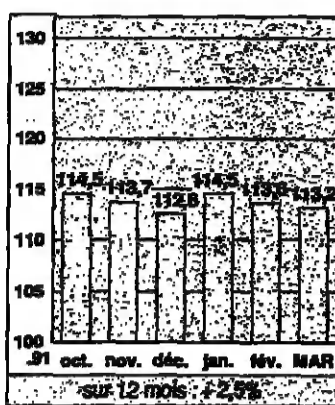
notamment. La production allemande s'est ressaisie, progressant en moyenne de 2 % au premier trimestre par rapport au précédent, mais rares sont ceux qui voient dans ces résultats l'annonce d'une amélioration durable. En France, les chiffres de début d'année, dopés par la période des Jeux olympiques, sont ternis par l'effritement de la production en mars. En Italie, les soubresauts statistiques empêchent de voir dans les tendances récentes les quelques signes encourageants se dessinant peu à peu. Quant au Japon, aujourd'hui en plein creux de la vague, il faut, il est vrai, beaucoup d'enthousiasme pour imaginer que les choses puissent rapidement s'améliorer.

ALLEMAGNE



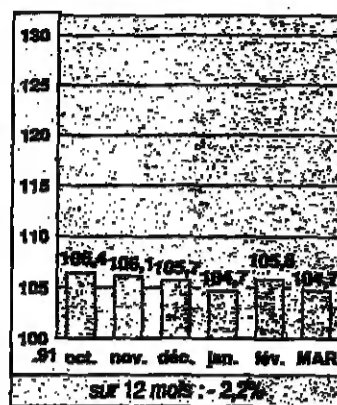
sur 12 mois : +1,3%

FRANCE



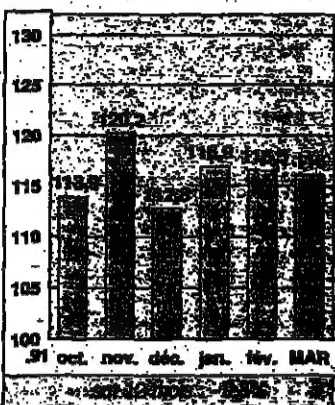
sur 12 mois : +2,8%

GRANDE-BRETAGNE



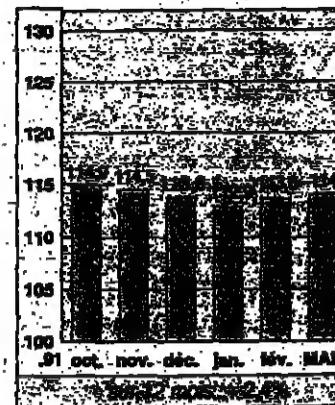
sur 12 mois : -2,2%

ITALIE



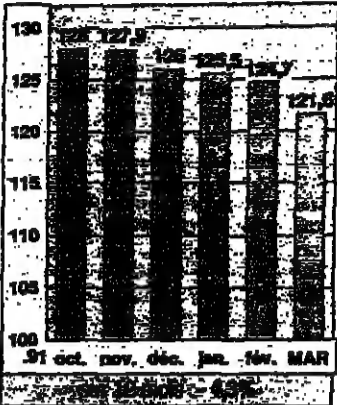
sur 12 mois : +2,2%

ÉTATS-UNIS



sur 12 mois : +4,3%

JAPON



sur 12 mois : -4,3%

Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

RÉGION • Le Proche-Orient

Le pétrole au cœur

La clé de l'approvisionnement pétrolier se trouve au Proche-Orient, particulièrement dans le golfe Arabo-Persique, où se concentrent des réserves considérables (66 % des réserves mondiales prouvées au 1^{er} janvier 1992, dont 26 % en Arabie saoudite, 10,1 % en Irak, 9,3 % au Koweït, 9,3 % en Iran). Ce brut à bas coût d'extraction (1 dollar le baril contre 3 à 10 dollars le baril en Amérique du Nord, 5 à 10 dollars en Amérique latine, 5 à 15 dollars en Europe) a représenté en 1991 27 % de la production mondiale (dont 13,6 % pour l'Arabie saoudite et 5,3 % pour l'Irak).

La guerre et l'après-guerre du Golfe soulèvent donc deux questions : celle de la sécurité des approvisionnements pour les pays importateurs de pétrole et celle de l'instabilité des prix pour les pays producteurs qui n'ont pas encore réussi à diversifier leur économie.

Des crises économiques secouent les États de la région depuis la chute des prix pétroliers dans les années 80 : de 34 dollars au début de 1981, le baril est revenu à 28 dollars en 1985 pour tomber brièvement jusqu'à 7 dollars en juillet 1986. Pour les cinq premiers mois de 1992, la moyenne s'établit à 17 dollars par baril. Pour surmonter leurs difficultés financières, les pays cherchent à maximiser leurs recettes pétrolières en augmentant leur production, sacrifiant souvent la discipline des quotas de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

La production de l'OPEP a ainsi atteint 23,5 millions de barils par jour en avril 1992, selon l'Agence internationale de l'énergie, alors que le plafond de production avait été fixé à 22,9 millions pour le second trimestre. L'augmentation provient essentiellement de l'Arabie saoudite (8,1 millions au lieu des 7,8 prévus), de l'Irak (3,35 millions au lieu de 3,184).

Cette stratégie de croissance en volume de la production entraîne une mise en œuvre accélérée des projets d'expansion de capacité, particulièrement dans les pays à fortes réserves pétrolières, qui ont plus de cent ans de réserves au rythme actuel de production : Arabie saoudite, Koweït, Émirats, Irak, Iran. L'Arabie saoudite s'est fixée un objectif de 10 millions de barils par jour, le Koweït voudrait atteindre les 4 millions, l'Irak vise les 6 millions et Abou-Dhabi les 3 millions de barils.

Dans les pays faibles producteurs, une politique d'exploration accrue est mise en place. Le sultanat d'Oman, dont les réserves sont suffisantes pour assurer une production pendant vingt ans au rythme actuel de 700 000 barils par jour, s'est engagé avec neuf sociétés internationales à multiplier les activités d'exploration/production. Le nombre des gisements produc-

teurs a augmenté de 3 en 1970 à 14 en 1980, à 67 actuellement.

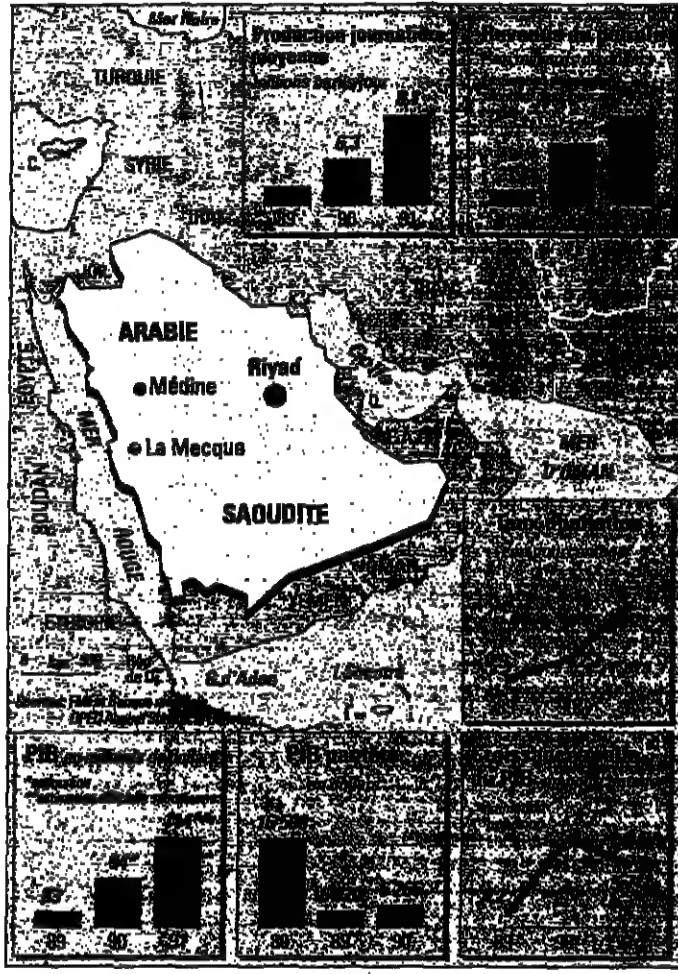
Le troisième plan quinquennal égyptien 1992-1997 souligne la dynamisation de l'exploration tout en cherchant à stabiliser la production pétrolière à son niveau actuel de 870 000 barils par jour. Des investissements nationaux et étrangers de 9,59 milliards de dollars sont prévus dans des projets pétroliers dont 61 % seront affectés à l'exploration et à la production. La Syrie, dont la production pétrolière a atteint 500 000 barils par jour et devrait s'élever à 1 million de barils par jour d'ici à 1993, enregistre des succès successifs en matière d'exploration.

Au Yémen, où la production pourrait atteindre 250 000 barils par jour d'ici à la fin de l'année, 19 compagnies explorent actuellement 25 concessions. Le Liban, pays non producteur de pétrole, mais qui constitue une extension des bassins sédimentaires contenant les gisements de gaz et de pétrole de la région, a lancé un avis international invitant les sociétés pétrolières à soumettre des offres pour l'exploration de blocs à terre et en mer avant le 30 juin 1992.

Cette course aux investissements pétroliers dans la région nécessite une technologie de pointe et des capitaux considérables que seules les sociétés internationales sont susceptibles de procurer. Écartées au début des années 70, les compagnies pétrolières internationales sont de plus en plus sollicitées. Des législations fiscales avantageuses et des contrats de « partage de production » sont proposés un peu partout. Même le Qatar semble avoir assoupli sa position. La Syrie, elle, demande aux sociétés des contrats de service, et les ayatollahs d'Iran demeurent opposés à l'octroi d'un droit de propriété sur des richesses islamiques, malgré la récente politique d'ouverture du gouvernement Rafsanjani.

Par ailleurs, certaines sociétés nationales de pays producteurs (Arabie saoudite et Koweït) investissent dans les réseaux de raffinage-distribution dans les pays consommateurs, en vue d'être présentes sur les activités les plus rentables dans une période favorable aux acheteurs, et de s'assurer des débouchés. Le double mouvement d'investissements en amont et en aval des compagnies des pays producteurs comme de celles des États consommateurs, et les accords militaires de défense signés depuis la guerre du Golfe créent un nouvel enchevêtrement d'intérêts. Le concept de la sécurité énergétique ne peut plus aujourd'hui être pensé simplement en termes de dépendance vis-à-vis du Proche-Orient.

Katia Salame
Economiste



PAYS • L'Arabie saoudite

Diversification

La guerre du Golfe a conforté l'Arabie saoudite dans sa position dominante au niveau régional et au sein de l'OPEP, elle a scellé les liens bilatéraux avec les États-Unis et a hâté la création du Conseil consultatif, une ébauche de démocratisation qui devrait avoir un impact positif sur la marche des affaires.

Le développement économique du pays a été organisé, à partir des années 70, par des plans quinquennaux ambitieux, grâce à l'accroissement considérable des revenus pétroliers, l'objectif prioritaire étant d'assurer le bien-être de la population dans le cadre d'un « État providence » et de diversifier l'économie.

L'objectif principal du cinquième plan (1990-1995), dont les dépenses s'élèvent à 735 milliards de riyals (soit 200,8 milliards de dollars), est d'opérer une mutation radicale de l'économie, encore largement fondée sur la rente pétrolière (90 % des recettes d'exportation, 30 % du produit intérieur brut et 85,9 % des recettes du budget). Le taux de croissance réel du PIB devrait être de 3,2 % par an, avec une contribution particulièrement forte des secteurs non pétroliers : agriculture (+7 % l'an), industrie (5 %), services (9 %), pétrochimie (8 %).

Une politique agricole volontariste fondée sur un système d'aides massives a permis

au royaume d'atteindre une large autosuffisance pour le blé, les œufs et les dattes.

Pratiquement absente il y a vingt ans, l'industrie a bénéficié de la rente pétrolière, au même titre que les infrastructures : cependant, elle reste fortement liée au pétrole (raffinage, pétrochimie).

Longtemps subventionnée, le secteur privé continue de dépendre largement de la main-d'œuvre, notamment des cadres, étrangère. L'abondance ayant précédé l'effort, beaucoup de Saoudiens ont développé une mentalité de rentiers ou d'assistés peu favorable à l'émergence de l'esprit d'entreprise.

En raison de la crise du Golfe, le budget 1991 n'avait pas été présenté publiquement. Selon les indications du ministère des finances, les dépenses publiques pour les deux années 1990 et 1991 ont représenté un total de 470 milliards de riyals. Les dépenses budgétaires pour 1992 sont fixées à 48 milliards de dollars (+27 % par rapport à 1990). Les chiffres de 1991 n'ont pas été divulgués, mais on estime à 50 milliards de dollars le coût de la guerre entre août 1990 et juin 1991, dont 4,7 milliards pour les forces américaines stationnées dans le Golfe, 3,6 milliards d'aides aux États de la région et 12,6 milliards d'achats d'armes.

K. S.

SECTEUR • Les services informatiques

La campagne d'Europe

Le Vieux Continent, deuxième marché mondial, est bel et bien devenu le théâtre d'une bataille féroce dans les services informatiques. Adossées au premier marché mondial, l'Amérique du Nord, les sociétés américaines ont accentué leur pression. Elles se révèlent d'ores et déjà redoutables lors des appels d'offres sur les grands projets d'informatisation au moment même où le marché européen, habitué à croître au rythme de 15 % l'an, subit un léger décrochage le ramenant à une progression de 10 %.

Cette campagne d'Europe mobilise les titans : EDS, filiale du constructeur automobile General Motors et numéro un du secteur, IBM, bien décidée à retrouver ses marges en développant son activité services, Andersen Consulting, la division spécialisée du cabinet d'audit Arthur Andersen, et Computer Sciences Corporation, un indépendant parvenu à se hisser aux premières places mondiales. ATT, le géant américain des télécommunications, nourrit aussi de grandes ambitions.

Ces « assaillants » ont pour eux leur taille imposante et la formidable force de frappe financière qui en découle. Premier européen et numéro quatre mondial, le français Cap Gemini Sogeti a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs... loin derrière les 6,1 milliards de dollars (33 milliards de francs) affichés par EDS. Le numéro un mondial bénéficie, il est vrai, du formidable marché captif que lui apporte la gestion des projets informatiques de General Motors, laquelle lui a assuré l'an passé une rente de 3,5 milliards de dollars, soit environ 19 milliards de francs.

L'appétit des sociétés américaines se manifeste désormais dans les faits. En rachetant le spécialiste européen de la gestion de sites informatiques, le britannique SD-Scion, EDS a signé en 1991 la première opération d'ampleur. ATT a bouclé en février le rachat de la société française Dataid. Cependant Andersen Consulting a

pu réussir l'an passé une progression de 40 % de son chiffre d'affaires en Europe sans opération de croissance externe, grâce à la très forte notoriété de sa maison mère.

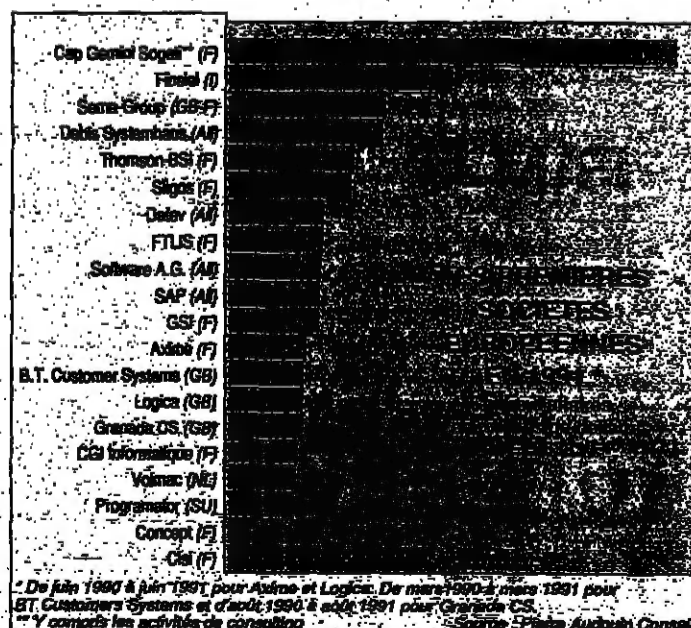
La perspective d'une réduction sévère des budgets du Pentagone et des agences fédérales constitue, aujourd'hui, un aiguillon puissant pour les sociétés américaines. Computer Sciences, par exemple, réalise encore plus de 50 % de ses ventes sur des contrats gouvernementaux. La même politique se traduit, ces derniers mois de plus en plus, par des acquisitions : IBM n'hésite plus à proposer des services gratuits accompagnant ses livraisons de matériel.

Les rivaux européens semblent donc plus accablés. L'industrie de l'ingénierie et des services informatiques y est en effet beaucoup plus atomisée. Cap Gemini Sogeti, leader européen, ne détient que 7 % du marché. L'offre y apparaît aussi moins sophistiquée. Des prestations comme la gestion de sites (facilities management) ou la prise en charge totale de la fonction informatique pour une entreprise-cliente (outsourcing) sont encore peu développées en Europe.

Cette intensification de la concurrence ne peut que contraindre les sociétés européennes à réagir. Dès 1990, CGS s'est lancé dans une vigoureuse politique de croissance externe (rachat de l'anglais Hostings, constitution d'un pôle « consulting » avec la reprise des sociétés américaines United Research et Mac Group, acquisitions récentes du néerlandais Volmac et du suédois Programator).

Dans cette bataille, sont absents des acteurs de taille : les Japonais. Très puissants dans l'électronique et le matériel informatique, les groupes nippons font pâle figure dans les services. Pour combien de temps ? Tout récemment, un rapport du MITI a identifié ce secteur comme l'une de ses principales priorités au cours des dix prochaines années.

Caroline Monnot



De juin 1989 à juin 1991 pour Andersen et Logica. De mars 1990 à mars 1991 pour ST. Consultants Systems et d'après 1990 à août 1991 pour Cap Gemini CS. * N'importe pas les activités de consulting. (Source : ERM - Andersen Consulting)